

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

L'OPPOSITION DU PCF ET DU PCI AU BLOC ATLANTIQUE. ENTRE POLITIQUE
INTÉRIEURE ET ENJEUX INTERNATIONAUX (1947-1955)

PAR

LUCA SOLLAI

DÉPARTEMENT D'HISTOIRE

FACULTÉ DES ARTS ET SCIENCES

THÈSE PRÉSENTÉE EN VUE DE L'OBTENTION DU GRADE DE DOCTEUR
(PHD) EN HISTOIRE

AOÛT 2022

© LUCA SOLLAI

Université de Montréal
Département d'histoire, Faculté des Arts et sciences

Cette thèse intitulée

L'opposition du PCF et du PCI au bloc atlantique. Entre politique intérieure et enjeux internationaux (1947-1955)

Présentée par
Luca Sollai

A été évaluée par un jury composé des personnes suivantes

Présidente
Alex Tipei

Directeur de recherche
Samir Saul

Codirecteur de recherche
Bruno Ramirez

Examineur Externe
Serge Wolikow

Membre du jury
Albertina Vittoria

Représentant du doyen
Théodore McLaughlin

Résumé

Cette thèse étudie l'opposition du Parti communiste italien (PCI) et du Parti communiste français (PCF) au bloc atlantique, du début de la guerre froide jusqu'à l'admission de la République fédérale d'Allemagne (RFA) dans l'OTAN. L'approche choisie est d'intégrer les sphères « nationale » et « internationale », pour éviter de limiter l'analyse seulement aux logiques d'opposition de la Guerre froide.

La compréhension des stratégies d'opposition de deux partis au bloc atlantique est primordiale, vu que, le PCF et le PCI sont, à l'époque, les deux plus grands partis communistes de l'Europe occidentale, et favorables aux constitutions française et italienne de l'après Deuxième Guerre mondiale. En tenant compte de l'interaction entre enjeux nationaux et pressions internationales, la thèse dresse un portrait de l'évolution des PCF/PCI dans leur opposition au bloc atlantique, en mettant en relief les similitudes et les différences. En s'appuyant sur plusieurs sources primaires, telles que les documents officiels des deux partis et les documents diplomatiques et ministériels italiens, français, russes et américains, elle explique l'évolution de deux partis.

Si les conditions de départ, avec l'éviction des gouvernements nationaux des deux partis et la pression accrue des États-Unis et de l'Union soviétique, sont similaires, l'élaboration à long terme des stratégies est différente. En termes généraux, le PCF se caractérise par une stratégie plus « dogmatique », par rapport au bloc atlantique. Par conséquent, la tendance des communistes français sera celle d'une opposition plus attentive à la situation internationale qu'aux enjeux nationaux, avec une inversion de cette tendance qui arrive seulement à la moitié des années 1950, avec la campagne contre la CED. De leur côté, les communistes italiens sont capables, depuis le début et nonobstant les pressions internationales, d'élaborer une opposition plus équilibrée entre enjeux nationaux et situation internationale. Il en résulte que la stratégie du PCI sera plus efficace car, à plusieurs reprises, elle mettra en difficulté le gouvernement italien sur le fond de son choix atlantique.

MOTS-CLÉS : PCF, PCI, PACTE ATLANTIQUE, OTAN, ANTIATLANTISME, GUERRE FROIDE, ITALIE, FRANCE, COMMUNISME, KOMINFORM

Abstract

This thesis studies the opposition of the Italian Communist Party (ICP) and the French Communist Party (FCP) to the Atlantic bloc, from the beginning of the Cold War until the entry of the Federal Republic of Germany (FRG) into NATO. The approach chosen is to integrate the 'national' and 'international' spheres, in order to avoid framing the analysis solely in terms of Cold War opposition.

The comprehension of the oppositional strategies of two parties to the Atlantic bloc is very important, as the PCF and the PCI were the two largest communist parties in Western Europe at the time, and favorable to the French and Italian constitutions after World War II. Considering the interaction between national issues and international pressures, the dissertation draws a portrait of the evolution of the CPF/CPI in their opposition to the Atlantic bloc, highlighting similarities and differences.

The thesis relies on several primary sources, such as official documents of the two parties and Italian, French, Russian and American diplomatic and ministerial documents, to explain the evolution of the two parties.

While the starting conditions, with the exclusion from the national governments of both parties and the increased pressure from the US and the Soviet Union were similar, the long-term development of strategies was different. In general, the PCF was more "dogmatic"; in relation to the Atlantic bloc. Consequently, the tendency of the French communists was to focus more on the international situation than on national issues, with a reversal of this tendency only in the mid-1950s, during the campaign against the EDC. For their part, the Italian communists were able, from the start and notwithstanding international pressures, to develop a more balanced opposition taking into account national issues and the international situation. As a result, the PCI's strategy was more effective, as it repeatedly challenged the Italian government on its Atlantic choice.

KEY WORDS: FRENCH COMMUNIST PARTY, ITALIAN COMMUNIST PARTY, NATO, ATLANTIC PACT, ANTI-ATLANTISM, ITALY, FRANCE, COLD WAR, COMMUNISM, COMINFORM

Remerciements

Il me sera très difficile de remercier tout le monde car c'est grâce à l'aide de nombreuses personnes que j'ai pu mener cette thèse à son terme.

Je voudrais tout d'abord remercier grandement mes directeurs de thèse, M. Samir Saul et M. Bruno Ramirez, pour toute leur aide. J'ai été chanceux d'avoir travaillé en leur compagnie puisqu'outre leur appui scientifique, ils ont toujours été là pour me soutenir et me conseiller au cours de l'élaboration de cette thèse et pendant mon parcours académique. Je remercie également Louis Vallières, pour son aide précieuse dans la correction de ma thèse et pour ses conseils. Il a toujours fait tout son possible pour m'aider.

Je remercie mes ami.e.s et collègues Brintha, Traïan, Gabrielle, Catherine, Jean-Christophe, Jean Noël, Marilou et Valérie pour leur aide précieuse pendant tout mon parcours.

Je tiens à remercier particulièrement la communauté de *Thèsez-vous*, fondamentale à la réussite de ma rédaction.

Mes derniers remerciements vont à ma femme Gèneviève, mes enfants Sofia et Simon, mes parents Piercarla et Ugo, et mes beaux-parents Jocelyne et Jocelyn, qui ont tout fait pour m'aider, qui m'ont soutenu et surtout supporté dans tout ce que j'ai entrepris.

Liste des abréviations

ACLI = Associations chrétiennes des travailleurs italiens (Associazioni Cristiane Lavoratori Italiani)
ANPI = Association nationale des Partisans italiens (Associazione Nazionale dei Partigiani Italiani)
CCFA = Commandement en Chef français en Allemagne
CECA = Communauté européenne du charbon et de l'acier
CED = Communauté européenne de défense
CGIL = Confédération générale italienne du travail (Confederazione Generale Italiana del Lavoro)
CGT = Confédération général du travail
CIA = Central Intelligence Agency
CIS = Central Intelligence System
CORC = Comité de coordination
DC = Démocratie Chrétienne (Democrazia Cristiana)
FGCI = Fédération jeunes communistes italiens (Federazione giovani comunisti italiani)
FRUS = Foreign Relations of United States
MCP = Mouvement chrétien pour la paix (*Movimento Cristiano per la Pace*)
MUCP = Mouvement unitaire des chrétiens progressistes (*Movimento Unitario dei Cristiani Progressisti*)
MPP = Mouvement des partisans pour la paix
MRP = Mouvement républicain populaire
NSC = National Security Council
OTAN = Organisation du traité de l'Atlantique nord
OSS = Office of Strategic Services
PCF = Parti communiste français
PCI = Parti communiste italien
PCUS = Parti communiste de l'Union soviétique
PSI = Parti socialiste italien
PSIUP = Parti socialiste italien d'unité prolétaire (Partito Socialista Italiano d'Unità Proletaria)
PSLI = Parti socialiste des travailleurs italiens (Partito Socialista del Lavoratori Italiani)
RFA = République fédérale d'Allemagne
RGASPI = Archives d'État russe pour l'histoire sociale et politique
RPF = Rassemblement du peuple français
SACEUR = Commandant suprême des forces alliées en Europe (Supreme Allied Commander Europe)
SFIO = Section française de l'Internationale ouvrière
SHAPE = Grand Quartier général des puissances alliées en Europe (Supreme Headquarters Allied Powers Europe)

TABLE DE MATIÈRES

RÉSUMÉ	3
ABSTRACT	4
REMERCIEMENTS	5
LISTE DES ABRÉVIATIONS	6
INTRODUCTION	10
1 - ÉTAT DE LA QUESTION	11
1.1 <i>Le bloc atlantique et le débat sur la guerre froide</i>	11
1.2 <i>La soviétologie et l'approche multithématique</i>	14
1.3 <i>L'historiographie sur le PCI et le PCF</i>	16
1.4 <i>La nouvelle vague historiographique : le conflit entre les dimensions « nationale » et « internationale » des deux partis</i>	18
1.5 <i>L'historiographie sur le sujet de recherche</i>	23
2 - CADRE THÉORIQUE	27
3 - HYPOTHÈSES	31
4 - MÉTHODOLOGIE	34
5 - LES SOURCES	36
5.1 <i>Les archives du PCI et du PCF</i>	36
5.2 <i>Les archives privées des personnalités du parti</i>	38
5.3 <i>Les documents diplomatiques et les archives de la CIA</i>	38
5.4 <i>Les sources journalistiques</i>	39
CHAPITRE I - UNE TRANSITION DIFFICILE : LE PCI ET LE PCF ENTRE LEUR RÔLE DANS LES GOUVERNEMENTS NATIONAUX ET LE CHANGEMENT DU PANORAMA INTERNATIONAL	42
1 - L'HÉRITAGE DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE	43
1.1 <i>Les relations avec les socialistes</i>	48
2 - LES ÉTATS-UNIS ET LE RÔLE POLITIQUE DES PCF-I	51
3 - LA RUPTURE DE L'ANNÉE 1947	57
3.1 <i>Quoi faire de l'Allemagne ? La France entre bloc occidental et rapprochement avec l'Union soviétique</i>	60
3.2 <i>On se méfie des communistes : le PCI et le tournant de De Gasperi</i>	70
3.3 <i>Les prémices d'une aide américaine en Europe</i>	73
CONCLUSION	74
CHAPITRE II – UN CHANGEMENT DIFFICILE : LES PCF-I ET LA TRANSITION DU GOUVERNEMENT À L'OPPOSITION (JANVIER - OCTOBRE 1947)	76
1 - LE DÉPART DU GOUVERNEMENT : DEUX SITUATIONS BIEN DIFFÉRENTES	77
1.1 <i>La situation italienne</i>	77
1.1.1 <i>Le Report of the Special « Ad Hoc » Committee of the State-War-Navy Coordinating Committee et le Policy Planning Staff</i>	80
1.1.2 <i>La vision de l'ambassadeur Dunn de la stratégie de De Gasperi et son influence auprès de l'administration américaine</i>	84
1.2 <i>La situation française</i>	94
1.2.1 <i>Un isolement progressif de forces communistes</i>	95
2 - LE RAPPORT JDANOV ET LES CONSÉQUENCES SUR LES PCF ET PCI (PCF-I)	99

CONCLUSION.....	110
CHAPITRE III – S’ADAPTER À LA LOGIQUE DE BLOCS. LA RÉORGANISATION DU PCI ET DU PCF FACE AUX NOUVELLES STRATÉGIES DE WASHINGTON ET MOSCOU.	112
1 - LA REDÉFINITION DE L’IDÉOLOGIE ET DE LA PROPAGANDE À LA SUITE DE LA FONDATION DU KOMINFORM	112
1.1 <i>Les origines de l’antiaméricanisme et le resserrement idéologique dans le PCI.....</i>	113
1.2 <i>L’adaptation du PCF à la nouvelle réalité internationale</i>	118
2 - OÙ ALLER EN FRANCE ET EN ITALIE ? LA PERCEPTION AMÉRICAINE DE L’ÉVOLUTION POLITIQUE DES FORCES COMMUNISTES	121
2.1 <i>La fondation de la CIA.....</i>	123
2.2 <i>La vision américaine sur le rôle du PCF dans les grèves en France et les répercussions sur le gouvernement français</i>	124
2.3 <i>L’augmentation de la perception de la menace communiste en Italie.....</i>	134
3 - LES DIFFÉRENTES STRATÉGIES DU PCF ET DU PCI DANS LEURS RELATIONS AVEC MOSCOU	138
CONCLUSION.....	146
CHAPITRE IV - LE PRINTEMPS 1948 : LES PRÉMICES DU PACTE ATLANTIQUE ET LES ÉLECTIONS ITALIENNES.	148
1 - LE GRAND TOURNANT : LES ÉLECTIONS ITALIENNES D’AVRIL 1948	148
1.1 <i>L’influence de Moscou dans le processus décisionnel du PCI.....</i>	150
1.2 <i>L’utilisation des questions internationales pendant la campagne électorale.....</i>	157
1.3 <i>La contribution de l’ambassade américaine à la défaite des communistes.....</i>	163
2 - IL FAUT ÉVITER LES COMMUNISTES À TOUT PRIX : L’ENGAGEMENT DE L’ADMINISTRATION AMÉRICAINE CONTRE LE PCI	165
2.1 <i>La doctrine Truman s’étend à l’Italie</i>	165
2.2 <i>Le rapport du National Security Council et ses implications</i>	171
3 - LE VIRAGE ATLANTISTE DE LA FRANCE ET L’OPPOSITION DU PCF : L’IMPOSSIBILITÉ DE BRISER L’ISOLEMENT POLITIQUE.....	176
3.1 <i>Une opposition aux marges.....</i>	176
3.2 <i>L’opposition à l’atlantisme : une campagne sans possibilités de succès</i>	178
CONCLUSION.....	182
CHAPITRE V – S’OPPOSER AU PACTE ATLANTIQUE. ENTRE RETOMBÉES NATIONALES ET CAMPAGNE POUR LA PAIX	184
1 - LES PCF-I ET LA LUTTE AU PACTE ATLANTIQUE : DES CONTEXTES NATIONAUX PROFONDÉMENT DIFFÉRENTS.....	185
1.1 <i>Le Pacte atlantique entre défense nationale et défense de l’Union soviétique. Un compromis difficile pour le PCF.....</i>	185
1.2 <i>Le Pacte atlantique dans la campagne pour la paix : un élément parmi les autres</i>	191
1.3 <i>Le contexte national italien</i>	193
2 – LA TROISIÈME CONFÉRENCE DU KOMINFORM : UN BILAN DE L’OPPOSITION AU PACTE ATLANTIQUE DANS LA LUTTE POUR LA PAIX	196
2.1 <i>Le PCF : une mobilisation relativement faible</i>	197
2.2 <i>Le PCI : l’opposition au Pacte atlantique comme pilier de la campagne pour la paix.....</i>	198

3 - L'OPPOSITION AU PACTE ATLANTIQUE DU PCF : LE DILEMME DU RÉARMEMENT DE L'ALLEMAGNE ET DE LA SÉCURITÉ NATIONALE.....	200
3.1 <i>Le réarmement de l'Allemagne : un grave danger pour la France ou pour l'Union soviétique ?</i>	202
3.2 <i>Une progressive réaffirmation des particularités nationales de la France</i>	205
3.3 <i>Le Kominform : il faut sacrifier la campagne contre le réarmement de l'Allemagne</i>	207
4 - LE PCI ET LA LUTTE CONTRE LE PACTE ATLANTIQUE : QUELQUES LIMITES.....	208
4.1 <i>La percée manquée de la Démocratie chrétienne : une conséquence de l'opposition entre les blocs</i>	208
4.2 <i>Une opposition qui oscille entre les enjeux nationaux et internationaux</i>	216
CONCLUSION.....	218
CHAPITRE VI – L'OPPOSITION À LA CED ET AU BLOC ATLANTIQUE	220
1 – LES PREMIÈRES PROPOSITIONS DE L'ARMÉE EUROPÉENNE ET LA RÉACTION DES PCF-I.....	221
1.1 <i>La campagne de la CED dans le contexte de la campagne pour la paix</i>	223
2 - LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS ET L'ÉLABORATION D'UNE STRATÉGIE EFFICACE CONTRE L'ARMÉE EUROPÉENNE : UN PARCOURS PAR ÉTAPES	226
2.1 <i>L'analyse américaine</i>	227
2.2 <i>L'affirmation progressive des enjeux nationaux</i>	230
2.3 <i>La stratégie de l'unité d'action</i>	233
3 - LE PCI ET L'OPPOSITION À L'ATLANTISME : UNE STRATÉGIE PLUS GLOBALE	240
3.1 <i>La vision américaine</i>	240
3.2 <i>L'opposition à l'entrée de la Grèce et de la Turquie dans le Pacte atlantique</i>	241
3.3 <i>Les élections italiennes et la montée communiste</i>	245
3.4 <i>La campagne contre la CED en Italie</i>	249
CONCLUSION.....	252
CONCLUSION GÉNÉRALE.....	254
SOURCES	266
BIBLIOGRAPHIE	276

INTRODUCTION

Le 4 avril 1949 a eu lieu, à Washington, la signature du traité de l'OTAN. L'alliance atlantique avait comme objectif d'assurer la défense de ses 12 pays fondateurs contre les ennemis extérieurs, surtout l'Union soviétique. Avant l'adhésion à l'OTAN des 12 pays signataires (États-Unis, Canada, Belgique, Luxembourg, Portugal, Norvège, Danemark, Islande, Pays-Bas, Royaume-Uni, France et Italie), il y a eu un fort débat interne pour la justifier. Ce débat a été particulièrement houleux en Italie et en France en raison d'une forte opposition communiste dans les deux pays. Le PCI et le PCF ont par ailleurs continué à s'opposer à l'OTAN après la signature du pacte par les gouvernements nationaux italien et français. La fondation de l'OTAN est le moment le plus emblématique de la constitution du bloc atlantique, processus qui a commencé en 1947. La thèse analysera le déroulement de ce débat et de cette opposition autour du bloc atlantique de l'année 1947 jusqu'à l'année 1955, qui marque l'entrée de la République fédérale d'Allemagne (RFA) dans l'OTAN.

Les questions que nous nous posons sont : la vocation anti-atlantiste du PCF et du PCI est-elle due seulement aux liens idéologiques et politiques avec l'URSS ? Comment et pourquoi le PCF et PCI se sont-ils opposés au bloc atlantique naissant ? Ont-ils développé des politiques similaires d'opposition à l'OTAN, à cause de l'influence du Kominform ? Comment se sont-ils réorganisés après la signature du pacte ? Comment ont-ils réagi face aux défis posés par la guerre froide, dans laquelle l'OTAN a un rôle de première importance ? Enfin, les deux partis ont été-ils conditionnés dans leurs décisions par les enjeux internationaux ou ont-ils choisi des routes tracées par leurs prérogatives nationales ?

L'historiographie sur la naissance et sur le déroulement du bloc atlantique et de l'OTAN est consistante¹, mais le débat sur le rôle et les relations entre la France et l'Italie et entre

¹ Sur le sujet de l'OTAN en relation à la France et l'Italie voir E. Timothy Smith, *The United States, Italy and NATO, 1947-52* (New York : Macmillan, 1991) et Maurice Vaisse et al., *La France et l'OTAN : 1949-1996*, (Bruxelles : Éditions Complexe, 1996).

le PCF et le PCI pendant cette période laisse encore des portes ouvertes au débat historiographique. Nous allons d'abord placer l'OTAN dans le débat historiographique sur la guerre froide où trois écoles de pensée différentes se sont affirmées pendant les années sur ce sujet. Ensuite, on examinera la bibliographie qui a traité la place de la France et de l'Italie pendant le processus d'adhésion à l'OTAN en mettant en relief les particularités qui ont été examinées et les points qui auraient besoin d'être développés dans le débat historiographique. Puis, nous examinerons la bibliographie qui traite des problématiques similaires à la nôtre sous un autre angle ou perspective, pour nous permettre d'encadrer exactement notre sujet de débat. De plus, on identifiera, en fonction de notre cadre théorique, les événements de la guerre froide lors desquels l'OTAN a eu un impact considérable. On en identifiera les lignes directrices et on discernera les points de continuité et de discontinuité dans l'opposition des deux partis communistes envers le Pacte. Finalement, après avoir mis en lumière les affinités et les différences dans les stratégies des deux partis étudiés, nous élaborerons une explication générale de l'évolution des événements.

1 - ÉTAT DE LA QUESTION

1.1 Le bloc atlantique et le débat sur la guerre froide

La naissance du bloc atlantique et de l'OTAN a été incluse dans le débat sur la guerre froide caractérisée par trois écoles historiographiques différentes : l'« orthodoxe », la révisionniste et la post-révisionniste. L'historiographie sur la guerre froide a été, surtout pendant les années 1950, dominée par le « *consensus history* » basé sur une vision unitaire de l'histoire américaine qui est fortement défensive de l'exceptionnalité de sa politique. Cette vision a été introduite par l'historien et diplomate américain George F. Kennan, qui décrivait l'Union soviétique comme l'unique responsable de la guerre froide : « la pression soviétique contre les libres institutions du monde occidental peut être contenue par l'adroite et vigilante application d'une force contraire sur une série de points géographiques et politiques continuellement changeants, correspondant aux changements et aux manœuvres

de la politique soviétique² ». Plusieurs historiens comme William H. McNeill³, Herbert Feis⁴, Norman A. Graebner⁵ et Arthur Schlesinger Jr⁶ ont développé cette position, et leur vision a été nommée « orthodoxe » et a dominé le débat jusqu'au début des années 1960⁷.

En 1959, l'historien américain William Appleman Williams a développé une approche complètement différente. Son travail se caractérise par une critique de l'interprétation de l'histoire américaine « orthodoxe ». Dans son livre, Williams met en relief les facteurs économiques de la politique américaine, comme l'expansion des intérêts commerciaux. Même si cet aspect est développé partiellement, il donne un point de vue totalement opposé à la théorie « orthodoxe », prenant en compte d'autres facteurs, telles l'idéologie politique et la sécurité nationale. Il attribue presque toute la responsabilité de la guerre froide aux Américains, car « une nation qui avait une suprématie comme celle des États-Unis entre 1944 et 1962 ne pouvait justifier ses décisions en soutenant qu'ils étaient forcés à suivre une certaine approche ou politique »⁸.

Le travail de Williams a été pris comme référence par d'autres historiens de l'école « révisionniste » comme Denna F. Fleming⁹ et Gabriel Kolko. Selon ce dernier, les raisons du conflit entre les États-Unis et l'Union soviétique sont attribuées à des composantes économiques de la politique étrangère américaine. De plus, les États-Unis ont essayé d'exercer leur hégémonie sur la partie occidentale du monde et de défendre leurs intérêts économiques et politiques mondiaux. Selon lui, l'influence du secteur économique dans les prises de décisions de la politique américaine est expliquée dans les chiffres : sur 678

² George F. Kennan, *American Diplomacy, 1900-1950* (Chicago : University of Chicago Press, 1952).

³ William Hardy McNeill and 钱乘旦, *A world history* (Toronto : Oxford University Press, 1967).

⁴ Herbert Feis, *From Trust to Terror: the Onset of the Cold War, 1945-1950* (New York : Norton, 1970).

⁵ Norman A. Graebner, *Cold War Diplomacy: 1945-1960* (Princeton : D. Van Nostrand Company, 1962).

⁶ Arthur Schlesinger Jr, « Origins of the Cold War », *Foreign Affairs* 46, 1 (1967), <https://doi.org/10.2307/20039280>, <http://www.jstor.org/stable/20039280>.

⁷ Pour compléter une vision globale de l'approche des historiens américains à la guerre froide, voir J. Samuel Walker, « Historians and Cold War Origins: the New Consensus », dans *American Foreign Relations: a Historiographical Review*, Gerald K. Haines et J. Samuel Walker, dir. (Westport : Greenwood Press, 1981).

⁸ William Appleman Williams, *The tragedy of American Diplomacy* (New York : WW Norton & Company, 1959), 208.

⁹ Denna Frank Fleming, *The Cold War and Its Origins, 1917-1960* (Garden City, N.Y. : Doubleday, 1961).

postes de décisions politiques, 59,6 % ont été occupés par des personnes provenant du secteur du monde des affaires, de la finance et du droit¹⁰.

Cette position a ouvert un grand débat entre les historiens et fourni la base de la vision de Gaddis qui a été le pionnier de l'école post-révisionniste. Il se situe dans une position intermédiaire entre les écoles « orthodoxe » et « révisionniste ». Même s'il est d'accord avec quelques thèses fondamentales de la doctrine « orthodoxe », comme la responsabilité politique de Staline et de l'Union soviétique au début de la guerre froide, il n'a pas évité de surligner les erreurs des Américains et, surtout, il rejette la thèse « orthodoxe » selon laquelle les Soviétiques poursuivent un projet de domination mondiale basé sur le communisme.

Les thèses post-révisionnistes affrontent donc le thème de la guerre froide prenant en considération une vision plus globale qui rejette la notion de la responsabilité unique de la guerre de l'un ou de l'autre pays et tiennent compte des responsabilités des deux. En général, ces thèses attribuent la guerre froide à des malentendus dans les relations entre les deux pays¹¹, mais elles mettent également l'accent sur le comportement de Staline au début de la guerre froide et l'incompatibilité entre la vision du monde capitaliste et la vision du monde marxiste-léniniste.

Comme celle de Gaddis, l'analyse de Melvyn Leffler¹² concorde avec la thèse que la guerre froide n'était pas préordonnée par aucun des protagonistes, mais qu'elle était le résultat de la peur que Staline avait de l'encerclement et de l'attitude de la diplomatie américaine qui n'avait rien fait pour rassurer l'URSS. La position de l'historien norvégien Geir Lundestad¹³ est remarquable, car il avance que l'imposition des intérêts américains en Europe occidentale n'était pas un choix unilatéral américain, mais que les Américains

¹⁰ Gabriel Kolko, *The Roots of American Foreign Policy: an Analysis of Power and Purpose* (Boston : Beacon Press (MA), 1969), 17-19.

¹¹ John Lewis Gaddis, *The United States and the Origins of the Cold War* (New York: Columbia University Press, 1972).

¹² Melvyn P. Leffler, *For The Soul of Mankind: the United States, the Soviet Union, and the Cold War* (Londres : Macmillan, 2007).

¹³ Geir Lundestad, *The United States and Western Europe Since 1945: From " Empire" by Invitation to Transatlantic Drift* (Oxford : Oxford University Press, 2003).

eux-mêmes ont répondu à un besoin de sécurité des Européens qui avaient peur de la politique d'agression soviétique. Un autre historien norvégien, Odd Arne Westad¹⁴, divise la responsabilité également entre les Américains et les Soviétiques et leur désir d'imposer leur vision du monde.

Les positions des deux historiens de formation russe, Vladislav Zubov¹⁵ et Vladimir Pechatnov¹⁶, sont intéressantes, car ils donnent une interprétation qui est proche des thèses post-révisionnistes. Leurs analyses mettent en relief l'importance de la personnalité de Staline dans le développement de la guerre froide. Si le premier est d'accord avec la thèse de Gaddis, le deuxième accuse les Américains de n'avoir pas eu un corps diplomatique adéquatement préparé pour pouvoir négocier avec les Soviétiques. Il dénonce le fait que la diplomatie américaine envers les Soviétiques était, surtout au début, basée sur l'improvisation : les États-Unis tentaient de s'approcher de l'Union soviétique selon leur propre vision du monde, sans faire aucun effort pour comprendre celle des Soviétiques et *de facto* rendaient les compromis impossibles. Même si sa lecture est similaire à celle des post-révisionnistes (responsabilités partagées et la croyance que la guerre froide n'était pas préordonnée), il attribue la responsabilité majeure aux Américains et à leur politique unilatérale.

1.2 La soviétologie et l'approche multithématique

Le débat historiographique sur la guerre froide après 1989 a eu la contribution d'une autre approche sous-thématique, la « soviétologie ». Ce champ qui étudie l'Union soviétique avait basé ses recherches dans des domaines alternatifs autres que l'histoire jusqu'en 1989 à cause de l'absence de sources primaires. Pour combler ce manque, la soviétologie a dû

¹⁴ Odd Arne Westad, *The global Cold War: Third World Interventions and the Making of Our Times* (Cambridge : Cambridge University Press, 2005).

¹⁵ Vladislav Zubok et Constantine Pleshakov, *Inside the Kremlin's cold war: From Stalin to Krushchev* (Cambridge : Harvard University Press, 1997).

¹⁶ Vladimir Pechatnov, *Stalin, Ruzvelt', Trumen: SSSR i SShA v 1940-kh gg. Dokumental'nye ocherki* [Stalin, Roosevelt, Truman: The USSR and USA in the 1940's], (Moscow : TERRA–Knizhnyi klub Publ, 2006) et Vladimir O. Pechatnov et C. Earl Edmondson, « The Russian Perspective » dans *Debating the Origins of the Cold War: American and Russian Perspectives*, Ralph B. Levering et al., dir. (Washington DC : Rowman & Littlefield Publishers, 2002).

utiliser des sources alternatives et secondaires, comme les travaux de la sociologie, de la géographie ou du journalisme.

La soviétologie a eu une importance particulière aux États-Unis, mais elle fait partie de la controverse sur la guerre froide. Cela explique la polémique bien présente dans le débat académique entourant la soviétologie, caractérisée par une opposition entre antisoviétiques (la majorité) et prosoviétiques. Malgré le caractère très organisé des études américaines sur l'URSS (on pouvait compter cinq départements d'études soviétiques, trois centres de recherches et neuf centres d'études spécialisés aux États-Unis), les seuls champs développés par les experts américains ont été les études stratégiques et les relations internationales¹⁷. Par contre, en France, l'Union soviétique n'est pas seulement étudiée comme sujet d'analyse, mais surtout pour ce qu'elle peut dire sur l'avenir de la société française. L'URSS est vue plus comme un modèle que comme un ennemi. Pour cette raison, le cadre théorique s'est développé surtout dans les champs de la science politique et des études économiques. En Italie, la soviétologie a été reconnue par son caractère anti-stalinien et, en raison de cette particularité, a été la pionnière de la soviétologie américaine et européenne¹⁸.

Avec l'ouverture des archives soviétiques, l'histoire des relations internationales, et en particulier l'histoire diplomatique, est devenue un champ d'études favori. Mais l'histoire des relations internationales n'a pas été l'unique discipline à étudier la guerre froide : l'histoire culturelle a aussi étudié le sujet et cette discipline a mené à une multipolarité des approches méthodologiques¹⁹. La particularité d'avoir deux partis communistes aussi importants a eu comme effet de créer un débat sur l'existence d'une culture de la guerre froide de manière consistante en France et en Italie. Dans la thèse, une méthode multithématique, qui utilise des sources primaires comme les archives et les

¹⁷ Sabine Dullin, « Les interprétations françaises du système soviétique », dans *Le siècle des communismes* Michel Dreyfus et al., ed. (Paris : Les Éditions de l'Atelier, 2000), 61.

¹⁸ La plus importante personnalité dans le champ de la soviétologie italienne est Adriano Guerra. Il a traité la problématique dans plusieurs travaux dont *Il crollo dell'impero sovietico* (Roma: Editori riuniti, 1996) et *URSS: perché è crollata, analisi sulla fine di un impero* (Roma : Editori riuniti, 2001).

¹⁹ En relation à l'histoire culturelle, le travail de E. T. Smith, *The United States, Italy and NATO, 1947-52*, est intéressant.

affiches, et des sources secondaires comme les journaux et les périodiques de l'époque, donnera une vision globale qui touchera toutes les approches différentes que nous venons d'examiner.

1.3 L'historiographie sur le PCI et le PCF

Le débat sur l'historiographie du PCF et du PCI est important pour comprendre le contexte de la recherche. Comme presque toutes les histoires des Partis communistes, dans une première période de la recherche historiographique, l'histoire du PCI et du PCF a été écrite par les partis eux-mêmes suivant le modèle du manuel de l'histoire soviétique²⁰.

Dans le cas italien, la naissance d'une historiographie officielle du parti se trouve dans la période suivant la Deuxième Guerre mondiale, même si les premiers éléments de l'interprétation ont été développés dans les années 1930 dans le cadre théorique gramscien²¹. L'année 1945 est aussi la date de naissance du même type d'historiographie en rapport au PCF. Les deux partis avaient une vision « sacrée²² » de l'histoire du parti, à forte connotation stalinienne.

En parallèle à cette histoire écrite par les Partis communistes, deux autres catégories s'affirment : l'historiographie non « orthodoxe » faite par des communistes nommés « hérétiques » ou « dissidents²³ » et l'historiographie des ex-communistes devenus par la suite des anticommunistes militants²⁴. Ces deux groupes faisaient la lumière sur les aspects qui n'étaient pas traités volontairement ou involontairement par l'histoire officielle du parti. Ces trois catégories ne développaient pas de travaux faits avec rigueur académique,

²⁰ Le manuel de référence est Comité Central du PC, *Histoire du Parti communiste /bolchévik/ de l'U.R.S.S. : Précis rédigé par une commission du Comité central du P.C. de l'U.R.S.S.* (Moscou : Editions en langues étrangères, 1949).

²¹ Bruno Groppo et Bernard Pudal, « Historiographie des communismes français et italien », dans *Le siècle des communismes*, 67.

²² Bruno Groppo, « Historiens et historiographie du communisme en Italie », *revista www.izquierdas.cl*, 15 (Avril 2013) : 171.

²³ Dans cette catégorie, nous pouvons inclure Fernando Claudín, *La crisis del movimiento comunista – de Komintern a Kominform* (Barcelone : Ruedo Ibérico, 1970) et Roy Medvedev avec plusieurs ouvrages.

²⁴ Dans ce troisième groupe, les œuvres de Boris Souvarine et d'Angelo Tasca sont remarquables.

et pour cette raison ils donnaient souvent une vision déformée, soit en faveur soit contre le communisme.

L'année 1956 est le grand tournant dans l'historiographie des deux partis communistes : après la mort de Staline (1953) et le XXe congrès, le PCI, contrairement au PCF, sépare sa légitimité de la légitimité stalinienne. Ce choix se reflétera aussi dans l'historiographie du PCI. À partir des années 1960, en effet, une historiographie fondée plus sur la rigueur académique que sur des critères politiques commence à s'affirmer. Les travaux d'historiens tels que Paolo Spriano²⁵ et Ernesto Ragionieri²⁶ sont composés pendant cette période. Les nouveaux dirigeants communistes, moins conditionnés par l'histoire récente, ouvrent la porte aux historiens, participent à la recherche historiographique et donnent leur contribution à des travaux de qualité académique. Ce nouvel aspect a comme résultat une grande quantité de productions historiographiques et l'application des règles académiques ; il produit rapidement un dépassement du cadre conceptuel stalinien en faveur d'un cadre neutre et équilibré.

Nous ne pouvons pas dire la même chose sur l'historiographie du PCF. Le cadre français est bien différent. Il est caractérisé encore par une vision conflictuelle. Après les années 1960, le PCF offre à travers l'Institut Maurice Thorez et les Cahiers d'histoire de l'ITM une nouvelle version de l'histoire du PCF qui est très proche de l'histoire officielle du parti. Un autre courant est caractérisé par le travail lié au *mouvement social* fondé par Jean Maitron, mais ses auteurs sont souvent des sympathisants ou militants pour la cause communiste. Pour cette raison, ils présentent des problèmes similaires à ceux des auteurs précédemment mentionnés.

Les travaux qui présentent un cadre conceptuel différent se sont développés sous la supervision d'Annie Kriegel, mais les œuvres reflètent l'approche polémique que l'auteure

²⁵ Voir Paolo Spriano, *Storia del Partito comunista italiano*, V vols. (Torino : Einaudi, 1967-75).

²⁶ La majorité des travaux sur le communisme d'Ernesto Ragionieri sont encadrés dans des œuvres qui traitent du socialisme ou du marxisme. Il a supervisé les trois premiers volumes de *Opere* de Palmiro Togliatti.

avait envers le communisme²⁷, dans une logique conflictuelle. Avec la fondation de la revue *Communisme* par Annie Kriegel, entre les années 1975 et 1989, de jeunes historiens travaillent sur plusieurs aspects du communisme et pour cette raison, de nombreux travaux d'intérêt scientifique sont produits pendant cette période. La situation connaît une radicalisation, paradoxalement, avec l'ouverture des archives du Komintern, mais cette fois à l'avantage des non-communistes. Ils voient dans l'ouverture des archives une occasion pour reconfigurer l'histoire du communisme, refusant tous les travaux qui ne sont pas basés sur ces sources primaires.

On peut donc voir une grande différence entre le cas du PCI et du PCF. En Italie, le parti a permis, après l'année 1956, que les études soient réalisées par des universitaires, en favorisant une historiographie équilibrée et rigoureuse. Dans le cadre français, toutefois, la position du PCF, qui voulait contrôler la production des publications donnant une version de l'histoire officielle du parti, a eu comme conséquence une situation d'opposition qui a fortement conditionné la production historiographique.

1.4 La nouvelle vague historiographique : le conflit entre les dimensions « nationale » et « internationale » des deux partis

Au début des années 1990, on dénote l'émergence d'un nouveau courant historiographique qui, dans le cas italien, se démarque des précédentes interprétations. En laissant de côté les analyses des historiens comme Claudio Pavone²⁸ et Renzo de Felice²⁹, qui critiquent l'historiographie de la Résistance, car elle a été utilisée pour créer le mythe d'un parti communiste pluraliste et national, la question du PCI comme une force nationale et implantée dans la société italienne a été discutée par plusieurs historiens. Dans *L'altra faccia della Luna*³⁰ - un recueil d'articles réuni à la suite d'un colloque organisé par l'université Luiss de Rome et l'université de l'Aquila, et qui a été le dernier colloque de

²⁷ Le travail qui exprime le plus cette position « missionnaire » d'opposition au communisme est Annie Kriegel, *Les communistes français: essai d'ethnographie politique* (Paris : Editions du Seuil, 1968).

²⁸ Claudio Pavone, *Una guerra civile* (Torino : Bollati Boringhieri, 1991).

²⁹ Renzo De Felice, *Rosso e nero*. (Milano : Baldini&Castoldi, 1995).

³⁰ Elena Aga-Rossi et Gaetano Quagliariello, *L'altra faccia della luna: i rapporti tra PCI, PCF e Unione Sovietica* (Bologna : Mulino, 1997).

Annie Kriegel avant sa mort – cette interprétation est majoritaire. De plus, on peut voir ce livre comme une synthèse de l'école « *kriegelienne* » avec le nouveau courant historiographique italien : des auteurs comme Michail Narinsky³¹, Gaetano Quagliariello³², Marc Lazar³³, Stéphane Courtois³⁴, Philippe Buton³⁵ et Leonid Gibiansky³⁶ analysent dans leurs différents travaux, l'interaction que le PCI et PCF ont eue avec l'Union soviétique. Dans le cas italien du PCI, ils remettent en question le développement d'une politique principalement nationale et implantée dans la société, tandis que dans le cas du PCF ils confirment la clé de lecture de l'école « *kriegelienne* ».

Il faut surligner d'abord que, dans les deux cas, l'analyse des historiens met en relief la prédominance absolue de Moscou et donc de l'internationalisme plutôt que l'aspect de la politique nationale et la dimension sociale des deux partis. Les exemples sont nombreux : Quagliariello, Lazar, Kriegel, Courtois, Buton et Gibiansky, orientent leurs analyses vers cet aspect, et ils élaborent différentes études de cas. Lazar analyse la situation politique en France et en Italie après la Deuxième Guerre mondiale et compare, l'école qui présentait le PCF et le PCI comme deux partis exceptionnels et autonomes face à Moscou, et l'école « *kriegelienne* » qui contestait cette autonomie et qui décrivait les deux plus grands partis communistes occidentaux comme des exécutants de la stratégie internationale de Moscou³⁷. Lazar appuie la deuxième thèse et il explique comment la stratégie des deux partis au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale est née après les rencontres Staline-Togliatti en mars 1944 et Staline-Thorez en novembre de la même année³⁸.

La position de Courtois, qui analyse essentiellement le même horizon temporel, et en particulier la lutte du PCI pour la prise du pouvoir pendant la résistance et après la libération, est encore plus tranchée : selon lui, la « double voie » du PCF est un concept

³¹ Michail Narinsky, « La politica estera sovietica verso l'Europa occidentale (1941-1945) », dans *ibid.*, 29-50.

³² Gaetano Quagliariello, « La transizione della democrazia in Italia e in Francia », dans *ibid.*, 51-78.

³³ Marc Lazar, « La strategia del PCF e del PCI dal 1944 al 1947: acquisizione della ricerca e problemi irrisolti », dans *ibid.*

³⁴ Stéphane Courtois, « Il pcf e lotta per il potere durante la resistenza e alla liberazione », dans *ibid.*

³⁵ Philippe Buton, « Il PCF e la partecipazione governativa (1945-1947) », dans *ibid.*

³⁶ Leonid Gibiansky, « La questione di Trieste tra i comunisti italiani e jugoslavi », dans *ibid.*

³⁷ Lazar, *op. cit.*, 79-83.

³⁸ *Ibid.*, 92.

qui a été démenti par les documents des archives de Moscou et il décrit Thorez comme un exécutant des ordres que le PCUS lui a donnés, pas seulement pendant la période de son analyse, mais aussi avant et après³⁹.

Le travail de Buton va dans la même direction : en analysant la participation gouvernementale du PCF pendant les années 1945-1947, Buton souligne qu'à travers l'analyse de l'échange des missives entre Thorez et les collaborateurs de Staline, Dimitrov et Manuilsky, on peut établir la dépendance de Thorez face aux positions de Staline⁴⁰. Le secrétaire du PCF a, selon Buton, une position exactement similaire à celle du PCUS sur la participation gouvernementale et, en général, les objectifs du PCF sont identiques à ceux des différents partis communistes de l'Europe centrale et de l'Est, qui étaient dans le processus de soviétisation⁴¹.

Le travail de Gibiansky, qui concerne la question de Trieste chez les communistes italiens et yougoslaves, décrit les difficultés de Togliatti dans la synthèse entre les directives de PCUS sur la question et la nécessité de sauvegarder les positions acquises par le PCI dans la vie politique nationale. Le PCI, à partir de l'année 1943, a toujours réclamé la nécessité que le territoire de la Venezia Giulia et de la ville de Trieste soit assignée à la Yougoslavie. Mais cette solution aurait pu provoquer de fortes répercussions négatives pour le PCI car ses adversaires politiques utilisaient la question pour délégitimer le parti de Togliatti. Gibiansky explique comment, à partir de l'année 1944, Togliatti communique avec Moscou sur les conséquences dangereuses que la question de Trieste aurait pu avoir pour le PCI et sur la nécessité de trouver une solution avec la Yougoslavie⁴². En un premier temps, Togliatti essaie de repousser la solution de la querelle, mais l'occupation de la ville par les troupes de Tito change la situation. Selon Gibiansky, l'URSS appuie la position de la Yougoslavie et, à ce point, Togliatti propose une solution - un accord sur le statut de ville libre pour Trieste pendant deux ou trois ans et un référendum populaire successif pour sa définitive assignation – qui est pour Gibiansky un moyen pour sauver les apparences,

³⁹ Courtois, *op. cit.*, 149-54.

⁴⁰ Buton, *op. cit.*, 160.

⁴¹ *Ibid.*, 161.

⁴² Gibiansky, *op. cit.*, 191-92.

mais qui de facto appuie le passage de Trieste à la Yougoslavie⁴³. Pour Gibiansky, cette démarche prouverait la totale subordination du PCI aux positions de Moscou.

La question de Trieste a été aussi analysée en détail dans le livre d'Elena Aga-Rossi et Victor Zaslavsky, *Stalin and Togliatti. Italy and the Origins of the Cold War* qui est sorti dans sa version originale en italien en 1997. Les deux auteurs contestent « le mythe persistant de l'historiographie à orientation marxiste » qui interprétait « l'histoire du PCI comme l'histoire d'un parti qui développait progressivement son indépendance de Moscou »⁴⁴. L'analyse de la question de Trieste est un des points clés dans la thèse de la complète subordination de Togliatti aux directives de Moscou. Si on analyse l'historiographie, il y a une importante considération à relever : l'école « *kriegelienne* » qui conteste l'autonomie des deux partis communistes occidentaux par rapport à Moscou, appuie ses thèses sur les événements qui se sont produits avant le rapport Jdanov du 1947 mais leurs conclusions sont appliquées à un cadre temporel bien plus étendu.

Après avoir abordé les nouvelles tendances historiographiques concernant les deux partis, plusieurs questions se posent à nous. Premièrement, pourquoi, si le PCI et le PCF étaient déjà subordonnés aux directives soviétiques, ont-ils été attaqués avec virulence pour leur politique pendant la réunion de formation du Kominform ? Évidemment, pour Moscou, les deux partis développaient des lignes politiques qui différaient des positions du PCUS. Le point important dans cette considération est d'établir si le PCF et PCI ont suivi cette ligne politique par manque de communication avec Moscou ou pour des besoins liés à leur politique nationale. Dans cette optique, une approche plus globale et moins limitée à un cadre de lecture « internationalisme contre autonomie de Moscou » aiderait à la compréhension de ce phénomène complexe.

Deuxièmement, il faudrait se rappeler de la diversité des deux partis communistes en relation à leurs « frères » de l'Europe de l'Est. Le fait d'être à l'intérieur de la sphère

⁴³ *Ibid.*, 200-01.

⁴⁴ Cyrille Guiat, *The French and Italian Communist Parties: Comrades and Culture* (London : Frank Cass, 2003), 22.

d'influence occidentale avait comme conséquence que les intérêts géopolitiques de l'URSS étaient beaucoup moins assurés que dans l'Europe de l'Est. Donc, même si on prend en considération l'hypothèse d'une subordination complète des deux partis envers Moscou, l'impact géopolitique réduit de l'URSS dans l'Europe occidentale pouvait laisser une relative autonomie décisionnelle dans les stratégies de deux partis communistes.

Il faut aussi tenir compte d'un autre facteur : l'horizon temporel dans lequel les historiens de l'école « *kriegelienne* » situent leurs analyses est court. Toutes les thèses des historiens qui veulent prouver l'internationalisme du PCI et du PCF, et donc leur dépendance face à Moscou couvrent la période entre la Résistance et ses lendemains immédiats. L'analyse vise surtout à établir une telle dépendance, mais, comme on l'a déjà mentionné, les conclusions tirées sont appliquées à un champ temporel bien plus étendu, sans néanmoins être accompagnées d'un cadre d'analyse correspondant. Une fois établie la dépendance du PCF et du PCI de Moscou, cet élément est pris comme immuable et vu comme le *deus ex machina* de toutes les interactions futures des deux partis, sans considérer dans un cadre global tous les éléments de continuité ou de discontinuité de cette hypothèse, qui, une fois pris en compte, donnent un tableau bien plus nuancé qu'une simple chaîne d'exécution d'ordres du PCUS vers le PCI et le PCF.

Et pour finir, il faut aussi prendre en considération comment les deux partis s'ajustent par rapport aux changements de politique intérieure et aux pressions américaines. Le déplacement progressif de Rome et Paris vers la sphère d'influence américaine et les pressions américaines pour tenir les communistes hors de toute majorité gouvernementale, sont primordiales pour comprendre les dynamiques d'opposition des PCF/I au bloc atlantique.

Il faudrait sortir de la dichotomie nationale-internationale et essayer de donner une vue d'ensemble de ces deux angles d'interprétation. Ils sont reliés et ne devraient être vus ni dans une dimension d'interaction unidimensionnelle, avec l'internationalisme des deux partis qui conditionne leurs stratégies, ni comme un pilier immuable dans la politique des deux partis communistes.

En effet, une approche plus complète aiderait à mieux comprendre les dynamiques politiques de longue période, comme dans le cas de notre sujet de recherche. De plus, dans cette vision d'opposition, l'internationalisme prend une connotation fondamentalement négative : l'école de pensée qui présente le PCI et le PCF comme deux partis autonomes face à Moscou tend à nier leur dimension internationale et de dépendance face à Moscou, en appuyant son analyse sur l'enracinement des deux partis dans l'arène politique nationale et dans le tissu social du pays.

En revanche, l'école « *kriegelienne* » tend à mettre au premier plan l'aspect de l'internationalisme. Même si elle prend en considération les dynamiques et les spécificités domestiques, dans sa clé de lecture celles-ci sont toujours subordonnées aux nécessités géopolitiques de Moscou.

En réalité, la frontière entre les sphères nationale et internationale est beaucoup moins définie qu'on le pense. Premièrement, les deux partis communistes agissent dans la sphère d'influence américaine. Donc plusieurs de leurs politiques se manifestent dans ce double aspect : aux critiques de leur dépendance face à Moscou, ils sont capables d'opposer la problématique d'une influence étrangère dans le sol domestique. Ils sont fidèles à Moscou, certainement, mais ils peuvent argumenter que ce n'est pas l'URSS qui veut implanter son hégémonie en France et en Italie, mais plutôt les États-Unis. Dans ce contexte il faut se rappeler que les moyens et les symboles qu'utilisaient le PCF et le PCI sont surtout nationaux. Les deux partis s'inspirent du modèle et mythe soviétique, mais l'URSS est présentée surtout comme un pays qui subit l'encercllement du monde capitaliste.

1.5 L'historiographie sur le sujet de recherche

Pendant la Seconde Guerre mondiale, après le débarquement des alliés, les partis communistes italien et français avaient participé à la formation des gouvernements de leurs pays respectifs, mais « les autres partis nationaux et les Américains n'avaient aucun doute sur le caractère subversif du communisme »⁴⁵.

⁴⁵ Alessandro Brogi, *A Question of Self-Esteem: the United States and the Cold War Choices in France and Italy, 1944-1958* (Westport : Greenwood Publishing Group, 2002), 147-74.

Avec le début de la guerre froide, deux dates importantes expliquent la position des deux partis dans le débat lors de la formation de l'OTAN. Le PCF, après avoir participé aux gouvernements du pays entre 1944 et 1947, passe à l'opposition pour longtemps après le 4 mai 1947. En Italie, après avoir participé à l'Assemblée constituante, le PCI sort du gouvernement en 1947 et, après la défaite aux élections de 1948, passe à l'opposition. Les deux partis ont un poids électoral significatif.

Les relations du PCF et du PCI avec le PCUS ont été traitées dans le débat historiographique. En Italie, par exemple, même si « le PCI a essayé d'obtenir une certaine indépendance de Moscou dans la formation de sa politique interne, il est resté absolument loyal à Staline dans sa politique étrangère »⁴⁶.

Cette position du PCI s'est toutefois développée après la radicalisation entre les blocs américains et soviétiques. Pour le PCI, le scénario idéal était celui de la Grande Alliance, dans une coopération entre les « démocraties occidentales » et la « démocratie soviétique », où l'Italie aurait pu conserver sa souveraineté et éviter les écueils des rivalités entre blocs. Avec la crise de la Grande Alliance, que le PCI espère de courte durée, la radicalisation de l'opposition entre les États-Unis et l'Union soviétique et l'inclusion de l'Italie dans le cadre occidental auront comme effet l'adoption de la politique étrangère du PCUS par le PCI ; ce dernier sera perçu comme un avant-poste dans le camp américain⁴⁷.

Du côté français, la politique du PCF était similaire, avec une indépendance relative à la politique interne, mais une dépendance totale en politique étrangère. En effet, après le départ de François Billoux du gouvernement le 4 mai 1947, le raidissement idéologique qui survient dans l'Union soviétique se manifeste aussi dans le PCF qui adopte une ligne radicale. En conséquence, en France, mais aussi en Italie, les années 1947 et 1948 sont

⁴⁶ Simona Colarizi, « The Italian Political Parties and the Foreign Policy in the 1950s: DC, PSI, PCI, MSI », dans *Power in Europe ? Great Britain, France, Germany and Italy and the Origins of the EEC 1952-57*, Ennio di Nolfo, dir. (Berlin : de Gruyter, 1992), 399.

⁴⁷ Severino Galante, « The Genesis of Political Impotence. Italy's Mass Political Parties in the Years between the Great Alliance and the Cold War » dans *Power in Europe ? Great Britain, France, Germany and Italy in a Post War World 1945-50*, Josef Becker et Franz Knipping, dir. (Berlin, New York : Walter de Gruyter, 1986), 195-99.

caractérisées par des grèves pré-insurrectionnelles⁴⁸. Dans une situation radicalisée par l'opposition du bloc américain et du bloc soviétique, et avec l'engagement de la France dans le bloc occidental par la négociation de l'adhésion à l'OTAN, le PCF est alors perçu comme le « parti de l'étranger », qui suivrait les intérêts du bloc communiste⁴⁹.

Pendant le processus de formation de l'OTAN, les rôles des partis communistes des deux pays ont également été différents. Les deux ont indiqué que l'entrée de leur pays dans l'OTAN signifierait non seulement une perte partielle de souveraineté nationale, mais aussi une perte d'identité culturelle.

En France, le gouvernement a pu présenter l'alliance non comme une forme de dépendance du pays envers les États-Unis, mais plutôt en surlignant le rôle de leadership que la France aurait pu jouer dans l'Europe si elle avait adhéré à l'OTAN. L'Italie, quant à elle, était dans une position plus marginale dans le cadre de l'équilibre de forces. La situation de l'Italie a permis au PCI de présenter l'adhésion à l'OTAN comme la dernière d'une série d'impositions américaines et une autre étape vers le processus de dénationalisation du pays⁵⁰. En tenant compte de ces similitudes, de ces différences et du cadre international, politique et culturel, il serait important d'étudier les relations directes entre les deux partis pour établir s'ils ont développé une stratégie commune dans l'opposition à l'OTAN et comment ils l'ont organisée.

Dans l'historiographie, quelques travaux ont pris en considération la spécificité de la France et de l'Italie dans la guerre froide de façon comparative. Ces travaux analysent les particularités des deux pays, mais sont plutôt focalisés sur les rapports des deux pays avec les États-Unis⁵¹. D'autres études analysent les rapports entre le PCI et le PCF vers le PCUS et l'Union soviétique⁵².

⁴⁸ Lucia Bonfreschi, « Complotto contro la Francia: l'antiamericanismo nella stampa gollista della IV Repubblica », dans *Antiamericanismo in Italia e in Europa nel secondo dopoguerra*. - (*Le ragioni degli storici* ; 7) Piero Craveri et Gaetano Quagliariello, dir. (Soveria Mannelli : Rubbettino, 2004), 399.

⁴⁹ Georges-Henri Soutou, *La guerre de cinquante ans: le conflit Est-Ouest 1943-1990* (Paris : Fayard, 2001).

⁵⁰ Alessandro Brogi, *op. cit.*, 101.

⁵¹ Voir le travail de Chiarella Esposito, *America's Feeble Weapon: Funding the Marshall Plan in France and Italy, 1948-1950*. (Westport, Connecticut and London : Greenwood Press, 1994)

⁵² Voir Aga-Rossi et Quagliariello, *op. cit.* et François Denantes, «Le stalinisme du PCF », *Esprit* 3 (1979).

Alessandro Brogi a touché dans deux de ses travaux notre projet de recherche : *A question of Self-esteem : The United States and the Cold War Choices in France and Italy, 1944-1958*⁵³ et dans *Confronting America: The Cold War between the United States and the Communists in France and Italy*⁵⁴. Dans le premier livre, l'auteur analyse les décisions américaines pendant la guerre froide en Italie et en France; il développe une analyse sur la politique des deux pays, mais surtout au niveau des gouvernements nationaux. Les rôles des deux partis communistes, comme défenseurs de la grandeur nationale (PCF) et de la souveraineté nationale (PCI), sont analysés dans l'œuvre, mais leur opposition au bloc atlantique n'est quasiment pas prise en considération. Son deuxième travail est plus focalisé sur les deux partis communistes, mais il couvre une période plus vaste dont une part marginale est consacrée à l'adhésion au Pacte atlantique. De plus, l'analyse comparative n'est pas développée à fond par l'auteur : il met plus en relief les aspects relationnels entre les partis et les États-Unis que les similitudes et les différences entre eux.

En relation à la politique du PCI concernant l'adhésion à l'OTAN, le travail de Severino Galante, *La politica del PCI e il Patto Atlantico : « Rinascita » 1946-49*⁵⁵, traite le thème de notre recherche, mais pas de manière exhaustive : l'analyse de Galante est limitée au débat politique sur le sujet qui est apparu sur le journal *Rinascita* et est également limité dans son horizon temporel. Ce travail ne prend en considération ni des sources primaires ni des sources secondaires ou journalistiques autres que *Rinascita*⁵⁶.

⁵³ Brogi, *op. cit.*

⁵⁴ Alessandro Brogi, *Confronting America, The Cold War between the United States and the Communists in France and Italy* (Chapel Hill : Univ of North Carolina Press, 2011).

⁵⁵ Severino Galante, *La politica del PCI e il Patto Atlantico: " Rinascita" 1946-49*. (Padova : Marsilio Editori, 1973).

⁵⁶ Le livre a été sujet de débat entre Ennio di Nolfo et Gianpasquale Santomassimo. Après un compte rendu très critique de Gianpasquale Santomassimo sur l'œuvre de Galante, Ennio di Nolfo a réagi aux critiques en expliquant que le livre faisait partie d'un ample projet de recherche au sujet l'influence culturelle de la guerre froide en Italie, un projet comprenant 13 chercheurs. Pour cette raison, il refusait les critiques concernant la forme ou le contenu du volume. Santomassimo répondit qu'il comprenait la valeur du projet de recherche et qu'il était de ce fait très surpris que Galante aborde le thème de la politique du PCI envers l'OTAN sans en faire une contextualisation exhaustive, en utilisant seulement un niveau d'enquête et en laissant de côté tous les aspects de la lutte concrète menée contre l'OTAN (opposition parlementaire, grèves...) Ennio Di Nolfo et Gianpasquale Santomassimo, « La politica del PCI e il Patto Atlantico », *Studi Storici* 15, 3 (1974) : 76-77, <http://www.jstor.org/stable/20564176>.

Du côté français, le travail de Irwin Wall *L'influence américaine sur la politique française, 1945-1954*⁵⁷ touche autant le thème de la constitution du bloc atlantique que la position du PCF. Il le fait cependant du point de vue américain et de façon marginale, sans examiner l'opposition du PCF à l'OTAN. Il explique plutôt les avantages pour le gouvernement américain de la présence de la France dans le Pacte atlantique. Le livre d'Yves Santamaria, *Le parti de l'ennemi ? Le Parti communiste français dans la lutte pour la paix (1947-1958)*⁵⁸, en analysant la lutte pour la paix du PCF, touche le sujet de l'opposition à l'OTAN, mais il est plus focalisé sur l'aspect de l'anticolonialisme du PCF.

D'autres travaux traitent de façon comparative des aspects du PCF et du PCI, comme le livre de Roberto Colozza⁵⁹, mais sans toucher de manière exhaustive notre sujet de recherche. Ils prennent en considération les particularités du PCI et PCF sans développer une recherche comparative et sans tenir compte de l'influence réciproque que l'un a exercée sur l'autre, soit au sujet de l'opposition à la politique des gouvernements respectifs, soit concernant les méthodes d'influence culturelle.

2 - CADRE THÉORIQUE

Notre thèse couvre un segment précis et contextualisé du PCI et du PCF. Il ne s'agit pas d'une analyse de l'adhésion au bloc atlantique de l'Italie et de la France ou d'une analyse comparative des relations entre le PCF et le PCI dans la politique étrangère en général. Bien que l'on touche à la question des rapports entretenus par le PCI et le PCF avec l'Union soviétique et les États-Unis, l'analyse de ces relations est contingente à notre recherche. Elle n'est en effet pas développée de manière globale⁶⁰ et se limite à l'étude des occasions que ces relations ont jouées dans les choix politiques des deux partis communistes vis-à-vis de l'OTAN.

⁵⁷ Irwin M Wall, *L'influence américaine sur la politique française, 1945-1954* (Paris : Balland, 1989).

⁵⁸ Yves Santamaria, *Le parti de l'ennemi?: Le Parti communiste français dans la lutte pour la paix (1947-1958)* (Paris : Armand Colin, 2006).

⁵⁹ Roberto Colozza, *Repubbliche rosse, i simboli nazionali del PCI e del PCF (1944-1953)*, (Bologna : CLUEB, 2009)

⁶⁰ Plusieurs travaux ont examiné les relations entre les PCF et le PCI et l'Union soviétique comme Aga-Rossi et Quagliariello, *op. cit.*

Dans le cas des relations de deux partis frères avec l'Union soviétique, on sortira de la dichotomie des catégories conflictuelles « nationale-internationale » pour privilégier une approche globale des deux éléments. Donc, on essayera de développer une analyse dans la direction de comprendre l'interaction et l'influence des deux catégories, plutôt que de déterminer une dépendance ou une autonomie absolue des deux partis vis-à-vis de l'URSS pendant l'évolution de leurs oppositions à l'OTAN.

Notre étude est centrée sur la période contenue entre 1947 et 1955 et a comme objectif de mettre en lumière l'évolution de leur opposition au bloc atlantique. On analysera les motivations à cause desquelles ce sentiment antiatlantique s'est développé, et l'impact des politiques intérieures et étrangères de chaque pays sur les choix des deux partis dans leurs stratégies d'opposition.

Le travail est développé sur deux lignes directrices : la première donne, à travers l'analyse des archives, un cadre complet des relations institutionnelles des deux partis, en politique intérieure et vis-à-vis l'Union soviétique, relations qui n'étaient pas connues par l'opinion publique, mais qui demeurent fondamentales. La deuxième est l'analyse comparative de leurs pratiques d'opposition au bloc atlantique, dans la presse et à l'intérieur des parlements nationaux. Par cette étude comparative, on pourra identifier les points communs des campagnes d'opposition des deux partis, ainsi que les différentes variables qui ont joué un rôle dans la définition de leurs stratégies avant et après l'entrée en vigueur du Pacte atlantique. En mettant ensemble ces deux lignes directrices, nous aurons un cadre complet et organique des relations entre PCF et PCI qui nous permettra de développer une analyse comparative multithématique et de déterminer jusqu'à quel point et dans quelles perspectives particulières les deux partis ont organisé et mis en pratique une stratégie similaire d'opposition, les situations où ils ont pris de positions différentes et les conditions, intérieures ou externes, qui ont conditionné leurs choix.

L'analyse des rapports entre le PCF et le PCI et les partis socialistes français (SFIO) et italien (PSI), pendant les campagnes d'opposition sera par ailleurs très importante. En effet, les rapports entre les deux partis communistes et leurs correspondantes socialistes

sont fort différents : en France, il y a opposition entre le Parti communiste et la SFIO tandis qu'en Italie, socialistes et communistes font front commun⁶¹.

De plus, on examinera les relations entre les deux partis et d'autres groupes ou courants politiques qui s'opposent à l'OTAN pour comprendre s'ils ont eu des contacts et s'ils ont participé à des actions communes d'opposition. Par exemple, nous analyserons les rapports entre le PCF et le groupe gaulliste, et du PCI et les chrétiens de gauche.

La logique même de l'adhésion à l'OTAN des deux pays répondait à des priorités différentes. La principale préoccupation de la France était liée au problème de sa sécurité. La France a ainsi été l'un des acteurs clefs dans le processus qui a mené à la création de l'OTAN. Cela lui a notamment permis d'imposer certaines de ses exigences : l'adhésion de l'Italie et de l'Algérie, deux États qui n'avaient pas de frontières communes avec l'Atlantique, répondait aux exigences de la défense française. En effet, cette dernière, dont le cœur était en Méditerranée, ne voyait pas d'un œil favorable que la ligne de défense soit trop axée sur les pays nordiques⁶². La présence de l'Italie dans l'OTAN était ainsi fondamentale pour maintenir la France à l'intérieur de l'alliance, mais cela n'explique pas tout : le choix atlantique de la *Democrazia Cristiana* et du monde catholique en général était pragmatique et des minorités s'y opposaient⁶³.

Néanmoins, la question de l'adhésion de l'Italie, comme dans le cas l'admission de la Turquie et de la Grèce, n'avait aucune conséquence sur la politique globale de l'OTAN : en donnant la priorité à la défense atlantique, on optait de manière implicite pour une politique de non-intervention dans toutes les zones externes, avec de rares exceptions⁶⁴. Si

⁶¹ Déjà dans le rapport Jdanov du 1947, les socialistes français étaient vus comme des traîtres. Cette fracture a amené le PCF à se marginaliser du débat politique et prendre des positions « stalinistes ». Par contre, le PCI, s'allie avec le PSI en Italie et, même s'il avait une position de prédominance dans l'alliance, doit souvent atténuer les siennes pour trouver un équilibre dans la coalition.

⁶² Georges-Henri Soutou, « La sécurité de la France dans l'après-guerre », dans *La France et l'OTAN : 1949-1996*, Maurice Vaïsse et al., ed. (Bruxelles : Éditions Complexe, 1996), 45.

⁶³ Andrea Guiso, *La colomba e la spada : "lotta per la pace" e antiamericanismo nella politica del Partito comunista italiano (1949-1954)* (Soveria Mannelli : Rubbettino, 2006), 115.

⁶⁴ On identifie deux exceptions à cette politique de non-intervention : l'appui moral donné à la France pendant le « Indochina Resolution » et les concessions accordées aux Britanniques lorsque, au début des années 50, ils ont voulu lier la défense du Moyen-Orient et de la Méditerranée à l'OTAN : voir Frode Liland, « Explaining NATO's Non-Policy on Out-Of-Area Issues During the Cold War », dans *A history of NATO—the first fifty years*, Gustav Schmidt, ed. (Houndsmills : Palgrave, 2001), 173-81.

la naissance de l'OTAN est effectivement une conséquence du début de la guerre froide, force est de constater que les problématiques et l'évolution de l'OTAN ne coïncident pas constamment et nécessairement avec les logiques de la guerre froide. De ce fait, on ne devrait pas catégoriser l'ensemble de la politique de l'OTAN sous le terme « guerre froide⁶⁵ ». Les problématiques politiques de l'OTAN concernant les zones géographiques à l'extérieur de la barrière atlantique ont fréquemment été source d'hésitation et d'indécision.

On peut donc identifier deux raisons ultérieures de l'opposition du PCF et PCI à l'OTAN durant notre période de recherche : la question des sanctions économiques et la question militaire. D'abord, l'embargo imposé aux pays communistes⁶⁶ a engendré une forte opposition des deux partis au Pacte atlantique. Ensuite, les problématiques liées aux armes nucléaires et à la présence de bases américaines sur les territoires des pays alliés ont influencé constamment l'attitude des deux partis à l'étude tout au long de la période qui nous intéresse⁶⁷. Un autre facteur à considérer est l'antiaméricanisme qui évolue pendant toute la période et s'exprime selon des dynamiques différentes dans chacun des pays. En Italie, un certain neutralisme est d'abord adopté afin de trouver un terrain commun avec les minorités catholiques qui s'opposaient à la solution atlantique⁶⁸. Par la suite, un premier épisode d'antiaméricanisme virulent récupérera le concept de la résistance pour s'opposer à « l'occupation » américaine⁶⁹.

En France, au contraire, l'antiaméricanisme du PCF, très marqué au début de la campagne d'opposition, laissera progressivement place à un sentiment antiallemand, à la suite de la

⁶⁵ John Kent, « NATO, Cold War and the End of Empire » dans *op. cit.*, 142.

⁶⁶ Les décisions concernant l'embargo ont été prises dans l'orbite de l'OTAN. On a tenté de l'institutionnaliser directement dans le Pacte puis de le réglementer dans le COCOM, une organisation à laquelle tous les membres de l'OTAN, à l'exception de la Norvège, participaient. Tor Egil Forland, « An Act of Economic Warfare? The Dispute over NATO's Embargo Resolution, 1950-1951 », *The International History Review* 12, 3 (1990).

⁶⁷ De plus, dans le cadre français, la problématique était liée à la question du réarmement de RFA : Pierre Guillen, « La France et l'intégration de la RFA dans l'OTAN », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 159 (1990).

⁶⁸ Guiso, *op. cit.*, 77.

⁶⁹ *Ibid.*, 68-69.

naissance de la République fédérale d'Allemagne. En effet, la possibilité que ce pays puisse être admis dans l'OTAN a fait de lui la cible principale de l'opposition du PCF⁷⁰.

Avec cette approche multidimensionnelle, nous avons été capable de développer avec cohérence et de façon organique notre sujet de recherche qui, sans être encadré dans le macrosystème des rapports entretenus par le PCF et le PCI avec l'URSS ou les États-Unis, a comme objectif de mettre en lumière les relations entre les deux plus importants partis communistes de l'Europe de l'Ouest dans une période spécifique.

Grâce à l'accès aux documents d'archives, on a pu prendre en considération la période suivant la signature de l'OTAN pour vérifier comment les campagnes d'opposition se sont développées. En effet, à partir de 1949, la stratégie des deux partis communistes, même si encadré dans le Kominform, sera conditionnée par des approches différents. Il sera question de voir comment la politique des partis a évolué en rapport à l'OTAN et à la politique atlantique et de mettre en relief les points de discontinuité avec la stratégie précédente.

3 - HYPOTHÈSES

La recherche est focalisée sur les relations entre les partis communistes et démontre les points clefs pour le développement de notre explication. La question de l'adhésion à l'OTAN est liée au concept des sphères d'influence soviétique et américaine. La sphère d'influence soviétique, qui avait changé sensiblement depuis le début de la Seconde Guerre mondiale⁷¹, s'était étendue à l'Europe de l'Est où l'Union soviétique a appliqué une stratégie communiste radicale. La possibilité d'intervention de l'Armée rouge dans les pays de l'Est rendait réalisable cette stratégie.

⁷⁰ Depuis le début de la guerre froide, dans le quotidien *L'humanité*, Georges Soria écrit régulièrement des articles dans la rubrique « La France sera-t-elle une colonie américaine ? »

⁷¹ Les sphères d'influence ont fait l'objet de discussions entre le Royaume-Uni et l'Union soviétique de 1941 à 1944. Dans les propositions initiales, la France était à l'intérieur de la sphère d'influence britannique tandis que l'Italie devait faire partie d'une zone « neutre ». Avec l'arrivée des Anglo-Américains dans la péninsule, l'Italie entre alors dans la sphère d'influence américaine. Dans Michail Narisky, « La politica estera sovietica verso l'europa occidentale (1941-1945) » dans *L'altra faccia della luna: i rapporti tra PCI, PCF e Unione Sovietica*.

En revanche, en Italie et en France, des pays qui étaient à l'intérieur de la sphère d'influence des États-Unis, la stratégie devait être différente, parce que la politique des deux partis communistes nationaux a toujours dû tenir en considération les exigences géopolitiques de l'Union soviétique⁷². La possibilité d'une insurrection pour la prise du pouvoir n'était pas l'option préférée par Staline⁷³, puisqu'il était bien conscient de l'impossibilité de l'instauration de gouvernements communistes en Italie et en France par la force⁷⁴. La domination du régime fasciste en Italie et le régime collaborationniste en France avaient porté les communistes des deux pays à collaborer avec des groupes et des partis démocratiques pendant la résistance. Cette expérience avait mené à la période de la « grande alliance », avec la participation du PCF et du PCI au gouvernement des pays respectifs⁷⁵.

Cette évolution politique est la raison pour laquelle, au moment de s'opposer au bloc atlantique et à l'OTAN, les deux partis communistes ont dû organiser une opposition qui tenait compte de cette dichotomie : ne pas pouvoir utiliser les arguments d'une opposition communiste radicale. En faisant partie géographiquement d'un pays à l'intérieur de la sphère d'influence américaine et avec leur participation dans les gouvernements nationaux, ils avaient de facto accepté de s'exprimer dans un contexte institutionnel et ils devaient veiller à ne pas mettre en danger les priorités géopolitiques de l'Union soviétique avec leurs politiques.

⁷² La difficulté de concilier les particularités de la politique intérieure avec les enjeux internationaux a été un des sujets d'analyse dans le livre de Severino Galante, *L'autonomia possibile: il PCI del dopoguerra tra politica estera e politica interna* (Milano : Ponte alle Grazie, 1991).

⁷³ Pendant les grèves de 1947 en France, Staline avait une position contraire à l'option insurrectionnelle dans la lutte. Robert Mencherini, *Guerre froide, grèves rouges: parti communiste, stalinisme et luttes sociales en France: les grèves" insurrectionnelles" de 1947-1948* (Paris : Syllepse, 1998).

⁷⁴ Dans la rencontre entre Thorez et Staline en novembre 1947, Staline reconnaît que même si le PCF avait pris le pouvoir après la Deuxième Guerre mondiale, il l'aurait perdu par l'intervention des Anglo-américains à cause de l'absence de l'Armée rouge. Courtois, *op. cit.*

⁷⁵ Pendant cette période, il y a la théorisation de la démocratie progressive en Italie et en France : l'instauration du communisme aurait eu lieu à travers les institutions démocratiques. Même si cette solution a été vue comme la première étape vers la démocratie du prolétariat, *de facto*, elle avait repoussé l'hypothèse de l'insurrection dans un futur indéfini. Elena Aga-Rossi et Victor Zaslavsky, *Stalin and Togliatti: Italy and the Origins of the Cold War* (Stanford : Stanford Univ Pr, 2011).

Cette position particulière les prive de la possibilité d'utiliser une grande partie des arguments de l'idéologie communiste pendant leur opposition à l'OTAN. Alors ils utilisent des arguments qui ne sont pas classiques dans l'idéologie communiste : la « grandeur » dans le cas de la France et le problème de la souveraineté nationale dans le cas de l'Italie. Cette situation nous suggère la possibilité que les deux partis communistes aient développé une stratégie commune dans leur opposition à l'OTAN, surtout parce qu'ils étaient conscients d'être sur un chemin étroit à cause de leur position géopolitique.

Toutefois le PCF et le PCI n'avaient pas une situation similaire dans les alliances politiques à l'intérieur du pays : le PCF faisait opposition sans avoir d'alliés, mais il n'était pas le seul parti à s'opposer à l'OTAN puisqu'il partageait la scène avec les gaullistes. Le PCI avait fait front commun avec le Parti socialiste, mais, nonobstant sa prédominance, il a probablement dû concerter sa politique avec son allié. L'élaboration d'une opposition commune à l'OTAN faite par le PCI et le PCF reflétera aussi les différences dans le cadre des alliances et pas seulement les points en commun de leur politique.

L'évolution des campagnes d'opposition a aussi sûrement conditionné les rapports entre les partis communistes et les partis socialistes des deux pays. En effet, dans le cas italien, le fait d'avoir lutté côte à côte pendant cette campagne a facilité leur collaboration dans d'autres dossiers politiques. En France, au contraire, le fait d'être l'un contre l'autre a produit une fracture irrémédiable entre les deux partis ce qui a affecté le rapport dans les années suivantes.

L'isolationnisme et la marginalisation du PCF dans la politique française ont produit comme effet une adhésion complète du PCF aux positions du Parti communiste soviétique, tandis que le PCI, en faisant partie d'une alliance avec les socialistes, était moins intransigeant sur certains aspects de la politique de l'URSS. Mais cette alliance avec les socialistes n'est pas l'unique raison : la présence d'un dirigeant du calibre de Togliatti, qui cherchait à s'émanciper de Moscou au sujet de certains aspects de la politique, a eu un effet concret.

Il est ainsi possible qu'après une première période d'opposition à l'OTAN, pendant laquelle le PCF et le PCI auraient vraisemblablement appliqué une stratégie commune, les variables politiques des enjeux internes et externes aient entraîné une forte différenciation dans les choix des deux partis.

4 - MÉTHODOLOGIE

Dans l'élaboration de ce travail, on a utilisé de façon intégrée les sources primaires comme les archives du PCI et du PCF et les sources secondaires comme les journaux et les travaux d'autres historiens.

Notre projet est un travail de découverte et d'élaboration plutôt qu'un travail de réinterprétation. On utilisera principalement les sources primaires. Néanmoins, dans l'approche multithématique que l'on a choisi de suivre, les sources secondaires prennent également une place de grande importance.

En effet, les sources primaires seront le pivot de notre analyse : en examinant toutes les sources d'archive pertinentes à notre projet de recherche, on sera en mesure d'établir soit le processus l'élaboration des politiques à l'intérieur des deux partis, soit les points de continuités et de ruptures.

L'exploitation de ces sources sera abordée selon deux critères : la hiérarchie et la chronologie. On examinera les dossiers selon leur importance à l'intérieur de notre sujet de recherche et chaque dossier sera examiné de façon chronologique. Avec ce système on sera en mesure d'élaborer notre analyse avec précision : on aura enfin dans les mains tous les éléments nécessaires, du général au particulier, pour donner une clé de lecture complète des événements et de leur contexte de production.

Les sources secondaires seront utilisées comme complément, mais leur importance sera primordiale pour trois raisons. D'abord elles seront très utiles pour définir le contexte historique : pour que l'analyse soit efficace et compréhensible, il faut bien l'encadrer dans les événements de l'époque.

Ensuite, les sources secondaires, surtout dans le cas des quotidiens et des périodiques des deux partis, seront un instrument utile pour vérifier nos hypothèses : lorsqu'on présentera dans notre analyse, une élaboration des politiques de deux partis, des points de continuité et de discontinuité, on s'attendra d'en voir une corroboration ultérieure dans les sources secondaires. Enfin les sources secondaires seront utiles aussi pour compléter la structure de notre analyse dans le cas où quelques informations ne soient pas repérables dans les archives.

L'approche choisie pour développer l'analyse sera de type comparatif : on a privilégié une comparaison thématique entre les deux partis qui, surtout dans la première partie, sera élaborée dans un ordre chronologique.

Dans la mise en contexte et l'analyse de campagnes d'opposition de deux partis vers l'OTAN, la comparaison des réactions des deux partis aux enjeux géopolitiques, met en relief les particularités nationales et pourrait être effectuée de façon ponctuelle, car on s'attend, dans les mois précédents et immédiatement postérieurs à la campagne, à des réponses systématiques du PCF et du PCI aux nouveaux défis concernant l'OTAN.

En revanche, dans l'analyse des événements successifs, et donc de l'évolution des politiques des deux partis tout au long des années de la première partie des années 1950, on a modifié l'approche de notre recherche. Dans une situation géopolitique désormais établie, et avec l'OTAN institutionnalisée, on a constaté des stratégies moins systématiques et ponctuelles des deux partis. Les enjeux politiques internationaux seront moins dominants qu'au lendemain de la création du Pacte atlantique, et l'opposition à ce dernier sera de plus en plus conditionnée par les conséquences de la politique atlantique par rapport aux enjeux nationaux.

On a opté donc pour une comparaison à long terme, non nécessairement thématique. Cette approche a comme objectif principal de porter à la surface l'interaction des deux partis avec leurs particularités nationales et donc d'identifier et de comparer leurs différents parcours dès que l'OTAN sera une institution établie dans la politique internationale. Les enjeux internationaux seront toujours bien présents, mais avec cette méthode d'analyse on a eu davantage la possibilité d'intégrer les aspects « international » et « national » dans une

optique d'ensemble dynamique et, dans le même temps, d'analyser les tendances de deux partis sur le court et le long terme.

5 - LES SOURCES

5.1 Les archives du PCI et du PCF

Parmi les sources primaires, un rôle de première importance est donné aux archives du PCF et du PCI. Les archives du Parti communiste français sont ouvertes au public depuis 1993 et nous avons eu plein accès aux documents qui sont d'intérêt à notre projet. Il est possible de consulter les archives du PCF après la signature de la convention, en 2003, entre le Parti communiste et le Conseil général de la Seine-Saint-Denis qui a permis le déplacement de la totalité des archives du PCF dans les Archives départementales de la Seine-Saint-Denis. De plus, grâce au projet PAPRIK@2F, on a accès en ligne à la totalité de comptes rendus du secrétariat et du bureau politique des années couvertes par notre recherche⁷⁶.

Plusieurs sections des archives sont essentielles au projet de recherche, dont celle des organismes de direction avec trois parties à prendre en considération : les archives du bureau politique, du comité central et du secrétariat général. Le secrétariat et le bureau politique sont les deux organismes supérieurs du parti : ils en déterminent les orientations et les choix politiques.

Les archives conservées sont de deux types : les documents relatifs à l'organisation des réunions (ordre du jour, convocation) et les documents liés au contenu politique de la réunion (rapports, interventions, résolutions, motions). Les derniers se sont révélés particulièrement utiles à la recherche, pour nous donner une idée sur la direction politique du parti et comprendre le parcours qui a mené à la décision même.

Puisque les documents liés aux interventions prononcées ne sont pas toujours disponibles dans les archives, il a fallu utiliser des sources complémentaires comme les archives personnelles de dirigeants nationaux du Parti communiste français. L'accès à ces

⁷⁶ Voir <https://anrpaprika.hypotheses.org/>

sources n'est pas toujours libre ; on doit parfois demander une autorisation pour y avoir accès, comme dans le cas des archives personnelles de Charles Tillon au Centre d'histoire de Sciences Po de Paris

Par rapport aux sources du PCI, après 1984, les archives du Parti communiste italien ont été progressivement placées dans la fondation Antonio Gramsci et ils sont ouverts à la consultation jusqu'à l'année 1984 inclusivement. En tenant compte de la richesse de ces archives, on en a utilisé plusieurs fonds dans notre travail. Le fond qui traite les organismes de direction contient de nombreuses parties utiles à la recherche. Celle du comité central contient les procès-verbaux des réunions avec parfois les interventions des participants et nous donne un cadre de l'orientation politique du parti. Le comité central élit le secrétaire, le secrétariat et la direction. Le fond du secrétaire contient des interventions, des discours et des brochures de presse. Dans la partie du secrétariat, on trouve les procès-verbaux des réunions et brochures de la presse écrite. En ce qui concerne la direction, on a les procès-verbaux, les rapports, les notes et les brochures de presse écrite. Toute cette documentation nous a donné un supplément important à notre recherche.

Vu l'approche multithématique qu'on a choisi de donner au travail, d'autres fonds se sont révélés utiles. Le fond concernant les partis politiques contient la correspondance entre le PCI et les autres partis politiques italiens, ainsi que des publications et des brochures de presse écrite qui donnent des renseignements supplémentaires pour comprendre les relations entre le PCI et les autres partis pendant la formation et l'évolution du bloc atlantique.

Une autre aide pour l'analyse de l'opposition du PCI à l'OTAN se trouve dans la presse écrite et télévisuelle qui contient du matériel de documentation, des correspondances et des publications de plusieurs journaux. La section « étranger » contient aussi des parties utiles à la recherche : le dossier « pays » contient la documentation relative à la correspondance avec d'autres pays ainsi que les partis communistes et socialistes des pays étrangers. Les dossiers d'organisations internationales des partis et mouvements pour la paix contiennent la correspondance, la documentation et les notes.

5.2 Les archives privées des personnalités du parti

Les archives privées de personnalités des deux partis nous ont donné des sources supplémentaires intéressantes à intégrer la recherche. Les archives des Palmiro Togliatti, ont une grande importance du côté du PCI. Le secrétaire du Parti communiste italien a eu un rôle de premier ordre pendant la période où notre étude se déroule.

Le dossier Togliatti est divisé en cinq sections, toutes pertinentes à notre problématique. La section « carte botteghe oscure » recueille des documents relatifs à l'activité institutionnelle de Togliatti ainsi qu'à son activité de parti. Les écrits politiques du secrétaire du PCI sont notamment importants.

D'autres documents sur l'activité institutionnelle et du parti de Togliatti, sur ses écrits et discours et sur sa correspondance politique sont consultables dans les sections « scrivania di casa », « carte Ferri-Amadesi » et « corrispondenza politica ». Des sections des « cartes des dirigeants » ont été aussi nécessaires pour corroborer le travail.

En plus des archives, il y a également des documents de grande importance, comme les procès-verbaux des parlements italien et français pendant la période de notre recherche. Même si les débats parlementaires sur l'adhésion à l'OTAN dans les deux pays se sont déroulés sur une période de quelques semaines, ces documents sont utiles pour comprendre les points en commun que les deux partis ont utilisés dans leur opposition.

5.3 Les documents diplomatiques et les archives de la CIA

L'utilisation des documents diplomatiques américains, soviétiques, français et italiens s'est révélée primordiale dans notre thèse. Les Archives d'État russe pour l'histoire sociale et politique (RGASPI) ont été très importantes pour déterminer les liens entre PCUS et les PCF\PCI et l'influence de Moscou sur les stratégies des communistes italiens et français. Les documents diplomatiques français et italiens nous ont aidés, surtout dans les deux premiers chapitres, à comprendre les dynamiques nationales et internationales qui ont

provoqué le départ des communistes du gouvernement et leur passage à une opposition de plus en plus critique à la vocation atlantiste de Rome et Paris.

Les documents diplomatiques américains et les archives de la CIA, avec des analyses récurrentes sur l'activité des PCF/I nous ont aidé à repérer les différentes stratégies que les deux partis ont adoptées à l'intérieur des deux pays et aussi à en mesurer leur degré d'efficacité. L'utilisation de ces dernières deux sources a été grandement facilitée par leur accès libre en ligne.

5.4 Les sources journalistiques

Pour ce qui a trait aux sources secondaires, tant pour le cas français que l'italien, les quotidiens et les hebdomadaires de la période ont été des outils fondamentaux pour appuyer notre hypothèse. Pour avoir une vue d'ensemble sur l'évolution de la propagande communiste au fil des années, on a utilisé grandement les publications officielles des deux partis. Même si elles sont inévitablement partisans nous donnent des repères fondamentaux pour comparer la rhétorique des PCF/I.

De plus, les collections des publications officielles du PCF, précisément *L'Humanité* et les *Cahiers du communisme*, et celles du PCI *L'Unità* et *Rinascita*, ont été d'une grande valeur pour la recherche. Elles nous ont aidés à comprendre quelles décisions des organes directifs des deux partis avaient été rendues publiques,

Les sources sont variées et complémentaires, mais les plus importantes pour développer notre cadre théorique se trouvent dans les archives et les documents officiels des sessions parlementaires. Les sources secondaires, comme les sources journalistiques, sont plutôt utiles pour renforcer les analyses basées sur les archives et pour développer les parties de la problématique que l'on ne trouvera pas dans les archives. Les sources secondaires devront être interprétées avec attention, car, comme nous l'avons déjà mentionné, elles sont conditionnées par des convictions culturelles et idéologiques.

Notre thèse s'inscrit dans le domaine de l'histoire des relations internationales, sans oublier la contribution qu'une approche multithématique peut offrir, surtout en raison des nombreux travaux qui ont été produits dans le cadre du débat sur la guerre froide dans le domaine de l'histoire culturelle.

Notre recherche fait la lumière sur les similitudes ayant existé entre les deux partis et révélera comment les PCF/I ont organisé leurs stratégies d'opposition au bloc atlantique. Nous analyserons également l'évolution de cette opposition et démontrerons les différences dans les stratégies des deux partis à l'étude. Nous développons ainsi un angle spécifique de l'histoire des relations internationales, tout en utilisant la richesse de son approche multithématique.

Pour arriver à cet objectif, les documents officiels contenus dans les archives du Parti communiste italien à l'Institut Antonio Gramsci à Rome et celles du PCF aux archives départementales de la Seine Saint-Denis sont d'une utilité cruciale. En effet, ces archives sont des outils de comparaison basés sur les documents officiels, mais aussi sur les missives privées des hauts dirigeants des partis et la stratégie qu'ils ont adoptée pour s'opposer à l'OTAN. En appui, on utilise les documents diplomatiques de la période et les archives de la CIA, ainsi que les publications officielles des deux partis communistes.

La recherche analyse et compare l'évolution de l'opposition au bloc atlantique de 1947 à 1955 menées par les deux partis en analysant les contenus des messages, les méthodes, la dialectique et les médias utilisés autant que le processus d'opposition parlementaire. Pour cette partie, les archives des sessions parlementaires italiennes et françaises sont fondamentales.

Notre thèse a comme objet la comparaison des politiques spécifiques du PCF et du PCI du début du processus de fondation du bloc atlantique, de l'opposition à la formation de l'OTAN et l'évolution de leur opposition jusqu'en 1955. Nous nous penchons sur l'analyse de la dialectique utilisée pendant l'opposition parlementaire et extraparlamentaire que ces deux partis de gauche ont exercée sur la question du bloc atlantique.

Notre recherche vise trois objectifs. Dans un premier temps, elle offre une mise en contexte des conditions qui ont provoqué la mise à l'opposition des PCF/I et les processus de formation du bloc atlantique. Ensuite elle nous permet de mener une analyse comparative de la campagne d'opposition à l'OTAN par les partis communistes italiens et français et de son évolution jusqu'à 1955. Elle identifie enfin l'influence qu'a pu avoir chacun de ces partis communistes sur l'autre et décrit l'organisation de leur politique commune d'opposition à l'OTAN.

CHAPITRE I - UNE TRANSITION DIFFICILE : LE PCI ET LE PCF ENTRE LEUR RÔLE DANS LES GOUVERNEMENTS NATIONAUX ET LE CHANGEMENT DU PANORAMA INTERNATIONAL

L'approche analytique de notre étude justifie le choix de l'année 1947 comme point de départ. L'approche comparative nous permettra d'intégrer les sphères nationales et internationales dans l'étude de l'opposition des Partis communistes français et italien (PCF-I) à l'OTAN. 1947 est une année majeure dans l'évolution des politiques nationale et internationale des deux partis.

Il est fondamental d'analyser le parcours amenant progressivement à la naissance du Pacte atlantique à partir de 1947 afin de bien comprendre la stratégie des PCF-I adoptées en 1949 puisqu'elles découlent directement des enjeux politiques et idéologiques qui se développent en 1947-48. L'étude des conjonctures intérieures de la France et de l'Italie dans un contexte international mouvementé par le durcissement du conflit américano-soviétique sera le sujet des deux prochains chapitres. Dans celui-ci, après une mise en contexte, les dynamiques expliquant l'expulsion des PCF-I des gouvernements nationaux seront analysées, en se focalisant principalement sur l'année 1946 jusqu'au mois de mai 1947.

Une dimension de l'originalité de notre recherche sera qu'elle ne se limitera pas qu'à l'approche comparative traditionnellement conduite par l'opposition des concepts « national » et « international ». Il était jusqu'alors conventionnel d'appliquer cette approche comparée dans l'étude des deux Partis communistes. Comme l'explique l'historien Serge Wolikow, afin de s'émanciper de ce dualisme, il faut dépasser le modèle de comparaison « terme à terme⁷⁷ ». Wolikow remarque qu'effectivement « l'accent a été mis sur les différences, sinon les divergences, entre les partis communistes de France et d'Italie⁷⁸ ».

⁷⁷ Serge Wolikow, « Problèmes méthodologiques et perspectives historiographiques de l'histoire comparée du communisme », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 112-113 (2010) : 20.

⁷⁸ *Ibid.*, 19.

Notre étude ne sera pas une arithmétique des ressemblances et différences des deux partis communistes pour ensuite en soutirer quelques conclusions définitives. En résulterait une étude incomplète rendant impossible la compréhension du processus évolutif des PCF-I dans notre cadre temporel. Wolikow explique justement qu'il « y a une nouvelle manière de concevoir la comparaison en mobilisant des notions comme celle d'imbrication ou d'interaction, de transfert politique et culturel plutôt que celles d'opposition ou de distinction »⁷⁹.

Le point de départ pour comprendre le développement des stratégies d'opposition des PCF-I face à l'OTAN sera une analyse globale de leur repositionnement durant 1947 sur les échiquiers nationaux et internationaux⁸⁰. Avant toute chose, il est pertinent de comparer et de contextualiser ce qui entoure les deux Partis pendant et après la Seconde Guerre mondiale. Les similitudes sont multiples, mais il y a également quelques différences substantielles.

1 - L'HÉRITAGE DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

Plusieurs éléments entrent en ligne de compte dans l'évolution des PCF-I au lendemain de la Seconde Guerre mondiale : le phénomène de Résistance pendant la Guerre; les stratégies politiques dans l'organisation institutionnelle des deux pays; l'aspect central des PCF-I dans la vie politique post-guerre et les relations avec les autres partis politiques; les rapports avec l'Union soviétique; et finalement leur base sociale et leurs liens avec les syndicats.

La comparaison « terme par terme » susmentionnée serait incomplète tant tous ces éléments s'influencent entre eux. Nous allons par conséquent proposer un cadre général facilitant l'analyse de ces interactions. Un des éléments de similitude pour les PCF-I se perçoit en pleine guerre, dans les luttes de libération et de résistance menées par les deux

⁷⁹ *Ibid.*, 20.

⁸⁰ Pour un portrait de l'action politique des PCF-I avant le début de la Guerre froide, voir Marc Lazar, « Le grand jeu (1945-1947) », dans *Maisons rouges. Les partis communistes français et italien de la Libération à nos jours* (Paris : Aubier, 1992).

partis – toutefois partagées avec d’autres formations politiques et civiles – leur octroyant un certain prestige et un poids politique incontournables. Ces actions de résistances menées aux premières lignes, ajoutées aux potentielles armées civiles dotées d’armes et de munitions font en sorte que les PCF-I sont dorénavant des forces centrales dans les panoramas politiques français et italien.

Par exemple, l’historien Nicolas Texier explique comment les milices patriotiques communistes pendant la libération de la France ont joué un rôle central dans l’accroissement du prestige du PCF pour trois raisons : « la lutte commune contre l’Allemand... l’engagement de Français libres aux côtés des soldats soviétiques... et le rôle éminent joué par les communistes français dans la Résistance et la libération du territoire, ainsi que le prestige acquis par l’Union et le peuple soviétiques dans la Grande Guerre patriotique et qui fonde une réelle légitimité des communistes dans le domaine militaire⁸¹ ». Aussi, la décision de mettre en sourdine les désaccords profonds avec les autres forces politiques afin de mener une action conjointe efficace contre les nazis-fascistes renforça progressivement leur rôle. Les résultats électoraux en France et en Italie des années 1945-47 confirment ces tendances.

Dans le même ordre d’idées, Marc Lazar décrit les progressions électorales des PCF-I. Le PCF récolte 26% des suffrages exprimés le 21 octobre 1945 pour ensuite atteindre le meilleur résultat de son histoire le 10 novembre 1946 avec 28,2% des suffrages. Le PCI obtient, quant à lui, 18,9% lors des élections pour l’Assemblée constituante du 2 juin 1946 et connaît une constante augmentation aux élections municipales entre 1946 et 1947. Lazar souligne que ces succès électoraux sont particulièrement étonnants pour le Parti communiste italien qui n’était qu’un petit groupe clandestin lors de la période fasciste⁸². Il faudrait sans doute ajouter un élément d’analyse par rapport aux succès électoraux du PCF, concernant la portée différente des changements idéologiques dans la doctrine communiste dans les années précédant la Seconde Guerre mondiale. Il faut prendre en considération

⁸¹ Nicolas Texier, « "L’ennemi intérieur" : l’armée et le Parti communiste français de la Libération aux débuts de la guerre froide », *Revue historique des armées*, 269 (2012) : 52.

⁸² Marc Lazar, *op. cit.*, 28-36.

l'idée que les PCF-I faisaient partie « d'un parti mondial », d'une cause universelle, et cela caractérise profondément les dynamiques de la période étudiée. En effet, dès les années 1920, le caractère international de la révolution à l'échelle mondiale s'adaptait aux différents contextes politiques internationaux⁸³. À la Libération, les deux partis acceptèrent de participer à des gouvernements de coalitions, de collaborer avec d'autres forces politiques, en continuité avec le virage tactique imposé en 1934-35 sous l'égide de l'Union soviétique et du PCF. Ce changement de stratégie chez les communistes s'explique par la montée de l'Allemagne nazie. L'Union soviétique essaie de sortir de son isolement en se rapprochant de la France et de l'Italie. En France, le PCF considère des ententes avec d'autres forces politiques. Le président de l'International communiste Georgi Dimitrov déclare en 1935 que

La France est le pays où, comme on le sait, la classe ouvrière donne l'exemple à tout le prolétariat international de la façon dont il faut combattre le fascisme. Le Parti communiste français donne à toutes les sections de l'Internationale l'exemple de la façon dont il faut réaliser la tactique du front unique ; les ouvriers socialistes donnent l'exemple de ce que les ouvriers sociaux-démocrates des autres pays capitalistes doivent faire aujourd'hui dans la lutte contre le fascisme. La démonstration antifasciste d'un demi-million de manifestants qui s'est déroulée le 14 juillet de cette année à Paris, et les nombreuses manifestations dans les autres villes de France ont une portée énorme. Ce n'est plus seulement le front unique ouvrier, c'est le début d'un vaste front populaire contre le fascisme en France. »⁸⁴.

Pour le PCI, ces nouvelles directives politiques posaient peu de problèmes, car le pays entier sortait d'une longue période de dictature et de répression. Pour ce qui est du PCF, ce virage fut plus ardu. Il s'est retrouvé dans une position délicate à la suite de la signature du Pacte Molotov-Ribbentrop d'août 1939, qui avait marqué un bouleversement par rapport au virage de 1934-35⁸⁵. Jusqu'à l'invasion allemande de l'URSS à l'été 1941, le PCF ne se limitait qu'à une condamnation générale de cette « guerre d'impérialistes », sans distinction claire entre les différents belligérants. Par contre, dans l'éditorial des *Cahiers du bolchevisme*, le PCF regrette sans ambiguïté la décision d'avoir voté les crédits de guerre au gouvernement français. Son secrétaire général Maurice Thorez définit la guerre comme « Une guerre des capitalistes. La guerre qui a été imposée au peuple de

⁸³ Pendant les années 1920, Staline avait élaboré la doctrine du « socialisme dans un seul pays ».

⁸⁴ Georgi Dimitrov, « L'offensive du fascisme et les tâches de l'Internationale communiste dans la lutte pour l'unité de la classe ouvrière contre le fascisme », *La Correspondance internationale*, 70 (août 1935) : 1086.

⁸⁵ Voir Jean-Pierre Azéma, Antoine Prost et Jean-Pierre Rioux, *Le parti communiste français des années sombres (1938-1941)* (Paris : Le Seuil, 1986). <https://www.cairn.info/le-parti-communiste-francais-des-annees-sombres--9782020091732.htm>.

France est une guerre de capitalistes, une guerre qui dresse l'un contre l'autre l'impérialisme anglais et l'impérialisme allemand, cependant qu'au peuple de France est réservée la mission d'exécuter les consignes des banquiers de Londres »⁸⁶. Cette ambivalence est réglée après l'invasion allemande de l'Opération Barbarossa, mais elle lui fut à maintes reprises reprochée après coup ; sa progression électorale de 1945-46 ne fut pas sans embûches politiques⁸⁷.

De plus, le parcours des deux partis dans la Résistance ne fut pas identique. En France, le PCF doit depuis le début partager le rôle de « moteur » de la Résistance. La division entre Résistance « extérieure » se référant au général de Gaulle à Londres et Résistance « intérieure » se caractérisant par l'action sur le territoire du PCF reste en place jusqu'en 1944. Il en résulte une certaine compétition pour la légitimité et la primauté principales de ce combat entre de Gaulle et le PCF⁸⁸.

Ces rapports conflictuels sont pratiquement absents du tableau politique italien en ce qui concerne l'effort partagé dans la Résistance entre le PCI et les autres forces politiques. Sortant d'un régime dictatorial, l'action des communistes – surtout dans le nord-ouest du pays – fut reconnue et valorisée. Ainsi, les stratégies des PCF-I découlent directement de leur expérience de la Résistance ainsi que de leur relation avec Moscou pendant leur parcours qui les mèneront vers la sortie de guerre. Le changement politique du PCI nommé la « svolta di Salerno » a été longtemps présenté comme le point de départ d'une voie nationale italienne vers le socialisme. C'est lors du discours de Palmiro Togliatti du 31

⁸⁶ *Cahiers du bolchevisme*, Comité Central du Parti communiste français, Paris, 17 (2), (1939/07-1940/01) : 177.

⁸⁷ Ces tentatives du PCF de concilier cette posture de condamnation d'une guerre impérialiste face à la possibilité de mener une « décence nationale » sont bien expliquées dans Yves Santamaria, « Le PC-SFIC dans "la lutte pour la paix" », dans *Communisme en France: de la révolution documentaire au renouveau historiographique: actes du colloque organisé par le Centre de recherches Hannah Arendt le 11 mai 2006*, Stéphane Courtois, dir. (Paris : Editions Cujas, 2007), 101-105.

⁸⁸ Sur la compétition de la primauté de la Résistance avec de Gaulle, voir Philippe Buton, « Le Parti communiste français et le général de Gaulle, de la Résistance à la Libération » et Dominique Colas, « Logique et Symbolique de la nation chez de Gaulle et les communistes (1939-1945) », dans *50 ans d'une passion française: de Gaulle et les communistes*, Stéphane Courtois et Marc Lazar, dir. (Paris : Éditions Balland 1991).

mars 1944 à Salerno⁸⁹ que le PCI abandonne d'une part son opposition nette au gouvernement du général Pietro Badoglio et d'autre part repousse la question de l'abdication du Roi Victor-Emmanuel III dans l'organisation institutionnelle de l'Italie d'après-guerre. Lors d'un entretien avec Cecil Springe, un journaliste de la Reuter, Togliatti explique que ces deux idées découlaient de la nécessité de sortir l'Italie de l'impasse dans laquelle elle était (les difficultés des Alliés de percer la ligne Gustav allemande et l'Italie divisée en deux zones d'occupation, le nord par les Allemands et le sud par les Alliés). Togliatti rajoute que cette décision jouissait d'un appui populaire et que la priorité était l'efficacité de la guerre contre Hitler. Toujours dans cet entretien, Togliatti explique également certaines erreurs stratégiques du Parti communiste italien dans le passé, surtout à l'aube du régime fasciste. Par son « sectarisme », il n'a pas été apte à forger une unité populaire défendant les libertés démocratiques contre le fascisme⁹⁰.

Il n'y a pas de consensus historiographique expliquant les motivations de ces changements. En réalité, la « svolta di Salerno » fut le résultat conjoint des décisions de la direction du PCI, des directives du PCUS ainsi que de l'action du gouvernement Badoglio lui-même. En 1944, les responsables du PCI exigèrent auprès du PCUS des clarifications sur la stratégie à mener dans le contexte de la Libération imminente du pays. Staline déclara être favorable à l'entrée des communistes dans le gouvernement de Badoglio. D'après les historiens Michail Narinsky et Andrea Romano, ce changement serait dicté par Moscou selon la stratégie géopolitique de Staline qui voulait affaiblir la position de la Grande-Bretagne⁹¹. Mais en réalité dans le dixième volume des documents diplomatiques italiens on peut voir clairement comment le gouvernement italien, depuis le début de l'année 1944, abordait le thème de la reconnaissance de l'Italie dans ses conversations avec l'Union soviétique. Narinsky et Romano rajoutent que les responsables du PCI au début de 1944,

⁸⁹ Chef du PCI depuis 1926 (après l'arrestation d'Antonio Gramsci) et exilé en URSS en février de la même année (suite à la mise hors la loi de tous les partis politiques instaurée par Mussolini en janvier), Palmiro Togliatti retourne en Italie le 27 mars 1944. Pendant son séjour en URSS, il s'affiche comme un des plus importants responsable communistes et un dirigeant du directoire de la Troisième Internationale. Il en est d'ailleurs le représentant en Espagne pendant la Guerre civile entre 1935 et 1939.

⁹⁰ *Lettera di Cecil Springe, inviato speciale della Reuter, con richiesta di un'intervista, elenco delle domande rivolte a Togliatti e delle risposte*, Patrimonio dell'archivio storico del Senato della Repubblica, Fondi Federati, Archivio fondazione Gramsci, Palmiro Togliatti, série 5, unité 1, « 1944 », 17 avril 1944, 1-2.

⁹¹ Michail Narinsky et Andrea Romano, « Togliatti, Stalin e la svolta di Salerno », *Studi storici* 35, 3 (1994) : 665-66.

Velio Spano et Michele Reale (Togliatti étant toujours en URSS à ce moment) avaient déjà manifesté leur soutien à l'idée d'une participation du PCI dans des gouvernements composés par les forces démocratiques de libération à condition d'être représenté dans des ministères de « poids »⁹².

Ainsi, cette voie du compromis fut déjà entamée par le PCI avant que Moscou n'intervienne et ne pousse cette solution encore plus loin. Il faut également prendre en considération le rôle du gouvernement de Badoglio dans ce jeu politique. Le Président du Conseil des ministres désirait resserrer les liens avec l'Union soviétique pour améliorer les conditions de l'armistice imposées à l'Italie par les États-Unis et la Grande-Bretagne⁹³. Déjà en 1943 Togliatti s'était déclaré prêt à une solution de compromis avec le général Badoglio, en plein contraste avec la position du PCI ; il s'aligna finalement sur la position du Parti.

En bref, la « svolta de Salerno » est le résultat de l'interaction entre les forces politiques intérieures et internationales et de l'évolution du contexte politique italien. Il ne faut pas penser que cette conjoncture politique est simplement le fruit d'impositions de Moscou ou bien, à l'inverse, que le PCI agissait dans sa propre voie nationale. Les nuances sont essentielles et nous permettront de bien saisir la complexité du contexte.

1.1 Les relations avec les socialistes

Dans le contexte post-guerre, prenant en considération le rôle des Partis de gauche dans les Résistances et leurs succès électoraux par la suite, les relations des PCF-I avec les socialistes et les syndicats se jouent principalement autour du rétablissement de l'unité ouvrière. Jean-Jacques Becker explique qu'à la Libération, mais surtout après le retour de Thorez de l'Union soviétique, réaliser l'unité ouvrière est un objectif majeur du PCF.

⁹² *Ibid.*, 659.

⁹³ Voir Il Segretario generale agli Esteri, Renato Prunas, al capo del Governo, Badoglio, Appunto segreto. Salerno, 12 janvier 1944, *I Documenti Diplomatici Italiani* [DDI], Decima Serie: 1943-1948, Volume I (9 septembre 1943 - 11 décembre 1944), (Roma : Ministero degli Affari Esteri commissione per la pubblicazione dei documenti diplomatici, 1992), Document 118.

L'unité syndicale avait anticipé la possibilité d'une unité politique : « En avril 1943, à la suite d'une rencontre au Perreux, dans la banlieue parisienne, de quelques ex-confédérés de l'ancienne CGT et de quelques ex-unitaires de l'ancienne CGTU (Confédération générale du travail unitaire), la décision de réunifier la CGT (Confédération générale du travail) avait été prise⁹⁴. » De fait, l'unité politique ne se concrétisera pas. Bien que les démarches soient plus marquées après le retour de Thorez, elles n'aboutiront pas, nonobstant des positions favorables au sein des deux directions des partis. Une mésentente sur les modalités d'une unification entre le PCF et la SFIO bloque le processus. Comme Becker l'explique les dirigeants de la SFIO furent bouleversés par cette proposition d'unification du PCF le 12 juin 1945, parce qu'en fin de compte elle aurait été, selon eux, une tentative d'absorption de la SFIO dans le PCF. Cette proposition d'unité organique fut finalement rejetée par une écrasante majorité lors d'un vote au SFIO le 15 août 1945, 10 112 mandats contre 274 et 212 abstentions⁹⁵.

Pour ce qui est des relations entre le PCI et le Parti socialiste italien (PSI), le contexte italien était différent du français. La réorganisation institutionnelle du pays fut plus lente. Les débats politiques italiens sur l'option d'une république ou d'une monarchie n'étaient pas encore réglés plus d'un an après la fin de la guerre. Pour le PCI, il était clair depuis 1944 que la réorganisation institutionnelle devait être à l'abri des résurgences fascistes.

L'historienne Marta Martignoni offre une explication : «

Avec la guerre de libération, disait le PCI, la lutte des classes, l'antifascisme et le patriotisme sont venus à coïncider ; dans cette situation, une alliance s'est formée entre les ouvriers, les paysans, la petite bourgeoisie et une partie de la bourgeoisie monopoliste pour l'indépendance nationale, contre le fascisme, pour la démocratie. Et dans ce bloc, la classe ouvrière devait devenir la force d'avant-garde d'une large alliance⁹⁶.

⁹⁴ Jean-Jacques Becker, « La gauche à la Libération », dans *Histoire des gauches en France* Vol. 2, Jean-Jacques Becker et Gilles Candar, dir. (Paris : La Découverte, 2005), 404.

⁹⁵ *Ibid.*, 407.

⁹⁶ « Con la guerra di liberazione, diceva sostanzialmente il PCI, lotta di classe, antifascismo e patriottismo venivano a coincidere; in questa situazione si costituì un'alleanza tra operai, contadini, piccola borghesia e una parte della stessa borghesia monopolistica per l'indipendenza nazionale, contro il fascismo, per la democrazia. E in questo blocco la classe operaia sarebbe dovuta diventare la forza d'avanguardia di una larga alleanza » (Traduit par l'auteur), Martina Martignoni, « Due vie democratiche al socialismo? PCI, PCF e il concetto di nazione tra il 1944 e il 1947 », *Diacronie. Studi di Storia Contemporanea*, 9, 1 (2012) : 8-9.

Les socialistes italiens sont sur la même longueur d'onde sur ce point, à partir d'août 1944, « l'unité d'action » entre socialistes et communistes devient un pivot de leurs stratégies. Après quelques réunions des directions du PCI et du PSI, Togliatti avait déclaré que l'élément le plus important dans la lutte contre le fascisme était une collaboration plus étroite entre les deux partis de gauche. Le secrétaire du PSI Pietro Nenni affirmait, quant à lui, que cette stratégie était la continuité de celle des fronts populaires en France ou en Espagne durant les années 1930 et que c'était la volonté des travailleurs italiens qui, même s'ils militent dans l'un des deux partis, partageaient ces mêmes idéaux. Même si cette « unité d'action » s'est poursuivie dans les années suivantes, elle ne s'est pas traduite dans une fusion des deux partis⁹⁷. Il faut toutefois souligner que les deux partis ont continué de partager une ligne politique commune ayant un autre objectif conjoint à partir de 1946 de s'opposer à la Démocratie chrétienne. Le contexte italien faisait en sorte qu'en 1944 il y eut la naissance d'un front syndical commun regroupant tous les courants politiques. Cette unité syndicale – à l'exception de la présence de l'ACLI (les Associations chrétiennes des travailleurs italiens, une sorte de mouvement syndical de l'Église catholique) – subsiste jusqu'en octobre 1948⁹⁸.

L'évolution des dynamiques politiques intérieures italiennes a engendré le déplacement du PSI vers les positions du PCI, ce qui entraînera progressivement à la scission des socialistes en 1947. Décidée en décembre 1946, la scission du Parti socialiste est officielle en janvier 1947. Le PSIUP (*Partito Socialista Italiano d'Unità Proletaria*) se sépare en deux nouveaux partis : le PSI (*Partito Socialista Italiano*), toujours sous la direction de Pietro Nenni qui fut entre-temps nommé ministre des Affaires étrangères, qui représente l'aile gauche du Parti et fidèle à l'alliance avec le PCI; et le PSLI (*Partito Socialista del Lavoratori Italiani*) sous la direction de Giuseppe Saragat qui a des tendances anticommunistes et qui promeut la sortie du gouvernement, le refus de l'alliance avec le PCI et l'opposition au traité de paix⁹⁹. Cette scission facilitera la préparation d'une liste

⁹⁷ Pietro Nenni expliqua en 1946 que bien qu'étant l'étape finale d'un parcours, cette fusion ne devait pas être précipitée. À maintes reprises Togliatti partagea la même réflexion.

⁹⁸ Frédéric Attal, *Histoire de l'Italie depuis 1943 à nos jours* (Paris : Armand Colin, 2004), 24. <https://www.cairn.info/histoire-de-l-italie-depuis-1943-a-nos-jours--9782200262150.htm>.

⁹⁹ *Ibid.*, 51.

commune PCI-PSI aux élections de 1948. Le PCI et le PSI se présentent conjointement aux élections du 18 avril 1948 sous le nom de *Fronte Democratico Popolare*.

En somme, cette transition pour les PCF-I de la guerre à l'après-guerre fut complexe. Ils ont dû se frayer un chemin dans l'arène politique nationale en tenant compte des impératifs de la reconstruction institutionnelle des pays, tout en y intégrant leurs propres ambitions politiques et en conservant des liens avec l'Union soviétique.

Avant de s'attarder à l'année 1947, il faut nécessairement faire l'examen de la perception de l'autre « superpuissance » gagnante du conflit mondial, les États-Unis. Comment perçoivent-ils les stratégies et actions de ces deux Partis communistes occidentaux qui participent activement aux gouvernements nationaux des deux pays en pleine reconstruction ? Quelles appréhensions ont-ils sur ces deux moteurs de la Résistance et de la Libération, mais qui représentent toutefois un courant idéologique à l'antithèse de leur idéal et, qui plus est, partagent des liens assumés avec Moscou ?

2 - LES ÉTATS-UNIS ET LE RÔLE POLITIQUE DES PCF-I

Il y a une différence de taille entre la France et l'Italie aux yeux des États-Unis en ce qui concerne l'enjeu européen au sortir de la guerre. Bien que ruinée, lourdement affaiblie, et que son statut de grande puissance soit incertain, la France est un pays clé de la stratégie américaine atlantique. La centralité de la France est bien décrite par l'historien Alessandro Brogi qui explique que « en 1944 Caffery soutient qu'en raison de l'influence et du pouvoir que le PCF a acquis pendant la Résistance, les États-Unis n'ont pas d'autre choix que de soutenir le " grincheux " de Gaulle ; pour ajouter de l'urgence à son argument, il conclut : " où la France va, le continent européen ira probablement " »¹⁰⁰. La stratégie états-unienne ne se limite pas qu'à la crainte d'une menace communiste, mais également à l'équilibre des forces en Europe¹⁰¹.

¹⁰⁰ Alessandro Brogi, *A Question of Self-Esteem: the United States and the Cold War Choices in France and Italy, 1944-1958* (Westport : Greenwood Publishing Group, 2002), 35.

¹⁰¹ The American Representative to the French Committee of National Liberation at Paris (Caffery) to the Secretary of State Foreign Relations of the United States, 20 octobre 1944, *Foreign relations of United States : Diplomatic Papers*, 1944, Volume III, The British Commonwealth and Europe, E. Ralph Perkins, S. Everett

Quant à elle, l'Italie est un pays vaincu, qui sort de la dictature mussolinienne, qui fut occupée par les Allemands et les Anglo-américains depuis 1943 et qui est loin d'être considérée comme une puissance. Rome est également importante dans la stratégie des États-Unis, compte tenu du contexte international de la Guerre froide, mais également en réaction aux différentes évolutions en politique intérieure française et italienne.

Dans son ouvrage *Confronting America. The Cold War between the United States and the Communists in France and Italy*, Brogi analyse certains aspects des préoccupations américaines par rapport à l'influence des PCF-I dans leur pays. Ses arguments sont bien détaillés, mais laissent place à quelques pistes de réflexion que nous allons aborder. Brogi démontre que les Américains étudient le communisme italien progressivement à partir de 1944 et que les préoccupations de l'ambassadeur américain à Paris Jefferson Caffery face à un danger communiste en France commencent bien avant 1947.

Au début de 1945, Caffery exprima au Secrétaire d'État Edward Stettinius Jr., ses préoccupations d'un sentiment antiaméricain qui semblait s'implanter en France dans cette phase finale de la guerre. Ces relents s'expliquèrent par la propagande soit du régime de Vichy ou d'exilés français en Grande-Bretagne et en Afrique du Nord. Aussi, certaines actions de la part des États-Unis ont dérangé et n'ont pas fait consensus au sein de la population française, telles que le traitement indulgent à l'égard de certains prisonniers allemands et le fait que la libération de l'Ouest de la France ne fut pas menée par les Américains, ce qui a permis à certains Allemands de perpétrer des crimes¹⁰².

Alessandro Brogi précise que « les États-Unis se sont abstenus d'intervenir lourdement dans les affaires françaises et italiennes jusqu'en 1947, ne prévoyant une implication directe qu'en cas d'urgence, comme la possibilité jamais écartée d'une

Gleason, John G. Reid, John P. Glennon, N. O. Sappington, William Slany, Velma Hastings Cassidy et Warren H. Reynolds, dir. (Washington : United States Government Printing Office, 1965), Document 684.

¹⁰² The Ambassador in France (Caffery) to the Secretary of State, 3 janvier 1945, *Foreign Relations of the United States: Diplomatic Papers*, 1945, Volume IV, Europe, E. Ralph Perkins, S. Everett Gleason, William Slany, John G. Reid, N. O. Sappington et Douglas W, dir. (Washington : United States Government Printing Office, 1968), Document 652.

insurrection communiste, et qu'ils ont autrement recouru à la réhabilitation économique comme meilleur moyen de soutenir la légitimité des partis modérés et conservateurs des deux gouvernements¹⁰³ ». Certains documents d'archive du *Foreign Relations of the United States* apportent quelques nuances quant à l'évaluation du danger communiste en France et en Italie dans l'après-guerre. Le point de départ de l'analyse de Brogi concernant les années 1944-45 est recevable, où il affirme que le virage vers la gauche communiste et l'Union soviétique aurait été inacceptable pour les Américains. Toutefois, quelques précisions sur le contexte des deux pays en 1946 s'imposent.

Les préoccupations de l'ambassadeur Caffery sur la montée du communisme en 1946 s'accroissent et se font alarmantes : il conseille même au gouvernement américain de prendre certaines décisions de nature économique sur une longue période. C'est exactement ce qui se passe entre le départ du président de Gaulle et les élections françaises de juin 1946. À la suite de la démission du Général, les trois partis majoritaires (SFIO, PCF et MRP) se préparent à la compétition électorale. C'est ici que la stratégie de Caffery entrerait en action. Octroyer de l'aide économique à la France se justifie par la nécessité de limiter la montée des communistes aux prochaines élections. Effectivement les négociations aboutissent dans la concession d'un prêt de 650 millions de dollars que les États-Unis octroient à la France dans le cadre des accords Byrnes-Blum du 28 mai 1946, quelques jours avant les élections françaises.¹⁰⁴ L'Ambassadeur américain se préoccupe de la stratégie politique communiste, car il croit que le grand potentiel de propagande du PCF et ses positions sur l'avenir de la Ruhr et de la Rhénanie pourraient faciliter leur succès électoral. Il explique explicitement ses inquiétudes au secrétaire d'État James Francis Byrnes :

Je suis bien conscient qu'il est difficile d'accorder en ce moment des crédits substantiels à la France. Je pense cependant que ces difficultés doivent être évaluées à la lumière de nos objectifs politiques et économiques à long terme plutôt qu'uniquement en termes financiers. [...] Les prochaines élections françaises sont d'une importance primordiale, car elles établiront le modèle que la France suivra dans la période vitale des prochaines années. [...] Si, d'autre

¹⁰³ Alessandro Brogi, *Confronting America: the Cold War between the United States and the Communists in France and Italy* (Chapel Hill : Univ of North Carolina Press, 2011), 59.

¹⁰⁴ Pour voir en détail le contenu et l'évolution de ces négociations voir Gérard Bossuat, « Chapitre V. Les accords Blum-Byrnes de la réserve à la crise », dans *Les aides américaines économiques et militaires à la France, 1938-1960 : Une nouvelle image des rapports de puissance* (Vincennes : Institut de la gestion publique et du développement économique, 2001), 119-44.

part, ils pensent que les États-Unis se désintéressent, ils auront probablement le sentiment d'être abandonnés aux communistes.¹⁰⁵

Ce témoignage va plus loin que la thèse de Brogi sur la réhabilitation économique. L'aide économique à la France doit être octroyée avant les élections afin d'empêcher une éventuelle victoire du PCF, malgré les évaluations économiques du Département d'État qui ne croit pas que c'est le meilleur moment. Il s'agit carrément d'une intervention économique qui va au-delà d'un soutien naturel de légitimité aux partis modérés et conservateurs des deux gouvernements.

Cette stratégie proposée par Caffery découle de la pensée de fonctionnaires américains postés en France ou en Europe, conditionnée par deux éléments – souvent surestimés – et qui donnent lieu à des analyses parfois contradictoires sur les décisions à adopter pour contrecarrer le danger communiste. Le premier de ces deux éléments est la dépendance du PCF face à Moscou. Si une forte influence des dirigeants soviétiques sur le PCF est indéniable, et que l'Union soviétique est une référence presque messianique dans le bagage idéologique des PCF-I, sa portée concrète est largement surestimée avant la mi-1947, donc avant le rapport Jdanov et la création du Kominform¹⁰⁶. En effet, les analystes américains ne manquaient aucune occasion de surligner et d'insister sur des liens entre Moscou et le PCF à chaque acte qui pouvait de près ou de loin le laisser présager. Par contre, quand le PCF et le PCUS n'étaient pas alignés, il s'agissait en réalité d'une stratégie du PCF qui se montrerait comme chantre de la nation française, non pas exécuteur des ordres de Moscou. Par exemple, concernant le cas de l'Allemagne et sa perception chez les communistes allemands et le PCF, Caffery soutenait la thèse suivante :

¹⁰⁵ « I well realize there are difficulties in granting at this time substantial credits to France. I believe, however, that such difficulties should be weighed in the light of our long-range political and economic objectives rather than solely in financial terms. [...] The coming French elections are of paramount importance for they will establish the pattern which France will follow in the vital period of the next several years. [...] If on the other hand they believe that the United States is losing interest, they probably will feel they are being abandoned to the Communists. », Caffery to the Secretary of State, Paris, 4 avril 1946, *Foreign Relations of the United States* [FRUS], 1946, Volume V, The British Commonwealth, Western and Centrale Europe, N. O. Sappington, John P. Glennon, Howard M. Smyth et Frederick Aandahl, dir. (Washington: United States Government Printing Office, 1969), Document 285.

¹⁰⁶ Avant le rapport Jdanov (qui sera examiné dans le chapitre suivant), lors de la première réunion du Kominform, les politiques élaborées par les PCF-I après la Libération ont été mises en accusation. Dès lors, le Kominform imposera les nouvelles lignes directrices de la politique anti-impérialiste issue de la Guerre froide.

On sait que l'apparente contradiction entre les positions communistes françaises et allemandes en ce qui concerne l'Allemagne, en particulier la Ruhr, a fait l'objet d'un débat dans les cercles communistes ici depuis un certain temps et il y a des raisons de croire que Duclos s'est rendu à Berlin dès le mois d'avril dans le but de vérifier si les "lignes" communistes allemandes et françaises pouvaient être mieux définies. Il s'est avéré, cependant, qu'en attendant que le Kremlin clarifie la question, il était préférable pour les communistes allemands de défendre l'intégrité territoriale de l'Allemagne et pour les Français de soutenir la thèse populaire de Bidault¹⁰⁷.

Ces simplifications des stratégies menées par les PCF-I sont un obstacle aux nécessaires nuances que requièrent les analyses politiques.

Le deuxième élément souvent surestimé par les analystes américains est la possibilité d'un coup d'état communiste en France ou en Italie. À ce sujet, Brogi explique qu'au « au milieu de l'année 1946, la plupart des responsables américains avaient conclu que, bien que toujours possible, l'insurrection armée ne représentait qu'un dernier recours pour les deux partis communistes, dont les dirigeants préféraient "se faire passer pour des Français ou des Italiens" en vue des prochaines élections dans les deux pays ». ¹⁰⁸

Pour ce qui est de l'Italie, notre analyse est essentiellement celle de Brogi ; pour ce qui est de la France, quelques nuances s'imposent. Certains documents diplomatiques américains de 1946 démontrent qu'il n'y a pas consensus au sein de l'administration américaine. Il y a débat sur la question d'une « révolution armée ». La correspondance américaine s'intensifie à ce sujet, notamment autour des potentielles retombées positives pour le PCF dans le cas d'un succès lors du référendum sur la nouvelle constitution (fortement défendue par le PCF) et les élections du 6 juin 1946. Bien que conscient que les chances soient faibles, le Département d'État ne rejette pas l'éventualité d'une action révolutionnaire par le PCF en cas de défaite électorale. Quant à lui, le Département de la

¹⁰⁷ « It is known that the apparent contradiction between the French Communist and German Communist positions with regard to Germany, especially the Ruhr, has been the subject of debate in Communist circles here for some time and there are grounds for believing that Duclos visited Berlin as early as April for the purpose of ascertaining whether the German and French Communist "lines" could be brought more into focus. It was found, however, that pending further clarification of the matter on the part of the Kremlin it would be best for the German Communists to plug for the territorial integrity of Germany and for the French to play along with the popular Bidault thesis », Caffery to the Secretary of State, Paris, 12 juillet 1946, *FRUS*, 1946, Volume V, Document 310.

¹⁰⁸ « By mid-1946 most U.S. officials had concluded that, while still a possibility, armed insurrection represented only a last resort for the two Communist Parties, whose leaders preferred to "pose as Frenchmen and Italians" in view of forthcoming elections in both countries », Brogi, *Confronting America, The Cold War between the United States and the Communists in France and Italy*, 74.

Guerre ne croit pas que les chances soient si faibles, le général Joseph T. McNarney (commandant en chef des forces d'occupation américaines en Europe et gouverneur militaire de la zone d'occupation américaine en Allemagne) demande l'augmentation d'une présence militaire afin de pouvoir intervenir éventuellement ~~intervenir~~¹⁰⁹. Dans un mémorandum préparé par John D. Hickerson (directeur adjoint du bureau des affaires européennes), appuyé par Dean Acheson (sous-secrétaire d'État), s'adressant au Président Harry Truman, ce scénario était perçu comme irréaliste et potentiellement dangereux « car il serait préférable dans des cas comme celui-ci de ne pas donner un pouvoir discrétionnaire à un général sur une décision aussi importante qui pouvait avoir des répercussions politiques à l'échelle mondiale¹¹⁰ ». Truman tranche en faveur du Département de la Guerre, nonobstant qu'Acheson ait essayé de le convaincre à deux reprises, la première fois lors d'un entretien téléphonique et la deuxième à travers une rencontre personnelle. Cette décision suggère que le Président envisagea la possibilité concrète d'une action révolutionnaire communiste en France¹¹¹.

En ce qui a trait au contexte italien avant 1947, l'enjeu politique ne se limite pas qu'au danger communiste. Les États-Unis sont effectivement préoccupés par la transition institutionnelle du pays de la Monarchie vers la République puisqu'en 1946 la question n'est toujours pas réglée. Le « problème » communiste est toutefois en trame de fond et les Américains suivent de près l'évolution de la situation où le Président du Conseil Alcide De Gasperi réitère périodiquement l'impossibilité d'une entente avec le PCI sur le long terme. Selon le chargé d'affaires en Italie, David McK. Key, De Gasperi affirma en septembre 1946 comme nécessaire une épreuve de force menant à une crise politique généralisée dont le principal objectif serait de vaincre définitivement les communistes¹¹². Comparativement au cas français, le danger communiste italien est plus modéré, selon l'administration italienne, même pour ce qui est de potentielles forces paramilitaires sous le contrôle du PCI. Ceci n'empêche pas trop Washington de dormir, comme l'affirme Key :

Il a été difficile d'obtenir des informations complètes sur les groupes armés illégaux en Italie. Notre enquête nous amène à penser que, si de nombreux comités, mouvements, groupes, etc.

¹⁰⁹ Caffery to the Secretary of State, Paris, 7 mai 1946, *FRUS*, 1946, Volume V, Document 296.

¹¹⁰ *Ibid.*

¹¹¹ *Ibid.*

¹¹² The Chargé in Italy (Key) to the Secretary of State, Rome, 15 septembre 1946, *ibid.*, Document 636.

à caractère paramilitaire ont été organisés dans diverses régions d'Italie à la suite de la guerre et de l'occupation, peu d'entre eux, voire aucun, ne constitue actuellement une menace sérieuse et bien organisée pour l'autorité gouvernementale et il n'y a pas non plus de preuve de cohésion entre eux.¹¹³

Durant l'année 1947, les États-Unis poursuivent sur cette lancée de considérer les cas français et italien différemment, en fonction des contextes politiques intérieurs ainsi que de l'état des relations diplomatiques bilatérales avec la France et l'Italie. Bien que partageant quelques éléments communs, les stratégies américaines concernant les communistes de Rome et Paris seront différentes et prendront des chemins séparés.

3 - LA RUPTURE DE L'ANNÉE 1947

Pour bien comprendre l'opposition des PCF-I à l'OTAN, il faut analyser leurs multiples actions pendant l'année 1947.

Tout d'abord, il faut prendre en considération le durcissement de la conjoncture internationale dans la Guerre froide, ainsi que les changements majeurs en politique intérieure. Ces deux aspects nationaux et internationaux s'influenceront mutuellement et influenceront les choix et stratégies que les PCF-I adopteront progressivement pendant leurs parcours de « repositionnement » politique mêlant anti-impérialisme et indépendance nationale.

Un deuxième élément à prendre en compte est que, pendant l'année 1947, les gouvernements français et italien élaborent leurs stratégies quant à leur positionnement au sein du bloc américain¹¹⁴. Ces élaborations seront à la base de la création du Pacte atlantique de 1949. Il est donc essentiel de les considérer afin de comprendre les dynamiques de l'opposition des PCF-I à l'OTAN.

¹¹³ « It has been difficult to obtain comprehensive information on illegal armed groups in Italy. Our investigation leads us believe that, while there have been many committees, movements, groups, etc., of paramilitary character organized in various parts of Italy as aftermath of war and occupation, few if any at present are serious well-organized threat to government authority nor is there evidence of cohesion between them. », Key to the Secretary of State, Rome, 11 décembre 1946, *ibid.*, Document 649.

¹¹⁴ Pour connaître en détail les dynamiques sur l'entrée de l'Italie en guerre froide, voir Elena Aga-Rossi, « De Gasperi e la scelta di campo », *Ventunesimo Secolo* 6, 12 (2007), <http://www.jstor.org/stable/23719679> et Elena Aga-Rossi et Victor Zaslavsky, *Stalin and Togliatti: Italy and the origins of the Cold War* (Stanford : Stanford Univ Pr, 2011).

Tout comme dans l'immédiat après-guerre, le « repositionnement » des deux Partis communistes n'est pas seulement en conséquence des injonctions de Moscou ou de la création du Kominform. La marginalisation des PCF-I dans leur arène politique respective est déterminée par le choix des gouvernements italien et français de se rallier au côté américain dans la logique des blocs, et aussi par des pressions de Washington. Les directives strictes de Moscou, à la suite du rapport Jdanov et du Kominform (le sujet sera examiné dans les deux chapitres suivants), seront la conséquence non seulement de la conjoncture internationale, mais également de l'incapacité des PCF-I de bien saisir les retombées de ce contexte international, mais également intérieur, notamment sur leur réelle possibilité d'action comme parti de gouvernement.

Cette interaction entre les dynamiques nationales et internationales est trop souvent « marginalisée » dans l'historiographie. Effectivement, plusieurs historiens dans leurs analyses de ces deux perspectives appliquées aux PCF-I les marquent d'une logique conflictuelle, où nécessairement l'une des dynamiques a prédominance sur l'autre¹¹⁵. L'historiographie doit cesser d'établir un lien automatique d'un rapport de dépendance simpliste entre les PCF-I et Moscou ; ce lien existe, mais les rapports sont plus complexes.

Par conséquent, l'année 1947 est primordiale dans notre analyse puisqu'elle trace les voies dans lesquelles les PCF-I vont développer leurs stratégies¹¹⁶. Les différents choix des deux Partis communistes seront influencés à plusieurs niveaux. La Guerre froide en général et les décisions des deux superpuissances en particulier auront des effets directs non seulement sur les PCF-I, mais également sur les gouvernements de Paris et Rome qui s'y adapteront, tout en prenant en compte les particularités nationales. Aussi, le cadre d'analyse établi pour l'année 1947 n'est pas immuable, il évoluera dans les prochaines

¹¹⁵ Luca Sollai, « Perspectives nationale et internationale dans l'étude du PCF et du PCI », *Emulations - Revue de sciences sociales*, 26 (2018) : 20.

¹¹⁶ Serge Berstein et Pierre Milza ont consacré un ouvrage collectif à la seule année 1947 en se concentrant sur la politique nationale et internationale de la France : Serge Berstein et Pierre Milza, *L'année 1947* (Paris : Presses de Sciences po, 1999).

années s'adaptant aux ajustements inévitables, conformément à l'évolution de la politique internationales et des contextes intérieurs¹¹⁷.

Les tensions sont déjà visibles en 1946 comme on peut le remarquer à la lecture d'un télégramme adressé à Staline datant du 27 septembre 1946, envoyé par l'ambassadeur soviétique aux États-Unis Nikolai Novikov, lequel dénonce le durcissement du gouvernement américain envers l'Union soviétique et souligne une tendance de plus en plus marquée de Washington vers un comportement impérialiste. Novikov remarque également que les anciennes personnalités qui soutenaient l'effort de paix de Roosevelt perdent de l'influence au sein de l'administration Truman. L'ambassadeur ajoute que le fait que l'URSS ne se soit pas effondrée après la guerre force les États-Unis à agrandir leur appareil militaire¹¹⁸.

L'année 1947 représente l'intensification de la Guerre froide, car sont jumelés les tensions géostratégiques de l'année 1946 et le contexte idéologique très tendu depuis la Révolution bolchévique, ce que certains historiens considèrent comme étant le réel début de la Guerre froide¹¹⁹.

La rupture dans les politiques internationale et nationale arrive sur un très court laps de temps¹²⁰; le 12 mars le Président américain Truman annonce au Congrès sa fameuse « Doctrine Truman » et en mai 1947 en France¹²¹ et en Italie les communistes sont expulsés des gouvernements nationaux. La volte-face impressionne ; d'une collaboration politique

¹¹⁷ Pour une idée du cadre général des contextes français et italien pendant la Guerre froide, voir Georges-Henri Soutou, *La guerre froide de la France: 1941-1990* (Paris : Tallandier, 2018), et Guido Formigoni, « La crisi del maggio 1947 e il piano Marshall », dans *Storia d'Italia nella guerra fredda (1943-1978)*, (Bologna : il Mulino, 2016).

¹¹⁸ Nikolai Novikov, Telegram from Nikolai Novikov, Soviet Ambassador to the US, to the Soviet Leadership, AVP SSSR, f. 06. op. 8, p. 45, p. 759, published in *Mezhdunarodnaya Zhizn'* #11, 1990, 148-154, translated for CWIHP by Gary Goldberg., 1946/09/27, History and Public Policy Program Digital Archive, Woodrow Wilson International Center for Scholars, <https://digitalarchive.wilsoncenter.org/document/110808>.

¹¹⁹ C'est notamment la thèse défendue par l'historien Michael J. Carley : *1939: The Alliance that Never was and the Coming of World War II* (Chicago : Ivan R. Dee, 1999). ; *Silent conflict : a Hidden History of Early Soviet-Western Relations* (Lanham : Rowman & Littlefield, 2014); « Episodes from the Early Cold War: Franco-Soviet Relations, 1917-1927 », *Europe-Asia Studies* 52, 7 (2000), <http://www.jstor.org/stable/155680>.

¹²⁰ Pour comprendre les dynamiques nationale et internationale du PCF et du PCI voir Sollai, *op. cit.*

¹²¹ Au sujet de l'entrée de la France dans la Guerre froide, voir Pierre Grosser, « Chapitre 7. L'entrée de la France en guerre froide », dans Berstein et Milza, *op. cit.*

assumée où les PCF-I participaient aux gouvernements nationaux, l'on passe à une exclusion qui s'avérera définitive des communistes au pouvoir. Avant ces évictions, deux événements ayant lieu dans les premiers mois de 1947 seront déterminants pour notre étude : la déclaration de Truman du mois de mars et la conférence de Moscou sur la future organisation de l'Allemagne.

L'Allemagne depuis 1945 est divisée en quatre zones d'occupation que se partagent la France, la Grande-Bretagne, les États-Unis et l'Union soviétique. Depuis l'année de la signature du pacte franco-soviétique en 1944, la position de la France est claire. Tout en prenant en considération son désir de neutralité par rapport aux tensions croissantes américano-soviétiques, la politique officielle française suggère la fermeté par rapport au danger allemand. Bien que sa position officielle reste inchangée, sa perception du problème allemand est influencée par l'accroissement des tensions est/ouest. George-Henri Soutou explique que déjà en août 1945 :

Il y a le début d'un changement de l'orientation de la politique française qui s'avère contradictoire, qui continue à poursuivre des objectifs antiallemands, mais en essayant de se prémunir contre la menace de l'URSS en reprenant le projet d'un bloc occidental. On entrait dans cette phase, qui allait durer jusqu'en 1947, au cours de laquelle le gouvernement français continuera à officiellement et publiquement à se situer sur la ligne de la collaboration maintenue entre les Alliés, alors qu'en grand secret certaines responsables politiques, diplomatiques et militaires commençaient à imaginer une alliance occidentale contre l'URSS¹²².

3.1 Quoi faire de l'Allemagne ? La France entre bloc occidental et rapprochement avec l'Union soviétique

La déclaration de Truman de mars 1947 et la conférence de Moscou jouent toutes deux un rôle déterminant dans le changement de la politique étrangère française vis-à-vis de l'URSS et de l'Allemagne. Seulement quelques jours avant ces deux événements, Vaux Saint-Cyr, ambassadeur français à Athènes, dans une communication avec Georges Bidault, ministre des Affaires étrangères, soulignait que l'aide économique et politique américaine à la Grèce représenterait l'étape ultime d'un changement de la politique des États-Unis en Europe. Saint-Cyr avance que le Congrès émettra des réserves puisqu'il

¹²² Soutou, *op. cit.*, 88-90.

s'agit en réalité d'une intervention dans la politique intérieure d'un pays européen en temps de paix¹²³.

Ce changement d'approche des États-Unis ne passa pas inaperçu au sein du gouvernement français. Dans les semaines qui suivent la déclaration de Truman du 6 mars jusqu'au débat à la Chambre des Représentants, les informations qui arrivent au Quai d'Orsay de Washington et New York décrivent cette évolution pendant cette courte période. À propos des débats au sein même de l'administration américaine sur la portée réelle de ce changement de route, le chargé d'affaires à l'ambassade de France à Washington Francis Lacoste explique que :

[...] c'est tout le problème de la défense contre l'URSS qui surgit. Pour les militaires et les civils américains [...] le problème se traduit, en termes graphiques, par le tracé sur la surface de la sphère terrestre d'une courbe irrégulière fermée qui entoure l'immense territoire européen, asiatique et antarctique occupé par l'URSS et par les régions plus ou moins définies que l'on croit devoir placer dans sa « zone d'influence ». Tous les territoires limitrophes de cet immense périmètre sont considérés, à des degrés divers, comme zones dangereuses à transformer en zones de vigilance. La Grèce et l'une de plus importantes de ces zones, mais ce n'est pas la seule : la Turquie l'est au moins autant et, sans parler de l'Allemagne [...]¹²⁴.

Ce changement de la politique étrangère américaine n'est pas l'unique raison du glissement progressif de la France vers les États-Unis. La conférence de Moscou (10 mars au 24 avril 1947) sur la réorganisation de l'Allemagne marque également un tournant majeur. La France y arrive fidèle à son accord franco-soviétique de 1944¹²⁵, c'est-à-dire que l'objectif premier est d'éviter la résurgence de la menace allemande. Par contre, le contexte n'est plus le même ; la situation est très tendue entre l'URSS, d'un côté, et les États-Unis et la Grande-Bretagne, de l'autre. La France se faufile entre ces opposants, du moins jusqu'au début 1947. Lorsque les tensions entre les trois s'amplifient, surtout à la suite de l'impossibilité de concocter un rapport de préparation à la conférence de Moscou au sein du Comité de coordination (CORC), le général Roger Noiret (adjoint au Commandement en Chef français en Allemagne (CCFA), le général Marie-Pierre Kœnig

¹²³ M. Vaux Saint-Cyr, ambassadeur de France à Athènes, à Georges Bidault, ministre des Affaires étrangères, Athènes 6 mars 1947, *Documents diplomatiques français*, [DDF], 1947, Tome I, Ministère des Affaires étrangères, Bruxelles, Peter Lang, 2007, 460-461.

¹²⁴ Francis Lacoste, chargé d'affaires à l'ambassade de France à Washington à Bidault, Washington, 10 mars 1947, *DDF*, 1947, Tome I, 483.

¹²⁵ Bidault et le commissaire du peuple aux Affaires étrangère de l'Union soviétique Viatcheslav Mikhaïlovitch Molotov ont signé le 10 décembre 1944 ce traité d'alliance et d'assistance mutuelle.

explique comment les délégations anglo-saxonnes géraient l'affaire de manière à saboter le rapport du conseil de contrôle¹²⁶.

Ainsi, la France essaie autant que possible d'être neutre. Elle partage avec l'URSS quelques postures communes. Deux éléments ressortent des documents diplomatiques français. Tout d'abord, selon le général Noiret, la décision unilatérale de remplacer le mark par le dollar aurait eu comme résultat, d'une part, l'abandon de la politique d'unité économique suivie jusqu'à présent par Londres et Washington et, d'autre part, le principe de répartition des produits essentiels qui en constituait l'élément le plus important. Le deuxième élément est la position de l'Union soviétique, car Jacques Tarbe de Saint-Hardouin, conseiller politique du général Kœnig, souligne comment le délégué a appuyé la France d'autant plus que « les intérêts de de l'URSS ne se verraient dans la circonstance pas directement atteints ». Cette stratégie devait probablement atténuer l'isolement soviétique dans les conversations sur les différentes zones et mettre en évidence, du moins aux yeux des Français, les similitudes qui existent entre leur position et celle de la délégation française¹²⁷. Cette neutralité apparente s'effritera pendant la conférence de Moscou, la déclaration de Truman des semaines précédentes ayant fait son effet.

Les querelles entre les deux superpuissances engendrent une évolution de la posture française quant à la question allemande. Le traité franco-soviétique de 1944 précité n'est pas un terrain d'entente sur le fond de la question de l'organisation de l'Europe centrale¹²⁸, bien qu'il prévoit aux deux signataires un secours mutuel pendant vingt ans en cas d'une attaque ou d'une invasion de l'Allemagne. Dans ce contexte, au sein du gouvernement français de coalition, les deux piliers sur lesquels la politique étrangère française devait se baser, selon le PCF, étaient : l'amitié de la France envers l'URSS et la posture autonome de la France au sujet de la question allemande. Dans l'éditorial *Notre politique* de janvier 1947 dans *Les Cahiers du Communisme*, Jacques Duclos explique les trois éléments de la

¹²⁶ François Coulet, directeur du bureau d'Europe, aux représentants diplomatiques de la France à Londres, Moscou et Washington, Paris, 23 janvier 1947, *DDF*, 1947, Tome I, 194 (note 1).

¹²⁷ Jacques Tarbe de Saint-Hardouin, conseiller politique auprès du commandant en chef en Allemagne, à Léon Blum, ministre des Affaires étrangères, Berlin, 22 janvier 1947, *ibid.*, 190-191.

¹²⁸ De Gaulle avait refusé de reconnaître officiellement le gouvernement polonais de Lubin, composé en majorité de communistes et appuyé par l'URSS.

position du PCF vis-à-vis de l'Allemagne en vue de la Conférence de Moscou: la dénazification et la démocratisation de l'Allemagne, le droit de la France aux réparations et la gestion interalliée de la Ruhr¹²⁹. L'annonce de la Doctrine Truman et la Conférence de Moscou vont précipiter les évolutions des composantes non communistes du gouvernement français qui avaient commencé dès août 1945. Le PCF saisit correctement les changements de la conjoncture internationale ; cependant il omet de prendre en compte les changements de la conjoncture politique intérieure.

L'approche de la France dans la conférence de Moscou prend en considération l'évolution des rapports entre Washington et Londres, d'un côté, et Moscou, de l'autre. L'objectif de la France est double : défendre les intérêts du pays et essayer de résoudre les points de discordance entre les quatre puissances participantes. Malgré quelques dissensions au sein de la délégation française – par exemple le pessimisme de Bidault par rapport à l'optimisme du général Kœnig¹³⁰ –, il est possible d'en tirer quelques considérations d'ordre général.

Les documents consultés dans les archives démontrent que l'analyse des problématiques entourant l'Allemagne est centrale. Les évaluations se basent sur trois éléments fondamentaux : l'analyse de l'évolution de la situation allemande bloquée à la veille de la conférence de Moscou, le positionnement des propositions françaises et finalement l'impasse manifeste entre les positions soviétique et anglo-américaine. Sur ce troisième point, le gouvernement français fonde son analyse sur deux aprioris qui compliquent la marge de manœuvre du pays. Premièrement, la différente conception de la réorganisation de l'Allemagne. Pour Moscou, cette réorganisation prévoit une Allemagne unifiée au niveau économique et, selon les décisions prises à Potsdam, elle doit payer des réparations de guerre par des prélèvements ponctuels à chaque puissance occupante. Plus précisément, selon ces décisions de la Conférence de Potsdam, l'URSS a droit aux réparations en provenance de la partie occidentale. Elle se voit attribuer 15 % des

¹²⁹ Jacques Duclos, « Notre politique », *Cahiers du communisme*, 22, 1, (janvier 1947) : 9-10.

¹³⁰ Jean-Rémy Bezas, *Georges Bidault et la politique étrangère de la France: Europe, Etat-Unis, Proche-Orient, 1944-1948* (Paris : Editions L'Harmattan, 2006), 312-13.

démontages effectués dans les zones occidentales sur les biens d'équipement ne servant pas l'industrie de paix allemande (en échange elle donnera des denrées alimentaires et des matières premières), plus 10 % de ces mêmes démontages, mais sans contrepartie¹³¹.

Pour Washington, une structure fédérale serait la meilleure solution, couplée d'un rigide contrôle militaire (afin d'éviter toute possibilité d'un revanchisme militaire) et d'un contrôle économique plus souple. Les États-Unis ont besoin d'une Allemagne économiquement solide pour l'opposer éventuellement à la montée du communisme¹³². Deuxièmement, pour ce qui est de Paris, l'inquiétude principale est la question de l'approvisionnement en ressources naturelles – notamment le charbon. Par conséquent la France est en faveur d'une administration internationale de la Ruhr. La position de la France sur la gestion de l'État allemand est élaborée en détail dans deux mémorandums. Le premier, préparé par la direction des Affaires économiques et financières, a comme objet l'unité économique et la décentralisation politique de l'Allemagne¹³³. Le deuxième mémorandum, plus complet et détaillé, est remis aux gouvernements des trois autres puissances occupantes¹³⁴.

Du côté français, l'instauration de la bizonie est considérée comme un élément susceptible d'empirer les relations entre les Anglo-américains et les Soviétiques. C'est ce qu'explique Tarbe de Saint-Hardonne dans une note à Bidault. Il ne donne pas nécessairement son jugement politique sur la fusion des deux zones, mais plutôt une analyse sur les conséquences potentielles de cette fusion : « Quoiqu'on puisse penser de la fusion de deux zones occidentales, il ressort de la déclaration du Maréchal (Vassili Sokolovski ¹³⁵) que les Anglo-Saxons disposent avec l'accord qui établit, d'un instrument

¹³¹ Henri Ménudier, « La grande alliance à l'épreuve de la guerre », dans *L'Allemagne occupée (1945-1949)* (Paris : Éditions Complexe, 1990), 35.

¹³² Pour comprendre en détail l'évolution de l'approche américaine sur la question allemande et les répercussions sur les positions françaises, voir Annie Lacroix-Riz, « Bonne Allemagne ou reconstruction prioritaire : Paris-Washington du départ du général de Gaulle à la conférence de Moscou (Janvier 1946 - Printemps 1947), » *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 169 (1993), <http://www.jstor.org/stable/25730916>.

¹³³ Mémorandum de la Direction des Affaires économiques et financières, 10 janvier 1947 dans *DDF*, 1947, Tome I, 85-89.

¹³⁴ Mémorandum remis aux gouvernements des États-Unis d'Amérique, de Royaume-Uni et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, 17 janvier 1947, *ibid.*, 149-159.

¹³⁵ Chef adjoint de forces soviétiques en Allemagne.

redoutable aux yeux de Sovièts, et dont ils peuvent jouer comme une sorte d'épée de Damoclès.¹³⁶ »

Dans ce même document, Tarbe de Saint-Hardouin explique l'état non optimal des relations entre Moscou et les Anglo-Saxons et les préoccupations adressées par le maréchal Sokolovski en date 25 février 1947 sur le risque de la création de la bizonie qui pourrait menacer de « couper l'Allemagne en deux, de développer le chauvinisme chez le peuple allemand, et d'être l'amorce pour l'Europe entière, de nouvelles catastrophes¹³⁷ ».

Ce contexte limite la marge de manœuvre du gouvernement français quant au problème allemand. Il ne peut pas conserver sa position d'interlocuteur et doit attendre l'évolution des positions des autres puissances. Ce cas de figure empire après la déclaration d'Harry Truman du 12 mars. Dans les documents diplomatiques français, le ministre par intérim des Affaires étrangères, Pierre-Henri Teitgen, écrit à Bidault en date du 14 mars à propos de l'ambassadeur Caffery qui considère la Déclaration Truman comme un paradigme (une « bombe » selon Caffery). La France doit absolument clarifier sa position en évoquant aussi les deux arguments que les États-Unis utilisent pour convaincre le gouvernement français : le charbon et la main-d'œuvre en Allemagne¹³⁸.

Effectivement, après avoir essayé de maintenir une position d'indépendance par rapport aux trois autres puissances, la France n'a d'autre choix que de se ranger du côté des Anglo-Saxons. Ce choix français ne s'explique pas que par des pressions américaines. Il y a également le fait que Bidault avait quelques espoirs que ses propositions sur la question allemande auraient pu être soutenues par l'Union soviétique. Or, la rencontre entre Staline et Bidault en mars 1947 à Moscou n'a pas eu l'effet escompté¹³⁹.

¹³⁶ Tarbe de Saint-Hardouin à Bidault, 1^{er} mars 1947, *ibid.*, 435.

¹³⁷ *Ibid.*, 434-435

¹³⁸ Pierre-Henri Teitgen, ministre des Affaires étrangères par intérim, à Bidault, chef de la coalition française à la Conférence de Moscou, 14 mars 1947, *ibid.*, 508-510.

¹³⁹ Cette rencontre a lieu le 17 mars 1947. Staline et Bidault sont accompagnés du ministre soviétique des Affaires étrangères Molotov et de l'ambassadeur français à Moscou, Georges Catroux. L'entretien dure une heure et trente minutes et les relations bilatérales sont abordées.

Aussi, au moment de cette rencontre, la France n'est plus isolée, l'Union soviétique n'est plus son seul allié, puisque Paris venait tout juste de signer avec Londres, le 7 mars 1947, un traité d'alliance et d'assistance mutuelle. Et ceci est un élément qui préoccupe Staline et Molotov, surtout du fait que la France achète des armes au Royaume-Uni. Lors de la rencontre, Staline rappelle à Bidault que l'URSS et la France sont les deux puissances avec les deux armées de terre les plus développées en Europe et que la technologie française d'armement est parmi les plus efficaces. Quant à lui, Bidault souligne que la presse soviétique a récemment offert une appréciation négative du fait que la France achète des armes à d'autres pays, et que la France continuera à fabriquer des armes de bonne qualité, tout en souhaitant utiliser ses usines à des fins plus utiles que la production d'armes¹⁴⁰.

Dans le cadre général, Bidault ne réussit pas à obtenir des avantages substantiels lors de sa rencontre avec Staline. Le représentant français n'y avait pas l'intention d'aborder seulement la question de l'organisation institutionnelle de l'Allemagne; un autre dossier le préoccupait : le charbon pour Paris. En effet, Bidault essaie de rallier Staline et Molotov aux positions françaises. C'était de l'intérêt de la France que de prendre le contrôle des régions à haute production de charbon en Allemagne, c'est-à-dire la Ruhr et la Sarre. Bidault tente habilement de montrer que ceci serait en opposition au Royaume-Uni et aux États-Unis, par conséquent que l'URSS gagnerait à soutenir la France sur ce sujet. Staline et Molotov ne répondent pas à l'appel du Français. Les deux Soviétiques évitent de prendre position diplomatiquement ou de donner des garanties. Ils déclarent même être en désaccord avec l'idée qu'une seule puissance administre la Ruhr, laquelle devrait être partagée plutôt par les Quatre¹⁴¹. Le désaccord va plus loin : Bidault aimerait une organisation fédérale de la future Allemagne, alors que Staline veut mettre en place un gouvernement unifié¹⁴².

¹⁴⁰ Российский государственный архив социально-политической истории (RGASPI - Archives d'État russe pour l'histoire sociale et politique), 558-11-392 - ЗАПИСЬ ВЕСЕДЫ тов. И. В. СТАЛИНА МИНИСТРОМ ИНОСТРАННЫХ ДЕЛ ФРАНЦИИ Ж. БИДО (verbatim de la rencontre entre le camarade Joseph I. Staline et le ministre des Affaires étrangères français Bidault) 4-5.

¹⁴¹ *Ibid.*, 2-3

¹⁴² Compte rendu de l'entretien entre Bidault et le généralissime Staline, 17 mars 1947, *DFP*, 1947, Tome I, 517-522.

L'étude des documents diplomatiques français démontre que la rencontre est somme toute perçue négativement par la partie française, car le ministère des Affaires étrangères croyait pouvoir obtenir un soutien plus concret de l'URSS¹⁴³.

Au milieu de cette impasse, Bidault veut des résultats sur l'élément principal par son gouvernement : le charbon. Dans le contexte d'une conférence à Moscou où le consensus sur le futur de l'Allemagne est impossible à réaliser entre les quatre puissances, la France tire son épingle du jeu en s'associant avec les Anglo-Saxons dans l'accord à trois sur le charbon. Selon plusieurs historiens comme George-Henri Soutou et Jean-Rémy Bezas, cet accord n'est pas nécessairement une entrée claire dans le bloc occidental. Bidault n'avait pas encore élaboré une stratégie clairement pro-occidentale. L'historienne Jenny Raflik-Grenouilleau explique ces premières étapes de l'atlantisme français du point de vue économique et culturel en 1946-47, tout en précisant que l'engagement assumé au niveau institutionnel n'arrive qu'à la fin de 1947¹⁴⁴. Toujours est-il que l'Union soviétique et le PCF considèrent cet accord à trois sur le charbon – en plein échec de la conférence de Moscou – comme le passage de la France vers le bloc occidental¹⁴⁵.

En tenant compte du fait que l'URSS depuis 1945 refusait systématiquement la formation d'un « bloc » occidental, il est surprenant que le PCF n'ait pas pris en considération les possibles retombées politiques intérieures. Les causes de l'échec de la conférence de Moscou auraient dû faire comprendre aux dirigeants du bureau politique du PCF qu'un changement structurel s'opérait dans le contexte politique intérieur. Au contraire, les analystes du PCF distinguent le contexte international du contexte intérieur. Les communistes français observent que l'accord à trois sur le charbon « est un glissement pour la France vers le bloc occidental¹⁴⁶ », et que « Bidault a abandonné la thèse française

¹⁴³ Jean Chauvel, Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères à René Massigli, ambassadeur à Londres, 20 mars 1947, *ibid.*, 541-542.

¹⁴⁴ Jenny Raflik-Grenouilleau, *La Quatrième République et l'Alliance atlantique : influence et dépendance, 1945-1958*. (Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2013), 44-47.

¹⁴⁵ Bezas, *op. cit.*, 325.

¹⁴⁶ Réunion du secrétariat du 21/04/1947, décision 6, Fonds de la direction du Parti Communiste Français (1944-1979), Secrétariat de Maurice Thorez (Septembre 1944-17 mai 1964), Secrétariat général, 1947, https://pandor.u-bourgogne.fr/ead.html?id=FRMSH021_00060

pour celle du bloc occidental¹⁴⁷ », mais ils négligent de faire une observation plus globale concernant les conséquences sur le gouvernement de coalition. Pourtant, en mars 1947, le Parti communiste français avait fait preuve de réalisme politique et de compréhension des dynamiques internationales par rapport à l'équilibre intérieur lorsque les ministres communistes n'avaient pas fait tomber le gouvernement malgré leur opposition au crédit de guerre en Indochine.

Effectivement, le 22 mars 1947 Jacques Duclos, qui était le secrétaire du PCF, annonce l'abstention des votes communistes sur les crédits militaires pour l'Indochine. Soucieux d'être cohérents par rapport aux questions coloniales, les communistes avaient néanmoins en substance donné le feu vert à ces crédits militaires puisqu'ils avaient voté en faveur de la confiance demandé par le président du Conseil des ministres Paul Ramadier. Duclos explique :

Si nous suivions la logique de notre raisonnement, nous devrions voter contre, mais nous avons trop le souci des intérêts du pays ; nous avons trop conscience de la gravité de la situation pour ne pas mesurer toute la portée de nos actes et pour aller jusque-là. J'ai souligné enfin la concession que nous faisons en ne décidant pas de voter contre et en nous contentant de nous abstenir dans le scrutin.¹⁴⁸

Duclos rajoute que cette décision est motivée par des considérations de politique intérieure, car « il est bien difficile de gouverner la France sans un gouvernement de coalition¹⁴⁹ », mais également de politique étrangère car « un ministre des Affaires étrangères de la France est à la conférence de Moscou et qu'il défend les positions de notre pays. Nous savons qu'il demande le charbon dont nous avons besoin ; nous savons qu'il a du mal à se faire écouter, à se faire entendre, qu'il a dû mal à obtenir que l'on fasse droit aux revendications de la France.¹⁵⁰ »

Le délicat équilibre entre les situations internationale et intérieure n'est pas étranger au PCF. Dans l'article paru dans *Les cahiers du communisme*, Duclos explique à propos de la politique coloniale française :

¹⁴⁷ *Ibid.*, décision 8.

¹⁴⁸ *Journal officiel de la République Française, Assemblée nationale*, N° 29 de 1947, 1024 - Séance N° 34 du 22 mars 1947.

¹⁴⁹ *Ibid.*

¹⁵⁰ *Ibid.*

Au cours de la dernière période, les événements de politique intérieure sont apparus comme étant étroitement liés aux problèmes de politique extérieure. [...] De même, il est à noter que la politique poursuivie sur le plan de l'Union française ne peut pas être considérée indépendamment des problèmes généraux de politique extérieure. Il convient donc de ne pas négliger cette interdépendance des problèmes de politique extérieure et intérieure¹⁵¹.

Il y a un quasi-consensus historiographique au sujet d'une transition temporaire du PCF lors de la crise gouvernementale du début du mois de mai. Le PCF devait rendre compte à son électorat de ses compromis et à certains de ses choix politiques lors de la participation gouvernementale, au moment où la situation économique de la classe ouvrière s'empirait¹⁵².

Les liens entre politiques nationale et internationale sont absents des analyses du PCF. Dans le compte rendu de la réunion du secrétariat du 5 mai, donc au lendemain de la crise, les problèmes du gouvernement font l'objet de six décisions : les raisons de la crise s'expliquent, selon le PCF par « le glissement à droite de la politique gouvernementale¹⁵³ ». Le PCF voulait éviter « une opposition systématique¹⁵⁴ » au gouvernement, pour ne pas entrer en contradiction par rapport à sa participation gouvernementale des années précédentes et « travailler pour l'unité et le rassemblement de tous les républicains¹⁵⁵ ». Le PCF n'a pas l'intention de modifier sa politique intérieure. Par exemple, Maurice Thorez déclare en juillet 1947 :

Nous avons l'espoir que nos camarades socialistes finiront par comprendre où se trouvent l'intérêt de la classe ouvrière, l'intérêt du peuple, l'intérêt du pays. Que cet intérêt exige que nous soyons unis, socialistes et communistes, avec tous les vrais républicains [...] Il faut constituer le plus vite un gouvernement démocratique conforme à la volonté du peuple, un gouvernement qui agira dans les sens des intérêts du peuple, avec l'appui enthousiaste du peuple.¹⁵⁶

Comme l'affirme la majorité des historiens, le PCF n'a su comprendre ni la portée du changement du contexte international ni à quel degré ce contexte pouvait modifier les

¹⁵¹ Jacques Duclos, « Notre politique », *Cahiers du communisme*, 24 (3-4), Mars-Avril 1947 : 177.

¹⁵² Philippe Buton, « Chapitre 15. L'éviction des ministres communistes », dans Berstein et Milza, *op. cit.*, 339-48.

¹⁵³ Réunion du secrétariat du 05/05/1947, décision 2, Fonds de la direction du Parti Communiste Français (1944-1979), Secrétariat de Maurice Thorez (Septembre 1944-17 mai 1964), Secrétariat général, 1947.

¹⁵⁴ *Ibid.*

¹⁵⁵ *Ibid.*, décision 3.

¹⁵⁶ Maurice Thorez, « Notre politique », *Cahiers du communisme*, 24 (7), Juillet 1947 : 585.

politiques des autres partis du gouvernement, surtout en ce qui concerne la problématique allemande.

3.2 On se méfie des communistes : le PCI et le tournant de De Gasperi

Jusqu'au début de l'année 1947, le Parti communiste italien, du côté de la politique intérieure, est sensiblement dans une situation similaire à celle du PCF. Cependant, le panorama politique italien en 1947 évoluera vers une autre voie que celle de la France en raison de leurs positions internationales différentes. Deux facteurs majeurs du contexte international conditionnent la politique italienne. Premièrement, l'Italie était l'objet d'un laborieux processus de négociation entre les pays alliés, de son occupation en 1943 jusqu'au traité de paix en 1946. Deuxièmement, dans la Guerre froide, l'Italie occupe une place moins centrale que la France pour la diplomatie américaine.

L'Italie est en état de crise politique et économique au tournant de l'année 1947. Dans ce contexte, le Président du conseil des ministres Alcide De Gasperi se rend à Washington afin de demander de l'aide financière¹⁵⁷. Même si les motivations principales du voyage de De Gasperi sont liées à la difficile situation économique du pays ainsi qu'aux critiques dont De Gasperi fait l'objet à l'intérieur de son parti, la Démocratie chrétienne, ce voyage peut modifier progressivement le rôle italien sur l'échiquier international.

Ces demandes auprès des États-Unis sont un sujet d'actualité en Italie à l'automne 1946 depuis qu'une pénurie du blé italien laissait présager un hiver difficile. En novembre, De Gasperi, le ministre des Affaires étrangères Pietro Nenni ainsi que le président de la République Enrico de Nicola font les premiers appels du pied à Washington pour obtenir une aide. Dans ce contexte, De Gasperi décide d'accepter une invitation du « Council on World Affairs » et du célèbre magazine *Time* pour participer à un forum international qui se tiendra à Cleveland en janvier 1947. Quant à eux, Nenni s'adresse aux émigrés italiens pour leur demander une aide matérielle pour affronter l'hiver et de Nicola écrit directement au Président Truman sur le même sujet. Ce sont ces pressions sur le gouvernement

¹⁵⁷ Aga-Rossi, *op. cit.*, 25-26.

américain qui expliquent le voyage de De Gasperi aux États-Unis au début du mois de janvier¹⁵⁸.

L'historiographie italienne interprète habituellement ce voyage comme lié à une demande de Washington d'expulser les forces socialo-communistes de la coalition gouvernementale¹⁵⁹. Aucun document que nous avons consulté ne le confirme. À l'opposé, l'ambassadeur italien en France Pietro Quaroni soutient dans une communication au ministre Pietro Nenni datée du 27 décembre 1946 que la politique étrangère américaine est conditionnée par un sentiment antirusse qui ne s'estompera probablement pas dans un futur proche. Ce sentiment a de profondes répercussions dans la politique étrangère américaine.

Dans la pratique, et surtout en ce qui concerne l'Europe occidentale, cette orientation antirusse de l'opinion publique américaine prend la forme d'une aversion profonde pour le communisme et tout ce qui s'en rapproche [...] L'opinion publique est prête à accepter, et dans de nombreux cas se félicite même, de la mise en œuvre de réformes sociales radicales et de grande envergure [...] Mais elle est tout aussi clairement opposée au communisme en tant qu'élément de politique étrangère ; l'opinion publique américaine est aujourd'hui convaincue que le communisme n'est pas une question de politique intérieure des différents pays, mais une cinquième colonne de l'Union soviétique, un moyen d'expansion de ce qu'ils appellent l'impérialisme soviétique : contre une expansion du communisme, les États-Unis sont beaucoup plus prêts à lutter, par tous les moyens, même avec une intervention directe, qu'on ne le croit généralement.¹⁶⁰

Par conséquent, De Gasperi utilise l'argument de l'influence communiste grandissante lors de sa visite aux États-Unis. Dans le compte rendu de la rencontre du 6 janvier 1947 avec le secrétaire d'État américain John F. Byrnes, De Gasperi

a déclaré qu'il espérait que sa visite se traduirait par une aide à l'Italie, car ce pays est actuellement en proie à une crise économique et politique. Il a déclaré que les récents troubles dans le sud de l'Italie étaient en partie politiques et en partie basés sur des difficultés économiques, et que la plus grande pression politique était exercée à cette époque par le parti communiste pour amener l'Italie dans l'orbite de l'influence russe. M. De Gasperi a déclaré que,

¹⁵⁸ Voir *I Documenti Diplomatici Italiani* [DDI], Decima serie, Volume 4, (13 juillet 1946 –10 février 1947), Ministero degli Affari esteri, Documents : 540, 544, 599.

¹⁵⁹ Aga-Rossi, *op. cit.*, 26.

¹⁶⁰ « All'atto pratico, e soprattutto per quello che concerne l'Europa occidentale, questo orientamento anti-russo dell'opinione pubblica americana si concreta in una profonda decisa avversione al comunismo e a tutto quello che al comunismo si riavvicina [...] L'opinione pubblica americana è disposta ad accettare, in molti casi vede addirittura con favore, l'attuazione di vaste e radicali riforme sociali [...] Ma è altrettanto nettamente contraria al comunismo in quanto fattore di politica estera; l'opinione pubblica americana è oggi convinta che il comunismo non è una questione di politica interna dei singoli Paesi ma una quinta colonna dell'U.R.S.S. un mezzo di espansione di quello che essi chiamano l'imperialismo sovietico: contro una espansione del comunismo gli Stati Uniti sono assai più pronti a lottare, con tutti i mezzi, anche con l'intervento diretto, di quanto generalmente si creda. » (Traduit par l'auteur), L'ambasciatore Quaroni al ministro degli Esteri Nenni, Rome, 27 décembre 1946, *DDI*, Decima serie, Volume 4, Documents 628, 740.

bien sûr, tout son effort était de combattre ce mouvement, car il était d'un avis tout à fait différent.¹⁶¹

Le Président du conseil italien est ainsi apte à tirer parti du contexte international dans lequel les États-Unis n'ont toujours pas adopté une approche structurée envers l'Europe. Cela est surligné par Pietro Quaroni qui, à la suite d'un voyage diplomatique aux États-Unis, écrit au ministre Pietro Nenni que

[n]ous devons nous rendre compte que, jusqu'à présent, il n'existe pas de politique étrangère américaine pour l'Europe. Nous pouvons en voir les grandes lignes, et non les détails de son développement : aujourd'hui, cependant, chaque acte de la politique étrangère américaine est principalement conçu en relation avec la politique intérieure américaine¹⁶².

Pour ce qui est de la politique intérieure, De Gasperi semblait prêt à modifier l'équilibre politique. Il annonce sa démission le 17 janvier 1947 en réaction à la scission du PSIUP – compte tenu de ses relations avec le PCI et du positionnement de ce dernier à l'échelle internationale. De Gasperi songe à former une nouvelle majorité sans la présence des communistes, mais finalement il écarte cette option. Le PCI dénonce cette tentative de « crise démochrétienne », selon leur expression sensationnelle¹⁶³. Togliatti fait un rapprochement entre le voyage de De Gasperi aux États-Unis et la crise gouvernementale qui s'ensuit. Il ne semble pas saisir à quel point ce voyage représente les prémices d'un changement définitif du contexte politique intérieur. Pour lui, le projet de De Gasperi était voué à l'échec, compte tenu du consensus entre les communistes et les socialistes dans le pays, consensus confirmé par les élections administratives de novembre 1946¹⁶⁴. Même si Togliatti croyait à tort d'avoir définitivement écrasé le sentiment anticommuniste de la

¹⁶¹ « He said he hoped his visit would result in assistance to Italy as that country was now in the throes of an economic as well as a political crisis. He said the recent disturbances in southern Italy were partly political and partly based upon economic difficulties, and that the greatest political pressure was being brought at this time by the Communist Party to bring Italy within the orbit of Russian influence. Mr. De Gasperi said that of course his entire effort was to combat this movement as he was of an entirely different opinion », Memorandum of Conversation, by the Appointed Ambassador to Italy (Dunn), *FRUS*, 1947, The British Commonwealth; Europe, Volume III, (Washington: United State Government Printing Office, 1972), 838-839.

¹⁶² « Bisogna che noi ci rendiamo conto che, a tutt'oggi, una politica estera americana per l'Europa ed il Vicino Oriente non esiste: essa è solo in via di formazione, e di formazione lenta: si possono intravedere le sue grandi linee, non i dettagli del suo sviluppo: oggi come oggi però ogni atto della politica estera americana è soprattutto inteso in funzione contingente di politica interna americana. » (traduit par l'auteur). L'ambasciatore Quaroni al ministro degli Esteri Nenni, Rome, 27 décembre 1946, *DDI*, Decima serie, Volume 4, Documents 628, 738.

¹⁶³ Palmiro Togliatti, « Una crisi democristiana », *Rinascita* IV, 1-2 (1947) : 1.

¹⁶⁴ *Ibid.*

Démocratie chrétienne à la suite de la résolution de la crise et de l'acceptation de trois ministères par le PCI, concrètement, la question d'une solution gouvernementale sans la gauche socialo-communiste est repoussée de quelques mois jusqu'à la rupture définitive de mai 1947 quand la bipolarité mondiale sera sans équivoque¹⁶⁵. Dans l'analyse complexe du cas italien, il faut, par conséquent, prendre en considération inévitablement les éléments de politique nationale et internationale.

3.3 Les prémices d'une aide américaine en Europe

Les États-Unis se dotent en Europe d'un outil économique de grande envergure : le plan Marshall. Bien qu'il ait été élaboré au mois de juin 1947, le gouvernement français en prend connaissance au moins à partir du 18 avril par un télégramme d'Henry Bonnet (ambassadeur français à Washington) destiné à Georges Bidault. Cette aide serait, selon Bonnet, en continuité avec le durcissement de la politique américaine envers l'Union soviétique. Bonnet observe qu'un « [...] besoin se manifeste aussi de définir un plan d'action, de placer les initiatives américaines, d'ordre financier notamment, dans un cadre d'ensemble¹⁶⁶. » Bonnet rajoute que l'administration américaine désire mettre en place un plan d'ensemble pour l'Europe, afin d'éviter de longs et périlleux débats et négociations pour chaque intervention financière qu'elle juge nécessaire, à l'image des aides apportées à la Grèce et à la Turquie. Bonnet souligne également que cette stratégie serait graduelle et par étapes, mais que toutefois l'administration américaine est susceptible de constituer un plan général « qui pourrait justifier, s'il était accepté, la mise à disposition du gouvernement des ressources importantes dont il userait ensuite au mieux de circonstances.¹⁶⁷ » Par conséquent, nous pouvons constater que le gouvernement français, dès le mois d'avril, connaît les grandes lignes de la stratégie européenne que les États-Unis allaient mettre en place pour les prochaines années à travers le plan Marshall. Il reste néanmoins à savoir, et c'est une préoccupation de Bonnet, si la France sera incluse dans ce plan éventuel d'aide économique.

¹⁶⁵ Formigoni, *op. cit.*

¹⁶⁶ Bonnet, ambassadeur de France à Washington, à Bidault, 18 avril 1947, *DDF*, 1947, Tome I, 678.

¹⁶⁷ *Ibid.*, 679.

Un autre élément qui transparait dans le télégramme de Bonnet est la prise en compte des préoccupations exprimées par De Gasperi lors de son voyage aux États-Unis au début de 1947. Effectivement, Bonnet écrit qu'il « y avait une tendance au Capitole aussi que dans l'administration à songer, en première ligne, aux pays où il paraît facile et urgent de dresser une barrière contre l'influence soviétique : Grèce [...] et Italie¹⁶⁸ ».

CONCLUSION

Dans ce chapitre, nous avons vu l'influence des dynamiques évolutives nationales et internationales sur les contextes politiques français et italiens où graduellement les deux Partis communistes ont été écartés des gouvernements. Les similitudes abondent concernant les PCF-I, mais plusieurs nuances s'imposent. Par exemple, le cas français est plus central dans la stratégie politique américaine, compte tenu de la position difficile de la France dans l'équilibre internationale. Par conséquent, les États-Unis y sont plus actifs dans les pressions contre le PCF, pour en arriver à l'objectif général que la France s'ancre dans le bloc occidental en se distanciant de l'URSS sur la question allemande. L'ambassadeur italien en France, Pietro Quaroni remarque qu'après le discours d'Harry Truman du 12 mars, « les pressions américaines pour écarter les communistes du gouvernement et pour une politique plus anticommuniste (de la France) se faisaient plus précises et insistantes¹⁶⁹. »

À propos de l'Italie, les pressions américaines sont plus modérées. L'anticommunisme transparait en filigrane ; De Gasperi l'utilise pour attirer l'attention des États-Unis afin de régler les difficultés économiques de son pays. De Gasperi est explicite : la présence du PCI au gouvernement est temporaire puisque les lignes politiques sont trop hétérogènes. L'aide américaine aurait deux fonctions. Tout d'abord, elle pourrait légitimer

¹⁶⁸ *Ibid.*

¹⁶⁹ « A quest'ultimo riguardo mi è stato confidato che pressioni americane per eliminare comunisti Governo e per una politica nettamente anticomunista si sono fatte ultimamente più precise e insistenti. » (traduit par l'auteur) Quaroni al ministro degli Esteri, Carlo Sforza, Parigi, 14 mars 1947, *DDI*, Decima serie, Volume 5, (2 février – 30 mai 1947), Document 205.

De Gasperi et justifier l'éventuelle rupture de la coalition politique. Ensuite, elle garantirait la survie d'une coalition *in absentia* du PCI en évitant une crise économique profonde qui pourrait favoriser le Parti communiste dans son possible nouveau rôle d'opposition.

Bien que les parcours des deux Partis communistes diffèrent, les conséquences de leurs mises à l'écart sont semblables. Les équilibres politiques intérieurs ne seront plus constitués de gouvernements d'unité nationale. Les PCF-I seront aveuglés et ne sauront pas comment réagir devant cette rupture. Nous verrons dans le prochain chapitre qu'il faudra l'intervention du Kominform en septembre 1947 pour les éclairer et leur imposer les directives principales de leurs stratégies futures. Quant à eux, les États-Unis useront de leurs leviers économique (le plan Marshall) et politique (la CIA) dans l'organisation de la nouvelle doctrine de l'endiguement du communisme. Ainsi, les deux « superpuissances » observeront particulièrement la France et l'Italie.

CHAPITRE II – UN CHANGEMENT DIFFICILE : LES PCF-I ET LA TRANSITION DU GOUVERNEMENT À L’OPPOSITION (janvier - octobre 1947)

Deux blocs antagonistes se forment graduellement en Europe dans les mois qui suivent le départ des PCF-I des gouvernements français et italiens. Dans ce deuxième chapitre, nous analyserons les conséquences des stratégies de l’URSS et des États-Unis concernant l’Europe occidentale – particulièrement en France et en Italie – ainsi que les retombées collatérales sur les PCF-I¹⁷⁰.

La stratégie états-unienne se précise en 1947. Assurément, la situation économique de la France préoccupe les analystes américains, mais c’est bien l’Italie qui s’avère prioritaire dans la stratégie américaine du fait du contexte différent du système d’alliances politiques du PCI par rapport au PCF¹⁷¹.

La stratégie soviétique est moins précise et arrêtée. Certes, la Guerre froide est une donnée centrale provoquant un contrôle accru des PCF-I par le PCUS, mais il n’y a aura pas l’équivalence d’une stratégie à long terme à propos de l’Europe occidentale.

Cela étant dit, il faut prendre en compte la radicalisation de la Guerre froide suivant la création à trois semaines près de deux agences qui se font face : la *Central Intelligence Agency* (CIA, le 18 septembre 1947) et le *Bureau d’information des partis communistes et ouvriers* (Kominform, le 6 octobre).

La période se déroulant entre les départs des PCF-I de leur gouvernement jusqu’à la fondation du Kominform est centrale dans notre thèse et mérite sans nul doute un chapitre en bonne et due forme. En seulement quelques mois, le contexte international évolue substantiellement, que ce soit par l’annonce et l’application du Plan Marshall, par la création de la CIA ou du Kominform, autant d’enjeux globaux auxquels les PCF-I ne

¹⁷⁰ Pour une analyse plus complète des enjeux stratégiques et politiques en Europe et les origines de la guerre froide, voir David Reynolds, *The origins of the Cold War in Europe : International Perspectives* (New Haven : Yale University Press, 1994).

¹⁷¹ Pour avoir un cadre général de la stratégie américaine dans l’ensemble de l’Europe occidentale, voir Gérard Bossuat, *L’Europe occidentale à l’heure américaine : le Plan Marshall et l’unité européenne, 1945-1952* (Bruxelles : Ed. Complexe, 1992).

peuvent se dérober et doivent prendre parti tout en composant avec leurs propres enjeux de politique intérieure. En effet, au même moment, la France et l'Italie poursuivent leur rattachement au bloc occidental qui sera définitif par la signature du Pacte de Bruxelles et par le Pacte atlantique, sujet abordé au quatrième chapitre¹⁷².

Ainsi, ce chapitre est consacré à l'analyse du contexte dans lequel les PCF-I élaborent leurs stratégies maintenant que leur marge de manœuvre est plus restreinte du fait de leur proscription du jeu politique de leur pays ainsi que de la radicalisation de la Guerre froide.

1 - LE DÉPART DU GOUVERNEMENT : DEUX SITUATIONS BIEN DIFFÉRENTES

Le 5 mai 1947 pour le PCF et le 13 mai pour le PCI marquent le départ des deux partis communistes de leur gouvernement qui représente la fin concrète des fronts antifascistes de la Seconde Guerre mondiale. À propos de l'Italie, Frédéric Attal explique comment « [e]n 1947, la naissance des blocs entraîne la toute jeune République dans le camp occidental. L'unité antifasciste est dès lors condamnée »¹⁷³, tandis que pour la France, Jean-Pierre Rioux souligne que « le renvoi des ministres communistes du gouvernement Ramadier, le 5 mai 1947, a sonné le glas du tripartisme, cette combinaison électorale et parlementaire qui faisait depuis janvier 1946 des trois partis majoritaires, le PCF, la SFIO et le MRP, les juges et les garants de l'intérêt national après le départ du général de Gaulle¹⁷⁴. »

Nous avons vu dans le précédent chapitre que l'exclusion des gouvernements était perçue par les PCF-I comme temporaire. À présent, nous verrons que le contexte politique de la France et de l'Italie nous obligera à apporter quelques précisions dans nos analyses.

1.1 La situation italienne

¹⁷² Pour voir plus en détail : Jean-Rémy Bézias, « Prélude au conseil de l'Europe : la déclaration de Georges Bidault à la Haye (19 juillet 1948) », *Guerres mondiales et conflits contemporains* 220, 4 (2005).

¹⁷³ Frédéric Attal, *op.cit.*, 47.

¹⁷⁴ Jean-Pierre Rioux, « Les gouvernements de gauche sous la IV^e République » dans *Histoire des gauches en France*, Jean-Jacques Becker et Gilles Candar, dir. vol. II (Paris : La Découverte, 2005), 52.

Quelques scénarios s'offrent au PCI après le 13 mai. En effet, la scission de janvier 1947 du PSIUP fait en sorte que le PCI considère le PSI comme un allié fiable avec lequel constituer un bloc de gauche solide. Il faut observer que trois âmes idéologiques distinctes coexistent au sein de l'PSIUP : outre les deux tendances historiques, la réformiste et la maximaliste, la politique d'unité d'action inaugurée avec les communistes avait donné naissance à un courant fusionniste, favorable à une réunification avec le PCI. Au sein du PSIUP, le groupe numériquement le plus fort était celui du centre, c'est-à-dire le noyau maximaliste dirigé par Nenni, dans lequel le parti, représentant les masses prolétariennes, proposait de renverser le système capitaliste afin d'établir un nouvel ordre politique, économique et social. La stratégie de Nenni était basée sur l'unité des masses prolétariennes : une ligne intermédiaire entre la voie démocratique de la droite de Saragat et celle de la gauche fusionniste¹⁷⁵. Les rapprochements entre le PSIUP-PCI et le PSI étaient fréquents dans la période post-Seconde Guerre mondiale. Palmiro Togliatti et Pietro Nenni travaillent de concert afin de s'assurer que les deux partis soient sur la même longueur d'onde à propos des dossiers majeurs ; les deux partis s'influencent mutuellement, mais en maintenant leur autonomie. Par exemple, en juillet 1946, Togliatti demande sans succès à Nenni de retirer la désignation au sous-secrétariat des Affaires intérieures de l'anticommuniste notable Angelo Corsi¹⁷⁶.

Ainsi, depuis la Libération, communistes et socialistes travaillent conjointement pour une possible unité ouvrière. Cette convergence des gauches est claire, à l'image du front commun lors de la campagne référendaire sur la monarchie et la république. Togliatti le dit clairement face aux militants socialistes à Pise en 1946 :

Camarades socialistes, nous ne sommes pas un seul parti. Mais nous savons que face aux problèmes fondamentaux de notre pays, il n'y a pas de division [...]. Nous savons tous qu'à propos des problèmes fondamentaux, décisifs dans la vie italienne, nous, communistes, et vous, socialistes, nous n'avons qu'une seule pensée, nous prenons la même décision, nous combattons sur la même tranchée, nous combattons, si cette expression peut être utilisée en se référant à un rassemblement civil, ordonné et démocratique, sur la base électorale de nos adversaires¹⁷⁷.

¹⁷⁵ Paolo Carusi, *I partiti politici italiani dall'unità ad oggi* (Roma : Studium, 2015), 103-04.

¹⁷⁶ Patrimonio dell'archivio storico del Senato della Repubblica, Fondi Federati, Archivio Nenni, Pietro Nenni, Série 1, Sottoserie 3, Unité 1927, Togliatti Palmiro, 17.

¹⁷⁷ « Compagni socialisti, noi non siamo un solo partito. Però noi sappiamo che di fronte ai problemi fondamentali del nostro paese, non esistono divisioni [...] Noi sappiamo, tutti, che su questi problemi fondamentali, decisivi nella vita italiana di oggi, noi comunisti e voi socialisti abbiamo un solo pensiero,

Ce commentaire de Togliatti expose les fondements de la stratégie communiste envers les socialistes qui se matérialisera dans une collaboration encore plus étroite en vue des élections de 1948. En outre, contrairement à la situation en France, la scission du mouvement socialiste italien de janvier 1947 favorise le PCI. Effectivement, la scission ayant eu lieu avant la crise de mai 1947 fait en sorte que l'alliance entre le PSI et le PCI n'est pas remise en cause puisque les réfractaires au PCI au sein des socialistes ont déjà quitté, ils sont donc minoritaires et n'ont pas l'intention de soutenir immédiatement un gouvernement dominé par la DC. En effet, selon l'historien Guido Formigoni, pendant la crise de mai 1947, la décision de former un gouvernement sans communistes et socialistes a été difficile à prendre au sein même de la DC, qui risquait l'isolement, étant donné que le nouveau parti social-démocrate n'était pas disposé à entrer immédiatement au gouvernement (en adoptant une position explicite de « troisième force » en matière de politique étrangère). Les forces minoritaires (les sociaux-démocrates et les républicains, entre autres) venaient de conclure un accord parlementaire (défini comme le « petit arrangement »), qui semblait peu favorable à De Gasperi¹⁷⁸. Par conséquent, le cas italien comporte une importance stratégique moindre pour l'Union soviétique que le contexte français très différent pour le PCF.

Le Parti communiste français est isolé puisque la SFIO a spectaculairement modifié sa stratégie politique par rapport à la crise gouvernementale. S'attendant à un refus des socialistes de participer à un gouvernement sans eux en raison de la motion approuvée en décembre 1946 par le Conseil national du parti – avec une courte majorité de 119 voix –, les communistes français se retrouvent Gros-Jean comme devant. Doublé par la droite, le PCF est victime du changement d'orientation de la ligne directrice de la SFIO¹⁷⁹. Par conséquent, les communistes seront perçus, tout comme les gaullistes, comme des

abbiamo una stessa decisione, ci battiamo sulla stessa trincea, combattiamo, se questa espressione può essere usata riferendoci ad uno schieramento civile, ordinato, democratico, sulla base elettorale dei nostri nemici ». (traduit par l'auteur), *Discorso di Togliatti ai socialisti*, Patrimonio dell'archivio storico del Senato della Repubblica, Fondi Federati, Archivio fondazione Gramsci, Palmiro Togliatti, Serie 3, Sottoserie 2, Unità 15, 50.

¹⁷⁸ Guido Formigoni, « La crisi del maggio 1947 e il piano Marshall » dans *Storia d'Italia nella guerra fredda (1943-1978)* (Bologna : Il Mulino, 2016), [livre électronique].

¹⁷⁹ Anne Dulphy, « La gauche et la guerre froide » dans *Histoire des gauches en France*, vol. II, 420-21.

opposants à la IV^e République. Et effectivement comme l'explique l'historien Éric Duhamel, « la double opposition gaulliste et communiste donne à la Troisième force, formule politique qui se substitue au tripartisme, son ciment. De la SFIO à la droite, les formations qui y participent sont rarement d'accord si ce n'est sur la nécessité de gouverner ensemble pour sauver la IV^e République »¹⁸⁰. Le PCF sera ainsi de plus en plus isolé dans une opposition de gauche radicale.

N'ayant pas joué un rôle actif dans le déclenchement de la crise gouvernementale italienne, les États-Unis veulent néanmoins s'assurer d'en soutirer tous les avantages possibles. Les documents diplomatiques américains pendant et immédiatement après la crise renseignent sur l'évolution de la posture états-unienne quant à l'Italie et le danger communiste.

1.1.1 Le Report of the Special « Ad Hoc » Committee of the State-War-Navy Coordinating Committee et le Policy Planning Staff

La France et l'Italie sont partie prenante du plan de relance économique des États-Unis du 21 avril 1947. Distinction intéressante entre les deux voisins cependant, l'aide apportée à la France se justifie selon la stratégie américaine « pour des raisons politiques et non économiques »¹⁸¹. Au-delà de la nature de l'aide, l'intervention américaine dans les huit pays concernés est grandement planifiée selon les résultats du *Report of the Special « Ad Hoc » Committee of the State-War-Navy Coordinating Committee*. Selon ce comité, « des programmes d'aide spécifiques peuvent être nécessaires. Selon le cas, [...] ces programmes devraient inclure une aide financière, une aide économique, une aide militaire, un soutien politique et des programmes d'information vigoureux¹⁸². » L'aspect logistique

¹⁸⁰ Éric Duhamel, « III / La IV^e République en guerre froide, 1947-1954 » dans *Histoire politique de la IV^e République* (Paris : La Découverte, 2000), 41.

¹⁸¹ Report of the Special "Ad Hoc" Committee of the State-War-Navy Coordinating Committee top secret, Washington, 21 avril 1947, *FRUS*, 1947, Volume III, Document 132.

¹⁸² « concentrated U.S. programs of aid may be required. As appropriate [...] these should include financial aid, economic aid, military aid, political support, and vigorous programs of information », *ibid.*

de ces mesures est décrit avec précision. On y perçoit déjà la possibilité d'une intervention globale selon les préceptes de la Doctrine Truman.

La désignation des moyens tangibles d'assistance à déployer par les États-Unis dans la mise en œuvre de sa politique étrangère exige que les intérêts des États-Unis, en regard de sa sécurité et de son bien-être actuels et futurs, soient soigneusement établis et considérés. Ces intérêts ont été récemment cristallisés dans la déclaration de politique étrangère générale des États-Unis énoncée par le président en rapport avec la situation en Grèce et en Turquie en favorisant la stabilité économique et les processus politiques ordonnés, en s'opposant à la propagation du chaos et de l'extrémisme, en empêchant la progression de l'influence communiste et l'utilisation de minorités armées, et en orientant les autres nations étrangères vers les États-Unis et le TIN¹⁸³.

Quelles sont les considérations globales ? Le comité conseille une approche extensive de l'aide américaine aux pays étrangers, tout en spécifiant que les objectifs ne se limitent pas aux pays directement concernés puisque

la sécurité des États-Unis est soucieuse non seulement des dangers qui menacent un pays libre, mais aussi par l'effet que ces dangers peuvent avoir sur d'autres pays. Si les États-Unis soutiennent un peuple épris de liberté dont l'indépendance est menacée, d'autres nations peuvent être renforcées dans leur détermination à rester libres ; inversement, si les États-Unis négligent de soutenir un tel peuple libre, d'autres nations peuvent être profondément consternées et perdre confiance dans le leadership des États-Unis¹⁸⁴.

Ainsi, une considération « de nature psychologique » est à prendre en compte pour une possible intervention, afin de ne pas entacher l'image des États-Unis à l'étranger. Ce soutien aux États-Unis est important et doit être garanti, puisque « [l]a sécurité des États-Unis et les fondements de la paix internationale sont compromis lorsqu'un régime totalitaire est imposé à un peuple libre par une agression directe ou indirecte », et aussi que « [...] pour des raisons de sécurité nationale et d'intérêts nationaux vitaux, notre pays doit

¹⁸³ « The determination of tangible means of assistance to be provided by the U.S. in implementation of its foreign policy requires that U.S. interests, in terms of its present and future security and well-being, be carefully established and considered. These interests were recently crystallized in the statement of general U.S. foreign policy enunciated by the President in connection with the situation in Greece and Turkey by supporting economic stability and orderly political processes, opposing the spread of chaos and extremism, preventing advancement of Communist influence and use of armed minorities, and orienting other foreign nations toward the U.S. and the TIN », *ibid.*

¹⁸⁴ « The security of the United States is concerned not only with the dangers which threaten a free country, but also with the effect which those dangers may have on other countries. If the U.S. supports a freedom-loving people whose independence is threatened, other nations may be stiffened in their determination to remain free; conversely, if the U.S. neglects to support such a free people, other nations may be profoundly dismayed and may lose faith in the leadership of the U.S », *ibid.*

soutenir les peuples libres qui résistent aux tentatives d'assujettissement, que ce soit par des minorités armées ou par des pressions extérieures¹⁸⁵. »

Par conséquent le concept du « danger » ne se limite pas à une menace directe ou intérieure, mais également indirecte et extérieure. Pour garantir le soutien aux pays étrangers, sans surprise le comité déclare qu'il « est souhaitable que la collaboration militaire entre les États-Unis et les nations étrangères importantes pour la sécurité des États-Unis soit poursuivie et étendue »¹⁸⁶.

Ce soutien doit être considéré globalement, puisque « la nécessité d'un programme d'aide organisé et complet apparaît clairement par l'ampleur du problème existant » qu'est la montée du communisme¹⁸⁷. Dans l'éventuel plan global, le comité insiste sur deux éléments majeurs à considérer. Le premier concerne l'aide militaire qui a comme objectif

la fourniture par les États-Unis de quantités et de types d'aide militaire et d'assistance soigneusement réglementés, sous forme d'équipement militaire, de conseils et de formation, a une influence puissante sur l'orientation des pays bénéficiaires en faveur de la politique américaine. Les forces armées étrangères qui reçoivent du matériel américain se tourneront vers les États-Unis pour le remplacer et l'entretenir. En plus de contribuer à l'ordre interne et à l'intégrité des pays concernés, les forces de sécurité mesurées maintenues par ces nations offriront plusieurs avantages aux États-Unis contre l'éventualité d'une guerre. Les puissances étrangères aux visées agressives seraient confrontées à la nécessité de commettre des actes clairement manifestes¹⁸⁸.

Cela va donc dans la direction d'une stratégie globale pour lier les pays étrangers concernés avec les États-Unis sur le plan de la coopération militaro-économique à grande échelle sur une longue période.

¹⁸⁵ « The security of the U.S., and the foundations of international peace, are undermined whenever a totalitarian regime is imposed upon a free people by direct or indirect aggression » ; « For reasons of our national security and of vital national interests, our country should support free peoples who are resisting attempted subjugation, whether by armed minorities or by outside pressures », *ibid.*

¹⁸⁶ « It is desirable that military collaboration between the U.S. and foreign nations important to U.S. security be continued and extended », *ibid.*

¹⁸⁷ « The necessity for an organized and comprehensive program of aid is apparent from the magnitude of the existing problem », *ibid.*

¹⁸⁸ « The provision by the U.S. of carefully regulated quantities and types of military aid and assistance in the form of military equipment, advice, and training, is a powerful influence in orienting the recipient nations toward U.S. policy. Foreign armed forces which are supplied with U.S. equipment will look to the U.S. for replacement and maintenance. In addition to contributing to the internal order and integrity of the countries concerned, moderate security forces maintained by those nations offer several benefits to the U.S. against the contingency of war. Foreign powers with aggressive designs would be faced with the necessity of committing openly overt acts », *ibid.*

Il faut noter que les résultats de notre programme d'aide peuvent s'étendre bien au-delà des pays aidés. Il y a un « effet de mode » dans le mouvement communiste ainsi que des efforts d'infiltration et de domination des minorités qui sont vulnérables aux mesures positives d'aide et d'encouragement prises par les États-Unis. Si ces mesures sont prises rapidement, elles peuvent être mises en œuvre avec des dépenses réelles relativement faibles¹⁸⁹.

Le plan du comité est accepté par la direction du *Policy Planning Staff*, qui y ajoute des précisions fournies par son directeur George Kennan. Ce dernier recommande de revoir certaines suggestions en ayant à l'esprit des questions de politique et d'image :

Le *Policy Planning Staff* ne considère pas les activités communistes comme la racine des difficultés de l'Europe occidentale. Il estime que la crise actuelle résulte en grande partie de l'effet perturbateur de la guerre sur la structure économique, politique et sociale de l'Europe et d'un profond épuisement des ressources physiques et de la vigueur spirituelle. Cette situation a été aggravée et rendue beaucoup plus difficile à corriger par la division bipolaire du continent. Le *Policy Planning Staff* reconnaît que les communistes exploitent la crise européenne et que de nouveaux succès communistes mettraient gravement en danger la sécurité américaine. Il considère cependant que l'effort américain d'aide à l'Europe devrait être orienté non pas vers la lutte contre le communisme en tant que tel, mais vers la restauration de la santé économique et de la vigueur de la société européenne. En d'autres termes, il devrait viser à combattre non pas le communisme, mais l'inadaptation économique qui rend la société européenne vulnérable à l'exploitation par tous les mouvements totalitaires et que le communisme russe exploite présentement¹⁹⁰.

Nous pouvons ainsi constater que le tout nouveau *Policy Planning Department* a soin de présenter le plan de la manière la plus neutre possible afin d'éviter qu'il ne soit reçu comme point de départ d'une croisade anticommuniste. Du point de vue économique, le plan ne devait pas être perçu comme une imposition ou une injonction, mais plutôt comme une réponse aux exigences des pays européens.

Pour ce qui est du problème sur le long terme, le *Policy Planning Staff* estime que l'initiative officielle de l'élaboration d'un programme pour le résoudre et la responsabilité d'un tel

¹⁸⁹ « It should be noted that the results to be achieved by our program of aid may extend well beyond the countries being aided. There is a "bandwagon" quality attaching to the Communist movement, and efforts at infiltration and minority domination, which is vulnerable to positive measures of aid and encouragement undertaken by U.S. If such measures are taken early, they may be carried out with relatively small actual expenditures », *ibid.*

¹⁹⁰ « The Policy Planning Staff does not see communist activities as the root of the difficulties of western Europe. It believes that the present crisis results in large part from the disruptive effect of the war on the economic, political, and social structure of Europe and from a profound exhaustion of physical plant and of spiritual vigor. This situation has been aggravated and rendered far more difficult of remedy by the division of the continent into east and west. The Planning Staff recognizes that the communists are exploiting the European crisis and that further communist successes would create serious danger to American security. It considers, however, that American effort in aid to Europe should be directed not to the combatting of communism as such but to the restoration of the economic health and vigor of European society. It should aim, in other words, to combat not communism, but the economic maladjustment which makes European society vulnerable to exploitation by any and all totalitarian movements and which Russian communism is now exploiting », The Director of the Policy Planning Staff (Kennan) to the Under Secretary of State (Acheson), Washington, 23 mai 1947, *ibid.*, Document 135.

programme doivent venir conjointement des nations européennes et que le rôle officiel de ce gouvernement devrait être de soutenir ce programme à la demande des Européens. Cela propose que nous nous efforcions d'inciter les gouvernements européens à entreprendre rapidement la tâche d'élaborer un tel programme, et que nous leur accordions toute l'aide nécessaire à cet effet, afin que leur demande nous parvienne avant la fin de l'année¹⁹¹.

Ce plan doit être pensé dans la même stratégie que la Doctrine Truman, c'est-à-dire qu'il ne doit pas être perçu comme une attaque anticommuniste, mais plutôt comme réaction à l'agressivité du communisme et des pays qui s'en réclament.

Que l'approche américaine des problèmes mondiaux est une réaction défensive à la pression communiste et que l'effort pour rétablir des conditions économiques saines dans d'autres pays n'est qu'un sous-produit de cette réaction et non quelque chose que nous souhaiterions faire s'il n'y avait pas de menace communiste¹⁹².

Du point de vue économique, il faut éviter que la Doctrine Truman ne soit perçue comme

Un chèque en blanc pour accorder une aide économique et militaire à toute région du monde où les communistes montrent des signes de réussite. Il doit être clair que l'extension de l'aide américaine est essentiellement une question d'économie politique au sens littéral du terme et que cette aide ne sera envisagée que dans les cas où les résultats escomptés ont un rapport satisfaisant avec la dépense des ressources et des efforts américains. Il doit être clair que dans le cas de la Grèce et de la Turquie, nous avons affaire à un domaine critique où l'absence d'action aurait eu des conséquences particulièrement graves, où une action réussie promettrait des résultats particulièrement importants, et où le coût global était relativement faible ; et que dans d'autres domaines, nous devrions appliquer des critères similaires¹⁹³.

1.1.2 La vision de l'ambassadeur Dunn de la stratégie de De Gasperi et son influence auprès de l'administration américaine

¹⁹¹ « With respect to the long-term problem, the Policy Planning Staff feels that the formal initiative in drawing up a program for its solution and the general responsibility for such a program must come jointly from European nations and that the formal role of this Government should be to support that program at joint European request. It proposes that we aim at inducing the European governments to undertake soon the task of evolving such a program, and give them every assistance therein, in order that their request to us may reach us by the end of the year», *ibid.*

¹⁹² « That the United States approach to world problems is a defensive reaction to communist pressure and that the effort to restore sound economic conditions in other countries is only a by-product of this reaction and not something we would be interested in doing if there were no communist menace », *ibid.*

¹⁹³ « a blank check to give economic and military aid to any area in the world where the communists show signs of being successful. It must be made clear that the extension of American aid is essentially a question of political economy in the literal sense of that term and that such aid will be considered only in cases where the prospective results bear a satisfactory relationship to the expenditure of American resources and effort. It must be made clear that in the case of Greece and Turkey we are dealing with a critical area where the failure to take action would have had particularly serious consequences, where a successful action would promise particularly far-reaching results, and where the overall cost was relatively small; and that in other areas we should have to apply similar criteria », *ibid.*

Même si les États-Unis ne joueront pas un rôle direct dans la crise gouvernementale italienne, ils l'évalueront sur la base de leur nouvelle stratégie. Effectivement, dans les *FRUS*, la question italienne est longuement débattue. Le gouvernement américain n'est pas responsable de l'éviction du PCI du gouvernement, mais il s'assurera que les communistes ne réintègrent pas la coalition. Quelques jours avant la crise gouvernementale, le secrétaire d'État George Marshall écrivait à l'ambassadeur Dunn et, tout en demandant son opinion sur l'évolution probable de l'Italie, exprimait ses préoccupations concernant la détérioration économique et politique de l'Italie, devant les percées communistes aux élections municipales et leur contrôle des syndicats ainsi que leurs tactiques d'intimidation et de menaces¹⁹⁴. Le sous-secrétaire d'État Dean Acheson voulait se renseigner sur la possibilité que De Gasperi abandonne la direction du pays ou qu'il forme un gouvernement sans la gauche extrême¹⁹⁵.

Dunn répond le 3 mai 1947 et propose une réflexion détaillée sur la menace communiste. L'ambassadeur ne voit pas comment l'actuelle coalition gouvernementale peut être stable et fonctionnelle. Selon lui la responsabilité est entièrement attribuable à l'action politique et propagandiste du PCI. Il explique son scepticisme en une reprise économique éventuelle de l'Italie en raison de « l'agitation politique des communistes et je doute qu'il soit possible de prendre des mesures réellement efficaces pour améliorer la situation tant que les communistes participeront au gouvernement »¹⁹⁶. Cependant, Dunn croit possible la formation d'un gouvernement sans les communistes, surtout suivant la déclaration de De Gasperi qui souhaitait élargir la coalition gouvernementale par l'entrée d'autres partis¹⁹⁷.

Dunn analyse ensuite la politique américaine envers l'Italie sous deux angles : l'économie et la propagande. Pour l'économie, l'ambassadeur prend en considération deux

¹⁹⁴ The Secretary of State to the Embassy in Italy, Washington, 1^{er} mai 1947, *ibid.*, Document 584.

¹⁹⁵ *Ibid.*

¹⁹⁶ « the political agitation of the Communists and I doubt if there can be any real effective measures taken to improve the situation as long as the Communists participate in the Government », The Ambassador in Italy (Dunn) to the Secretary of State, Rome, 3 mai 1947, *ibid.*, Document 585

¹⁹⁷ « I do not believe it is too late for a govt to be formed without their participation and there appears to be a growing realization that the Communist Party is not really trying to bring about the restoration of economic stability », *ibid.*

éléments : premièrement, l'opportunité d'étendre l'aide américaine, pour le moment limitée à l'alimentaire et au charbon, et deuxièmement le besoin en Italie d'un apaisement économique immédiat. Ces deux aspects sont, toujours selon Dunn, directement liés à la présence communiste qui bloque leur mise en place d'améliorations économiques¹⁹⁸. Pour ce qui est de la propagande, l'ambassadeur établit un lien avec les difficultés des États-Unis et de la presse italienne de présenter positivement l'implication américaine en Italie depuis la Seconde Guerre mondiale.

Le programme souple et trompeur du parti communiste a semblé raisonnable à une grande masse de travailleurs italiens, mais si ces mêmes personnes avaient la moindre idée que l'adoption du communisme en Italie les couperait de leurs relations avec les États-Unis, je suis sûr que la grande majorité rejeterait les propositions communistes. Notre pratique consistant à nous retenir de nous exprimer sur des points de vue idéologiques a donné tout l'avantage à l'autre camp, qui n'a pas hésité à en user et à en abuser¹⁹⁹.

L'ambassadeur invoque un changement d'attitude par rapport à la menace communiste italienne.

Aux yeux des Italiens, nous avons assumé un rôle passif en ce qui concerne la croissance du communisme italien. La vigueur et l'énergie du mouvement communiste en Italie, en particulier l'efficacité de son organisation et de sa propagande, ainsi que sa pénétration dans les administrations locales, qui lui assure une influence puissante dans des domaines considérables de la distribution du travail, ont contribué à ce que les Italiens croient de plus en plus, et dans bien des cas craignent, que les États-Unis ne s'opposent pas sérieusement au mouvement communiste italien²⁰⁰.

Selon Dunn, le danger communiste est prioritaire, à tel point qu'il se plaint des résultats des élections italiennes, même si ces dernières se déroulent dans un système démocratique qui vient d'être constitué « La tendance des élections locales dans toute l'Italie montre que les communistes gagnent constamment du terrain et que notre politique

¹⁹⁸ *Ibid.*

¹⁹⁹ « The smooth and deceptive program of the Communist Party has seemed reasonable to a large mass of Italian workers, but if those same people had any idea that adoption of Communism in Italy would cut them off from relations with the US, I feel sure the vast majority would reject the Communist advances. Our practice of holding back from expressing themselves [ourselves] on ideological views has given all the advantage to the other side and they have not hesitated to use it and abuse it. », *ibid.*

²⁰⁰ « We have assumed in the eyes of Italians a passive role as regards the growth of Italian Communism. The vigor and energy of the Communist movement in Italy in particular the efficiency of its organization and propaganda and its penetration of local administrative government ensuring a powerful influence in considerable areas in the distribution of work has contributed to a growing belief among Italians and in many cases fear that the Italian Communist bandwagon is not seriously opposed by the US and it is the one to board », *ibid.*

d'aide au développement d'une Italie libre et démocratique perd du terrain au lieu de progresser²⁰¹. »

L'ambassadeur propose que le président Truman lui-même s'exprime sur la question italienne, ce qui aurait pour effet d'adresser au peuple italien un message clair sur ce que pourrait représenter l'option communiste. Cette prise de parole pourrait être directe, ou par l'entremise d'une question d'un journaliste, mais il faudrait être explicite à l'effet que les États-Unis veulent sincèrement et amicalement aider au rétablissement économique italien et au développement d'une véritable démocratie; que les États-Unis seraient heureux de poursuivre leur soutien à ceux qui croient au processus démocratique et à la liberté du peuple italien tout en dénonçant les mouvements d'extrême droite ou d'extrême gauche qui s'opposent au gouvernement; que les États-Unis suivent avec intérêt l'évolution positive des difficultés économiques et politiques de la nation italienne et qu'ils sont prêts à faciliter le développement d'une vie économique fondée sur la liberté de l'individu et la protection des droits individuels. Enfin, toujours selon Dunn, Truman devrait déclarer que les États-Unis sont convaincus que le peuple italien rejettera tout régime totalitaire qui briserait inévitablement les liens étroits qui unissent les peuples italien et américain²⁰². Ainsi, l'ambassadeur propose une approche claire et résolue dans l'identification du danger communiste par une stratégie visant à influencer activement la politique intérieure italienne. Pour ce faire, les États-Unis trouveraient une concordance de vue chez le président du Conseil des ministres De Gasperi, surtout à la suite de la crise gouvernementale du 13 mai 1947²⁰³.

Le contexte économique italien s'avère préoccupant, car l'Italie aurait épuisé ses réserves de céréales pour la mi-mai. Les États-Unis expliquent cet état de crise généralisée

²⁰¹ « the trend of local elections throughout Italy show that the Communists are consistently gaining ground and that our policy to assist the development of a free and democratic Italy is losing ground rather than making progress », *ibid.*

²⁰² *Ibid.*

²⁰³ Pour connaître plus en détail les dynamiques de politique intérieure qui ont amené De Gasperi à prendre en considération la solution de la crise avec l'exclusion de la gauche, voir Fabio Grassi Orsini, « I liberali, De Gasperi e la svolta del maggio 1947 », *Ventunesimo Secolo* 3, 5 (2004) <http://www.jstor.org/stable/23719888>.

en Italie par différentes problématiques²⁰⁴. Le 6 mai, De Gasperi a confié à Dunn qu'il avait envoyé une lettre directement à Truman pour clarifier les causes de la crise italienne et la nécessité d'un soutien américain à court terme. Dunn explique que De Gasperi précise qu'à ce moment, il ne serait pas envisageable de former un nouveau gouvernement sans les communistes. Pour essayer de résoudre la crise de confiance du gouvernement italien, il faudrait plutôt, selon le président du Conseil des ministres, élargir la base politique du gouvernement et possiblement recevoir une aide américaine plus considérable. Dunn lui répond que pour subvenir à cette requête (qui signifierait aller au-delà de l'aide alimentaire), l'Italie devrait au préalable d'une manière autonome s'engager dans un processus de restructuration économique et que, par la suite, les États-Unis pourraient revoir à la hausse l'aide apportée²⁰⁵.

En date du 7 mai, l'ambassadeur Dunn communique avec le Secrétaire d'État, sur le rapport que le Dr. Henry Tasca, représentant du Trésor attaché à l'ambassade de Rome, avait fait sur le contexte italien. Dunn surlignait en particulier deux aspects : la faiblesse du gouvernement et la nature psychologique de la crise italienne. Le pouvoir du gouvernement américain est limité en ce qui concerne la nature psychologique de la crise ; ce serait le rôle de la classe politique italienne d'entamer une série de réformes pour régler la crise. Cependant, Washington peut aider, soutenir le gouvernement italien, intervenir par de l'aide matérielle (blé) et surtout, le moment venu, apporter un soutien moral (et matériel) à un éventuel gouvernement compétent annonciateur d'une certaine réussite²⁰⁶. Selon Tasca, les réformes italiennes devraient permettre au pays de se rediriger progressivement vers une économie de marché ; Tasca, par exemple, conseille de bloquer les salaires, de diminuer le pouvoir syndical et de faciliter la possibilité des patrons de renvoyer des employés, ce qui provoquerait probablement une opposition communiste.

Par conséquent, il pourrait être difficile pour les communistes d'accepter de participer à un gouvernement qui appliquerait effectivement ces politiques. D'autre part, l'ampleur des problèmes auxquels serait confronté un gouvernement compétent, y compris les problèmes accrus de maintien de l'ordre public [si ?] le PCI était en opposition déclarée, et l'immense difficulté pour lui de prendre les mesures nécessaires que nous avons demandées, nécessiteront

²⁰⁴ Dunn to the Secretary of State, Rome, 6 mai 1947, *FRUS*, 1947, Volume III, Document 587.

²⁰⁵ *Ibid.*

²⁰⁶ Dunn to the Secretary of State, Rome, 7 mai 1947, *ibid.*, Document 589.

certainement le soutien moral et matériel et la sympathie de l'Occident, c'est-à-dire plus particulièrement, bien sûr, des États-Unis²⁰⁷.

Effectivement, les États-Unis profiteront de la possibilité de la formation du gouvernement sans le PCI ni le PSI pour appliquer cette stratégie. En pleine crise gouvernementale, l'ambassadeur italien à Washington, Alberto Tarchiani, rencontre George Marshall le 16 mai 1947 en lui brossant un portrait pessimiste de la situation italienne. Selon Tarchiani, le danger communiste en Italie dépend non seulement du consensus électoral et social qu'obtient le PCI dans le pays, mais également de l'aide décisive qu'il reçoit de Moscou. Toujours selon l'ambassadeur, le soutien économique que l'URSS apporte au PCI, notamment lors de la campagne électorale en Sicile, s'explique par l'importance stratégique de l'Italie.

Il précise que, pour l'instant, Moscou ne peut pas faire grand-chose en France puisque ce pays est coupé de la Russie par les zones anglo-américaines de l'Allemagne. Au contraire, par l'intermédiaire de la Yougoslavie, l'Italie est en fait directement reliée à la Russie, ce qui rend l'infiltration communiste beaucoup plus facile. Si Moscou réussit à établir une Italie communiste, elle aura gagné une position hautement stratégique. L'Italie en tant que base servirait à encadrer la Grèce et la Turquie, à étendre l'influence communiste au nord vers l'Allemagne et l'Autriche et à l'ouest vers la France et l'Espagne. Elle faciliterait également la pénétration des communistes en Afrique du Nord, une région à laquelle Moscou attache de plus en plus d'importance²⁰⁸.

Tarchiani insiste également sur l'importance de l'aide américaine pour le maintien de l'Italie sous le contrôle des États-Unis. Bien que prudent sur la possibilité d'un prochain gouvernement sans la présence des communistes, l'ambassadeur rassure Marshall en affirmant que, jusqu'aux nouvelles élections, la Démocratie chrétienne resterait le parti majoritaire. La date de la prochaine élection étant toujours inconnue – Tarchiani émet

²⁰⁷ « Italian Communist policies have been at direct variance with the above. Therefore, it might be difficult for the Communists to accept participation in a government which would effectively carry out these policies. On the other hand the magnitude of the problems confronting a competent government including increased problems of maintenance of public order of [if?] the PCI were in open opposition and the immense difficulty of its taking the necessary measures we have urged will assuredly require moral and material support and sympathy from the west, meaning more especially of course the US », *ibid.*

²⁰⁸ « He said that for the time being Moscow can do little in France since that country is cut off from Russia by the Anglo-American zones of Germany. On the contrary, through Yugoslavia, Italy is in effect directly linked to Russia which makes Communist infiltration much easier. If Moscow succeeds in establishing a Communist Italy it will have gained a highly strategic position. Italy as a base would serve to flank Greece and Turkey, to extend Communist influence north to Germany and Austria and west to France and Spain. It would also facilitate Communist penetration into North Africa, an area to which Moscow is attaching increasing importance », Memorandum of Conversation, by the Secretary of State, Washington, 16 mai 1947, *ibid.*, Document 593.

l'hypothèse d'octobre 1947 –, d'ici là, le soutien américain pour l'Italie demeure essentiel²⁰⁹.

Convaincu de la nécessité de former un nouveau gouvernement, Alcide De Gasperi s'empresse le 20 mai de demander un soutien moral direct des États-Unis. Le soutien est accordé à travers la déclaration du secrétaire d'État Marshall : « Vous pouvez compter sur le fort soutien moral des États-Unis et sur le fait que nous ferons un effort sérieux pour aider l'Italie à faire face à ses besoins financiers essentiels »²¹⁰. Cette déclaration représente un tournant décisif de la stratégie américaine envers l'Italie. En effet, Marshall est bien conscient que

Tout gouvernement non communiste formé après la démission de De Gasperi doit être mis sur pied rapidement, il doit y avoir une amélioration visible des conditions économiques qui démontrerait au peuple italien qu'il bénéficie du soutien de l'Occident si l'on veut que l'Italie continue à progresser sur la voie de la démocratie. Ce qui précède s'applique naturellement aussi et dans une mesure presque égale à tout nouveau gouvernement dans lequel la participation communiste est réduite au minimum²¹¹.

La situation est critique selon Marshall. En effet, comme il l'explique à Dunn, il avait déjà mis en place différentes propositions pour soulager l'Italie avant même que celle-ci ne formule ses demandes²¹². Le 27 mai, De Gasperi informe Dunn qu'il pense former un gouvernement sans les communistes ni les socialistes afin de contrer la crise économique et, qu'en cas d'insuccès, la formation d'un gouvernement d'extrême gauche serait très probable²¹³. Tout en remerciant les États-Unis pour leur soutien, De Gasperi explique à Dunn que la survie d'un gouvernement uniquement formé par la DC « aurait besoin de preuves substantielles d'une aide économique pouvant être appliquée au soutien de la lire

²⁰⁹ « You may count on the strong moral support of the United States and that we will make a serious effort to assist Italy in meeting her essential financial needs », *ibid.*

²¹⁰ Memorandum of Conversation, by the Director of the Office of European Affairs (Director of the Office of European Affairs Harrison Freeman Matthews, Washington, 20 mai 1947, *ibid.*, Document 594.

²¹¹ « Any non-communist govt formed following De Gasperi's resignation must achieve early, visible improvement economic conditions and demonstrate Italian people it enjoys Western support if further progress Italy along democratic lines expected. Foregoing naturally applies also and in almost equal measure to any new govt in which Communist participation is reduced to minimum », The Secretary of State to the Embassy in Italy, Washington, 20 mai 1947, *ibid.*, Document 595.

²¹² *Ibid.*

²¹³ Dunn to the Secretary of State, Rome, 28 mai 1947, *ibid.*, Document 597.

et à la situation financière du gouvernement²¹⁴. » Étant donné qu'afin de garantir la stabilité économique et financière du pays De Gasperi aurait à prendre des décisions et des mesures impopulaires, il devait s'assurer d'être perçu comme en mesure d'être apte à mener cette reprise économique. De Gasperi déclare ouvertement qu'advenant le cas qu'il reçoive le soutien américain substantiel, « il était prêt à se lancer dans la bataille contre les partis d'extrême gauche. Il estimait que cette lutte était de la plus haute importance pour le pays, car si son parti était politiquement discrédité, l'effort de préservation de la démocratie réelle en Italie aurait été éclipsé²¹⁵. » Dunn est d'accord et suggère davantage de mesures que celles proposées par Marshall : « nous en sommes arrivés au point où nous devrions, si possible, apporter notre aide à l'effort des chrétiens démocrates s'ils parviennent à former un gouvernement²¹⁶. »

Le gouvernement américain travaille sur deux dossiers. Le premier concerne le soutien moral au gouvernement De Gasperi en répondant favorablement à sa demande du 20 mai. Lors d'une déclaration officielle suivant l'investiture du nouveau gouvernement de De Gasperi, George Marshall marque son soutien à l'Italie en général et au gouvernement en particulier. « [...] Nous sommes heureux d'avoir contribué à la reconstruction de l'économie italienne et nous continuerons à apporter notre aide au peuple italien qui a démontré sa foi sincère dans les processus démocratiques pour la préservation de ses libertés individuelles et des droits fondamentaux »²¹⁷. Ce concours se traduit également par une aide économique plus significative. C'était, comme nous l'avons vu précédemment, une considération anticommuniste clé pour l'ambassadeur Dunn. Une fois le nouveau gouvernement De Gasperi en place, Dunn – et, de surcroît, le Département

²¹⁴ « was some new and substantial evidence of economic aid which could be applied to the support of the lira and the financial position of the government », *ibid.*

²¹⁵ « if he had this new substantial support he was ready to take up the battle against the parties of the extreme Left. He felt that this winning of such a battle was of primary importance to the country because if his party were politically discredited the effort toward preservation of real democracy in Italy would be eclipsed » *ibid.*

²¹⁶ « we have come to the point right now where we should, if possible, give assistance to a Democratic Christian effort should they succeed in forming a government », *ibid.*

²¹⁷ « we are happy to have been of assistance in rebuilding the Italian economy, and we shall continue to give aid to the Italian people who have demonstrate their sincere faith in democratic processes for the preservation of their individual liberties and basic human rights » United State Department of State, Bulletin, Volume 16, April-June, 1947, (U.S. Government Printing Office : Washington, DC), 1160.

d'État – intensifie la menace du PCI. En effet, le 6 juin, Marshall rapporte à Dunn que les récentes manifestations dans plusieurs villes italiennes ont comme procédé de faire apparaître le nouveau gouvernement italien « comme non démocratique, sans représentation ouvrière, tout en essayant de présenter les États-Unis comme favorables aux éléments réactionnaires italiens », et il recommande de ne pas ignorer les effets de la propagande²¹⁸. En réponse, Dunn informe le secrétaire d'État le 18 juin de la possibilité d'actions subversives menées par les communistes, car « nous avons été informés récemment par un jeune socialiste que plusieurs de ses amis communistes lui avaient dit avoir déplacé leurs armes de leurs cachettes, tout en se préparant à toute éventualité à la suite de l'arrivée du quatrième gouvernement De Gasperi. » Ce jeune socialiste « a cependant exprimé l'opinion que les communistes ne pousseraient pas la stratégie de la violence jusqu'à une guerre civile à l'échelle nationale²¹⁹. »

Le deuxième dossier est celui de l'analyse de la possibilité d'une action insurrectionnelle du PCI. Dunn offre un portrait alarmant du potentiel militaire et paramilitaire des forces communistes. Celui-ci contrôlerait les organisations militaires administrées au sein de l'Association nationale des Partisans italiens (ANPI), pouvant s'appuyer sur une force de 150 000 hommes armés. Dunn précise cependant que ces estimations sont trop élevées et que probablement le nombre d'hommes armés serait autour de 50 000, nombre qui « ne comprend pas, cependant, les hommes non armés ou semi-armés qui pourraient se rallier à la bannière communiste en cas d'insurrection. À titre d'exemple, l'ambassadeur a récemment reçu un mémorandum confidentiel d'une source très fiable concernant les formations semi-militaires communistes en Italie du Nord »²²⁰, qui représente un noyau de 10 000 hommes entraînés pour représenter l'avant-garde des

²¹⁸ « as undemocratic, without representation working classes, while attempting portray US as supporting reactionary Italian elements » The Secretary of State to the Embassy in Italy, Washington, 6 juin 1947, *FRUS*, 1947, Volume III, Document 602.

²¹⁹ « we have been informed recently by young Socialist that several Communist friends of his had told him that they were bringing out their arms from places of concealment and were getting ready for any eventuality in light of advent of fourth De Gasperi Government. He expressed view, however, that Communists would not push violence tactics to point of civil war on national scale », Dunn to the Secretary of State, Rome, 18 juin 1947, *ibid.*, Document 607.

²²⁰ « does not include, however, unarmed or semi-armed men who might rally to Communist banner in case of insurrection. As example, Embassy has recently received confidential memorandum from a highly reliable source concerning Communist semi-military formations in northern Italy », *ibid.*

forces conventionnelles qui « serait appelé à entreprendre les tâches les plus dangereuses ainsi qu'à liquider les chefs d'opposition »²²¹. Cependant, l'analyse de Dunn conclut que « nous ne sommes pas enclins à croire que les communistes auront recours à des méthodes violentes tant qu'ils auront l'impression de pouvoir contrôler le gouvernement par des moyens légaux »²²².

Le soutien américain à l'Italie est concrétisé par la signature de l'accord d'aide alimentaire à l'Italie faisant partie du *US Foreign Relief Program* qui, selon Dunn,

illustre une fois de plus les forts sentiments d'amitié et de sympathie mutuelles qui animent les peuples des deux pays. L'objectif du programme de soutien à l'étranger des États-Unis est le relèvement populaire à grande échelle. C'est une autre indication du désir du peuple américain d'aider l'Italie jusqu'à ce que son économie puisse progresser par elle-même avec toute sa force et sans entraves²²³.

Ainsi, dans notre analyse de la stratégie américaine d'endiguement de la menace communiste en Italie, activement encouragée par le président du Conseil des ministres italien De Gasperi, nous avons souligné comment elle a été développée et affinée pendant les semaines suivant la Déclaration Truman. L'évolution du contexte international a rendu impossible pour le PCI le retour au sein d'une coalition gouvernementale, soit parce que la demande d'aide financière et morale de De Gasperi nécessitait l'exclusion des communistes du gouvernement, soit parce que les États-Unis dans leur stratégie percevaient toute affirmation communiste, même en résultat d'élections démocratiques, comme une étape vers un système antidémocratique, un scénario à éviter à tout prix.

L'historien Orsini avance l'hypothèse que le choix de De Gasperi aurait été fait en pleine autonomie et que les États-Unis n'auraient joué aucun rôle dans les événements de politique intérieure italienne. Selon Orsini, qui cite Ennio Di Nolfo, la situation politique

²²¹ « who would be called upon to undertake the most hazardous tasks as well as to liquidate leaders of opposition », *ibid.*

²²² « we are not inclined to believe that Communists will resort to violent methods so long as they feel they may gain control of government through legal means », *ibid.*

²²³ « This agreement illustrates once again strong sentiments of mutual friendship and sympathy that animate peoples of two countries. Purpose of US foreign relief program is relief on a broad popular scale. It is another indication of desire of American people to assist Italy toward point where her economy can carry on alone with full and unimpeded strength », Dunn to the Secretary of State, Rome, 1 juillet 1947, *ibid.*, Document 614.

de la guerre froide ne prévoyait pas une expulsion automatique des communistes du gouvernement in Italie, au contraire. On peut exclure que dans la période de la crise de mai, il y ait eu une demande d'expulsion des communistes du gouvernement, que ce soit une condition *sine qua non* pour poursuivre avec l'aide économique des États-Unis. Selon l'historien, il existe aujourd'hui un consensus sur l'autonomie du choix de De Gasperi, effectué en tenant compte principalement des intérêts italiens²²⁴. En réalité, comme on vient de démontrer, la situation était bien plus nuancée, avec une convergence progressive de la stratégie de De Gasperi et celle des États-Unis.

1.2 La situation française

Au vu des documents diplomatiques américains, Washington perçoit différemment le contexte français. L'ambassadeur à Paris, Jefferson Caffery, examine la politique intérieure française à la suite de la crise gouvernementale de mai 1947 et en conclut que « la composition partisane du gouvernement actuel est, de notre point de vue, la meilleure que l'on puisse espérer²²⁵. » Pourquoi Caffery fait-il preuve d'optimisme ? Premièrement, le gouvernement exclut les communistes d'extrême gauche et les éléments réactionnaires de droite, tout en combinant les forces du centre et de la gauche qui reçoivent le soutien d'une majorité du Parlement et du peuple français, malgré un sentiment général de désillusion envers les tâtonnements et les incohérences du gouvernement. Deuxièmement, le gouvernement est essentiellement socialiste, et dirigé par un socialiste. Il jouit du soutien vital d'importants éléments anticommunistes du mouvement syndical et, s'il réussit, obtiendra vraisemblablement un soutien accru de la classe ouvrière. Pour terminer, le gouvernement est orienté vers les États-Unis et tous deux partagent une conception fondamentale de la liberté et de la décence humaine ainsi qu'une peur et une méfiance conjointe à l'égard de l'impitoyable impérialisme soviétique²²⁶.

²²⁴ Orsini, *op. cit.*, 35.

²²⁵ « the party composition of the present government is from our viewpoint the best that could be hoped for », Caffery to the Secretary of State, Paris, 12 mai 1947, *FRUS*, 1947, Volume III, Document 454.

²²⁶ *Ibid.*

1.2.1 Un isolement progressif de forces communistes

Le tableau français peint par Caffery est bien différent du tableau italien fourni par Dunn. Le degré de confiance envers le gouvernement français est bien plus important, car la situation est plus claire pour ce qui est de la séparation de la gauche entre les socialistes au gouvernement et les communistes exclus. Il est également question d'obtenir le soutien du mouvement syndical, alors qu'en Italie ce mouvement est dominé par le PCI. En outre, l'aversion envers l'Union soviétique et l'orientation vers les États-Unis représentent une perche tendue qu'il faut absolument saisir. Pour Caffery, les États-Unis ont tout intérêt à assurer la stabilité du gouvernement de Paul Ramadier à laquelle l'aide américaine est primordiale²²⁷. Les communistes tenteront tout ce qui leur est possible afin de saboter et de faire chuter le gouvernement Ramadier, ce qu'il faut absolument éviter, même si le risque d'une action insurrectionnelle est faible. Toujours selon Caffery, la chute de Ramadier pourrait remettre en question le poids au sein du SFIO des éléments anticommunistes qui avaient convaincu le parti de la nécessité de mettre en place un gouvernement sans le PCF²²⁸. En résulterait malencontreusement un probable rapprochement entre le SFIO et le PCF²²⁹.

Le soutien apporté au gouvernement Ramadier, d'une part, et à l'économie française en général, d'autre part, est donc dicté par la nécessité de ne pas déstabiliser ce mince équilibre politique. Le succès de Ramadier garantirait le maintien de la démocratie, menacée non seulement par le PCF, mais également par Charles de Gaulle.

[...] La principale catastrophe résultant de l'effondrement du gouvernement Ramadier serait la division de la France en deux camps extrémistes hostiles – les communistes d'un côté et de Gaulle de l'autre – avec une lutte acharnée entre les deux camps [...]. Si les communistes l'emportaient, la pénétration soviétique en Europe occidentale, en Afrique, en Méditerranée et au Moyen-Orient serait grandement facilitée, et notre position dans notre zone d'occupation en Allemagne rendue précaire, sinon intenable. Si de Gaulle l'emportait, la France s'engagerait dans une aventure nouvelle et inconnue qui, par la nature des forces engendrées par une telle lutte, rendrait difficile, voire impossible, pour quelque temps encore, la pratique de la démocratie en France telle que nous la concevons²³⁰.

²²⁷ *Ibid.*

²²⁸ *Ibid.*

²²⁹ *Ibid.*

²³⁰ « [...]the major disaster attending a collapse of the Ramadier Government would be the happening [*opening*] of a division of France into two hostile extremist camps—the Communists on the one side and de

Harrison Freeman Matthews, le directeur du *Office of European Affairs*, brosse à peu près le même portrait. Dans un mémorandum sur la situation de la France en juillet 1947, le sous-secrétaire d'État Robert A. Lovett souligne les principales options d'intervention américaine selon l'évolution de la politique française. La première option concerne la mise à l'écart graduelle des communistes par rapport aux partis au gouvernement comme le MRP, mais surtout les socialistes. Avec le vote du congrès national, Ramadier obtenait une majorité plus large que celle du mois de mai et il avait imposé comme condition pour la survivance du gouvernement l'opposition catégorique à une éventuelle participation communiste au gouvernement²³¹.

Deuxièmement, au-delà de l'amélioration temporaire (du point de vue américain) de la situation politique française, le portrait économique français préoccupe grandement les États-Unis. Plusieurs scénarios sont possibles. La priorité du gouvernement américain est de garantir la stabilité économique du gouvernement Ramadier pour en assurer la survivance. En effet, si une « action directe de la part des communistes ou de l'extrême droite pour s'emparer du pouvoir [n'est] [...] pas encore considéré comme probable », la stratégie communiste de déstabilisation économique ou de grèves pourrait entraîner une autre crise gouvernementale et « il n'est pas exclu qu'ils réussissent la prochaine fois²³². » Si tel scénario s'avère, les différents partis de gouvernement n'auraient d'autre choix que d'accepter le retour du PCF au gouvernement. Matthews s'en inquiète, car même si le nombre et l'importance des ministères alloués aux communistes étaient limités, « leur

Gaule on the other—with an inevitable struggle to the finish between them [...] If the Communists won, Soviet penetration of Western Europe, Africa, the Mediterranean and Middle East would be greatly facilitated, and our position in our zone of occupation of Germany rendered precarious, if not untenable. If de Gaulle won, France would be headed into a new and unknown adventure which by the nature of the forces generated in such a struggle would make the practice in France of democracy as we understand it difficult if not impossible for some time to come », *ibid.*

²³¹ Memorandum by the Director of the Office of European Affairs (Matthews) to the Under Secretary of State (Lovett), Washington, 11 juillet 1947, *ibid.*, Document 462.

²³² « a direct action on the part of either the Communists or the extreme right to seize power (is) [...] not yet considered likely » ; « it cannot be excluded that they would be successful the next time », *ibid.*

influence s'exercerait sur les affaires nationales et étrangères des ministères qu'ils n'occuperaient pas nécessairement²³³. »

Ce cas de figure serait particulièrement dangereux, car potentiellement la France pourrait effectuer un virage dans sa politique étrangère puisque les communistes « constitueraient un droit de véto sur la direction des affaires étrangères, garantissant que la France ne s'aligne pas, dans les grandes questions de politique étrangère, sur les États-Unis et la Grande-Bretagne », ce qui ferait en sorte que « [l]'influence communiste serait si forte qu'elle réussirait à empêcher le gouvernement français [...] de mettre en œuvre l'initiative que Bidault a prise dans le plan de réhabilitation européenne²³⁴. » Ainsi, selon ce scénario, le déroulement du plan commun de reconstruction économique de l'Europe pourrait être gêné, obligeant les États-Unis à mettre en place des programmes d'aide alimentaire et économique ponctuels pour chaque pays éventuellement menacé par l'avancée du communisme²³⁵. À l'issue d'une réadmission des communistes au gouvernement, la stratégie des États-Unis dépendrait du degré de l'influence du PCF sur le gouvernement. Matthews explique qu'une influence « modérée » impliquerait que

nous ne serons pas nécessairement obligés de rayer complètement la France de la carte simplement parce qu'un ou deux communistes sont au gouvernement. La situation exigerait cependant une surveillance constante, et le degré de notre programme d'aide actuel devrait dépendre de l'évolution de la situation²³⁶.

Matthews rejette l'option que les États-Unis prennent position sur la réadmission du PCF au sein du gouvernement pour ne pas être taxés d'interférence dans la politique intérieure de la France, ce qui provoquerait de vives critiques contre les États-Unis dans l'opinion publique française²³⁷.

²³³ « their influence would be exercised on national and foreign affairs not directly related to the Ministries they would hold », *ibid.*

²³⁴ « would constitute a veto over the conduct of foreign affairs insuring that France does not align itself in major foreign policy issues with the U.S. and Great Britain » ; « (the) Communist influence would be so strong as successfully to prevent the French Government [...] from implementing the initiative which Bidault has taken in the plan for European rehabilitation », *ibid.*

²³⁵ *Ibid.*

²³⁶ « we would not necessarily be obliged to write off France completely just because one or two Communists were in the Government. The situation would however require constant watching and the extent to which our present program of aid should be continued would depend upon developing circumstances », *ibid.*,

²³⁷ *Ibid.*

Matthews termine son mémorandum par deux considérations importantes. La première est, sans surprise, la recommandation de cesser le soutien économique et matériel pour un gouvernement français fortement influencé par le PCF (et qui par conséquent saboterait tout plan européen de reprise économique). La deuxième recommandation est plus surprenante. Il s'agit de la possibilité, advenant le cas d'une action directe des communistes contre le gouvernement français, de lui fournir des armes ou une quelconque assistance militaire. Matthews n'exclut pas cette option, mais il précise que les décisions seraient prises en évaluant la situation le moment venu. Plus intéressant encore, Matthews n'exclut pas non plus l'option de fournir des armes et un soutien militaire à des éléments non communistes (par exemple guidés par le général de Gaulle) afin d'attaquer un gouvernement contrôlé par les communistes²³⁸.

Au-delà des différents contextes français et italien, il apparaît évident que les États-Unis exigent, en plus d'une aide immédiate, un relèvement durable des économies française et italienne – et de l'Europe en général – pour freiner l'expansion et l'influence du communiste. La politique américaine se précise durant l'été 1947 par rapport aux prétentions des partis communistes en Italie et en France qui ont comme objectif principal de faire partie des gouvernements de coalition, tout comme dans l'après-Deuxième Guerre mondiale.

Les États-Unis posséderaient donc un pouvoir d'influence important dans les dynamiques intérieures des deux pays. S'appuyant sur des documents d'archives, Alessandro Brogi offre une interprétation intéressante de la politique américaine en France et en Italie. Selon lui, l'action politique de Léon Blum en France et d'Alcide De Gasperi en Italie entre la fin 1946 et le début 1947 a influencé profondément les stratégies de l'administration américaine en France et en Italie. En effet, comme l'explique Brogi : « Il est maintenant largement reconnu que l'Amérique a soigneusement évité de demander aux deux États d'expulser les communistes des gouvernements français et italien comme

²³⁸ *Ibid.*

condition pour les prêts »²³⁹. Bien que nous soyons d'accord à propos de la requête des prêts, nous avons vu précédemment que la position américaine sur la présence de communistes dans le gouvernement évolue significativement après mars 1947. Ainsi, nous pouvons préciser qu'effectivement, au départ, les États-Unis se laissaient influencer par les manœuvres politiques de Rome et Paris (de manière plus explicite en Italie qu'en France en se basant sur les documents d'archives), mais Washington renverse progressivement dans sa stratégie globale cette tendance durant l'année 1947. Les États-Unis ne requièrent pas directement les évictions des PCI et PCF des gouvernements, mais ils s'efforcent autant que possible d'éviter leur retour au pouvoir.

Au même moment, Moscou ne restera pas les bras croisés. L'Union soviétique commencera à réagir de manière plus structurée à la stratégie américaine, notamment en refusant le Plan Marshall, en constituant le Kominform et en imposant son influence sur les PCF-I, du moins à propos des grandes lignes de la stratégie à adopter.

2 - LE RAPPORT JDANOV ET LES CONSÉQUENCES SUR LES PCF ET PCI (PCF-I)

Nous avons vu dans le premier chapitre de cette thèse comment les PCF-I ont développé leur politique nationale de 1944 à la mi-1947. Dans les documents diplomatiques soviétiques, nous n'avons pas trouvé de trace d'influence concrète et systématique de l'URSS dans les actions des PCF-I de la période de la fin 1946 jusqu'au refus du Plan Marshall par Moscou, bien que cela ne signifie pas que l'URSS soit désintéressée par les actions des deux partis communistes.

Dans les archives d'État russe pour l'histoire sociale et politique (RGASPI - Российский государственный архив социально-политической истории) se trouvent plusieurs documents analysant les situations politiques italienne et française dans la

²³⁹ It is now widely recognized that America carefully avoided asking either statemens to expel the communists from the French and Italian governments as condition for the loans», Alessandro Brogi, *A Question of Self-Esteem: the United States and the Cold War Choices in France and Italy, 1944-1958* (Westport : Greenwood Publishing Group, 2002), 83.

première partie de l'année 1947. Par exemple, le compte rendu d'une rencontre entre l'ambassadeur soviétique en Norvège, Nikolaï Dmitrievitch Kouznetsov, et le ministre plénipotentiaire italien à Oslo, Guglielmo Rulli, où celui-ci exprime tout d'abord sa préoccupation de la situation intérieure italienne à la suite de la scission socialiste, ensuite ses réserves sur la stratégie du PCI qui n'a pas clairement structuré sa politique intérieure et étrangère, et finalement, ses doutes sur les intentions révolutionnaires de Togliatti²⁴⁰. L'attention de l'Union soviétique se focalisait également sur le contexte italien par rapport à la présence de groupes d'inspirations fascistes²⁴¹ ou anarcho-trotskyistes²⁴².

Aux mois d'avril et mai 1947, tout juste avant l'enracinement de la Guerre froide et avant la crise du gouvernement italien, les Soviétiques effectuent leurs analyses de la politique italienne selon la correspondance de deux dirigeants communistes Paolo Robotti et Edoardo D'Onofrio. Ancien réfugié politique en URSS et beau-frère de Togliatti, Robotti représente une source importante pour l'URSS du fait de son passé au pays. Dans une lettre où il fait le point sur la nécessité d'améliorer le réseau d'information sur l'Union soviétique en Italie, Robotti brosse également un portrait alarmant de l'avancée des forces réactionnaires en Italie. Il dénonce une propagande croissante qui a comme objectif de ternir l'image du PCI²⁴³.

Lors d'une rencontre avec le secrétaire de l'ambassade soviétique à Rome, D'Onofrio est sur la même longueur d'onde que Robotti. Il explique les manœuvres de plus en plus pressantes de la Démocratie chrétienne (DC) qui essaie d'évincer les communistes du gouvernement. Il est optimiste et ne croit pas qu'un gouvernement sans les communistes ait des chances de succès. De plus, D'Onofrio accuse la DC d'avoir empêché une amélioration des conditions de la classe agraire en Italie²⁴⁴.

²⁴⁰ RGASPI - Archives d'État russe pour l'histoire sociale et politique, запись с итальянским посланником в осло, 5-10-378, 2-3.

²⁴¹ RGASPI - 5-10-378, 6-8.

²⁴² RGASPI - 5-10-378, 10-12.

²⁴³ RGASPI - 5-10-378, 38-41.

²⁴⁴ *Ibid.*

Nous avons constaté dans les documents examinés dans les archives soviétiques que la subordination du PCI envers Moscou est stricte du côté idéologique et de la lutte internationale, alors que sur le plan de la politique intérieure jusqu'à l'été 1947, il n'y a pas de contrôle absolu. Cependant, Togliatti et ses camarades ne sont pas nécessairement totalement indépendants de leurs choix politiques, surtout s'ils ne s'alignent pas sur Moscou. C'est notamment le cas à propos des querelles territoriales avec la Yougoslavie pour ce qui est de l'enjeu de la ville de Trieste. Le PCI doit composer avec les objectifs géopolitiques de l'Union soviétique qui, à partir de la Seconde Guerre mondiale, soutient les convoitises yougoslaves sur Trieste et sur le Frioul Venetia Giulia. Le PCI est coincé et oscille entre les exigences nationales italiennes et les intérêts soviétiques et propose des solutions de compromis qui ne sont pas nécessairement bien vues par la population et la presse italiennes²⁴⁵.

Les historiens Elena Aga-Rossi et Victor Zaslavsky, quant à eux, soulignent l'incapacité du PCI de jouer le rôle de médiateur efficace entre le gouvernement italien et Moscou lors des négociations de la reprise des relations commerciales et pour signer un accord commercial entre les deux pays²⁴⁶. Ils écrivent notamment que « la transformation stalinienne du PCI en un instrument majeur des intérêts géopolitiques soviétiques a, à son tour, empêché l'arrivée au pouvoir d'une coalition de gauche dédiée à la croissance économique et à la défense de l'intérêt national italien au lendemain de la Seconde Guerre mondiale²⁴⁷ ». Il faudrait apporter deux nuances à cette conclusion. Premièrement, il faut prendre en compte le contexte de la guerre froide où les pressions des États-Unis combinées aux manœuvres politiques de la DC ont produit une distanciation du PCI et donc l'impossibilité de créer une telle coalition. Deuxièmement, il y a une certaine contradiction chez Aga-Rossi et Zaslavsky à propos de la définition du PCI comme un « instrument

²⁴⁵ Elena Aga-Rossi et Victor Zaslavsky, « The Soviet Union and the Italian Communist Party, 1944–8 », dans *The Soviet Union and Europe in the Cold War, 1943–53*, Francesca Gori et Silvio Pons, dir. (London : Palgrave Macmillan UK, 1996), 66-71. Togliatti avait proposé, comme solution de compromis l'échange de la ville de Trieste avec celle de Gorizia. Pour avoir un cadre plus détaillé, voir Leonid Gibiansky, « Mosca, il PCI e la questione di Trieste », dans *Dagli Archivi di Mosca. L'URSS, il Cominform e il PCI (1943-1951)*, Francesca Gori et Silvio Pons, dir. (Roma : Carocci editore, 1998).

²⁴⁶ Aga-Rossi et Zaslavsky, *op. cit.*, 170-71.

²⁴⁷ « The Stalinist transformation of the PCI into a major instrument of Soviet Geopolitical interests, in turn, precluded the possibility of a left-wing coalition dedicated to economic growth and the defense of Italian national interest coming to power in aftermath of World War II », *ibid.*, 161.

majeur des intérêts géopolitiques de l'Union soviétique », puisqu'ils expliquent dans un passage de leur livre qu'en « dépit de la force de leur parti communiste, l'Italie était d'une importance mineure pour l'Union soviétique [...], car, aux yeux de Staline, la présence des troupes anglo-américaines, même si elles ont ensuite été confinées dans la zone de Trieste, était le facteur crucial déterminant l'appartenance de l'Italie à la sphère d'influence occidentale²⁴⁸. » Ainsi, le rôle du PCI comme outil pour la géopolitique soviétique était plutôt relatif puisque le parti opérait dans une zone d'intérêt mineur pour Moscou, prenant également en considération le fait que, selon les deux historiens, « [du] point de vue de Staline, dans un monde bipolaire naissant, les pays européens avaient un choix clair entre la sphère d'influence soviétique et “la voie de la capitulation devant le capital américain”. En ces termes, le parti communiste italien [...] était loin d'atteindre ces objectifs²⁴⁹. »

Quant à lui, l'historien Marc Lazar explique la stratégie du PCI entre les années 1945 et 1947. Avec sa « voie italienne au socialisme », Togliatti pose deux priorités politiques : tout d'abord établir un régime démocratique interdisant tout retour au fascisme ; et ensuite permettre d'autres avancées vers le socialisme, tout en prudence pour éviter les dérives subversives dans un pays catholique et encore réactionnaire. Dans le même ordre d'idées, Lazar explique que le PCI évite la rupture des alliances (avec le PSI, mais aussi avec la Démocratie chrétienne) en renonçant à une politique économique trop à gauche (il n'y a pas eu comme en France des nationalisations massives)²⁵⁰.

Le Plan Marshall fait basculer l'équilibre pour deux raisons. D'une part, l'investissement massif dans l'aide américaine à l'Europe marque l'influence politique et économique grandissante de Washington envers le vieux continent, et d'autre part l'URSS décide de contrer cette influence américaine, ce qui aura de lourdes conséquences à long

²⁴⁸ « The fact is that, notwithstanding its strong communist party, Italy was of minor importance for the Soviet Union [...] for in Stalin's eyes the presence of Anglo-American troops, even if they later were confined to the Trieste zone, was the crucial factor determining Italy's belonging to the Western sphere of influence », *ibid.*, 173-74.

²⁴⁹ « From Stalin's perspective, in an emerging bipolar world the European countries had a simple choice between the Soviet sphere of influence and 'the road of capitulation to American capital'. In these terms, the Italian Communist party [...] was too far to reach these goals in practice », *ibid.*, 174.

²⁵⁰ Marc Lazar, *Maisons rouges. Les partis communistes français et italien de la Libération à nos jours* (France : Editions Aubier, 1992), 54-55.

terme pour les PCF-I²⁵¹. Ce n'était pas la motivation première de l'annonce du Plan Marshall, mais cette stratégie est en adéquation avec l'objectif à long terme de stabiliser économiquement le continent européen²⁵².

Lorsque le secrétaire d'État Marshall annonce son projet d'aide à l'Europe, l'ambassadeur italien aux États-Unis, Tarchiani, relève une nouveauté dans la dernière partie du discours « dans laquelle il est suggéré que les pays européens eux-mêmes, ou du moins certains d'entre eux, coordonnent leurs besoins et se présentent en un bloc organisé afin que l'aide éventuelle soit plus efficace et puisse être utilement harmonisée²⁵³. » C'est important selon Tarchiani pour des raisons de politique étrangère, car « à travers la coordination économique européenne, si elle peut un jour être réalisée, le gouvernement américain pourrait automatiquement obtenir une recette qui fournirait une bonne plateforme pour le renforcement des positions politiques américaines en Europe »²⁵⁴. Cette portion du discours de Marshall s'avère également importante pour des raisons de politique intérieure, étant donné que Marshall doit conjuguer avec le Congrès : « on parle avec insistance d'un nouveau *prêt-bail civil* qui serait élaboré sur la base du *prêt-bail militaire* adopté pendant la période de guerre. Le thème est "tout comme le système du prêt-bail été utilisé pour gagner la guerre, le nouveau prêt-bail doit servir à gagner la paix".²⁵⁵»

²⁵¹ Sur la stratégie américaine de sécurité nationale entre 1945 et 1948, et ses répercussions sur la politique étrangère soviétique, voir Melvyn Leffler, « National Security and US Foreign Policy », dans *Origins of the Cold War : An International History*, David Painter et Melvyn Leffler, dir. (London, United Kingdom : Routledge, 1994), 15-52.

²⁵² À propos de la question européenne dans les origines de la Guerre froide, voir David Reynolds, *The Origins of the Cold War in Europe : International Perspectives* ; et *From World War to Cold War : Churchill, Roosevelt, and the International History of the 1940s* (Oxford : Oxford University Press, 2006).

²⁵³ « Esso può essere rilevato nell'ultima parte del discorso di Marshall, in cui si suggerisce che siano gli stessi Paesi europei, o almeno alcuni di essi, a coordinare le proprie necessità ed a presentarsi in un blocco organizzato affinché gli eventuali aiuti possano essere resi più efficaci e possano utilmente armonizzarsi. », Tarchiani a Sforza, 6 juin 1947, *DDI*, Decima serie, Volume 6, (31 mai – 14 décembre 1947), Ministero degli Affari Esteri, Document 22.

²⁵⁴ « Attraverso il coordinamento economico europeo, se mai esso potrà essere raggiunto, il Governo americano potrebbe automaticamente conseguire una formula tale da costituire una buona piattaforma per il rassodamento delle posizioni politiche americane in Europa », *ibid.*, Document 22.

²⁵⁵ En italique dans le texte : « Si parla con insistenza di un nuovo civilian *lend-lease* che verrebbe elaborato sulle tracce del *lend-lease* militare adottato durante il periodo bellico. Il tema è come il *lend-lease* è servito per vincere la guerra, il nuovo *lend-lease* deve servire a vincere la pace », *ibid.*

La réaction des communistes italiens au changement de stratégie américaine en Europe est ambivalente. D'un côté, le parti est prêt à dénoncer toute ingérence américaine dans la politique intérieure italienne. Par exemple, *L'Unità* titre le 12 juin 1947 : « Le soupçon d'ingérence étrangère justifie l'hostilité contre le gouvernement », et l'article traite des pressions américaines pour évincer les communistes du gouvernement, à l'image de ce qui s'est passé en France²⁵⁶. De l'autre côté, le PCI reste sur ses gardes – du moins au début – concernant la possibilité d'accepter l'aide américaine. Sa prudence s'explique par le fait que l'Union soviétique n'avait pas au départ rejeté la proposition²⁵⁷. Cependant, ce n'est pas l'unique explication. La prudence du PCI dans le fait de ne pas s'opposer clairement au Plan Marshall résulte d'une approche politique envers les États-Unis contestant l'ingérence américaine dans la politique italienne – comme le démontre l'éditorial de Togliatti du 4 mai 1947²⁵⁸ – tout en reconnaissant la nécessité de bénéficier d'un soutien financier des États-Unis, comme le mentionne le dirigeant communiste Mauro Scoccimarro lors de la discussion parlementaire pour le vote de confiance du nouveau cabinet De Gasperi²⁵⁹. À propos de la situation économique italienne, Scoccimarro explique que

Dans ces conditions, emprunter à l'étranger est pour nous une nécessité absolue.

À cet égard, je voudrais préciser notre pensée sur les relations avec les États-Unis. Nous savons que nous avons besoin de prêts, et nous savons que le seul pays qui peut nous accorder des prêts sont les États-Unis d'Amérique.

Nous sommes prêts à donner toutes les garanties politiques, dans le sens de la stabilité politique de notre pays. Mais, Messieurs, si nous reconnaissons que les investissements en capital créent des intérêts économiques pour l'Amérique en Italie, je dois aussi rappeler que l'Amérique n'a jamais eu d'intérêts politiques dans notre pays. Et nous pensons qu'il n'y a aucune raison pour qu'elle les ait aujourd'hui, au-delà des garanties de cette stabilité politique qui fait que notre économie peut se développer de manière à garantir que les prêts seront remboursés, et avec eux les intérêts relatifs. Sinon, nous risquons de nous laisser entraîner dans le tourbillon des disputes internationales vers de nouveaux conflits.

Je voudrais également souligner que s'il est vrai que nous devons emprunter, les États-Unis doivent également prêter : leur économie ne peut pas se couper de l'économie européenne sans

²⁵⁶ Inconnu, « Il sospetto di ingerenza straniera giustifica l'ostilità contro il governo » *L'Unità*, 12 juin, 1947, 1.

²⁵⁷ Anne Dulphy explique que « la conférence des Seize réunie à Paris le 12 juillet qui, en raison du rejet opposé par le camp socialiste, cantonne l'aide à l'aire occidentale, le (PCF) conduit à aiguïser ses critiques », Dulphy, *op. cit.*, 420. Voir aussi sur le sujet Aga-Rossi et Zaslavsky, *Stalin and Togliatti : Italy and the origins of the Cold War* (Stanford : Stanford Univ Pr, 2011), 207-19.

²⁵⁸ Palmiro Togliatti, « L'intervento straniero » *L'Unità*, 4 mai, 1947, 1.

²⁵⁹ De Gasperi présente son quatrième gouvernement à l'Assemblée constituante le 9 juin 1947. Le débat a duré jusqu'au 21 juin. La confiance est accordée avec 274 voix pour, 231 contre et 4 abstentions sur 509 présents.

s'exposer à une crise très grave. Ils ont besoin d'exporter. L'intérêt est mutuel, comme c'est toujours le cas lorsqu'on fait des affaires. Sur ce point, il n'y aura jamais d'obstacle de notre côté²⁶⁰.

Dans son analyse sur la stratégie des PCF-I par rapport au Plan Marshall, Alessandro Brogi émet des hypothèses nuancées qui s'accordent aux nôtres. Il explique que l'attitude des PCF-I ne dépend pas seulement du fait que Moscou ait refusé l'offre à la fin juin/début juillet.²⁶¹ Ainsi, trois mois après le refus de Moscou, les deux partis communistes sont ambigus envers le Plan Marshall, explique Brogi, principalement pour deux raisons. La première concerne la politique intérieure, car les besoins économiques des deux pays étaient bien réels et les PCF-I ne pouvaient le nier²⁶². Cependant, les deux partis s'efforcent de contrer l'influence américaine, le deuxième élément à prendre en compte :

Sans discuter de l'aide américaine, pensaient-ils, ils ne pouvaient pas empêcher les États-Unis de diviser l'Europe [...] [car] les dirigeants communistes français et italiens comptaient sur leur capacité à encourager les gouvernements de leurs pays, ou les groupes les plus éclairés au sein de ces gouvernements, à poser des conditions à l'aide de Marshall, empêchant ainsi les Américains d'imposer les leurs. Ce n'est apparemment qu'en divisant les adversaires qu'il serait possible de gagner les alliés²⁶³.

Comme nous pouvons le constater, les hypothèses de Brogi s'accordent avec la pensée de Scoccimarro sur les relations avec les États-Unis.

²⁶⁰ « In queste condizioni per noi il prestito dall'estero è assoluta necessità. a questo proposito, desidero precisare il nostro pensiero sui rapporti con l'America. Noi sappiamo che abbiamo bisogno di prestiti, e sappiamo che il solo paese che ce li può dare sono gli Stati Uniti d'America. Noi siamo disposti a dare tutte le garanzie politiche, nel senso della stabilità politica del nostro paese. Però, signori, se noi riconosciamo che l'investimento di capitali crea un interesse economico per l'America in Italia, io debbo anche ricordare che l'America non ha mai avuto interessi politici nel nostro paese. E pensiamo che non vi è ragione che li debba avere oggi, al di là delle garanzie di quella stabilità politica che assicura alla nostra economia di svilupparsi in modo da garantire che i prestiti saranno pagati, e con essi i relativi interessi. Altrimenti richiamo di lasciarci trascinare nel vortice dei contrasti internazionali verso nuovi conflitti. Vorrei anche ricordare che se è vero che noi abbiamo bisogno di prestiti, anche gli Stati Uniti hanno bisogno di prestare : la loro economia non può prescindere dall'economia europea senza esporsi a una gravissima crisi. Loro hanno bisogno di esportare. L'interesse è reciproco, come sempre quando si fanno degli affari. Su questo punto non s'incontrerà mai nessuno ostacolo da parte nostra. » (Traduit par l'auteur), Assemblea costituente, CLII, seduta di lunedì 16 giugno 1947, 4863-64.

²⁶¹ Pour une analyse plus précise sur la réaction de l'URSS au plan Marshall, voir Geoffrey Roberts, « Moscow and the Marshall Plan: Politics, Ideology and the Onset of the Cold War, 1947 », *Europe-Asia Studies* 46, 8 (1994), <http://www.jstor.org/stable/152768>, et Scott D. Parrish, « The Turn Toward Confrontation: The Soviet Reaction to the Marshall Plan, 1947 », *Parrish and Narinsky, "New Evidence on the Soviet Rejection of the Marshall Plan : Two Reports*, (Washington DC : Woodrow Wilson International Center for Scholars, 1994).

²⁶² Alessandro Brogi, *Confronting America, The Cold War between the United States and the Communists in France and Italy* (Chapel Hill : Univ of North Carolina Press, 2011), 91.

²⁶³ *Ibid.*, 92.

Dans leur ouvrage, les historiens Aga-Rossi et Slavaski analysent les relations entre le PCI et l'Union soviétique sous Staline et l'année 1947 est au centre de leur réflexion. Ils mentionnent d'importantes communications entre l'ambassadeur soviétique à Rome, Mikhaïl Kostylev, le secrétaire de l'ambassade Ivan Martynov, le ministre des Affaires étrangères Vyacheslav Molotov et son sous-secrétaire Andrey Vyshinsky. De l'analyse d'Aga-Rossi et Slavaski, deux éléments sont à prendre considération. Tout d'abord, par rapport aux deux crises gouvernementales des mois de janvier et mai, les diplomates soviétiques en poste à Rome n'ont pas pleinement compris la portée et l'influence du nouveau contexte international sur la politique intérieure italienne. Sur ce thème, Vyshinsky reproche deux choses à l'analyse de Kostylev : une certaine distorsion entre son évaluation optimiste par rapport aux enjeux actuels, et sa description chaotique et imprécise de la crise. Aga-Rossi et Zaslavsky interprètent cela comme une critique du PCI, mais il ne semble pas y avoir de référence directe au PCI dans les archives qu'ils évoquent²⁶⁴.

Le deuxième élément évoqué est celui de la relation italo-soviétique. Le secrétaire Martynov explique à Vyshinsky qu'il est nécessaire d'établir un accord commercial avec l'Italie pour contrecarrer le sentiment antisoviétique grandissant et promu par les réactionnaires. Vyshinsky n'est pas d'accord, il croit plutôt que les manifestations d'hostilité envers l'URSS et la Yougoslavie s'expliquent par la dépendance de la politique étrangère italienne par rapport aux Anglo-saxons²⁶⁵.

Du côté français, un document daté de février 1947 est très intéressant, André Marty explique aux Soviétiques la politique intérieure et étrangère du PCF. Nous y retrouvons toutes les justifications des décisions prises par le PCF entre mi-1946 et février 1947, surtout par rapport aux alliances de gouvernement avec les socialistes, mais également dans l'appui des gouvernements Blum et Ramadier et au soutien de Vincent Auriol comme président de la République²⁶⁶. Une autre lettre d'André Marty date de janvier 1947. Il est

²⁶⁴ Aga-Rossi et Zaslavsky, *Stalin and Togliatti: Italy and the Origins of the Cold War*, 226.

²⁶⁵ *Ibid.*, 226-27.

²⁶⁶ RGASPI - 558-11-392, 3-24.

préoccupé par l'influence grandissante des États-Unis en France, ce qui représenterait un danger potentiel pour la survie de la République française²⁶⁷.

Le Plan Marshall et le début de la Guerre froide entraînent le resserrement du contrôle de Moscou sur les PCF-I. Le refus du Plan Marshall imposé par le PCUS et les critiques sur les stratégies des PCF-I pendant la réunion de Szklarska Poreba jetteront les bases de la fondation du Kominform qui marque le retour d'une organisation internationale du communisme²⁶⁸. C'est donc lors de la réunion de Szklarska Poreba du 22 au 27 septembre 1947 que Jdanov présente son rapport, expliquant la nécessité d'élaborer une stratégie commune d'opposition aux États-Unis et à leur impérialisme au sein du bloc communiste. Ce rapport Jdanov tracera les lignes de la nouvelle stratégie géopolitique de Moscou. Lors de cette même réunion, les PCF-I sont vivement critiqués pour leur attitude durant 1947, critiques particulièrement virulentes de la part du parti communiste yougoslave.

Ce qui nous intéresse cependant est les critiques de Jdanov qui concernent principalement la dernière période pendant la transition du gouvernement d'unité nationale à la Guerre froide. Les critiques sont acceptées par les représentants du PCI et du PCF, Luigi Longo, Eugenio Reale, Jacques Duclos et Étienne Fajon. Ils vont même faire une autocritique sur la manière dont ils se sont laissé exclure du gouvernement, sur leur manque de combativité devant le Plan Marshall et plus globalement sur leur inefficacité pour une mobilisation de masse contre l'impérialisme américain²⁶⁹.

Dans les archives du PCI, nous retrouvons la transcription complète de Luigi Longo sur le rapport Jdanov, il contient plusieurs éléments de réflexion sur les relations entre le PCI et l'Union soviétique. Le premier élément intéressant concerne la propagande insuffisante de l'Italie en faveur de l'Union soviétique et l'incapacité de cette dernière à se

²⁶⁷ *Ibid.*, 558-11-392, 25.

²⁶⁸ Pour une analyse plus détaillée sur le Kominform voir Lilly Marcou, *Le Kominform* (Paris : Presses de Sciences Po, 1977).

²⁶⁹ Lilly Marcou, « 2. La création du Kominform », dans *op. cit.*, 54-55.

défendre efficacement des attaques de la propagande du camp adverse²⁷⁰. Cet argument est intéressant, car il restera non résolu pendant les années suivantes. Plusieurs documents des archives du PCI datant de la fin des années 1940 et du début des années 1950 abordent cette problématique de la propagande positive envers l'Union soviétique, surtout par rapport à l'action inefficace de l'association Italia-URSS²⁷¹. Le deuxième élément intéressant est l'aveuglement du PCI par rapport aux enjeux internationaux et à la logique des blocs. Longo admet vouloir se tenir à l'écart de cette logique des blocs, lorsqu'en réalité l'Italie fait déjà partie du bloc occidental. Ainsi, l'interprétation de Longo va dans le même sens de l'analyse que nous avons précédemment expliquée : présenter le PCI comme un parti de « gouvernement » à l'intérieur d'une grande coalition est maintenant impossible compte tenu du changement d'équilibre en politique intérieure (avec l'action de la Démocratie chrétienne) et en politique extérieure (par rapport à la stratégie américaine). La critique de Jdanov va dans la même direction²⁷².

Par rapport au PCF, la documentation disponible est moins détaillée, mais nous pouvons tout de même tirer quelques conclusions en nous basant sur les archives du *RGASPI*, notamment pour savoir comment la situation française de mai 1947 intéressait Moscou. Des renseignements ont été demandés par le ministre Molotov en personne dans un télégramme où il demande à Jdanov de s'adresser à Thorez pour plus d'information²⁷³. Moscou ne se limite pas à Thorez, mais essaie également de recueillir des informations à partir de « partis frères », car comme on peut le voir dans les documents, Molotov demande l'avis également aux Partis communistes yougoslave, hongrois, roumain, bulgare et polonais pour des renseignements précis sur la situation politique française²⁷⁴. Sur deux aspects, les hypothèses de l'historien Marc Lazar complètent les documents du *RGASPI* : sur le changement d'attitude du PCF par rapport aux contestes internationaux de

²⁷⁰ *Intervento del compagno Luigi Longo sul rapporto del compagno A. Jdanov*, Archivio fondazione Gramsci, Fondo Mosca MF 270.

²⁷¹ Durant la période de la mi-1947 jusqu'à 1950, nous retrouvons dans les archives du PCI des discussions sur les activités de l'association Italia-URSS (précédemment appelée *Associazione culturale Italia-URSS*), car évaluée comme inadéquate par le PCI surtout en ce qui concerne la promotion d'une image positive de l'URSS en Italie.

²⁷² *Intervento del compagno Luigi Longo sul rapporto del compagno A. Jdanov*.

²⁷³ *RGASPI* - 558-11-392, Document 12.

²⁷⁴ *Ibid.*, Documents 16, 17, 18, 19, 22.

l'été 1947²⁷⁵ et sur le fait que lors de cette même période les Soviétiques remettent en question les décisions du parti²⁷⁶.

L'historien Silvio Pons, quant à lui, avance trois hypothèses allant dans le sens de notre analyse. La première concerne la relation entre Moscou et les partis communistes occidentaux. Pons mentionne que le PCUS en la personne de Jdanov a confié à Thorez le 2 juin 1947 qu'il était préoccupé de « l'éviction du PCF du gouvernement », mais aussi irrité par la précarité des canaux de communication entre Moscou et les partis communistes occidentaux et que ceci devait changer²⁷⁷. Liée à la première, la deuxième hypothèse de Pons est une évaluation de la « mission » du Kominform. Il explique comment sa formation et les critiques concernant les partis communistes occidentaux modifient les rapports entre ceux-ci et Moscou sans que ne soit présente une stratégie claire par rapport à l'interaction entre politique intérieure et politique internationale. Au contraire, selon Pons, le Kominform réorientera la stratégie soviétique vers une vocation défensive qui marquera la fin de la phase expansionniste du communisme en Europe²⁷⁸. Troisièmement, Pons constate que le Kominform résulte non seulement de la Doctrine Truman, mais surtout du Plan Marshall. Par le refus de celui-ci imposé à l'Europe orientale, l'Union soviétique accepte la division du monde en deux sphères d'influence tout en démontrant que sa priorité est bien l'Europe de l'Est²⁷⁹.

L'acceptation de la division du monde en deux blocs et le choix de Staline de se concentrer sur la sécurisation du bloc de l'Est ont comme conséquence que la stratégie ouest-européenne de l'URSS est floue. Par conséquent, nous pouvons constater que la naissance du Kominform diminuera l'autonomie décisionnelle des PCF-I, étant donné la coordination entre ces derniers et Moscou. Cependant, l'absence d'une définition claire de

²⁷⁵ Marc Lazar, « Chapitre 16. Communisme français et communisme international » dans *L'année 1947*, Serge Berstein et Pierre Milza, dir. (Paris : Presses de Sciences po, 1999), 360-61.

²⁷⁶ *Ibid.*, 371.

²⁷⁷ Silvio Pons, « Una sfida mancata: l'URSS, il Cominform e il PCI (1947-1948) » dans *Dagli Archivi di Mosca. L'URSS, il Cominform e il PCI (1943-1951)* (Roma : Carocci editore, 1998), 138.

²⁷⁸ *Ibid.*, 166-67.

²⁷⁹ *Ibid.*, 168.

la stratégie soviétique en Europe occidentale gardera ouverte pour les PCF-I la possibilité de développer des stratégies autonomes sur certains dossiers de politique intérieure.

Les dirigeants des deux partis n'étant pas conscients du flou de l'URSS, leur réponse immédiate a été de se conformer aux nouvelles directives. Dans les archives du PCI, encore plus que dans celles du PCF, nous pouvons voir comment la direction des deux partis a accepté, après quelques débats, les critiques soviétiques, mais surtout la nouvelle conception idéologique de la lutte contre l'impérialisme et le capitalisme américain. Dans le procès-verbal de la réunion du secrétariat du PCI le 7 octobre 1947, les membres de la direction discutent du rapport de Longo. Longo, dans son discours d'ouverture, souligne comment les critiques des représentants soviétiques étaient fondées. Il explique aussi comment, dans son intervention, Jacques Duclos n'avait fait qu'une autocritique modérée sur la stratégie du PCF, en s'exposant aux attaques des autres dirigeants communistes surtout pour l'utilisation de la formule « parti de gouvernement à l'opposition » que Duclos avait utilisée pour décrire la stratégie du PCF²⁸⁰. Le consensus était important, notamment pour le PCI où Umberto Terracini a été rapidement isolé et ses idées rejetées²⁸¹.

CONCLUSION

Les événements qui vont de l'éviction des communistes français et italiens des gouvernements nationaux à la fondation du Kominform sont particulièrement importants pour bien comprendre le contexte de production des stratégies des PCF/I. La situation de départ est similaire, avec l'éviction des PCF/I attribuable en égale mesure aux dynamiques politiques nationales et aux changements en politique étrangère, mais l'évolution est différente, car le PCF se retrouve vite isolé. De plus, les communistes français ne sont pas l'unique alternative au gouvernement car le retour du général de Gaulle est toujours possible. Par conséquent, le PCF perd assez rapidement tout pouvoir de négociation et son

²⁸⁰ *Resoconto sommario della riunione della direzione del Pci, 7-10 ottobre 1947*, Archivio fondazione Gramsci – Verbali della direzione Pci, Fondo Mosca MF 270, 1947, 3-4.

²⁸¹ À propos du cas Terracini, voir Francesco Barbagallo, « Il Pci dal Cominform al '56 : I casi Terracini, Magnani, Giolitti », *Studi Storici* 31, 1(1990). <http://www.jstor.org/stable/20565933>.

influence en est réduite. Il est condamné, à cause aussi des pressions américaines, à rester aux marges de la vie politique française, seulement comme force d'opposition.

La situation italienne est bien différente car les communistes sont capables de faire bloc commun avec les socialistes, et donc de conserver un rôle important, non seulement comme opposition au gouvernement mais aussi comme une possible alternative au gouvernement en charge. Cette éventualité alarme les États-Unis qui concentrent leur attention sur Rome. De plus dans ce contexte, l'Union soviétique avec la fondation du Kominform établit un contrôle, bien plus strict que dans le passé proche sur le PCF/I. Mais, bien que les directives soient les mêmes pour les deux partis, la situation intérieure de la France et de l'Italie produira des réponses différentes au sein des deux partis communistes.

Les mois qui suivront s'avéreront particulièrement importants dans le contexte international ; le pacte de Bruxelles confirme la naissance du bloc occidental des pays européens et le Pacte Atlantique augmentera la cohésion de ces pays. À l'opposé, les PCF-I, encadrés par la doctrine Jdanov et marginalisés par la politique américaine, devront adapter leur vision de la politique étrangère à cette marge de manœuvre beaucoup plus mince que celle dont ils disposaient quelques mois auparavant.

Cependant, les événements analysés dans ce chapitre seront fondamentaux dans l'analyse de l'opposition des PCF-I au Pacte Atlantique, et ce, pour deux raisons. Tout d'abord, la stratégie américaine se précise durant cette période, l'Europe occidentale devient un pilier pour renforcer l'empire économique américain et pour être un rempart contre le communisme. D'autre part, même si l'Union soviétique n'a pas de stratégie claire et définie à propos de l'Europe occidentale, la doctrine Jdanov marque le moment de l'opposition idéologique aux États-Unis. Ces deux éléments s'entrechoqueront lors de la mise en place du Pacte Atlantique et les PCF-I seront pour la première fois obligés de s'opposer au projet atlantique et à la logique des blocs, tout en tenant compte de leurs enjeux nationaux. Les communistes français et italiens devront mener une campagne d'opposition convaincante pour pallier les critiques reçues de la part des « partis frères » lors de la rencontre de Szklarska Poreba.

CHAPITRE III – S’ADAPTER À LA LOGIQUE DE BLOCS. LA RÉORGANISATION DU PCI ET DU PCF FACE AUX NOUVELLES STRATÉGIES DE WASHINGTON ET MOSCOU.

La période entre la formation du Kominform en septembre 1947 et la fin de l’année 1947 marque la véritable adaptation des PCF-I au nouveau contexte international. Le resserrement du contrôle de Moscou sur les deux plus influents partis communistes d’Europe occidentale entrainera une polarisation des enjeux politiques nationaux, notamment dans la gestion des protestations sociales de l’automne 1947. Cette phase historique particulièrement intéressante nous permettra d’évaluer les différentes évolutions des PCF-I par rapport à des enjeux politiques similaires où nous constaterons que le PCF est bien plus isolé que le PCI.

Là où les stratégies diffèrent légèrement entre les deux partis est dans le fait que le PCF se concentre sur la gestion et l’organisation des mouvements de grèves, tandis que le parti italien développe à moyen terme une stratégie de victoire aux élections du printemps 1948. Parallèlement, les PCF-I doivent s’adapter aux directives de la doctrine Jdanov qui sont toutefois, comme nous le verrons, toujours floues au cours des mois suivant la naissance du Kominform.

Quant à eux, les États-Unis travaillent à la consolidation des liens entre les pays du bloc occidental. Quoique plus modérées que par le passé, la menace communiste en France et celle qui s’accroît en Italie demeurent au centre des préoccupations de Washington, comme le démontrent les documents diplomatiques américains et les rapports de la CIA.

1 - LA REDÉFINITION DE L’IDÉOLOGIE ET DE LA PROPAGANDE À LA SUITE DE LA FONDATION DU KOMINFORM

La première observation que l’on peut faire sur le rapport Jdanov et la fondation du *Kominform* concerne la capacité des deux partis à se conformer aux nouvelles directives, surtout par rapport à la lutte idéologique. Cette transition est particulièrement importante

puisque l'opposition des deux blocs conditionne la rhétorique des deux partis envers le Pacte atlantique et les États-Unis.

Il est évocateur d'insister sur le fait que, même en Union soviétique, cette opposition organisée envers les États-Unis débute avec la Guerre froide en 1947. L'historien Victor Zaslavsky l'explique habilement :

L'analyse de l'activité des médias soviétiques depuis 1947 ainsi que la documentation interne de l'appareil du parti-État et les mémoires des protagonistes nous permettent de suivre en détail les techniques utilisées par l'appareil de propagande soviétique pour organiser et diffuser l'antiaméricanisme au sein de la population soviétique et à l'étranger. Comme nous l'avons déjà mentionné, au cours du second semestre de 1947, l'appareil de propagande soviétique a reçu des directives claires de la part des dirigeants soviétiques pour abandonner l'attitude prudente envers les États-Unis et passer à l'offensive. Comme l'a dit le chef du Komsomol, Nikolai Michailov, lors de la conférence sur le travail idéologique parmi les étudiants : « Les forces réactionnaires d'Amérique sont le dernier bastion de l'impérialisme et l'ennemi numéro un de l'Union soviétique. Contre eux, nous ouvrons le feu de tous les canons »²⁸².

La doctrine Jdanov s'inscrit dans cette nouvelle réalité. Elle réutilise un lexique antifasciste efficace durant la guerre, l'opposition aux États-Unis prenant la forme d'une dénonciation de son impérialisme à saveur fasciste.

1.1 Les origines de l'antiaméricanisme et le resserrement idéologique dans le PCI

L'antiaméricanisme en Italie doit être analysé dans un contexte plus global, à long terme, étant donné que l'opposition à Washington était présente avant la Seconde Guerre mondiale et n'était pas exclusivement communiste. Cet antiaméricanisme s'explique notamment par la tradition européenne réactionnaire face au « barbarisme » alimenté par l'anticapitalisme catholique. Il faut également considérer les critiques antibourgeoises

²⁸² « L'analisi dell'attività dei mass-media sovietici dal 1947, insieme con la documentazione interna all'apparato del partito-stato e le memorie dei protagonisti, permette di seguire in dettaglio le tecniche di organizzazione e di diffusione dell'antiamericano tra la popolazione sovietica e all'estero utilizzate dall'apparato di propaganda sovietica. Come abbiamo già accennato, nella seconda metà del 1947 l'apparato di propaganda sovietico ricevette chiare direttive dalla dirigenza sovietica di abbandonare l'atteggiamento prudente verso Stati Uniti e di passare all'offensiva. Come disse il capo del Komsomol, Nicolaj Michailov, alla conferenza sul lavoro ideologico tra gli studenti "Le forze reazionarie dell'America sono l'ultimo bastione dell'imperialismo e il nemico numero uno dell'Unione sovietica. Contro di loro apriamo il fuoco di tutti i cannoni" » (traduit par l'auteur), Victor Zaslavsky, « L'antiamericano organizzato nell'Unione Sovietica staliniana » dans *L'antiamericano in Italia e in Europa nel secondo dopoguerra*, Piero Craveri et Gaetano Quagliariello, dir. (Soveria Mannelli: Rubbentino, 2004), 93-94.

formulées durant les années 1930 par les fascistes²⁸³. Ainsi, l'antiaméricanisme au début de la Guerre froide n'apparaît pas sur un terrain vierge, les germes étant déjà présents. Cependant, comme l'avancent Orsina et Aga-Rossi, le PCI ne pouvait pas simplement réutiliser cette ancienne version de l'antiaméricanisme, car

la propagande communiste, surtout dans les années d'après-guerre, s'efforçait d'éviter les clichés et les slogans typiques du régime fasciste – par exemple, en essayant de ne pas utiliser les mêmes termes. L'une des principales différences entre l'antiaméricanisme fasciste et communiste est la cohérence et la sophistication supérieures dont fait preuve ce dernier. La théorie de l'impérialisme en tant que dernière étape du développement capitaliste a fourni un cadre cohérent dans lequel tous les principaux éléments de la tradition antiaméricaine ont facilement trouvé leur place : elle présentait une image convaincante des contradictions insolubles du capitalisme et offrait en même temps un projet alternatif d'organisation sociale²⁸⁴.

À partir d'octobre 1947 s'opère une intensification de la rhétorique antiaméricaine par le PCI. Dans un numéro spécial de *Rinascita* célébrant les 30 ans de la Révolution d'octobre, Eugenio Reale termine son article intitulé *I rapporti Italo-sovietici di ieri ed oggi* en dénonçant la division du monde en deux blocs :

La politique de Truman et Marshall, en donnant le feu vert au projet d'invasion économique de l'Europe, a conduit au retour d'une situation très semblable à celle d'avant-guerre, avec une orientation encore plus ouvertement antisoviétique. La dispute entre le capitalisme et le socialisme est entrée dans sa phase aiguë ; le bloc des puissances véritablement démocratiques et pacifiques est maintenant ouvertement opposé au bloc des nations impérialistes et bellicistes. Entre ces deux mondes antagonistes, l'Italie n'a pas une attitude de neutralité et de réserve, mais une adhésion sans réserve, presque furtive, au bloc anglo-saxon. L'absence de stipulation d'un traité commercial entre les deux pays qui rouvrirait à l'Italie les routes de l'Est, le fait qu'il n'a jamais été question d'aller à Moscou comme à Washington et à Londres, les attaques quotidiennes de la presse cléricale et du cléricisme contre l'Union soviétique, tout cela démontre que la politique de De Gasperi est une politique unilatérale, partisane, délibérément antisoviétique²⁸⁵.

²⁸³ Giovanni Orsina et Elena Aga-Rossi, « L'immagine dell'America nella stampa comunista italiana, 1945-1953 » dans *ibid.*, 123-24.

²⁸⁴ « La propaganda comunista, specialmente negli anni del dopoguerra, si sforzò di evitare i cliché e gli slogan tipici del Regime fascista - per esempio cercando di non usare gli stessi termini. Una delle differenze principali tra gli antiamericanismi fascista e comunista è nella superiore coerenza e raffinatezza mostrata dal secondo. La teoria dell'imperialismo come ultimo stadio dello sviluppo capitalista forniva una cornice coerente nel cui ambito trovavano facilmente un posto tutti i principali elementi della tradizione antiamericana : presentava un quadro convincente delle irrisolvibili contraddizioni del capitalismo e allo stesso tempo offriva un progetto alternativo di organizzazione sociale. » (traduit par l'auteur), *ibid.*, 125.

²⁸⁵ « La politica di Truman et Marshall, dando via libera al progetto di invasione economica dell'Europa, ha prodotto il riformarsi di una situazione assai simile a quella prebellica, con indirizzo ancora più apertamente antisoviético. Il dissidio fra capitalismo e socialismo è entrato nella sua fase acuta ; al blocco delle potenze veramente democratiche e amanti della pace, si oppone ormai senza ritegno il blocco delle nazioni imperialistiche e guerrafondaie. Tra i due mondi in contrasto l'Italia ha un atteggiamento che non è di neutralità e riserva ma di adesione univoca, quasi furtiva al blocco anglo-sassone. A mancata stipulazione tra i due paesi di un trattato di commercio che riapra all'Italia le vie dell'Oriente, i fatto che non si sia mai

Dans ce passage, il apparaît clairement que Reale a écouté et intégré les reproches de Jdanov de la rencontre de septembre. Ce passage est adapté à la nouvelle conjoncture internationale décrite par Jdanov : la dénonciation du bloc occidental impérialiste et belliciste, la dénonciation claire et nette de l'ingérence américaine (Jdanov exigeait plus qu'une simple prudence des PCF-I par rapport au Plan Marshall), et finalement la dénonciation de l'antisoviétisme du gouvernement italien et des diverses attaques dans la presse (un autre aspect qui avait été reproché au PCI en septembre).

Le changement de ton s'observe également dans les pages de *L'Unità* : Pietro Ingrao, le jeudi 2 octobre 1947, compare la politique étrangère des États-Unis contre l'URSS à celle de l'Allemagne nazie tout en dénonçant l'ingérence américaine dans la politique étrangère italienne²⁸⁶. Le 18 octobre, *L'Unità* dénonce le chantage américain envers la France, en ce qui concerne la déclaration du Sénateur Styles Bridges qui posait comme condition de l'aide américaine à la France que le gouvernement devait suivre les directives de Washington²⁸⁷.

Toujours dans *L'Unità*, Velio Spano, le 29 octobre, défend le Kominform. Cette rhétorique médiatique se fait le porte-voix de la doctrine Jdanov : la justification du Kominform comme organisation des forces démocratiques opposées à l'impérialisme américaine, le portrait de l'Union soviétique comme sentinelle de la paix et la comparaison de la politique américaine avec la propagande de Goebbels²⁸⁸.

Ces exemples démontrent à quel degré le PCI adhère dorénavant au resserrement idéologique imposé par Jdanov à l'opposé d'une « zone grise » entre 1944 et 1947 où

pensato di andare a Mosca come si è andati a Washington e a Londra, i quotidiani attacchi della stampa clericale et clericaloide all'Unione sovietica, tutto ciò sta a dimostrare che la politica di De Gasperi è una politica unilaterale, partigiana, deliberatamente antisovietica. » (traduit par l'auteur), Eugenio Reale, *I rapporti italo-sovietici ieri ed oggi*, Rinascita, IV, 10 (1947) : 288.

²⁸⁶ Pietro Ingrao, « L'offensiva dei guerrafondai » *L'Unità*, jeudi 2 octobre, 1947, 1.

²⁸⁷ Inconnu, « Spudorato ricatto americano alla Francia » *L'Unità*, samedi 18 octobre, 1947, 1.

²⁸⁸ Velio Spano, « Nei panni di Goebbels » *L'Unità*, jeudi 23 octobre, 1947, 1. Il faut aussi noter que Staline en personne avait fait des comparaisons entre la politique des Anglo-américains et celle de l'Allemagne nazie à la suite du discours de Churchill à Fulton en 1946 sur le « rideau de fer ». Iosif Stalin, Interview On Churchill's Iron Curtain Speech. 14 mars 1946, Seventeen Moments in Soviet History, An online archive of primary sources, <http://soviethistory.msu.edu/1947-2/cold-war/cold-war-texts/stalin-on-churchills-iron-curtain-speech/?fbclid=IwAR1XSaDwxITx2A9ub3guMT89CNm36WvveFIR5VE9zo04N2cSZTpZa2WRFHk>.

l'idéologie n'était pas autant en vigueur du fait des exigences d'équilibre national (le PCI étant au gouvernement se devait d'avoir une attitude conciliante), mais également par le manque d'une organisation idéologique à large échelle à l'intérieur même du parti. L'historien Marc Lazar explique justement que c'est après la fondation du Kominform que les PCF-I accordent « enfin une place essentielle à “la lutte idéologique” »²⁸⁹.

Lors de la réunion de la direction du PCI à propos du rapport Jdanov, Togliatti est nettement en faveur d'une autocritique et répond aux contestations de Terracini. Non seulement le secrétaire du PCI croit nécessaire de revoir la ligne politique du parti sur la base du rapport Jdanov, mais Togliatti s'intéresse également au rôle de la direction politique du PCUS qui n'est pas disparu avec la dissolution du Komintern en 1943. Il reconnaît donc implicitement la légitimité des critiques et surtout la nécessité d'agir en conséquence²⁹⁰. Cependant, Togliatti reconnaît la spécificité de la situation italienne, notamment à propos de la possibilité de la prise de pouvoir par des méthodes insurrectionnelles ; il explique qu'un communiste ne pourra pas exclure cette éventualité pour l'éternité, mais que l'option n'est pour l'instant pas à l'ordre du jour²⁹¹.

La réorganisation idéologique du parti est primordiale dans ce contexte divisé entre la situation internationale et la voie italienne au socialisme. La logique des blocs, le resserrement du contrôle de Moscou sur les autres partis communistes et la pression grandissante des États-Unis sur les plans économique et militaire font en sorte que l'idéologie constituera un élément de propagande fondamental²⁹². Il n'en résultera pas nécessairement un contrôle total de Moscou sur tous les dossiers politiques des PCF-I ; néanmoins, un meilleur emploi de l'idéologie communiste aidera considérablement une mobilisation dans ce contexte des blocs opposés.

²⁸⁹ Marc Lazar, *Maisons rouges : les partis communistes français et italien de la Libération à nos jours* (France : Editions Aubier, 1992), 68-69.

²⁹⁰ Seduta del 7 ottobre 1947, Archivio fondazione Gramsci, Fondo Mosca MF 270, 22-23.

²⁹¹ *Ibid.*

²⁹² Le thème de la propagande est abordé dans la réunion de la direction du PCI à la fin du mois d'octobre 1947.

L'importance de l'idéologie émerge de manière assez claire dans les décisions de la direction liées à la propagande ; la réorganisation de tout l'apparat de propagande devient centrale pour le PCI. Au-delà des détails techniques (comme la centralisation et le contrôle des sections où la propagande est plus faible), dans les *Decisioni sul funzionamento e sui compiti della sezione stampa e propaganda*, la remise au centre de l'importance de l'idéologie est évidente. Il y est mentionné notamment la nécessité « d'élever non seulement les connaissances générales des camarades, mais surtout d'élever leur niveau idéologique ²⁹³ ». En outre, le renforcement du contrôle et de la direction des *Commissioni stampa e propaganda di federazione* (« Commission Presse et propagande de la fédération ») est nécessaire pour contrôler davantage le contenu politique et de propagande des fédérations ²⁹⁴.

Ce sont pourtant les décisions 7 et 8 qui s'avèrent les plus significatives par rapport à la place de l'idéologie dans ce nouvel équilibre entre les sphères nationale et internationale dans la stratégie du parti. La septième décision stipule : « le contenu de la propagande du parti doit toujours se référer aux éléments fondamentaux de la situation politique nationale et internationale et à la politique du parti ²⁹⁵ ». La dualité entre les aspects intérieur et extérieur se fait sentir. Effectivement, outre des principes comme l'opposition « au caractère réactionnaire, impérialiste et guerrier de la politique des États-Unis et de leurs satellites, en faisant référence au caractère capitaliste du régime ²⁹⁶ », ou de la « popularisation de la politique de reconstruction, des réalisations sociales, de paix et de défense de l'indépendance des peuples menées par l'URSS en faisant référence au caractère socialiste du régime ²⁹⁷ », on retrouve des principes qui combinent politique internationale et nationale comme « la lutte pour la paix et pour l'indépendance nationale, contre la politique d'asservissement à l'impérialisme étranger poursuivie par le

²⁹³ « devono essere rivolte oltre che all'elevamento delle conoscenze generali dei compagni soprattutto all'elevamento del loro livello ideologico », *Decisioni sul funzionamento e sui compiti della sezione stampa e propaganda*, décision 4d, verbale di riunione della segreteria del partito, 27 octobre 1947, Archivio fondazione Gramsci, Fondo Mosca MF 270.

²⁹⁴ *Ibid.*, décision 6d.

²⁹⁵ « il contenuto della propaganda del partito deve sempre riferirsi agli elementi fondamentali della situazione politica nazionale e internazionale ed alla politica del partito », *ibid.*, décision 7.

²⁹⁶ « al carattere reazionario, imperialistico e di Guerra della politica degli Stati Uniti e dei loro satelliti con riferimento al carattere capitalistico del regime », *ibid.*, décision 7.

²⁹⁷ « Popolarizzazione della politica di ricostruzione, di realizzazioni sociali, di pace, e di difesa dell'indipendenza dei popoli svolta dall' U.R.S.S. con riferimento al carattere socialista del regime », *ibid.*

gouvernement De Gasperi, pour l'unité de toutes les forces qui opéraient pour la paix et l'indépendance nationale²⁹⁸ ». Des éléments liés à la politique nationale sont également évoqués dans cette septième décision, tels que « la lutte contre le coût de la vie élevé et pour les réformes sociales²⁹⁹ » et celle « pour la liberté, la démocratie contre la politique réactionnaire du gouvernement noir et le danger du fascisme³⁰⁰ ».

La huitième décision insiste sur l'importance et la nécessité du renforcement idéologique pour deux raisons fondamentales. La première concerne le développement de la situation internationale. La seconde est liée à la nécessité d'empêcher la répétition de certaines erreurs politiques commises par le passé découlant d'une formation idéologique insuffisante. Ainsi, en augmentant le bagage idéologique, l'action politique en sera avantagée³⁰¹.

Nous pouvons en conclure que si la doctrine Jdanov reflète de manière incontestable le resserrement idéologique du parti, les dimensions politiques nationale et internationale restent bien présentes, et la seconde n'éclipse pas la première. Les deux éléments se complètent : le resserrement idéologique représente un outil pour harmoniser les fondements de l'opposition au régime capitaliste à l'international à l'aide d'une matrice soviétique, mais également le moyen pour améliorer la propagande et l'action dans l'arène nationale.

1.2 L'adaptation du PCF à la nouvelle réalité internationale

Le cas du Parti communiste français est différent en raison de l'isolement du parti après la rupture du pacte avec les socialistes. La réaction envers les critiques subies lors de la réunion de septembre 1947 n'entraîne pas chez le PCF un discours sur la réorganisation de la propagande aussi rapidement que chez le PCI, du moins au début. D'après les

²⁹⁸ « la lotta per la pace e per l'indipendenza nazionale, contro la politica di asservimento all'imperialismo straniero condotta dal governo De Gasperi, per l'unità di tutte le forze che operarono per la pace e l'indipendenza nazionale », *ibid.*, décision 7.

²⁹⁹ « la lotta contro il caro-vitae per le riforme sociali », *ibid.*

³⁰⁰ « la lotta per la libertà, per la democrazia, contro la politica reazionaria del governo nero e contro il pericolo fascista », *ibid.*

³⁰¹ *Ibid.*, décision 8.

décisions du secrétariat du 6 octobre, le PCF s'occupe de publier le texte de la déclaration des neuf partis communistes après la réunion de Sklarszka Poreba et d'insister sur le caractère anticomuniste de la campagne médiatique contre la formation du Bureau d'information³⁰².

Tout comme pour le PCI, l'antiaméricanisme n'est pas nouveau chez le PCF et ses racines remontent même plus loin historiquement que son homologue italien. Dans son essai intitulé *L'ennemi américain*, le professeur Philippe Roger explique comment une remise en question du modèle social et culturel américain date d'avant même la naissance des États-Unis, celle-ci ayant progressé durant le XIX^e siècle pour connaître son apogée durant le XX^e siècle, surtout après la Première Guerre mondiale³⁰³. Rappelons-nous le chapitre précédent où nous avons vu que Caffery remarquait dès 1945 une augmentation du sentiment antiaméricain en France.

Un changement de ton du PCF s'observe avant le discours de Jdanov, à propos du Plan Marshall à l'été 1947. Ensuite, entre le début du mois de juillet et la fin du mois d'août, la dialectique antiaméricaine s'intensifie. Sans être tranchantes ni extrémistes, les décisions du secrétariat du PCF démontrent tout de même des critiques envers Washington et le gouvernement français. Par exemple, en date du 28 juillet, le secrétariat semble se limiter à démontrer dans la presse « que nous développons constamment la seule politique française conforme aux intérêts du pays³⁰⁴ » et que « la France est objectivement intégrée dans le bloc occidental comme un pays de second ordre³⁰⁵ ». Le 12 août, le secrétariat croit qu'il faudrait « montrer que les Américains n'ont, quant au fond, nullement varié dans leur volonté d'exclure la France des discussions sur la Ruhr³⁰⁶ », et que « Bidault se satisfait des concessions faites par les Américains, concessions qui ne permettent pas à la France

³⁰² Réunion du secrétariat du 6 octobre 1947, décisions 2 et 5. Fonds de la direction du Parti Communiste Français (1944-1979), Secrétariat de Maurice Thorez (Septembre 1944-17 mai 1964), Secrétariat général, 1947, https://pandor.u-bourgogne.fr/ead.html?id=FRMSH021_00060

³⁰³ Philippe Roger, *L'ennemi américain : généalogie de l'antiaméricanisme français* (Paris : Seuil, 2002)

³⁰⁴ Réunion du secrétariat du 28 juillet 1947, décision 14, Fonds de la direction du Parti Communiste Français (1944-1979), Secrétariat de Maurice Thorez (Septembre 1944-17 mai 1964), Secrétariat général, 1947.

³⁰⁵ *Ibid.*, décision 15.

³⁰⁶ Réunion du secrétariat du 12 août 1947, décision 2, Fonds de la direction du Parti Communiste Français (1944-1979), Secrétariat de Maurice Thorez (Septembre 1944-17 mai 1964), Secrétariat général, 1947.

de défendre ses droits aux réparations et à sa sécurité³⁰⁷ ». La critique du gouvernement français et des États-Unis est nette, la rhétorique est ferme, mais assez neutre.

Le ton évolue et change significativement par rapport à la réunion du secrétariat de la fin du mois d'août. Washington est sur le banc des accusés ; il aurait des objectifs à l'échelle européenne puisque « les trusts américains visent à la domination de l'Europe et veulent liquider les nationalisations³⁰⁸ ». Le PCF accuse le gouvernement américain d'avoir une stratégie française qui suivrait le modèle adopté en Angleterre³⁰⁹, et qui aurait comme objectif le remplacement de Ramadier par un gouvernement encore plus à droite qui exclurait les socialistes³¹⁰.

De plus, pour la première fois, le PCF semble considérer comme inévitable la logique des blocs. Le gouvernement français est pointé du doigt, car ses politiques couperaient les liens utiles économiquement avec les démocraties est-européennes et qu'il ne faudrait pas confondre les intérêts nationaux français avec les intérêts des capitalistes français à propos des pays de l'Est³¹¹. Ce changement de ton avant la fondation du Kominform est également perceptible dans l'analyse d'un mémorandum du Département d'État américain où il est écrit en date du 17 septembre 1947 : « Les communistes français ont fait de la relation de la France avec les États-Unis l'un de leurs principaux thèmes électoraux pour les prochaines élections municipales françaises, en répétant constamment l'argument selon lequel les États-Unis menacent l'indépendance de la France³¹². »

Alessandro Brogi partage notre conclusion que le début de la campagne antiaméricaine des PCF-I débute durant l'été 1947, avant la fondation du Kominform. Brogi affirme que « [l]es deux partis ont commencé à faire l'amalgame entre le capitalisme

³⁰⁷ *Ibid.*, décision 3.

³⁰⁸ Réunion du secrétariat du 25 août 1947, décision 2a, Fonds de la direction du Parti Communiste Français (1944-1979), Secrétariat de Maurice Thorez (Septembre 1944-17 mai 1964), Secrétariat général, 1947.

³⁰⁹ *Ibid.*, décision 2b.

³¹⁰ *Ibid.*, décision 2c.

³¹¹ *Ibid.*, décisions 3-4.

³¹² « The French Communists have posed France's attitude toward the US as one of their main electoral planks for the coming French municipal elections, constantly reiterating the argument that the US is menacing France's independence ». *Memorandum State Department Summary of Telegrams*, Collection HST-NAVAL: Records of the Naval Aide to the President (Truman Administration), 1945 – 1953, Series: State Department Briefs Files, 1945 – 1953, File Unit: September - December, 1947, 17 septembre 1947.

américain et le fascisme dès l'été 1947³¹³ ». Cependant, après le rapport Jdanov, l'opposition politique du PCF s'accroît, notamment en novembre 1947. Une des cibles est maintenant le Parti socialiste qui est défini comme « le parti américain ». Le virage depuis juillet est évident. Là où le PCF accusait les États-Unis de vouloir exclure les socialistes du gouvernement, ces derniers sont maintenant présentés comme l'aile agissante du « Parti américain ». L'objectif est double : la volonté de démasquer la politique du gouvernement Blum allant à l'encontre de l'indépendance nationale, mais également d'activer la mobilisation des masses contre le gouvernement à travers l'acheminement de l'action des Comités de défense de l'industrie et de la République à travers une politique de défense du franc et du refus de l'augmentation des prix.

Ainsi, dans le cas du PCF, la réponse au rapport Jdanov se conforme à un paradigme idéologique similaire de celui d'avant 1935³¹⁴ caractérisé par une opposition acharnée envers les socialistes. Cette tactique ne pouvait pas être appliquée au cas italien, car les communistes étaient alliés avec les socialistes. En France, la propagande est réorientée vers deux objectifs utilisant des arguments de politique intérieure et extérieure envers les socialistes et les États-Unis. À l'opposé du PCI, le PCF n'entame pas une remise en question de son bagage idéologique. Les historiens Stéphane Courtois et Marc Lazar expliquent comment la réorganisation idéologique du parti n'arrive qu'en 1948 avec la naissance de la section idéologique du parti divisée en trois commissions différentes, dont celle des intellectuels. Celle-ci ne présentera ses objectifs qu'en février 1949, sous la direction de Laurent Casanova³¹⁵.

2 - OÙ ALLER EN FRANCE ET EN ITALIE ? LA PERCEPTION AMÉRICAINE DE L'ÉVOLUTION POLITIQUE DES FORCES COMMUNISTES

³¹³ « The two parties began their equation of American capitalism and fascism as early as the summer 1947 ». Alessandro Brogi, *Confronting America, The Cold War between the United States and the Communists in France and Italy* (Chapel Hill : Univ of North Carolina Press, 2011), 94.

³¹⁴ Comme expliqué dans le premier chapitre, en 1935 avait été inaugurée la politique des fronts nationaux.

³¹⁵ Stéphane Courtois et Marc Lazar, *Histoire du parti communiste français* (Paris : Presses universitaires de France, 1995), 279.

Après la formation du Kominform, l'action politique intérieure des PCF-I se développe dans un climat de forte contestation sociale due à la crise économique qui frappe la France et l'Italie durant l'automne 1947. Les deux partis communistes sont aux premières lignes des mouvements de protestation, ils peuvent maintenant s'y investir à 100 % puisque Thorez et Togliatti n'ont plus la contrainte de prudence. Cette mobilisation politique permet de comprendre certaines perceptions qui s'installent au sein du bloc occidental par rapport aux forces communistes. Les deux mouvements de grèves se manifesteront au même moment. L'historien Robert Mencherini a analysé le PCF dans les grèves de 1947. Dans son livre *Guerre froide, grèves rouges*, Mencherini émet quelques remarques qui nous interpellent. Tout d'abord, selon lui, les grèves ouvrières de novembre et décembre en France ne proviennent pas de Moscou ; au contraire, Staline aurait réagi froidement à ce phénomène³¹⁶. Un autre élément important soulevé par Mencherini est que ces grèves ne seraient pas complètement insurrectionnelles, mais plutôt « pré-insurrectionnelles »³¹⁷. Toutefois, le passage le plus intéressant par rapport à notre étude concerne les perceptions de ces grèves. Mencherini explique que « la thèse du complot insurrectionnel sous la direction de Moscou a d'ailleurs été reprise jusqu'à nos jours, en dépit des appréciations contradictoires de sources³¹⁸ ».

Nous n'analyserons pas le raisonnement originel de l'affirmation de Mencherini – qui se base sur des sources primaires telles l'entretien de Staline et Thorez de 1947 – ; nous nous intéresserons plutôt aux conséquences de cette thèse du complot insurrectionnel sur la stratégie des États-Unis pour contrer le communisme. Peu importe si la thèse est vraie ou fausse, car les raisonnements stratégiques de Washington se développent dans un contexte où la thèse d'un complot communiste est bien ancrée. Comme mentionné dans les deux premiers chapitres, la peur du danger communiste est centrale dans l'administration Truman. Mencherini fait également ce rappel de la « thèse du complot communiste³¹⁹ ».

³¹⁶ Robert Mencherini, *Guerre froide, grèves rouges : parti communiste, stalinisme et luttes sociales en France : les grèves « insurrectionnelles » de 1947-1948* (Paris : Syllepse, 1998), 106-08.

³¹⁷ *Ibid.*, 223.

³¹⁸ *Ibid.*, 104.

³¹⁹ *Ibid.*, 101-03.

2.1 La fondation de la CIA

Dans les archives américaines, nous retrouvons cet élément de complot de manière assez évidente et la création de la *Central Intelligence Agency* s'inscrit dans cette stratégie globale. La CIA est le résultat d'une prise de position qui s'est affinée au sein du gouvernement américain lors de la dernière phase de la Seconde Guerre mondiale. L'agence est également fondée dans le contexte du *National Security Act* de 1947 qui a reconfiguré les procédures de Défense nationale et de collecte de renseignement aux États-Unis³²⁰. Il est important de rappeler la rupture engendrée par la fondation de la CIA dans l'administration américaine. Par ailleurs, l'agence est le résultat d'un processus progressif et délicat, dans lequel le président Harry Truman est forcé de prendre en compte les décisions et les recommandations du Congrès³²¹.

La fondation de la CIA représente le passage d'un système d'*intelligence*, le CIS (*Central Intelligence System*), qui jouait un rôle limité et dont la légitimité était mise en doute, vers une agence de type plus traditionnel. L'historien Scott A. Moseman explique que ce mandat réduit du CIS s'expliquait du fait de la vision des choses de Truman après la Seconde Guerre mondiale à propos des services de renseignement qui devaient strictement se limiter à un service de cueillette d'informations destinées au président. Ce dernier désirait avoir de « l'information brute » pour l'interpréter par lui-même, ce qui aurait toutefois été à l'encontre des pressions venant de son cabinet qui souhaitait plutôt un retour vers une agence de renseignement traditionnelle, similaire au rôle que la OSS avait durant la guerre, avec la possibilité de mettre en place des actions sous couverture³²².

Cette possibilité d'élargir le rayon d'action des services de renseignement était partagée par bon nombre de membres de l'administration américaine. Déjà au printemps 1947, le lieutenant général Hoyt S. Vandenberg insistait sur la nécessité de se doter d'une

³²⁰ Scott A. Moseman, « Truman and the Formation of the Central Intelligence Agency », *Journal of Intelligence History* 19, 2 (2020), 149.

³²¹ *Ibid.*, 157-65.

³²² *Ibid.*

agence de renseignement fonctionnelle et centralisée, à l'image de ce qu'allait devenir la CIA³²³.

La fondation de la CIA est une étape importante de l'approche des États-Unis à la question communiste en France et en Italie. L'administration Truman se dote alors d'un outil redoutable capable de développer une capacité d'analyse de plus en plus minutieuse. Une grande préoccupation est perceptible dès le premier rapport de la CIA sur la menace communiste en France et en Italie. Les deux pays traversent une phase de grandes difficultés économiques et d'instabilité politique. La voie serait par conséquent libre pour l'option communiste dans un futur rapproché. Toujours selon ce rapport, le cas italien est d'autant plus inquiétant du fait de la proximité avec la Yougoslavie, tandis qu'en France il y aurait le risque inacceptable de l'instauration d'un régime autoritaire avec à sa tête Charles de Gaulle³²⁴. Ainsi, dès le départ, la CIA évalue différemment la menace des deux partis communistes ouest-européens, et cette différenciation s'accroîtra dans les prochains mois.

2.2 La vision américaine sur le rôle du PCF dans les grèves en France et les répercussions sur le gouvernement français

Selon les États-Unis, la gestion des grèves de 1947, la scission syndicale ou le retour de De Gaulle dans l'arène politique française sont tous des éléments qui entacheront la crédibilité du PCF aux yeux du peuple français. À partir de 1948, la possibilité d'une avancée du mouvement communiste ou même celle d'une prise de pouvoir à travers une insurrection deviennent des options de moins en moins envisageables pour Washington.

Les correspondances de l'Ambassadeur Caffery et les « *weekly report* » de la CIA contiennent plusieurs passages faisant référence à cette improbable éventualité. De plus, le NSC N.7 mentionne que « [l]e communisme mondial dirigé par les Soviétiques a déjà

³²³ À propos de la vision de Vandenberg sur la future CIA, voir le document : Statement Of Lieutenant General Hoyt S. Vandenberg, General CIA Records, CIA-RDP80R01731R001400150014-0, 29 avril 1947.

³²⁴ *Central Intelligence Agency Report 1, Report of the World Situation as it Related to the United States*, Collection HST-PSF: President's Secretary's Files (Truman Administration), 1945 – 1960, Series: Subject Files, 1945 – 1953, File Unit : National Security Council - Meetings File, 1945-1953, Meetings : 1 : 26 septembre 1947, <https://catalog.archives.gov/id/179018033>.

atteint un succès alarmant dans sa course à la conquête du monde. [...] [I]l représente une menace immédiate pour l'Italie, la Grèce, la Finlande, la Corée, les pays scandinaves et d'autres³²⁵ ». Visiblement, la France n'est pas nommée comme pays dans lequel la menace est directe. Comme on le verra dans la suite du chapitre, à plusieurs reprises, le PCF est identifié comme un danger relatif : une tentative d'insurrection serait prise en considération par le PCF seulement sur ordre de Moscou ou dans le cas d'un succès communiste en Italie, de manière légale ou non. Deux scénarios sont prévus. Le premier serait que les communistes français pénètrent en Italie du Nord pour y encourager une vague insurrectionnelle³²⁶. Le deuxième scénario, comme on le verra plus tard, évalue la possibilité d'une victoire électorale du bloc socialo-communiste en Italie pouvant entraîner un effet domino en France.

Par conséquent, selon le gouvernement américain et la CIA, le PCF doit demeurer sous stricte observation, car ses militants pourraient aider à mener une action révolutionnaire en Italie. La problématique italienne est au centre des préoccupations de Washington et est largement débattue par le Département d'État, le Pentagone et la CIA. Le pays est prioritaire dans la stratégie américaine jusqu'aux élections d'avril 1948, au même niveau que la Grèce et la Turquie. Plusieurs possibilités d'intervention sont analysées par Washington, qui, comme nous le verrons, prendra en considération l'évolution du contexte politique de l'Italie entre l'automne 1947 et la première partie de 1948. En synthèse, les *weekly reports* de la CIA et les deux *NSC reports* évaluent différentes hypothèses sur l'évolution de la situation italienne et comment les États-Unis devraient adapter leur stratégie pour assurer leurs intérêts.

Caffery explique comment a été modifiée la stratégie du PCF par rapport aux événements nationaux et internationaux. Selon l'ambassadeur, les communistes français sont conscients qu'un retour au gouvernement, même s'ils le désiraient, ne serait pas

³²⁵ *National Security Council Report 7, A Report to the National Security Council by the Executive Secretary on the Position of the United States with Respect to Soviet-Directed World Communism, 3/30/1948*, Collection HST-PSF: President's Secretary's Files (Truman Administration), 1945 – 1960, Series : Subject Files, 1945 – 1953, File Unit: National Security Council - Meetings File, 1945-1953, 30 mars 1948.

³²⁶ *Central Intelligence Agency Report 3, Review of the World Situation as it Relates to the Security of the United States, 17 décembre 1947, ibid., 5.*

permis par les autres partis de gouvernement « [...] en raison du durcissement rapide du sentiment anticommuniste résultant de la récente réactivation ouverte du Komintern et de leurs efforts tous azimuts pour saboter le redressement économique français³²⁷ ».

Ceci amène l'ambassadeur à avancer l'hypothèse que le PCF sera bientôt obligé d'adopter des tactiques plus « ouvertes et révolutionnaires » pour « exécuter les ordres de Moscou de saboter à tout prix le redressement de la France³²⁸ », et même contre l'intérêt du PCF, car cela nuirait à leur réputation dans l'ensemble du pays.

Il est paradoxal d'observer qu'en revanche Caffery, lorsqu'il entre dans le détail, explique l'éventuelle nouvelle stratégie des communistes français selon des motivations de politique intérieure. Effectivement, l'ambassadeur s'attend que les communistes, après les élections administratives, augmentent la cadence de leurs attaques (déjà violentes) contre le gouvernement, sans exclure la possibilité de faire tomber le gouvernement par l'utilisation d'émeutes publiques. Cela ne serait qu'un objectif « superficiel », car la vraie raison de cette stratégie serait d'en arriver à une démonstration de force avec le général de Gaulle. En effet, le retour du général à la vie politique semble un franc succès avec la fondation du Rassemblement du peuple français (RPF).

Nous constatons également dans les documents de la CIA qu'une perte d'influence du PCF s'observe dans le sud de la France en raison de l'opposition des travailleurs face aux grèves (surtout à Marseille). Cela dit, l'élément fondamental pour expliquer cette perte d'influence du PCF est l'avancée du RPF, en raison du dégoût de la population envers les méthodes communistes plutôt que par une réelle attraction pour Charles de Gaulle³²⁹. Quelles qu'en soient les motivations, les prévisions pour les élections administratives donnent comme probable une victoire du mouvement gaulliste. Or, pour le PCF, cette situation obligerait à une action immédiate.

³²⁷ « that because of the rapid hardening of anti-Communist sentiment resulting from the recent open reactivation of the Comintern and their all-out efforts to sabotage French economic recovery », Caffery to the Secretary of State, *FRUS*, 1947, Volume III, Document 499.

³²⁸ *Ibid.*

³²⁹ *Loss of Strength of Communist Party in Southern France*, General CIA Records, CIA-RDP82-00457R001000010003-0, 8 octobre 1947.

Ainsi, Caffery croit possible l'influence de Moscou dans un changement de stratégie du PCF, mais il estime plus probable que ce changement s'opère selon des dynamiques de politique intérieure. Les communistes pourraient possiblement provoquer la chute du gouvernement Ramadier à travers la mobilisation et espérer dans une tentative « prématurée » de De Gaulle prendre le pouvoir. Le PCF pensait pouvoir s'opposer au général par divers moyens de déstabilisation et en se déclarant comme défenseur de la République et par conséquent éliminer politiquement de Gaulle³³⁰. Le cas échéant, le PCF devrait agir rapidement, car à l'avenir « lorsque l'organisation gaulliste sera beaucoup plus fermement établie et que les partisans et le soutien public du général dans toute la France seront si importants que les communistes ne pourront pas s'opposer à lui avec succès³³¹ ».

Plusieurs historiens se sont intéressés à cette thématique. Gerhard Wettig soutient qu'après la fondation du Kominform, Staline et Jdanov ne donnent plus de directives aux PCF-I. Selon Wettig, Jdanov ne donne aucune indication sur une possible révolution armée en France et Staline n'évalue cette possibilité que dans le cadre défensif. Ainsi, l'interprétation de Wettig corrobore la thèse que l'URSS n'avait pas de stratégie définie à propos de l'Europe occidentale³³².

Charles Cogan, quant à lui, explique l'arrivée de la Troisième Force en France comme une *manne* par le gouvernement américain. Cogan croit également que la confrontation entre communistes d'un côté et gaullistes de l'autre a comme conséquence le déplacement progressif de l'équilibre de la Troisième Force du SFIO vers le MRP (donc du centre-gauche au centre) et que cette nouvelle coalition intensifie et stabilise la

³³⁰ *Ibid.*

³³¹ « hence when the Gaullist organization will be much more firmly established and the General's following and public support throughout France so great that the Communists would not be able successfully to oppose him », *ibid.*

³³² Gerhard Wettig, *Stalin and the Cold War in Europe: The Emergence and Development of East-West Conflict, 1939-1953* (Lanham : Rowman & Littlefield, 2008), 145-48.

séparation entre communistes et socialistes. C'est la solution politique en France souhaitée par Washington³³³.

Jean-Remy Bezias analyse également la relation franco-américaine en soulignant la tendance à la négociation bilatérale secrète, élément récurrent de la stratégie française. Selon Bezias, la France n'avait toujours pas tranché s'il fallait s'appuyer sur une Union douanière ou sur une alliance militaire. Selon cette deuxième option, cependant, un engagement américain s'avérait primordial pour Paris³³⁴.

Toujours au mois d'octobre, Caffery envoie à Washington un résumé de la conversation entre le ministre des Affaires étrangères français, Bidault, et les membres du *Senate Appropriations Committee and of the Revercomb Sub-Committee*. Bien que le sujet principal de l'échange soit la résolution de la crise financière qui frappe l'Europe occidentale et de la modalité de l'aide qui sera apportée par le Plan Marshall, Bidault aborde tout de même la stratégie communiste en France et plus globalement pour l'Europe. Caffery rapporte que selon Bidault :

La situation en Europe pouvait être comparée à un énorme pari entre les forces communistes et anticommunistes. Les non-communistes ont parié que le plan Marshall réussira, et qu'il ne signifiera pas « l'Allemagne d'abord » (l'Allemagne devant bien sûr être incluse, mais « pas prioritairement »). En revanche, les communistes ont fait le pari que l'Allemagne serait « première » et que le plan global serait un échec. « Je suis sûr que nous gagnerons », a déclaré Bidault, « mais, bien sûr, nous ne pouvons pas gagner seuls »³³⁵.

Mais, en même temps, Bidault atténue la portée de la menace communiste en France. Il explique en effet que, selon « sa conviction personnelle, quels que soient les moyens qu'elles auront à employer, les forces anticommunistes en France ne pourront que sortir

³³³ Charles Cogan, *Oldest Allies, Guarded Friends: the United States and France Since 1940* (Westport CT : Praeger Publishers, 1994), 60-62.

³³⁴ Jean-Rémy Bezias, *Georges Bidault et la politique étrangère de la France : Europe, États-Unis, Proche-Orient, 1944-1948* (Paris : Editions L'Harmattan, 2006), 428-33.

³³⁵ « Mr. Bidault said that the fundamental situation in Europe could be compared to a huge wager between the Communist and anti-Communist forces. The non-Communists, including France and himself, have bet that the Marshall Plan will succeed, and that it will not mean "Germany first", Germany of course to be included but "not first". On the other hand, the Communists have wagered that Germany would "come first" and that the overall plan would be a failure. "I am sure we will win", said Bidault, "but, of course, we can't do so alone" », Caffery to the Secretary of State, *FRUS*, 1947, Volume III, Document 505.

gagnantes³³⁶ » et « que la France ne sera pas gouvernée par le parti communiste. Avec une aide raisonnable des États-Unis, et avec l'aide des erreurs que les communistes commettent sur le plan intérieur français aussi bien que sur le plan international, les forces anticommunistes françaises triompheront³³⁷. » De plus, Bidault ajoute qu'il ne s'attend nullement que les développements dans la situation politique italienne puissent influencer celle française, mais que le contraire pourrait être possible³³⁸, en laissant sous-entendre qu'une défaite du PCF aurait eu des effets négatifs sur le PCI, mais que, au contraire, un succès communiste en Italie n'aurait eu aucun impact en France. En outre, Bidault affirme que le récent rétablissement du Komintern n'aura aucune conséquence majeure, car son développement n'était que superficiel³³⁹.

Comme expliqué par Charles G. Cogan, l'automne 1947 marque aussi la volonté de la France de résoudre son problème de sécurité par l'action de Bidault consistant à intensifier les contacts avec les États-Unis pour en arriver à de possibles ententes militaires, sans en informer le président du Conseil des ministres Ramadier. Selon Cogan l'option de neutralité, pourtant discutée dans les couloirs, est rejetée par le gouvernement et par les militaires, car ceux-ci craignaient deux conséquences à cette option : l'affaiblissement stratégique en cas de guerre entre les deux superpuissances, et les difficultés à recevoir la précieuse aide américaine. À l'opposé, le général Marshall est fortement préoccupé par la situation française à l'automne 1947. Cette évolution politique et stratégique a jeté les bases pour une série de rencontres bilatérales secrètes sur les questions militaires³⁴⁰.

Pour ce qui est de la CIA, elle partage la vision du déclin du PCF. La justification retenue est que l'adhésion du PCF aux politiques du Kominform et la nouvelle ligne politique inaugurée par Thorez « [ont] accéléré les défections du parti, vraisemblablement

³³⁶ « [...] express his personal conviction that regardless of the means which they might have to employ, the anti-Communist forces in France were bound to come out on top », *ibid.*

³³⁷ « [...] France shall not be governed by the Communist Party. With reasonable assistance from the United States, and with the help of the mistakes which the Communists make on the internal French level as well as on the international plane, the French anti-Communist forces shall triumph. », *ibid.*

³³⁸ *Ibid.*

³³⁹ *Ibid.*

³⁴⁰ Charles Cogan, *Forced to Choose: France, the Atlantic Alliance, and NATO--Then and Now* (Westport : Praeger Pub Text, 1997), 29-31.

vers les socialistes, et de la CGT vers les syndicats indépendants, et [ont] créé des dissensions au sein du parti et de la CGT³⁴¹ ». De plus, le succès de De Gaulle aux élections administratives a éliminé la possibilité de l'accession du PCF au pouvoir, mais « les communistes conservent la capacité de précipiter une guerre civile en France, notamment pour s'opposer à l'accession au pouvoir de De Gaulle »³⁴².

Le gouvernement américain, mais surtout Caffery, semble rassuré par ces propos. Dans les semaines qui suivent, l'attention est plutôt portée à sur la manière d'empêcher les communistes de reprendre des forces. Le retour de De Gaulle au gouvernement serait très probable ; par conséquent, Caffery et le gouvernement américain réfléchissent sur la manière d'influencer et de mitiger les propos plus réactionnaires du Général qui pourraient indirectement revitaliser le PCF.

Par exemple, le secrétaire d'État par intérim en poste à l'Ambassade de France, Robert A. Lovett, explique que la formation d'un bloc anticommuniste encore plus fort autour de De Gaulle serait globalement positive, bien que l'attitude du général pourrait provoquer certaines critiques. Par exemple, les États-Unis ont remarqué que dans le syndicalisme, même les composantes non communistes étaient auparavant anti-gaullistes et que le général n'y avait fait aucune ouverture, ni d'ailleurs à la classe ouvrière en général. Dans ce contexte syndical où la CGT est à majorité communiste, il est fondamental d'insister sur les éléments qui ne le sont pas, avec l'aide du parti socialiste, afin d'écarter un bloc de l'économie française en cas de grève généralisée et par conséquent préserver la réussite du Plan Marshall. Pour ce faire, il faudrait que le général agisse avec modération advenant le cas où il accède au pouvoir. Les États-Unis sont inquiets des propos d'un proche collaborateur de De Gaulle, Gaston Palewski, qui « avait déclaré que si de Gaulle était invité à former un nouveau gouvernement, il insisterait pour que l'Assemblée lui vote les “pleins pouvoirs” pour une période déterminée afin de lui permettre de procéder

³⁴¹ *Review of the World Situation as it Relates to the Security of the United States*, Collection HST-PSF: President's Secretary's Files (Truman Administration), 1945 – 1960, Subject Files, 1945 – 1953, National Security Council - Meetings File, 1945-1953: Meetings:2 : November 14, 1947, Central Intelligence Agency Report 2, 14 novembre 1947, 2-3, <https://catalog.archives.gov/id/179018067>.

³⁴² « the Communists retain the capability of precipitating a civil war in France, particularly in opposition to accession to power by de Gaulle. », *ibid.*, 3.

immédiatement aux réformes administratives, financières et économiques nécessaires au bien-être de la France³⁴³ ».

L'attitude du général préoccupe pour deux - raisons en particulier qui pourraient jouer en faveur du PCF : dans le cas où de Gaulle aurait entamé une campagne contre l'Allemagne occidentale³⁴⁴, et dans le cas où il assumerait une politique de « destruction » contre les socialistes. Même si celle-ci s'avérait bénéfique, une telle tactique pourrait apporter à de Gaulle un consensus très limité et forcer une partie des socialistes à nouer une alliance avec les communistes³⁴⁵.

Au début du mois d'octobre, le Département d'État américain évalue cette direction d'empêcher les communistes de redevenir centraux dans le jeu politique français :

On rapporte que les hauts fonctionnaires français sont très découragés par ce qu'ils considèrent être les faibles perspectives d'une aide américaine immédiate à la France. Des sources informées estiment qu'à moins que la France ne reçoive des indications plus claires qu'une aide provisoire sera apportée dans un avenir proche, le gouvernement Ramadier tombera peu après la reprise des travaux de l'Assemblée et qu'il sera pratiquement impossible d'exclure les communistes dans un nouveau gouvernement³⁴⁶.

Nous remarquons ainsi un descriptif plus réaliste du gouvernement américain par rapport à la menace communiste, une tangente qui continuera au cours des semaines suivantes dans l'évaluation politique des conséquences de l'inclusion du PCF dans le Kominform et du discours de Maurice Thorez au Comité central du PCF.

³⁴³ « had stated that if de Gaulle were asked to form a new government he would insist that the Assembly vote him "full powers" for a specified period to allow him to proceed immediately with the administrative, financial, and economic reforms that were necessary for the welfare of France », The Acting Secretary of State Lovett to the Embassy in France, *FRUS*, 1947, Volume III, Document 506.

³⁴⁴ Caffery to the Secretary of State, *ibid.*, Document 516.

³⁴⁵ Caffery to the Secretary of State, *ibid.*, Document 508.

³⁴⁶ « High French officials are reported to be greatly discouraged over what they consider to be the poor prospects for any immediate US aid to France. Informed sources feel that unless France receives clearer indications that interim aid will be forthcoming in the near future, the Ramadier Government will fall shortly after the Assembly reconvenes and that it will be next to impossible to exclude the Communist for a new government. », *Memorandum, State Department Summary of Telegrams*, Collection HST-NAVAL: Records of the Naval Aide to the President (Truman Administration), 1945 – 1953, Series: State Department Briefs Files, 1945 – 1953, File Unit: September - December, 1947, 2 octobre 1947, <https://catalog.archives.gov/id/200285592>.

Les premières réserves sur les avantages potentiels que les PCF-I pouvaient tirer de leur entrée dans le Komintern datent du 8 octobre 1947, lorsqu'il est rapporté dans un mémorandum du Département d'État que « des observateurs qualifiés à Paris prédisent que l'inclusion des partis communistes français et italien dans la nouvelle organisation du Komintern pourrait en fait nuire au prestige du communisme dans ces pays, puisqu'elle montre de façon irréfutable que les dirigeants de ces deux partis ne sont que les serviteurs obéissants du Kremlin³⁴⁷. »

Caffery aborde la question dans deux différents rapports, surtout à la lumière du discours de Thorez au Comité central de la fin octobre 1947. Dans le premier rapport, l'Ambassadeur ne se limite qu'à une description du contenu du discours de Thorez, tout en insistant sur l'abandon de la ligne politique précédente, l'asservissement face à Moscou et l'autocritique acharnée³⁴⁸. L'analyse est bien plus détaillée quelques jours plus tard : selon « des sources influentes dans le mouvement socialiste et syndical », le discours de Thorez eut comme résultat que même certains communistes, militants ou non, ont commencé à prendre ouvertement position contre le PCF. Caffery considère ce nouveau contexte comme un facteur décisif pour briser à long terme la domination communiste dans le milieu syndical et dans la CGT en particulier.

Nos sources insistent sur le fait que le discours de Thorez a déjà produit d'importantes répercussions dans les milieux de gauche, notamment au sein du Parti socialiste et des éléments hésitants de la CGT. En s'isolant complètement au niveau parlementaire, de la résistance et de la politique, le Parti communiste risque également de fournir de nombreuses munitions à la résistance anticommuniste croissante dans le mouvement ouvrier, en particulier parmi les mineurs, les cheminots et les travailleurs de la TT [PTT]. Maintenant, comme jamais auparavant, expliquent les sources, c'est le moment pour les syndicalistes indépendants de frapper fort sur le front du travail et ils affirment que si le réseau existant de l'opposition ouvrière à l'intérieur et à l'extérieur de la CGT était financé de manière adéquate, l'isolement et la défaite finale des communistes dans le mouvement ouvrier pourraient être effectués probablement l'année prochaine³⁴⁹.

³⁴⁷ « Qualified observers in Paris predict that the inclusion of the French and Italian Communist parties in the new Comintern organization may actually injure Communist prestige in those countries, since it shows conclusively that leaders of these two parties are merely the obedient servants of the Kremlin. », *Memorandum, State Department Summary of Telegrams, ibid.*, 8 octobre 1947.

³⁴⁸ Caffery to the Secretary of State, *FRUS*, 1947, The British Commonwealth, Europe, Volume III, Document 510.

³⁴⁹ « sources under reference insist that Thorez' speech already has produced important repercussions in leftist circles, especially Socialist Party and hesitant elements in CGT. In completely isolating itself on parliamentary, resistance and political level Communist Party is also incurring risk of furnishing ample ammunition to growing anti-Communist resistance in labor movement, particularly among miners, railway

Le *State Department* partage la position de Caffery. Il soutient ses convictions sur le fait que le PCF est en train de perdre de son prestige au sein des organisations syndicales. Effectivement, un mémorandum du 5 novembre 1947 rapporte :

Une indication frappante de ce changement dans le sentiment populaire est démontrée par le fait que Jouhaux, secrétaire réformiste de la Confédération française du travail, qui était récemment aux États-Unis, a radicalement modifié à son retour en France sa recommandation antérieure d'action conjointe avec les communistes. Il s'est maintenant vivement opposé à la ligne communiste en déclarant que le programme en cours d'aide américaine n'aurait pas de répercussions politiques sur la France ni de conséquences défavorables pour la classe ouvrière française³⁵⁰.

Le Département d'État souligne également le caractère diviseur pour le PCF de la formation du Kominform, car la déclaration de Varsovie a fait éclater un clivage au sein du Parti communiste français entre ceux qui adhèrent à la ligne de Moscou et ceux dont la loyauté reste d'abord à l'État français. Le Département ajoute que « les communistes ont déjà perdu un certain soutien populaire et des sources informées prévoient qu'un changement du parti pour se conformer à la ligne "Kominform" ne peut être accompli qu'au prix du sacrifice ultérieur de leur soutien politique³⁵¹ » de la part des sympathisants de gauche modérés.

Les mouvements de grèves de novembre/décembre brouillent les analyses de la menace communiste par les États-Unis, sans nécessairement tout remettre en question. La menace communiste est toujours surestimée, mais il faut préciser qu'une partie du gouvernement français et l'opinion publique cède à une interprétation « cataclysmique » de ces mouvements de grèves. Cette description cataclysmique est bien expliquée par Eric Mechoulan qui décrit comment le ministre de l'Intérieur Jules Moch gère la crise « sans

and TT [PTT] workers. Now, as never before, explain sources, is the moment for independent Trade Unionists to strike hard on labor front and they claim that if existing network of labor opposition within as well as without CGT were adequately financed the isolation and eventual defeat of Communists in labor movement could be effected probably within next year », *ibid.*

³⁵⁰ « One striking indication of this shift in popular sentiment is shown in the fact that Jouhaux, reformist secretary of the French Confederation of Labor who was recently in the US, drastically modified on his return to France his earlier recommendation of joint action with the Communists. He has now taken sharp exception to the Communist line by stating that the pending program of US aid would not involve political repercussions on France nor unfavorable consequences for the French working class. », *Memorandum, State Department Summary of Telegrams*, Collection HST-NAVAL: Records of the Naval Aide to the President, 1945 – 1953, State Department Briefs Files, 1945 – 1953, September - December, 1947, 5 novembre 1947.

³⁵¹ *Memorandum, State Department Summary of Telegrams, ibid.*, 11/10/1947.

que son auteur ait cédé à la psychose qui s'est emparée, sur le moment, d'une large fraction de l'opinion », ce qui souligne le caractère alarmiste de l'appréciation des événements par le préfet et par le président de la République Vincent Auriol³⁵².

La conjoncture globale des démissions du gouvernement Ramadier, les difficultés dans la gestion du mouvement de grève et le faible espoir qu'un gouvernement sans le PCF ou le RPF puisse gérer adéquatement les grèves conditionnent l'évaluation américaine sur leur stratégie communiste en France. Nous n'allons pas dans cette étude faire un résumé des différents mouvements de grèves, mais comme l'explique Mencherini, le mouvement commence à Marseille et gagne par la suite de l'ampleur à l'échelle nationale, surtout dans sa première phase³⁵³. Les préoccupations américaines sur ces grèves sont plutôt liées aux évaluations de la politique internationale de l'URSS et de son rôle subversif. Les potentialités du PCF ne sont plus surestimées. Le raisonnement est assez évident et il diffère par rapport au PCI.

2.3 L'augmentation de la perception de la menace communiste en Italie

Effectivement, le contexte politique italien est considéré comme plus favorable aux communistes. Par conséquent, l'évolution politique de l'Italie est l'objet de deux rapports différents du NSC en novembre 1947 et en février 1948³⁵⁴. La CIA effectue également une différenciation entre les deux pays. Dans le rapport hebdomadaire (*weekly summary*) du 5 décembre 1947, on peut lire :

La vague de désordre en France et en Italie semble s'atténuer face au mécontentement des travailleurs avec les grèves et les efforts efficaces des gouvernements pour faire face à cet effort communiste concerté pour perturber l'économie et empêcher la reprise européenne. Bien que les perspectives du gouvernement Schuman en France se soient améliorées, la

³⁵² Éric Méchoulan, « Chapitre 18. Le pouvoir face aux grèves “insurrectionnelles” de novembre et de décembre » dans *L'année 1947*, 400-01.

³⁵³ Voir Mencherini, *op.cit.*, 27-47.

³⁵⁴ Voir *National Security Council Report, The Position of the United States with Respect to Italy* du 14 novembre 1947 et le *National Security Council Report, A Report to the President by the National Security Council on The Position of the United States with Respect to Italy in Light of the Possibility of Communist Participation In the Government by Legal Means*, du 12 mars 1948.

capacité de De Gasperi à faire face à des attaques communistes renouvelées et intensifiées est moins certaine³⁵⁵.

Dans cette évaluation de la CIA, les raisons du danger en Italie sont bien expliquées et concernent la politique nationale et l'équilibre des blocs. En effet, « bien que l'ordre public soit meilleur en ce moment en Italie, la situation y est potentiellement plus inquiétante³⁵⁶ ».

Dans le même ordre d'idées, le gouvernement Schuman en France est dans une meilleure posture, selon la CIA. Schuman a bien géré la vague de grèves (deux millions de travailleurs sont prêts à retourner au travail au moment où est écrit le rapport). En effet, l'isolement communiste et l'imminente scission syndicale font en sorte que le PCF n'est pas en condition de prendre le pouvoir par des méthodes insurrectionnelles. La situation pourrait changer seulement grâce à l'aide d'un engagement majeur du Kremlin, ce qui serait hautement improbable³⁵⁷.

La situation italienne est en revanche plus instable, même si De Gasperi a été temporairement capable d'éviter une campagne de grèves violentes par une législation efficace pour améliorer les conditions économiques. Togliatti a pris de l'avance ; il a déjà organisé la phase suivante de la mobilisation sociale contre le gouvernement De Gasperi, en insistant sur le fait que les usines appartiennent aux ouvriers.

La CIA rapporte que les requêtes de Togliatti sont les suivantes : 1) le contrôle de la production industrielle ; 2) le pouvoir de confisquer et de nationaliser les industries qui menacent aujourd'hui de lock-out ou de congédiement injustifié d'employés ; 3) la

³⁵⁵ « The wave of disorders in France and Italy appears to be abating in the face of worker dissatisfaction with strikes and effective governmental efforts to meet this concerted Communist effort to disrupt the economy and prevent European recovery. Although the prospects for the Schuman Government in France have consequently been improved, De Gasperi's ability to cope with renewed and intensified Communist attacks is less certain », Book III -- Weekly Summary - 3 July 1947 (#55) Thru 30 Dec 1947 (#79), Collection: General CIA Records, Document Number: CIA-RDP78-01617A001900020001-8, Weekly summary #76, 5 décembre 1947.

³⁵⁶ « Although public order is better at the moment in Italy, the situation there is potentially more ominous », Communist prospects in France and Italy, *ibid.*

³⁵⁷ *Ibid.*

reconnaissance et le statut juridique des comités de travailleurs d'usine par une législation qui obligerait toutes les industries à créer de tels comités³⁵⁸.

Toujours selon la CIA, le PCI pourrait, à la suite d'un refus, déclencher une grève générale qui aurait de bonnes probabilités de succès. Pour combattre une telle grève ou une insurrection armée, le gouvernement italien serait moins bien outillé que le gouvernement français en raison de l'importante cohésion du mouvement syndical italien dominé par le PCI, mais également en raison de la faiblesse militaire et matérielle de l'armée italienne³⁵⁹.

La CIA précise tout de même que le gouvernement italien serait apte à contenir une potentielle révolution communiste, mais qu'il y a deux autres facteurs qui pourraient aggraver la situation. Premièrement, la possibilité que « les rebelles reçoivent une aide substantielle en nourriture, munitions, équipements et hommes de la Yougoslavie voisine³⁶⁰ », et que deuxièmement l'Union soviétique « se concentre sur l'Italie dans la conviction que la France est déjà perdue pour la cause du communisme pour le moment, alors qu'en Italie, la position relativement forte du parti communiste et la position plus faible du gouvernement fait de cette dernière un meilleur "risque"³⁶¹ ». Ainsi, la menace communiste en France est réévaluée par ses événements nationaux, alors qu'en Italie elle ne l'est que partiellement. Effectivement, nous verrons comment la situation italienne est analysée à deux reprises par le Conseil de sécurité nationale.

Pour revenir à la situation française, nous observons comment dans les semaines suivantes l'analyse s'affine en détaillant les options possibles qui se présenteront pour la France pour les prochains mois. La CIA explique comment les membres du PCF « continueront à exercer leur capacité à déstabiliser l'économie française par le sabotage et

³⁵⁸ 1 – Control of industrial production and credit by factory committees 2- Power to confiscate and nationalize those industries now threatening lockouts or unjustifiable dismissal of employees 3- recognition and legal status for workers' factories committees by legislation which will compel all industries to create such committees, *ibid.*

³⁵⁹ *Ibid.*

³⁶⁰ « the rebels receive substantial aid in food, munition, equipment and men from neighboring Yugoslavia », *ibid.*

³⁶¹ « is concentrating on Italy in the Belief that France is already lost to the Communism cause for the time being, whereas in Italy the relatively stronger position of the Communist party and the weaker position of the government make Italy a better "risk" », *ibid.*

la violence », et « sous la direction du Kremlin, ils pourraient même s'engager dans une action directe telle qu'elle entraînerait la mise hors-la-loi de leur parti en France, mais, même dans cas, ils seront capables de mener des actions clandestines perturbatrices³⁶² ». À long terme, une éventuelle entrée au gouvernement des communistes n'est même pas prise en compte. La CIA suggère deux scénarios possibles pour l'avenir du pays : le renforcement du gouvernement Schuman dans les mois suivants dépendant du fait que sa majorité soit apte à mener une politique économique efficace pour passer à travers l'hiver, ou, dans le cas d'un échec du gouvernement, le retour du général de Gaulle au pouvoir³⁶³. L'option communiste n'est plus d'actualité. Et effectivement le dernier document qui parle d'une prise de pouvoir des communistes en France, avec la description des différentes phases insurrectionnelles, ne donne pas de date. L'organisation de cette phase insurrectionnelle aurait dû être anticipée par une période de réorganisation de forces communistes en France³⁶⁴.

En revanche, pour l'Italie l'évaluation est complètement différente. Même si De Gasperi est capable de limiter la portée des grèves dans la capitale et qu'il améliore sa position et son prestige³⁶⁵, la CIA souligne que

D'autre part, la conclusion rapide des grèves ne pouvait en aucun cas être considérée comme une indication des forces relatives du gouvernement et des communistes. En fait, les grèves ont montré la capacité des communistes à paralyser la ville – ne serait-ce que pour une courte période – et elles ont forcé le gouvernement à satisfaire les demandes communistes d'augmentation des allocations de chômage et des crédits pour les travaux publics³⁶⁶.

Ainsi, dans le cas italien, la réussite du gouvernement dans la limitation des grèves n'entraîne pas une réévaluation de la menace communiste, au contraire. Dans le dernier

³⁶² « will continue to exercise their capability to dislocate the French economy by sabotage and violence. Under direction of Kremlin they may even engage in such direct action as to cause their party to be outlawed in France, but, even in that event, they will be capable to disruptive clandestine action », *Results of Communist strikes in France*, Book III - Weekly Summary, Weekly summary #77, 12 décembre 1947.

³⁶³ *Ibid.*

³⁶⁴ *Communist Plans for the Attack on France*, 17 décembre 1947, General CIA Records : CIA-RDP80-00809A000500830141-1.

³⁶⁵ *Trends in brief*, Book III, Weekly Summary, Weekly summary #78, Trends in brief, 19 décembre 1947, iii.

³⁶⁶ « On the other hand, the rapid conclusion of the strikes could no sense be considered an indication of the relative strengths of the government and the Communist. The strikes, in fact indicated Communist capabilities for paralyzing the city - if only for a short period - and they forced the government to meet Communist demands for increased unemployment relief and public works appropriations. », *ibid.*,

weekly report de l'année 1947, la CIA brosse un sombre portrait des éventuels développements politiques italiens. En effet, la CIA évalue que le PCI incitera une nouvelle vague de grèves à l'échelle du pays et que si le gouvernement répond timidement à cette grève, le Kremlin pourrait commander une action insurrectionnelle avant les élections nationales de mars ou avril³⁶⁷. Mais surtout, la CIA réitère que « la possibilité d'un déploiement efficace de la force communiste pour la poursuite des objectifs soviétiques en Italie n'a pas diminué, malgré le récent succès de De Gasperi dans la répression de la grève générale à Rome³⁶⁸. »

Comme l'explique l'historien Timothy Smith, le retrait de la Grande-Bretagne de la région augmente l'importance de l'Italie pour le contrôle de la mer Méditerranée. Dans ce contexte, l'éventualité que Rome puisse s'allier avec Moscou dans le cas d'une victoire communiste serait irrecevable pour Washington, car les États-Unis ne peuvent pas être forcés de se replier sur l'Atlantique³⁶⁹.

3 - LES DIFFÉRENTES STRATÉGIES DU PCF ET DU PCI DANS LEURS RELATIONS AVEC MOSCOU

Les réponses du PCI et du PCF étaient comparables puisque la nouvelle approche politique découlant de la doctrine Jdanov ne laissait pas, surtout au départ, beaucoup de marge de manœuvre sur le plan idéologique. Cependant, Togliatti est plus habile que son homologue Thorez dans le repositionnement de son parti dans cette nouvelle situation.

Comme expliqué précédemment, un des aspects importants est l'immédiate réorganisation de la propagande par le PCI. Parallèlement à la propagande dans la presse, le rôle des intellectuels est redéfini. Lazar explique qu'une véritable réorganisation des

³⁶⁷ *Prospects for communist action in Italy*, Book III - Weekly Summary, Weekly summary #79, General CIA Records, 26 décembre 1947.

³⁶⁸ « the potentialities for effective communist employment of force to further Soviet objectives in Italy remain undiminished, despite De Gasperi's recent success in putting down the general strike in Rome », *ibid.*

³⁶⁹ E. Timothy Smith, « United States Security and the Integration of Italy into the Western Bloc, 1947-1949 » dans *NATO, The Founding of the Atlantic Alliance and the Integration of Europe*, Francis H Heller et John R Gillingham, ed. (New York : St. Martin's Press, 1992).

intellectuels en Italie n'arrive qu'en 1948 avec la création de la Commission du travail culturel, avec Emilio Sereni comme responsable³⁷⁰. En réalité, les directives idéologiques pour les intellectuels sont formulées avant la naissance de la Commission du travail culturel, avec le document « *Piano di lavoro per gli intellettuali*³⁷¹ ». Ce document est particulièrement intéressant, car il succède au rapport Jdanov. Il n'est toutefois pas marqué par l'élaboration de positions sectaires par le PCI ; en effet, en novembre 1947 Togliatti met en garde le Comité central qu'il serait une grande erreur de renoncer à diversifier les adversaires politiques et de renoncer à toute alliance possible³⁷².

Dans le plan de travail pour les intellectuels, qui date d'avant la déclaration de Togliatti, nous remarquons deux aspects : l'influence de la doctrine Jdanov et le refus du sectarisme. L'influence de la doctrine Jdanov est évidente, notamment dans l'introduction où l'on explique l'orientation générale de la politique culturelle du parti qui doit « créer et soutenir un large front démocratique et antifasciste de la culture³⁷³ ». Il est également affirmé qu'afin de permettre à ce front culturel de se former, il est nécessaire d'expliquer « le sens de la lutte qui se développe à l'échelle mondiale entre démocratie et impérialisme³⁷⁴ », et pour ce faire les intellectuels doivent « retourner à leur responsabilité civile et nationale et qu'ils doivent travailler plus, plus unis et plus présents dans chaque secteur de la vie culturelle italienne³⁷⁵ ».

Cependant, dans le « but de retrouver et ramener dans la culture italienne un esprit combatif, polémique et vigilant capable de cibler à chaque fois l'ennemi et le battre³⁷⁶ », il ne faut pas nécessairement s'isoler, mais plutôt mettre en marche des « alliances culturelles » pour développer une action de « larges ententes » et faire graduellement des

³⁷⁰ Lazar, *op. cit.*, 68-69.

³⁷¹ *Plan de travail pour les intellectuels*.

³⁷² Lazar, *op. cit.*, 74.

³⁷³ « Creare e sostenere un largo fronte democratico et antifasciste della cultura », *Piano di lavoro degli intellettuali*, Archivio fondazione Gramsci, Fondo Mosca MF 270, 17 octobre 1947.

³⁷⁴ « il senso della lotta che si svolge nel mondo tra democrazia e imperialismo », *ibid.*

³⁷⁵ *Ibid.*

³⁷⁶ « solo a queste condizioni é possibile riportare nella cultura italiana uno spirito combattivo, polemico, vigilante, capace di individuare di volta in volta il nemico et di batterlo », *ibid.*

alliances positives et déterminantes avec d'autres groupes progressistes sur des problèmes ponctuels³⁷⁷.

Tout en adhérant aux nouvelles directives du Kominform, durant cette période, Togliatti essaie de maintenir un certain équilibre. Pour ce qui est du PCF, au départ, l'adhésion aux directives du Kominform a été moins nuancée. Tout commence par la déclaration de Thorez au Comité central en octobre 1947 dans laquelle il développe la nouvelle approche politique du PCF : la dénonciation de l'impérialisme américain et des partis nationaux qui en permettent l'installation en France, la perte d'indépendance qui en résulte, et finalement la défense de l'Union soviétique³⁷⁸.

Les historiens Lazar et Courtois expliquent que le PCF, « empruntant cette nouvelle voie, rompt complètement avec la politique poursuivie depuis 1943, il s'engage ardemment, non sans un certain bonheur de renouer avec une opposition ferme et résolue au gouvernement comme à tous les agents de l'impérialisme³⁷⁹ ».

Le virage est indéniable, mais rajoutons que le PCF se retrouve d'autant plus aux marges du panorama politique français en raison de la fracture avec les socialistes, des tensions syndicales, du retour de De Gaulle et des pressions américaines. Cette situation affaiblit le rôle du PCF comme alternative politique dans le cas d'une chute du gouvernement. Toutes ces composantes nationales sont à prendre en compte afin de pouvoir expliquer les raisons pour lesquelles le PCF embrasse *tout court* le virage idéologique de Jdanov.

La situation du PCI est différente du fait que le parti n'est pas isolé politiquement. L'alliance avec les socialistes et la faiblesse du gouvernement De Gasperi font en sorte que

³⁷⁷ *Ibid.*

³⁷⁸ On peut retrouver le texte complet de Maurice Thorez dans l'Humanité du 30 octobre 1947. Pour le consulter voir <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k4739271v>.

³⁷⁹ Courtois et Lazar, *op. cit.*, 267.

même si le virage idéologique jdanovien sera intégré, il faut adopter un profil légèrement plus discret³⁸⁰.

Silvio Pons insiste sur le fait qu'il faut éviter d'aplatir l'analyse du PCI comme étant un parti exclusivement national et à l'opposé éviter de considérer les interactions de tous les partis communistes comme étant dictées par le PCUS³⁸¹. Dans notre étude, nous prenons en compte cette indication de Pons et nous l'étendons aux stratégies des PCF-I dans leur opposition au Pacte atlantique.

La situation politique du PCI est différente de celle du PCF, et c'est la raison pour laquelle les pressions américaines sur l'Italie augmentent progressivement au vu des prochaines élections nationales. Le PCI demeure un acteur de premier plan dans le jeu politique italien et son accession au pouvoir est une possibilité. Pons analyse la complicité des deux partis communistes, mais surtout celle de l'italien, à la fondation du Kominform. Il soutient que le Kominform a eu un effet limité sur les partis communistes occidentaux, à l'exception de la nécessité d'adhérer à la ligne générale soviétique d'opposition entre le monde démocratique communiste et le monde impérialiste capitaliste. Finalement, le « défi Kominform était limité aux relances de l'influence soviétique à la sphère occidentale³⁸² ». Ainsi, Pons explique que le « système des rapports instauré trois ans plus tôt n'avait pas été remplacé par une ligne politique qui prévoyait une coordination entre l'orientation des communistes italiens et la stratégie de politique étrangère de l'Union soviétique, qu'à propos de l'Europe occidentale étaient limités à la propagande et à l'attente de nouveaux conflits sociaux³⁸³. »

Cette éventualité n'est pas réaliste pour le PCF qui relance en conséquence sa politique en se conformant aux positions de Jdanov, au moins dans un premier temps, car

³⁸⁰ Voir sur ce thème Silvio Pons, « Togliatti, il PCI e il Cominform » dans *L'altra faccia della luna*, Elena Aga-Rossi et Gaetano Quagliariello, dir. (Bologna : Il Mulino, 1997).

³⁸¹ *Ibid.*, 267

³⁸² Silvio Pons, « Una sfida mancata: l'URSS, il Cominform e il PCI (1947-1948) » dans *Dagli Archivi di Mosca. L'URSS, il Cominform e il PCI (1943-1951)*, Francesca Gori et Silvio Pons, dir. (Roma : Carocci editore, 1998), 166.

³⁸³ *Ibid.*, 166-67.

l'opposition radicale reste la seule option qui conserve une pertinence dans l'équilibre politique national, du moins aux yeux de ses partisans plus radicaux. Cette tendance de s'appuyer sur l'Union soviétique ou de la promouvoir ne découle pas seulement du rapport Jdanov ; Moscou est depuis le départ la référence idéologique pour les deux partis communistes occidentaux.

Les PCF-I ont toujours recherché un degré de légitimation venant de l'Union soviétique, mais leurs actions ne doivent pas être perçues simplement comme étant imposées par le Politburo. La nécessité du soutien et de l'approbation du PCUS n'est pas seulement nécessaire compte tenu de la position dominante du PCUS, mais également pour le bon fonctionnement de leurs activités politiques. La correspondance entre Dmitry Petrovich Shevlyagin, membre du Comité central et ancien conseiller juridique de la représentation commerciale de l'URSS en Italie, et Leonid Baranov, responsable du département des Affaires étrangères du parti soviétique, le démontre.

Baranov envoie à Mikhaïl Souslov, chef du département de politique étrangère de la Commission centrale, la lettre de Shevlyagin du 6 septembre 1947. Shevlyagin décrit dans cette lettre la rencontre avec Renato Bitossi et Teresa Noce, deux syndicalistes et dirigeants du PCI. En voyage en Union soviétique avec une délégation de la CGIL, les deux Italiens demandent à Shevlyagin d'être reçus, avec la délégation, par un des membres du secrétariat du Politburo. Bitossi justifie cette demande pour des raisons de politique intérieure ; il explique que la CGIL (à forte majorité communiste) est en train d'organiser une campagne à l'échelle nationale contre le gouvernement De Gasperi et que le fait d'être reçue par des hauts dirigeants soviétiques augmenterait le prestige et l'autorité de la CGIL à l'image de la réception par Molotov d'une délégation de la CGIL pendant la conférence de Paris³⁸⁴.

Nous remarquons ici une certaine recherche de légitimation de la part des autorités soviétiques, même d'un point de vue syndical. Un autre document des archives soviétiques, qui date de quelques jours après la fondation du Kominform, montre la nécessité

³⁸⁴ RGASPI, 558-11-373, 58-59.

d'intensifier et d'améliorer les relations entre le PCI et le PCUS. Selon Souslov, le PCI a fait appel au Comité central du PCUS et à d'autres organismes soviétiques avec un certain nombre de propositions visant à élargir et renforcer les liens culturels et politiques de l'Italie avec l'Union soviétique. Les liens ne sont donc pas exclusivement de nature politique, même si c'est la motivation première d'établir des communications systématiques entre le Comité central du PCUS et du PCI. Mais Togliatti suggère pour des raisons culturelles d'envoyer des dirigeants du PCI en URSS pour étudier le fonctionnement du Comité central du PCUS en vue de renforcer la position du PCI dans la campagne électorale du printemps 1948. Il propose notamment l'envoi d'une équipe de soccer soviétique en Italie, l'organisation d'un match d'échecs diffusé à la radio entre l'URSS et l'Italie, l'organisation d'expositions de peintres soviétiques en Italie, l'envoi de délégations de personnalités culturelles dans les deux pays ou l'organisation de concerts diffusés à la radio³⁸⁵.

De plus, quelques années auparavant, le PCI avait fait quelques demandes, mais certaines propositions indiquent que les dirigeants du Parti communiste italien pouvaient prendre des décisions autonomes. Le document montre que la demande de Togliatti à propos de l'équipe de soccer date de 1946. Il est également démontré que Longo et Reale ont refusé d'organiser une exposition d'artistes italiens à Moscou, car, selon eux, ces artistes italiens ne s'étaient pas encore affranchis de l'utilisation des techniques formelles et décadentes³⁸⁶.

Du côté français, le contexte politique amène Maurice Thorez à des conclusions différentes. Isolé politiquement, Thorez a pour objectif principal de retrouver une légitimité aux yeux de Moscou, comme le démontre l'entretien avec Staline de novembre 1947. À plusieurs reprises, Thorez affirme que le PCF est en train de développer sa politique à la lumière des critiques reçues pendant la rencontre de septembre 1947. De cet entretien, l'historiographie a souligné le fait que le PCF détient des armes et que le caractère subversif et révolutionnaire du parti est encore très marquant. Nous ajouterons que de cet entretien

³⁸⁵ RGASPI, 558-11-373.

³⁸⁶ *Ibid.*

ressort également le fait que l'utilisation des armes était prévue – « bien qu'à des fins défensives³⁸⁷ ». Les prévisions de Staline sont les mêmes que le gouvernement américain : l'épreuve de force avec de Gaulle est inévitable, car la « troisième force » serait écrasée entre les pôles communistes et gaullistes. En revanche, Staline est réticent face aux grèves et suggère de ne pas aller trop loin dans l'opposition au Plan Marshall. Plusieurs historiens considèrent ceci comme la preuve que Staline utilisait le PCF dans sa propre stratégie.

Nous ne nions pas ces éléments, mais il faut souligner les raisons de politique intérieure pour expliquer cette attitude de Staline. Si le PCF avait été trop incisif dans son opposition au Plan Marshall, les socialistes auraient pu utiliser cela à leur avantage³⁸⁸, et par conséquent, il aurait fallu préciser que le PCF n'était pas contre l'aide américaine, mais contre ses modalités. C'était bel et bien la position choisie par le PCF et le PCI dans les mois suivant leur expulsion du gouvernement.

Tout en acceptant les critiques reçues par le PCF dans la réunion de septembre 1947, Maurice Thorez expose ses réticences au sujet de certains passages et de leur fondement. Par exemple, pendant la rencontre avec Staline de novembre 1947, Thorez se plaint des critiques reçues « par des camarades soviétiques » à propos du fait que les jeunes proches du parti ne s'appellent pas « Jeunesse communiste. » Thorez se désole de voir que certains camarades soviétiques accusent d'opportunisme la jeunesse française. Il explique à l'opposé que le fait de ne pas nommer ces jeunes « Jeunesse Communiste » a permis l'élargissement de la base de jeunes sous l'influence du parti³⁸⁹.

Un autre élément très important dans ce document est le passage de Thorez sur le PCI. Questionné par Staline à ce sujet³⁹⁰, le secrétaire du PCF répond « qu'à son avis le Parti communiste italien a bien grandi et fortement renforcé ses rangs. Lui, Thorez, n'a

³⁸⁷ *Ibid.*

³⁸⁸ L'historien Michail Narinsky explique comment Staline adopte une position nettement hostile par rapport aux socialistes dans « Staline, Togliatti, Thorez. 1944-1947 », *Cahiers d'Histoire- Institut de recherches marxistes*, 62 (1996), 34.

³⁸⁹ *Ibid.*, 40.

³⁹⁰ À travers le compte-rendu de l'entretien, on apprend que Thorez a rencontré Togliatti à deux reprises et que les dirigeants du PCF tentèrent de rencontrer les dirigeants du PCI le plus souvent possible. *Ibid.*, 41. On n'a pas de traces de ces rencontres dans les archives de deux partis.

qu'une seule crainte, c'est de voir le Parti communiste italien, lancé dans une course à l'accroissement du nombre de ses adhérents, renoncer à certaines de ses positions sur des questions de principes³⁹¹ ».

Selon nous, ce passage dénote que Thorez comprend la différente évolution des deux partis. En Italie, le PCI a de réelles chances d'accéder au pouvoir, et selon les dynamiques de politique intérieure et la nécessité d'élargir la base du parti, il aurait été bénéfique de sacrifier un certain dogmatisme, contrairement au PCF qui n'avait pas cette nécessité, étant déjà très isolé politiquement.

Pour compléter l'analyse, il faut ajouter que la fondation du Kominform ravive l'attention sur la problématique de la lutte armée : dans les pays de l'Europe occidentale et aux États-Unis, on craint qu'avec la formation d'une « nouvelle internationale communiste » le caractère subversif de deux partis puisse reprendre force. Il faut bien clarifier deux points. Premièrement, surtout pour le PCF et dans une moindre mesure pour le PCI, les deux partis ont à leur disposition des armes depuis la période de Libération³⁹². À ce sujet, il y a consensus dans l'historiographie. Par exemple, selon Aga-Rossi et Zaslavsky, l'historiographie avait tout d'abord tendance à propos du PCI d'exclure le fait que les communistes eussent accès à des armes, mais à partir de la moitié des années 1990, le consensus s'est implanté sur la présence d'un appareil paramilitaire communiste³⁹³.

Le deuxième point d'analyse tourne plutôt autour de l'utilisation qu'auraient faite les deux partis de ces entrepôts d'armes. On peut affirmer que leur utilisation allait fondamentalement être défensive pour des raisons de politique intérieure, mais également en raison des intérêts stratégiques de l'Union soviétique.

³⁹¹ *Ibid.*

³⁹² Dans le cas du PCF, Thorez en personne mentionne le fait que « Le parti communiste français est parvenu à camoufler des entrepôts entiers d'armes et de munition », *ibid.*, 44.

³⁹³ Aga-Rossi et Zaslavsky, *Stalin and Togliatti: Italy and the Origins of the Cold War* (Stanford : Stanford Univ Pr, 2011), 234-35.

Aga-Rossi et Zaslavsky analysent cette problématique sur la période commençant en 1947 jusqu'à la période des élections. Selon eux, la perspective du refus d'une insurrection armée et d'une utilisation défensive de la force venait directement de Moscou. Les deux historiens expliquent :

À la veille des élections d'avril 1948, Togliatti demande à rencontrer Kostylev pour lui demander des instructions de Moscou. Togliatti informe Kostylev qu'en cas de victoire probable du Front populaire, la DC et les forces réactionnaires soutenues par les États-Unis sont capables de recourir à une « grande provocation politique », de dénoncer des fraudes et d'annuler le résultat des élections. Togliatti a affirmé que le parti était prêt à s'opposer à une telle provocation par tous les moyens y compris par une action armée des forces démocratiques. Selon le télégramme de Kostylev à Moscou, « d'une manière calme et mesurée, Togliatti m'a demandé de transmettre sa question à ses amis à Moscou ; si, en cas d'une ou plusieurs provocations de la DC ou d'autres réactionnaires, les forces démocratiques devraient lancer une insurrection armée pour prendre le pouvoir »³⁹⁴.

Les deux historiens expliquent également que la réponse de Moscou a été indubitable, car selon l'URSS « par rapport à la prise de pouvoir à travers une action armée, on croit que le PCI devrait s'abstenir ». Aga-Rossi et Zaslavsky en viennent à la conclusion que l'utilisation de la force exclusivement pour des raisons défensives aurait été imposée par Moscou³⁹⁵. Nous croyons qu'il faut nuancer cette conclusion, car Togliatti prévoyait non seulement la provocation, mais également l'annulation du résultat des élections par l'intervention des forces réactionnaires et des États-Unis. Dans cette optique, la question à savoir si l'utilisation d'armes lors d'une insurrection aurait été une action offensive ou défensive n'est pas tranchée.

CONCLUSION

Dans ce chapitre, nous avons abordé les impacts profonds de la fondation du Kominform, des pressions américaines et du développement différent des situations politiques de la France et de l'Italie par rapport aux PCF-I. Bien que la fondation du Kominform impose un resserrement idéologique et l'acceptation de la division du monde, la réponse des deux partis n'a pas été identique, surtout en raison des différentes dynamiques nationales.

³⁹⁴ *Ibid.*, 255-56.

³⁹⁵ *Ibid.*

De leur côté, après une première phase d'inquiétude, les États-Unis considèrent la formation du Kominform comme un élément pas nécessairement favorable aux deux partis communistes, en particulier pour le PCF. Cette évaluation américaine n'a pas atténué durablement les préoccupations sur la menace communiste, même s'il faut noter que, en raison de la situation politique des deux pays et des exigences stratégiques américaines, l'Italie est identifiée comme sensiblement plus à risque d'un possible virage à l'extrême gauche que la France.

Comme on l'a surligné, la réorganisation idéologique arrive à des moments différents pour les deux partis : elle est quasi immédiate pour le PCI, tandis que pour le PCF elle ne s'achèvera que deux ans plus tard. Grâce à cette réorganisation, et aussi à la différente situation nationale, le PCI est capable depuis le début, d'établir un équilibre entre thèmes internationaux et enjeux nationaux dans la propagande. Par ailleurs pour le PCF cet équilibre se révèle plus difficile à réaliser, surtout au lendemain de l'élaboration de la doctrine Jdanov

Dans le prochain chapitre, nous aborderons une phase encore plus tendue. Effectivement, ce sera durant l'année 1948 que sera mis en place progressivement le Pacte atlantique et qu'auront lieu les élections italiennes. Ensuite, durant les années 1948 et 1949, les deux partis communistes mèneront une opposition à l'OTAN, dans une conjoncture internationale maintenant moins ambiguë sur le plan idéologique : la rhétorique sera clairement antiaméricaine. Comme nous le verrons, cette opposition sera également conditionnée par deux autres facteurs : les dynamiques de politique intérieure, car la France et l'Italie auront un rôle différent dans la structure du Pacte (la France étant un des principaux pays dans le processus de fondation du Pacte atlantique, alors que l'Italie est intégrée dans le projet dans une phase plus avancée des négociations), ainsi que dans la campagne électorale italienne durant laquelle le PCI sera témoin aux premières lignes l'ingérence américaine dans la politique intérieure du gouvernement.

CHAPITRE IV - LE PRINTEMPS 1948 : LES PRÉMICES DU PACTE ATLANTIQUE ET LES ÉLECTIONS ITALIENNES.

L'année 1948 revêt une importance majeure pour deux raisons. C'est le début des négociations du Pacte atlantique, mais également le moment des élections italiennes au mois d'avril. Les enjeux entourant ces élections sont au centre des préoccupations américaines, car Washington n'exclut pas l'intervention en cas d'une victoire des gauches. Pour ce qui est de la France, elle aura un rôle important dans la mise en place du Pacte atlantique.

Influencés par de multiples pressions internationales, qu'elles soient américaines ou soviétiques, les deux partis communistes tentent de définir leur nouvelle stratégie afin de se relancer dans les politiques nationales de leur pays en se proposant comme option crédible au gouvernement en place. Les partis communistes français et italien (PCF-I) seront paradoxalement tributaires du différent poids que la France et l'Italie porteront dans la constitution du bloc atlantique et devront par conséquent ajuster leurs approches. Cependant, la place que prend le PCI dans la vie politique italienne n'est pas la même que le PCF dans la française, celui-ci étant beaucoup plus marginalisé.

1 - LE GRAND TOURNANT : LES ÉLECTIONS ITALIENNES D'AVRIL 1948

Les résultats des élections italiennes du 18 avril 1948 ancrent définitivement l'adhésion de l'Italie au bloc occidental. Toutefois, comme l'explique l'historien Effie G.H. Pedaliu, les modalités de cette adhésion ne sont pas claires au moment même de la victoire électorale de la Démocratie chrétienne. Le gouvernement italien voulait sonder toutes les options possibles pour en soutirer les meilleurs avantages³⁹⁶. Ces élections d'avril sont également très importantes pour le PCI qui formait le *Fronte* avec le Parti socialiste italien (PSI). C'est la première épreuve où le parti devra tenir compte de la nouvelle réalité

³⁹⁶ Effie G.H. Pedaliu, *Britain, Italy and the Origins of the Cold War* (Houndmills : Palgrave Macmillan, 2003), 135.

internationale, tout en menant en parallèle une campagne nationale crédible et efficace. C'est également la première fois que les États-Unis sont présentés ouvertement comme un ennemi dans une campagne électorale nationale. Le PCI s'efforcera d'employer une rhétorique anti-impérialiste structurée, par la suite reprise et affinée lors du combat contre le Pacte atlantique.

Nous avons constaté dans le chapitre précédent que les élections italiennes représentent une source d'inquiétude pour le gouvernement américain puisque le PCI est perçu comme étant à la solde d'une puissance étrangère ennemie : l'Union soviétique. Or, l'influence de Moscou pendant la campagne électorale, bien qu'elle existe, est somme toute très limitée. Nous pouvons constater dans les documents d'archives que l'aide soviétique apportée au PCI se limite à un financement secret³⁹⁷. Du moins, cette aide est incomparable par rapport au soutien américain envers la *Democrazia Cristiana* (DC). Les ingérences sont disproportionnées, à l'avantage de la centre-droite italienne.

À propos de ces élections de 1948, l'historien Frédéric Attal explique qu'avec « le recul historique pourtant, il est difficile de ne pas voir que la lutte est inégale et que le *Fronte del Popolo* est minoritaire³⁹⁸. » Attal met de l'avant les différentes mesures mises en place par le gouvernement italien pour gagner les élections, notamment le fait de solliciter l'aide de la police et des forces armées. L'épuration progressive des communistes par la *Polizia di Stato* et *I Carabinieri* s'accompagne de la création d'une nouvelle unité spéciale de force de l'ordre, la *Celere*, conçue pour le maintien de l'ordre public³⁹⁹.

Toujours selon Attal, deux autres éléments entrent en ligne de compte pour expliquer la victoire du gouvernement et de la DC : l'engagement catholique et la

³⁹⁷ Voir « Procès-verbal de l'entretien de Staline avec Pietro Secchia » dans Frédéric Attal, *Histoire de l'Italie depuis 1943 à nos jours* (Paris : Armand Colin, 2004), 102. <https://www.cairn.info/histoire-de-l-italie-depuis-1943-a-nos-jours--9782200262150.htm>. et « Conversazione di J.V. Stalin con Pietro Secchia » dans Valerio Bigazzi et Francesco Riva, *Oro da Mosca : i finanziamenti sovietici al PCI dalla Rivoluzione d'ottobre al crollo dell'URSS : con 240 documenti inediti degli archivi moscoviti* (Milano : Mondadori, 2002), 645-48.

³⁹⁸ Attal, *op. cit.*, 58

³⁹⁹ *Ibid.*

propagande américaine⁴⁰⁰. Si l'engagement catholique permet la mobilisation de 300 000 personnes durant la campagne électorale, la propagande américaine est un élément majeur.

Les dons américains et leur mise en scène constituent un élément décisif dans un pays où le mythe américain est déjà fort. Les navires venant d'Amérique débarquent des tonnes de marchandises les plus diverses et à la fin de 1947, un « train de l'amitié » inventé par le journaliste Drew Pearson traverse le pays pour distribuer ces dons aux Italiens. L'aide des États-Unis qui était de 117 millions de dollars pour les derniers mois de 1947 atteint 176 millions pour les trois premiers mois de 1948. Enfin, à l'initiative des associations d'Italo-Américains, les Italiens reçoivent une avalanche de lettres de leurs parents outre-Atlantique contenant des dollars, geste particulièrement apprécié dans le Sud où l'émigration outre-Atlantique a été forte, en leur enjoignant de « bien » voter. Les États-Unis, par l'intermédiaire entre autres de la CIA, continuent après 1948 de soutenir financièrement les partis du centre⁴⁰¹.

Ainsi, reconstruire le déroulement des élections italiennes de 1948 à travers les archives est un passage obligé de notre étude. Cela nous permettra de focaliser sur les tenants et aboutissants de la stratégie du PCI qui doit, d'une part, mener une campagne à grande échelle et, d'autre part, mesurer les conséquences à long terme de l'engagement américain en Italie. Dans notre analyse, nous développerons trois aspects en particulier : l'influence de Moscou dans le processus décisionnel du PCI ; l'adaptation du *Fronte* à l'offensive américaine et aux enjeux internationaux ; et finalement le parcours qui entrainera l'engagement massif de Washington en Italie.

1.1 L'influence de Moscou dans le processus décisionnel du PCI

Au sujet de l'influence de Moscou sur le PCI, l'historiographie s'attarde au concept de la *Doppiezza* (duplicité), insistant sur la double approche de Palmiro Togliatti à travers le PCI : un parti à caractère national, mais à l'intérieur d'un mouvement international dominé par l'Union soviétique. Comme mentionné précédemment, deux écoles de pensée historiographiques s'opposent et ont polarisé le débat⁴⁰². Bien que parfois très documentés et bien structurés, plusieurs travaux académiques ont débattu principalement à savoir si la *Doppiezza* était bel et bien la base de la politique du PCI. Gianluca Fantoni explique que

⁴⁰⁰ Sur le thème de la mobilisation de la religion catholique à des fins électorales par la Dc voir Rosaria Leonardi, « Il Sacro come strumento politico: le elezioni del 1948, la Democrazia Cristiana e i manifesti elettorali », *California Italian Studies* 5, 1 (2014).

⁴⁰¹ *Ibid.*

⁴⁰² Voir Luca Sollai, « Perspectives nationale et internationale dans l'étude du PCF et du PCI », *Émulations-Revue de sciences sociales*, 26 (2018).

ce débat historiographique conflictuel est le résultat de la chute de l'Union soviétique – et par conséquent de la disponibilité de certaines archives – ainsi que de l'instrumentalisation politique du débat.

En outre, l'utilisation politique nonchalante de l'histoire qui a caractérisé le débat historiographique italien à partir de l'effondrement du communisme a entraîné une perte de recul historique. Les historiens de gauche et de droite ont débattu de l'histoire du PCI dans le cadre très chargé du contexte politique actuel. L'historiographie de droite s'est concentrée de manière obsessionnelle sur quelques caractéristiques spécifiques du *partito nuovo* de Togliatti, comme son empreinte stalinienne, afin de nuire au PDS, le seul parti à avoir survécu à la fin de la première république, bien qu'après un changement de nom du parti. L'historiographie de gauche, en revanche, a accepté de relever le défi sur un champ de bataille aussi délicat et s'est obstinée à prouver que le PCI était un partisan sincère du modèle démocratique occidental. Le résultat paradoxal est que Palmiro Togliatti, un dirigeant communiste, a été jugé positivement par l'historiographie de gauche pour ce qu'il a fait afin de consolider un système démocratique de type occidental qu'il n'appréciait pas et voulait dépasser, bien qu'à long terme⁴⁰³.

Dans notre analyse, nous mettons en relation les trois éléments mentionnés ci-dessus, sans nécessairement placer au centre du débat – ni l'écartier – la corroboration historiographique du concept de *Doppiezza*.

Du côté des communistes, l'influence du PCUS sur le PCI est palpable, sûrement en raison des relations durant les années précédentes. Pietro Secchia, le numéro deux du parti, connu par son attitude plus résolue comparativement à Togliatti, a rencontré Staline en décembre 1947. L'objectif principal de cet entretien était une demande d'appui financier pour le PCI en vue de la prochaine campagne électorale. Selon certains spécialistes, le fait que ce soit Secchia et non Togliatti qui soit allé rencontrer Staline démontrerait un certain conflit entre les deux hommes, qui tournerait cette fois-ci en faveur de Secchia⁴⁰⁴. Selon le témoignage de Secchia, dans ses mémoires sur le compte rendu de la discussion, le PCI

⁴⁰³ « Moreover, the nonchalant political use of history which characterized the Italian historiographical debate from the collapse of communism onwards has induced a loss of historical perspective. Both left-wing and right-wing historians have been debating the history of the PCI within the highly charged framework of the current political situation. Right-wing historiography has obsessively focused on a few specific features of the Togliatti's *partito nuovo*, such as its Stalinist imprint, in order to damage the PDS, the only party to have survived the end of the first republic, albeit following a change of the party's name. Left-wing historiography, on the other hand, has accepted the challenge on such a treacherous battlefield and has stubbornly strived to prove that the PCI was a sincere supporter of the Western democratic model. The paradoxical result is that Palmiro Togliatti, a communist leader, has been positively judged by left-wing historiography for what he did in order to consolidate a Western-style democratic system he did not appreciate and wanted to surpass, albeit in the long term », Gianluca Fantoni, « After the Fall: Politics, the Public Use of History and the Historiography of the Italian Communist Party, 1991–2011 », *Journal of Contemporary History* 49, 4 (2014) : 834.

⁴⁰⁴ Riva, *op. cit.*, 157-59.

aurait effectivement reçu une aide financière de 600 000 dollars du PCUS pour les élections italiennes⁴⁰⁵. Staline aurait même conseillé que cet argent ne transite pas par un canal officiel comme l'ambassade pour éviter d'éventuelles polémiques à propos d'une affiliation entre les deux partis communistes. Il faut prendre en compte cependant que l'opinion de Secchia ne reflétait pas totalement celle de la direction du PCI ni celle de son patron Togliatti. Il est reconnu au PCI comme l'un des plus fidèles envers Staline et ses mémoires laissent transparaître ses réticences envers la conduite plus prudente de Togliatti⁴⁰⁶.

Malgré cette proximité personnelle de Secchia envers le dirigeant soviétique, il faut souligner l'importance découlant de cette requête d'un haut membre de la direction du parti italien qui s'adresse directement à Staline en vue des élections nationales. Toutefois, ce rapprochement n'est pas nouveau, étant donné les liens idéologiques entre les deux partis et considérant que la formation du Kominform remonte à seulement deux mois avant cette rencontre. Comme nous l'avons vu au chapitre précédent, Elena Aga-Rossi et Victor Zaslavsky insistent sur le fait que les rapports entre le PCI et le PCUS sont en faveur de ce dernier qui ne laisserait que très peu d'autonomie aux communistes italiens. Ainsi, la théorie de la *Doppiezza* par Togliatti serait démentie⁴⁰⁷.

Ce constat trop tranché fait en sorte que d'autres aspects pertinents de la campagne électorale de 1948 sont négligés, par exemple l'interaction entre le développement de la stratégie du PCI au fur et à mesure de l'augmentation de l'engagement américain en Italie. De plus, si nous considérons l'infirmité du *Doppiezza*, ce n'est pas une preuve définitive de l'indépendance du PCI dans sa politique nationale et le PCI lui-même n'en avait pas la prétention. À propos de la *Doppiezza*, Togliatti s'exprime ainsi en 1948, quelques mois après les élections et à la suite du schisme entre les communistes yougoslaves et des autres partis du Kominform :

Une deuxième différence est qu'aujourd'hui notre mouvement est bien plus complexe qu'auparavant, bien plus différencié, et plutôt que de parler d'un parti mondial du bolchevisme,

⁴⁰⁵ Attal, *op. cit.*

⁴⁰⁶ Elena Aga-Rossi et Victor Zaslavsky, *Togliatti e Stalin : il PCI e la politica estera staliniana negli archivi di Mosca* (Bologna : Il mulino, 1997), 236.

⁴⁰⁷ *Ibid.* 236.

comme nous le faisons autrefois, nous devons aujourd'hui parler d'un front unique de forces différentes qui, cependant, vont dans la même direction. Les partis dans les pays où le socialisme a déjà triomphé (l'Union soviétique) ; les pays de nouvelle démocratie dans lesquels les partis communistes, ayant réussi grâce à ces circonstances historiques et politiques particulières à avoir en tout ou en partie l'exercice du pouvoir ; les partis communistes qui, comme le nôtre, sont sortis de la période où ils n'étaient que des sectes ou des organisations restreintes de propagandistes, souvent persécutés et obligés de se cacher, et qui sont devenus de grands partis de masse, qui ont déjà essayé de s'approcher du pouvoir, qui ont fait partie de gouvernements, et qui ont derrière eux un très grand soutien de masse⁴⁰⁸.

Nous pouvons constater ici que Togliatti reconnaît une certaine hiérarchie, mais également une sorte de vocation différente des partis communistes. Il explique également en détail comment son parti devrait fonctionner à l'intérieur de ce front commun, dans lequel l'URSS devrait conserver un rôle de guide, et les objectifs ultimes du front.

D'où vient l'unité de ces mouvements ? Cela vient du fait que ces forces vont dans la même direction, c'est-à-dire dans le sens de la lutte qui en résulte contre l'impérialisme, contre le capitalisme, tout d'abord contre les forces les plus réactionnaires et la construction d'une société socialiste. Ce sont notre front uni et le Bureau d'information formé entre les partis communistes qui sont la première forme d'organisation que nous avons réussi à donner à ce front uni⁴⁰⁹.

Il y a donc l'objectif commun de la lutte contre l'impérialisme, contre le capitalisme et la construction d'une société socialiste. L'autonomie du PCI serait plutôt dans ce troisième projet puisque les luttes contre le capitalisme et surtout l'impérialisme sont liées au caractère international du socialisme, tandis que la construction du socialisme varie selon le contexte de chaque parti dans chaque pays. Néanmoins, cette autonomie ne remet pas en question la présence d'un parti guide, plus expérimenté qui servirait de modèle pouvant éclairer certains débats et prises de position. Ce cas de figure est bien expliqué par Togliatti.

⁴⁰⁸ « Una seconda differenza è che oggi il nostro movimento è molto più complesso di prima, molto più differenziato ,e più che parlare di un partito mondiale del bolscevismo, come parlavamo una volta, oggi si deve parlare di un fronte unico di forze differenti che però si muovono nella stessa direzione e precisamente: partiti dei paesi dove il socialismo ha già trionfato (Unione Sovietica) ; paesi di nuova democrazia nei quali i partiti comunisti, riusciti per quelle particolari circostanze storiche e politiche ad avere in tutto o in parte l'esercizio del potere, sono delle forze dirigenti di quei paesi ; i partiti comunisti che, come il nostro, sono usciti dal periodo in cui erano soltanto delle sette o delle organizzazioni ristrette di propagandisti molte volte perseguitati e costretti alla clandestinità, e sono diventati dei grandi partiti di massa, i quali hanno già cercato di avvicinarsi al potere, hanno fatto parte di governi, hanno dietro a sé un'adesione grandissima, di massa ». *Intervento conclusivo a una riunione sulla propaganda*, octobre 1948, Patrimonio dell'archivio storico del Senato della Repubblica, Fondi Federati, Archivio fondazione Gramsci, Palmiro Togliatti, 1 Carte Botteghe Oscure, 4 Partito comunista italiano, Unité 7, « Discorsi. Stenogrammi », 17.

⁴⁰⁹ *Ibid.*

Dans ce front uni, il est clair qu'il doit y avoir une force avec un rôle de premier plan et [...] que cette force dirigeante n'appartienne pas seulement au parti qui a accumulé la plus grande expérience internationale, théorique, pratique, politique, économique et diplomatique [...], mais c'est dans le pays [l'Union soviétique] où le parti est le plus dominant ; et si l'on veut aller dans la direction du socialisme, on ne peut pas rejeter ce guide, cette direction.

Mais cela ne signifie pas – comme j'ai entendu certains camarades le dire – que les autres partis ou d'autres pays n'ont pas d'indépendance et dépendent de l'Union soviétique ; ce n'est pas vrai. Les autres partis ont leur indépendance ; en effet, la lutte pour l'indépendance de ces pays est essentielle à la lutte démocratique et socialiste que nous menons dans le moment historique actuel, dans la période actuelle de développement de la société capitaliste, et les partis constitués dans ces pays ont un degré d'autonomie bien supérieur aux relations qui existaient entre les partis communistes [...] à l'époque de l'Internationale communiste. Il y a donc une indépendance des pays et une autonomie des partis, mais cela ne contredit pas la fonction directrice du parti au pouvoir dans le pays du socialisme, car ce pays est lui-même intéressé à défendre l'indépendance des peuples de ces pays⁴¹⁰.

Certes, sur certains dossiers, comme nous l'avons vu dans le précédent chapitre, le Kominform est plus strict mais, en règle générale, Moscou n'impose pas une ligne claire et rigide aux communistes de l'Europe occidentale. Justement, Togliatti essaie de tirer son épingle du jeu pour la construction d'une société socialiste dans le contexte italien, tout en considérant l'Union soviétique comme guide et modèle du front socialiste international. Cette situation s'avère donc complexe et reste à être étudiée en profondeur par l'historiographie.

Dans leur démonstration que la *Doppiezza* n'est qu'un mythe, Aga-Rossi et Slavasky analysent principalement la voie insurrectionnelle comme méthode pour la prise de pouvoir. Les deux historiens concluent que le PCI ne s'engage pas dans cette voie du

⁴¹⁰ « In questo fronte unico è evidente che vi deve essere una forza con un ruolo dirigente e [...] perché questa forza dirigente debba spettare non soltanto a quel partito il quale ha accumulato la maggiore esperienza internazionale, teorica, pratica, politica, economica e diplomatica [...], ma spetta al paese dove questo partito è il partito dominante; e se ci si vuol muovere nella direzione del socialismo non si può respingere questa guida, questa direzione.

Ma questo non vuol dire - come ho sentito dire ad alcuni compagni - che gli altri partiti o gli altri paesi non abbiano un'indipendenza e che dipendono dall'Unione Sovietica ; ciò non è vero. Gli altri partiti hanno la loro indipendenza; anzi, la lotta per l'indipendenza di questi paesi è essenziale alla lotta democratica e socialista che noi conduciamo nell'attuale momento storico, nell'attuale periodo di sviluppo della società capitalistica ed i partiti costituiti in questi paesi hanno un grado di autonomia molto superiore a quella che erano i rapporti che esistevano fra i partiti comunisti [...] al tempo dell'Internazionale comunista. Vi è quindi un'indipendenza dei paesi et un autonomia dei partiti, ma ciò non è in contraddizione con la funzione di guida che ha il partito che è al potere nel paese del socialismo perché questo paese è interessato esso stesso alla difesa dell'indipendenza dei popoli di questi paesi », *ibid.*

fait que Moscou ne la prévoyait pas dans sa stratégie⁴¹¹. Comme déjà mentionné, Togliatti avait repoussé l'option révolutionnaire sans nécessairement l'écarter définitivement. Toutefois, nous verrons que Pietro Secchia était plus enclin à ce type d'action politique plus radicale. Par conséquent, il serait incorrect d'affirmer que le PCI a tout simplement écarté l'option insurrectionnelle sur ordre de Moscou puisqu'à l'intérieur même du parti italien, l'idée était moins arrêtée que l'on peut croire.

Le voyage de Secchia à Moscou de décembre 1947 met en relief cette complexité. Pendant la rencontre, Secchia remet clairement en question certaines décisions de Togliatti. Il conteste par exemple l'interprétation que le secrétaire avait donnée de la timide réaction à l'éviction du gouvernement, qui se limitait à des contestations verbales à travers la presse. Selon Togliatti, cette réaction modérée augmenta le prestige du PCI dans certains cercles sociaux se voyant rassurés que le PCI n'ose s'aventurer dans quelque aventure insurrectionnelle⁴¹². Secchia lui-même n'est pas clair à propos de l'éventualité d'une insurrection. Dans ses mémoires, il confie que ses critiques portaient sur les modalités avec lesquelles le PCI avait géré les jours suivant l'exclusion, et non strictement sur le refus de l'insurrection.

Ce raisonnement n'est pas correct, car il ne s'agissait pas de donner le signal de l'insurrection, mais d'organiser une grande mobilisation du peuple avant même que nous soyons exclus du gouvernement. De l'organisation à la réalisation de l'insurrection, il faut beaucoup de temps. Nous nous sommes fait éjecter du gouvernement sans une grande manifestation de masse, sans appeler à une grève de vingt-quatre ou quarante-huit heures⁴¹³.

Il faut également nuancer les formulations « insurrection » ou « lutte », souvent employées comme synonymes pour indiquer une possible prise de pouvoir par des méthodes violentes. Secchia explique à Staline que pendant la campagne électorale, le PCI devra intensifier ses activités. Selon Secchia, le parti a combattu pour réaliser des réformes

⁴¹¹ Elena Aga-Rossi et Victor Zaslavsky, « The Soviet Union and the Italian Communist Party, 1944–8 », dans *The Soviet Union and Europe in the Cold War, 1943–53*, Francesca Gori et Silvio Pons, ed. (London : Palgrave Macmillan UK, 1996), 174-175.

⁴¹² Pietro Secchia, *Archivio Pietro Secchia: 1945-1973*, Enzo Collotti, ed., Annali (Bologna : Istituto Giangiacomo Feltrinelli, 1979), 423. Dans les archives de Pietro Secchia on ne trouve pas le compte-rendu de la rencontre avec Staline mais plutôt ses réflexions personnelles.

⁴¹³ « Questo giudizio non è esatto perché non si trattava di dare la parola d'ordine dell'insurrezione, ma di organizzare una grande mobilitazione di popolo prima ancora che fossimo esclusi dal governo. Dal non fare nulla al fare l'insurrezione ci corre. Ci siamo fatti mettere fuori dal governo senza una grande protesta di massa, senza proclamare uno sciopero di di ventiquattro o quarantotto ore », *ibid.*

structurelles pour la paix et pour les libertés, mais cette bataille ne pouvait pas se limiter au Parlement, elle devait également avoir lieu à l'extérieur, à travers une lutte plus globale⁴¹⁴.

L'historien Alessandro Brogi affirme que Jdanov « venait de dissuader Pietro Secchia, le nouveau vice-secrétaire militant du PCI, de déclencher une insurrection armée à moins d'être provoqués par l'adversaire⁴¹⁵. » Or, nous ne pouvons pas considérer que la voie insurrectionnelle de prise de pouvoir constituait l'unique option de Secchia puisque, comme nous avons vu, il avait déjà dénoncé une faible mobilisation, et ce, même pour ce qui est de l'organisation de grèves. Aga-Rossi et Zaslavsky évoquent l'option d'une insurrection armée, mais seulement dans certaines circonstances très particulières. Les rencontres entre Secchia et Staline ou entre Togliatti et Kostylev démontrent que cette option serait retenue dans le cas d'un déroulement anormal des élections (des provocations ou l'annulation des élections sont évoquées). Cependant, Togliatti et Secchia s'entendent pour dire que ce processus décisionnel est tributaire du contexte italien.

La situation dans laquelle nous nous trouvons est déterminée par deux éléments fondamentaux : la lutte de classe très aiguë qui se déroule dans notre pays et la lutte internationale qui se déroule entre les forces de la liberté et du socialisme et les forces impérialistes réactionnaires⁴¹⁶.

Ainsi, la particularité italienne doit être confrontée à ce deuxième élément souligné par Secchia. L'engagement des « forces impérialistes réactionnaires », c'est-à-dire les États-Unis, entraînerait le PCI à moduler et adapter sa stratégie dans la campagne électorale. Ceci n'est pas banal, car pendant la compétition électorale Washington s'engagera de manière directe dans les affaires politiques italiennes.

⁴¹⁴ *Ibid.*

⁴¹⁵ « Zhdanov had just dissuaded Pietro Secchia, the militant new vice secretary of the PCI, from starting an armed insurrection unless provoked by the adversary », Alessandro Brogi, *Confronting America, The Cold War between the United States and the Communists in France and Italy* (Chapel Hill : Univ of North Carolina Press, 2011), 95.

⁴¹⁶ « La situazione nella quale ci troviamo è determinata da due elementi fondamentali : la lotta acutissima di classe che si svolge nel nostro paese e la lotta internazionale che si svolge tra le forze della libertà e del socialismo e delle forze reazionarie imperialiste », Secchia, *op. cit.*, 424.

Deux enjeux sont à surveiller. Le premier est la capacité du PCI à élaborer une politique intérieure crédible et efficace, sur des thèmes concrets visant à l'amélioration des conditions de vie des Italiens. Le deuxième concerne l'adaptation du PCI aux influences extérieures, non seulement à propos de ses relations avec le PCUS, mais également en lien avec l'engagement massif des Américains contre le mouvement communiste dans ces élections. Cette acclimatation ne sera pas de tout repos puisque le danger de se faire entraîner dans des polémiques à propos d'enjeux internationaux au détriment des thèmes nationaux qui colorent les débats politiques italiens durant le printemps 1948 est bien réel.

1.2 L'utilisation des questions internationales pendant la campagne électorale

Durant la campagne électorale, Washington et Moscou s'emploient à l'instrumentalisation de deux enjeux controversés qui n'avaient pas été réglés lors du traité de paix signé par l'Italie et les puissances victorieuses de la Seconde Guerre mondiale : la question de Trieste et l'enjeu des anciennes colonies italiennes⁴¹⁷. Pour ce second enjeu, l'article 23 du traité de paix imposait le retrait de l'Italie du continent africain⁴¹⁸. Non sans risque, le gouvernement italien tente de négocier une « administration fiduciaire » sur les anciennes colonies italiennes⁴¹⁹, en sachant que certains intérêts italiens n'étaient pas convergents avec des objectifs stratégiques britanniques. Ce cas de figure permet ainsi au PCI d'utiliser à son avantage un élément de politique étrangère lors de la campagne électorale. Les dirigeants du parti communiste promeuvent ainsi la position bienveillante de l'Union soviétique sur les anciennes colonies et dénoncent les intérêts anglo-saxons qui étaient, sur ce dossier, contraires aux intérêts italiens. L'URSS prend position directement en déclarant son appui aux requêtes italiennes par l'entremise d'une note officielle adressée

⁴¹⁷ Pour une vision générale des enjeux des colonies italiennes dans l'après-Deuxième Guerre mondiale, voir Saul Kelly, *Cold War in the desert : Britain, the United States and the Italian colonies, 1945-52* (Houndmills : Palgrave Macmillan, 2000).

⁴¹⁸ Nicola Labanca, « Chapitre VIII. Italie sans colonies, mémoire des colonies », dans *Outre-mer : Histoire de l'expansion coloniale italienne* (Grenoble : UGA Éditions, 2014), [livre électronique],

⁴¹⁹ Pour examiner en détail les requêtes du gouvernement sur ses anciennes colonies et les rapports de la Commission d'enquête des quatre puissances dans les anciennes colonies italiennes, voir « Documenti presentati dal Governo italiano al Consiglio dei Ministri degli Esteri sulla questione delle antiche Colonie italiane e "Rapports de la Commission d'enquête des quatre puissances dans les anciennes colonies italiennes" », *Rivista di Studi Politici Internazionali* 15, 3/4 (1948), <http://www.jstor.org/stable/43784783>.

à l'ambassadeur italien à Moscou Mario Brosio par le vice-ministre des Affaires étrangères Valeria Alexandrovich Zorin⁴²⁰.

Pour ce qui est des États-Unis, leur position est délicate, car Washington ne veut pas ternir son image en Italie. L'historien Gianluigi Rossi explique que les analyses américaines sur les colonies italiennes se font sous le prisme de la Guerre froide, donc dans l'optique d'un axe anglo-américain⁴²¹. Il ne faut pas oublier que les résultats électoraux sont toujours incertains et il n'est pas garanti que l'Italie restera liée au bloc occidental. Ainsi, le PCI pourra tirer son épingle du jeu en dénonçant l'impérialisme anglo-américain pour augmenter son propre prestige, tout en améliorant l'image de l'Union soviétique en lui conférant le rôle d'ardente défenderesse de la paix contre les mainmises de l'impérialisme occidental.

Rossi explique également que la proposition de Moscou est une tentative d'aider le *Fronte* pendant la campagne électorale⁴²². C'est un aspect à prendre en compte, mais ce n'est pas le seul, comme le démontre la correspondance entre l'ambassadeur Brosio et le ministre des Affaires étrangères Sforza. Selon Brosio, la position soviétique s'explique par le fait que deux autres options sont discutées : un mandat accordé à la Grande-Bretagne ou une forme d'indépendance fictive. Si la première est irrecevable pour Moscou, la deuxième

⁴²⁰ Le texte de la note est le suivant : « En mai 1946, le gouvernement soviétique a proposé au Conseil des ministres des Affaires étrangères que toutes les anciennes colonies italiennes en Afrique, c'est-à-dire la Libye, l'Érythrée et la Somalie, soient placées sous la protection de l'Italie pour une durée déterminée raisonnable. Toutefois, cette proposition n'a pas été soutenue par les autres ministres des affaires étrangères de l'époque, de sorte que cette question n'a pas été résolue dans le traité de paix avec l'Italie. Le gouvernement soviétique estime nécessaire d'informer le gouvernement italien que le point de vue susmentionné du gouvernement soviétique concernant le sort des anciennes colonies italiennes reste en vigueur. » (Governo sovietico nel maggio 1946 propone al Consiglio ministri esteri tra- smettere tutte ex colonie italiane in Africa, ossia Libia, Eritrea e Somalia italiana sotto tutela italiana per un ragionevole termine fisso. Tuttavia, tale proposta in quel momento non ebbe appoggio da parte altri ministri esteri, ed in tal modo questa questione non ricevette soluzione nel trattato pace con Italia. Governo so- vietico ritiene necessario portare a conoscenza Governo italiano che punto vista Governo sovietico sopra esposto a proposito sorte ex colonie italiane rimane in vigore - Traduit par l'auteur), L'ambasciatore a Mosca, Brosio a Sforza, 14 février 1948, *DDI*, Decima serie : 1943-1948, Volume VII (15 décembre 1947- 7 mai 1948), Ministero per degli Affari Esteri, Liberia dello Stato, Roma, Document 267.

⁴²¹ Gianluigi Rossi, « La Libia nel mediterraneo, 1943-1951: interessi delle potenze, indipendenza e questione dell'unità », *Africa: Rivista trimestrale di studi e documentazione dell'Istituto italiano per l'Africa e l'Oriente* 63, 2 (2008) : 345-346, <http://www.jstor.org/stable/25734511>.

⁴²² Gianluigi Rossi, « Trieste e Colonie alla vigilia delle elezioni italiane del 18 aprile 1948 », *Rivista di Studi Politici Internazionali* 46, 182, (1979) : 205, <http://www.jstor.org/stable/42734363>.

ne garantit pas que les anciennes colonies ne deviendront pas des satellites anglo-américains⁴²³. Par conséquent, l'option italienne est la plus acceptable pour Moscou, et ce, même advenant le cas d'un gouvernement italien dont le *Fronte* ne ferait pas partie.

Cela ne signifie pas que le PCI ne saisit pas l'ampleur des enjeux des anciennes colonies avant l'engagement soviétique. Des troubles en janvier 1948 touchent l'ancienne colonie de la Somalie, administrée par la Grande-Bretagne depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale⁴²⁴. Des affrontements entre Somaliens et Italiens dégénèrent à Mogadiscio, faisant 66 victimes, dont 52 sont italiennes. Or, des exécutions et des actes de lynchage sont perpétrés sous les yeux des Britanniques et parfois avec la participation de la Gendarmerie sous leur contrôle⁴²⁵. Au-delà des considérations sur la responsabilité du massacre, le PCI présente l'évènement comme emblématique de la volonté anglo-saxonne de tirer avantage des anciennes possessions coloniales italiennes. Umberto Terracini, le président de l'Assemblée constituante, commente ainsi le 14 janvier 1948 les évènements de Mogadiscio :

C'est vraiment un triste commentaire sur les mots souvent prononcés de liberté et d'indépendance des peuples, voir cette bagarre d'États déjà saturés de domination et de pouvoir. Cette lutte se fait autour de terres qui, déjà florissantes de travail pacifique, pourraient, si jamais, du triste sort de la guerre être orientées non pas vers une nouvelle domination ou une nouvelle oppression, mais vers une vie pacifique en solidarité fraternelle avec tous les peuples, parmi lesquels le premier est le peuple italien⁴²⁶.

Même si le ton de Terracini est mesuré en ses qualités de président de l'Assemblée, il dépeint tout de même les positions du *Fronte* sur la question coloniale. Il dénonce l'impérialisme (toutefois de manière implicite, « cette bagarre d'État déjà saturée de domination et de pouvoir ») et il promeut le « trusteeship » italien en soutenant le caractère

⁴²³ Brosio a Sforza, 16 février 1948, *DDI*, Decima serie, Volume VII, Document 275

⁴²⁴ Pour avoir un portrait général de l'action coloniale italienne en Somalie, voir Michele Pandolfo, « La Somalia coloniale : una storia ai margini della memoria italiana », *Diacronie. Studi di Storia Contemporanea* 14, 2 (2013).

⁴²⁵ Giampaolo Calchi Novati, « Gli incidenti di Mogadiscio del gennaio 1948: rapporti italo-inglesi e nazionalismo somalo », *Africa: Rivista trimestrale di studi e documentazione dell'Istituto italiano per l'Africa e l'Oriente* 35, 3/4 (1980) : 329-332, <http://www.jstor.org/stable/40759402>.

⁴²⁶ « È veramente un triste commento, alle parole tante volte conclamate di libertà e di indipendenza dei popoli questo azzuffarsi di stati già saturi di dominio e di potenza, intorno a terre che, fatte già florenti da un pacifico lavoro, potrebbero, se mai, dalla triste sorte di una guerra essere avviate non già verso un nuovo dominio od una nuova oppressione, ma a una vita pacifica nella fraterna solidarietà con tutti i popoli, primo fra quali quello italiano. », (traduit par l'auteur), « Per l'eccidio di Mogadiscio », *Assemblea costituente, CCCL, Seduta di Mercoledì 14 janvier 1948*, 3666.

bienveillant d'un possible mandat à l'Italie. Cette rhétorique modérée, donc possiblement mal interprétée, est reprise de manière plus radicale dans les pages de *L'Unità* la même journée : « 42 [I]taliens et 11 [I]ndigènes tués par les mensonges anglais en Somalie⁴²⁷. »

Ces attaques du PCI visent l'impérialisme britannique, mais également le gouvernement italien « incapable de jouer un rôle dans l'engrenage global politique et diplomatique, et évalue la question seulement du point de vue anglais⁴²⁸. » Cette accusation sous-entend une incapacité du gouvernement italien de prendre avantage des divisions et des points de vue divergents des quatre puissances (non seulement de l'URSS, mais aussi de la France). Dans les jours suivants, le PCI entraîne cette polémique sur la question de Mogadiscio et des anciennes colonies à un autre niveau en dénonçant une mainmise anglo-américaine sur les demandes italiennes et l'occupation militaire de la Méditerranée⁴²⁹.

Bien que la déclaration soviétique suggère une aide au *Fronte* dans la campagne électorale, le PCI avait, bien avant cette suggestion, été capable de des avantages en exploitant la situation favorablement. La question est abordée dans les documents diplomatiques américains. L'ambassadeur Dunn décrit ses conversations avec le ministre des Affaires étrangères Carlo Sforza où il est question du rôle joué par le parti communiste.

Il a dit que cette question était devenue d'une importance politique majeure en Italie en raison de l'intérêt généralisé pour les anciennes colonies et qu'elle avait été mise en évidence par l'incident de Mogadiscio dans lequel la vie d'une soixantaine d'Italiens a été perdue. Il a également souligné la manière dont le gouvernement soviétique avait profité du sentiment envers les colonies en annonçant que les Soviétiques étaient favorables à la restauration des anciennes colonies sous la « protection » de l'Italie. Il a dit que cette expression d'attitude combinée à la politique favorable annoncée précédemment par la France était mise à profit par les communistes italiens dans leur campagne contre le gouvernement et contre les Américains et les Britanniques⁴³⁰.

⁴²⁷ Inconnu, « 42 italiani e 12 indigeni uccisi per le mene inglesi nella Somalia », *L'Unità*, 14 janvier 1948, 1.

⁴²⁸ *Ibid.*, 3.

⁴²⁹ Le 18 janvier, le journal *L'Unità* titre : « Plan cynique des bellicistes américains pour subjuguier les peuples de la Méditerranée. Révélations d'un fonctionnaire britannique, la Libye sacrifiée aux intérêts de Londres et de Washington. La flotte anglo-américaine reste dans la Méditerranée », (Piano cinico dei guerrafondai americani per assoggettare i popoli del mediterraneo. Rivelazioni di un funzionario inglese, la Libia sacrificata agli interessi di Londra et Washington. La flotta angloamericana resta nel Mediterraneo – Traduit par l'auteur).

⁴³⁰ Dunn to the Secretary of State, 19 février 1948, *FRUS*, 1948, Western Europe, Volume III, David H. Stauffer, Ralph R. Goodwin, Marvin W. Kranz, Howard McGaw Smyth, Frederick Aandahl et Charles S. Sampson, dir., (Washington : United States Government Printing Office, 1974), Document 556.

Il faut préciser que la déclaration de l'URSS succède à la campagne du PCI contre le gouvernement et contre les Anglo-Américains. Les événements de Mogadiscio en ont été l'élément déclencheur, mais les positions de Washington sur la Libye, en faveur d'une solution pro britannique, l'ont intensifiée. En bref, ces deux événements ont eu lieu avant la déclaration soviétique.

Plusieurs éléments font pression sur Washington pour une prise de position en faveur de l'Italie : l'ambassadeur Dunn⁴³¹, le gouvernement italien⁴³², et même le gouvernement français, sans succès⁴³³. Les États-Unis se trouvent, par conséquent, dans une situation délicate du fait de la propagande du PCI et de la déclaration officielle de l'URSS, mais ils sauront se tirer d'affaire. Effectivement, Washington restera muet avant le Rapport de la Commission d'enquête des quatre puissances dans les anciennes colonies italiennes⁴³⁴ ; ils renvoient ainsi toute discussion à l'été 1948, après les élections italiennes⁴³⁵.

Une fois l'offensive neutralisée, les États-Unis pourront contre-attaquer en essayant de renverser radicalement la situation par l'entremise d'un autre élément resté en suspens dans le traité de paix : la question du statut de Trieste. En pleine campagne électorale, les trois principales puissances occidentales que sont la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis formulent officiellement une demande de restitution de la ville de Trieste à l'Italie. Deux raisons fondamentales expliquent cette requête. Il fallait tout d'abord mettre en échec le PCI, accordé à Moscou à propos de Trieste, en principe favorable à Belgrade. Le contexte avait évolué avec la création, selon les dispositions du traité de paix, du Territoire libre de Trieste, divisé en deux zones : la zone « A », administrée par les Anglo-américains, et la zone « B », administrée par la Yougoslavie en attendant la nomination

⁴³¹ *Ibid.*

⁴³² Tarchiani a Sforza, 18 février 1948, *DDI*, Decima serie, Volume VII, Document 285.

⁴³³ Bidault à Bonnet, 28 février 1948, *DDF*, 1948, Tome I, (1 janvier – 30 juin), (Ministère des Affaires étrangères : Peter-Lang, 2011), 310.

⁴³⁴ Tarchiani a Sforza, 4 mars 1948, *DDI*, Decima serie, Volume VII, Document 381.

⁴³⁵ Kelly, *op. cit.*

d'un Gouverneur général nommé par le Conseil de sécurité de l'ONU⁴³⁶. Cette impasse en l'attente de la nomination offre à Washington l'occasion d'en tirer avantage⁴³⁷.

Deuxièmement, les États-Unis jouent également cette carte pour démontrer que les accusations antiaméricaines du PCI à propos des intérêts italiens ne pouvaient se limiter aux anciennes colonies. Washington est donc prêt à concéder une marge de manœuvre, même limitée, à Rome dans sa propre gestion de sa politique étrangère ; ce n'est que la question des colonies qui gêne les intérêts américains. Bien que la déclaration tripartite à Trieste ne résolve pas la querelle, elle aura pour effet de plaire à l'opinion publique italienne sur la politique étrangère américaine envers Rome⁴³⁸.

Comparativement à l'intervention soviétique sur les colonies italiennes, cette intervention n'est pas seulement attribuable à une initiative américaine. Le gouvernement italien lui-même a attiré l'attention sur les bénéfices qu'une telle déclaration pouvait provoquer durant la campagne électorale. Ce raisonnement est clairement développé au cours d'une rencontre entre l'ambassadeur italien en France, dans laquelle Quaroni confie à Bidault que des avantages ressortiraient de l'initiative pour Trieste. Il insiste notamment pour souligner qu'à ce moment, il serait impossible de s'entendre sur la nomination d'un gouverneur du *Territorio Libero*. Il ajoute que probablement la Yougoslavie proposerait l'assignation de la Zone A à l'Italie (comprenant la ville de Trieste), et que la Zone B serait léguée à la Yougoslavie.

Par conséquent, devant la possibilité d'un refus des États-Unis et de la Grande-Bretagne, les communistes pourraient tirer avantage de la situation en soutenant que l'URSS offrirait Trieste à l'Italie, ce que refuseraient les États-Unis. Selon Quaroni, ce risque est à éviter et il faut anticiper les actions des communistes. Dans cette optique, les

⁴³⁶ Voir dans l'article 21 du Traité de paix de l'Italie et l'annexe VII, *Instrument relatif au régime provisoire du Territoire Libre de Trieste*.

⁴³⁷ Pour une vue d'ensemble sur l'évolution de la stratégie du PCI par rapport à la question de Trieste et des relations avec la Yougoslavie, voir Patrick Karlsen, « Il Pci, il confine orientale e il contesto internazionale (1945-1954) », *Ventunesimo Secolo* 9, 21 (2010), <http://www.jstor.org/stable/23719410>.

⁴³⁸ Après la question des anciennes colonies, les États-Unis doivent éviter que le PCI et l'Union soviétique tirent avantage d'un autre enjeu international et de l'utiliser dans leur propagande. Voir Quaroni a Sforza, 24 février 1948, *DDI*, Decima serie, Volume VII, Document 323.

Occidentaux se déclareraient en faveur du retour du Territoire libre à l'Italie. Dans son rapport, Quaroni explique que Bidault fut extrêmement intéressé par le discours, surtout pour ses retombées potentielles dans la campagne électorale⁴³⁹. Dans les archives, nous pouvons remarquer que les mêmes arguments sont employés envers les États-Unis (par Sforza⁴⁴⁰), mais également envers la Grande-Bretagne⁴⁴¹.

1.3 La contribution de l'ambassade américaine à la défaite des communistes

Les élections tant attendues portent au pouvoir la DC qui récolte 48 % des suffrages contre 31 % pour le *Fronte*. Les deux superpuissances sont intervenues dans la campagne électorale, mais à des degrés différents. L'Union soviétique a offert une aide financière de 600 000\$ au PCI en plus des différents conseils aux communistes italiens sur certains thèmes fondamentaux comme l'insurrection armée que nous venons de décrire ou, bien sûr, l'importance de tirer avantage de situations comme celle des anciennes colonies.

L'intervention américaine est à une tout autre échelle. Quelques jours plus tard, l'ambassadeur Dunn brosse un portrait de l'aide de l'ambassade américaine pour la défaite du *Fronte*. Il explique que depuis six semaines, l'ambassade agissait essentiellement comme un comité politique composé, entre autres, d'un conseiller économique, des attachés militaires et du trésor. Ce comité a été formé « pour examen des dizaines de suggestions provenant de sources extérieures amies et pour proposer des moyens d'encourager, de soutenir et de rendre plus efficace la campagne électorale menée par les partis démocratiques non communistes en Italie⁴⁴². » L'intervention américaine fut variée et totale, rappelle Dunn, car les États-Unis employèrent tous les moyens possibles pour s'assurer d'une réussite. Dunn mentionne, par exemple, des actions américaines sur des dossiers non résolus du traité de paix (Trieste) et émet plusieurs scénarios d'une possible

⁴³⁹ *Ibid.*

⁴⁴⁰ Tarchiani a Sforza, 4 mars 1948, *ibid.*, Document 381.

⁴⁴¹ Il direttore generale degli affari politici Vittorio Zoppi a Sforza, 11 mars 1948, *ibid.*, Allegato au document 417.

⁴⁴² « to consider scores of suggestions from friendly outside sources and initiate and produce suggestions for ways and means to encourage, support and make more effective the electoral campaign being waged by the non-Communist democratic parties in Italy. », Dunn to the Secretary of State, 16 juin 1948, *FRUS*, 1948, Volume III, Document 543.

victoire communiste malgré l'aide américaine en Italie. Il rappelle également l'aide économique que les États-Unis ont mise en place, sous une forme directe comme le programme de secours américain (AUSA), ou indirecte comme le soutien à l'action économique du gouvernement dans le sud du pays et la facilitation des exportations avec l'Allemagne⁴⁴³.

Néanmoins, ce sont les activités politiques mentionnées par Dunn qui sont particulièrement importantes, car elles donnent une idée du degré de l'ingérence américaine dans ces élections italiennes. Plusieurs actions sont recensées : le programme d'envoi de lettres d'Américains d'origine italienne à leurs parents et amis toujours en Italie, des lettres adressées à environ 5 000 bénéficiaires de l'Administration des anciens combattants des États-Unis en Italie les avertissant de l'incertitude de l'envoi des fonds si un régime communiste était élu ; la déclaration de soutien au mouvement socialiste autonome italien de Norman Thomas qui, lorsqu'elle a été reçue, fut largement exploitée par les socialistes indépendants ; et finalement le matériel anticommuniste très utile à la disposition des organisations politiques démocratiques et des journaux⁴⁴⁴.

Du côté culturel et propagandiste, l'ambassade n'a pas lésiné sur les efforts à la fois en favorisant l'image des États-Unis dans les films d'actualités diffusés dans les cinémas ou à travers les témoignages des vedettes d'Hollywood, et par le fait même en salissant l'image de l'Union soviétique à travers, par exemple, la publication en italien de « I Choose Freedom » de Kravchenko ou la distribution du film « Ninotchka », une satire de la vie quotidienne en URSS⁴⁴⁵. Ainsi, l'engagement de l'ambassade américaine dans ces élections italiennes est très évident, à l'image de l'organisation dès le mois de janvier⁴⁴⁶ de ces centaines de milliers de lettres envoyées dans la péninsule, il est indéniable que l'ambassade à Rome devait avoir un soutien indéniable de l'administration américaine dans son ensemble.

⁴⁴³ *Ibid.*

⁴⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁴⁵ *Ibid.*

⁴⁴⁶ The Chargé in Italy Homer M. Byington Jr. to the Secretary of State, 28 janvier 1948, *ibid.*, Document 507.

2 - IL FAUT ÉVITER LES COMMUNISTES À TOUT PRIX : L'ENGAGEMENT DE L'ADMINISTRATION AMÉRICAINE CONTRE LE PCI

Comment en est-on arrivé à un engagement aussi massif des États-Unis ? Nous avons déjà insisté sur la profonde inquiétude du gouvernement américain pendant l'automne 1947 à propos de la situation italienne. Or, nous constaterons dans cette section que le *National Security Council* (NSC) ou la CIA travaillaient constamment sur le dossier italien et étaient prêts à toute éventualité. D'ailleurs, le NSC demanda à la CIA de produire une évaluation du contexte italien sur laquelle le gouvernement américain pourrait mettre en place une stratégie efficace d'endiguement du communisme.

2.1 La doctrine Truman s'étend à l'Italie

Les préoccupations américaines étaient également conjoncturelles par rapport à cette étape transitionnelle que connaissait l'Italie à ce moment. Effectivement, comme nous l'avons brièvement mentionné dans le chapitre précédent, le traité de paix signé par l'Italie et les puissances victorieuses de la Seconde Guerre mondiale prévoyait que les armées étrangères devaient quitter la péninsule en décembre 1947. Ce hasard de calendrier, coïncidant avec les élections italiennes inquiétait l'ambassadeur Dunn, surtout compte tenu du contexte économique et militaire de l'Italie. Le 27 décembre 1947, Dunn était explicite : le gouvernement italien ne pouvait pas s'engager à acheter l'équipement nécessaire à ses forces de police (*Polizia di Stato e Carabinieri*) en raison du bilan économique et en particulier de la « pénurie critique de fonds et de devises étrangères⁴⁴⁷. » Selon Dunn, le gouvernement américain devait trouver une solution à l'impossibilité du gouvernement italien de se procurer toutes les armes nécessaires, puisque l'on « estime que ces articles doivent être immédiatement disponibles pour le gouvernement italien advenant toute tentative de révolution communiste⁴⁴⁸. » Le gouvernement italien proposait de payer uniquement les armes livrées et utilisées tandis que Dunn, même s'il reconnaissait que

⁴⁴⁷ « it appears critical shortage funds and foreign exchange », Dunn to the Secretary of State, 27 décembre 1947, *ibid.*, Document 463.

⁴⁴⁸ « it is felt these items must be available immediately to the Italian Government at the onset of any Communist revolutionary attempt. », *ibid.*,

l'option n'était pas optimale pour des raisons administratives, avançait qu'il « faudrait envisager de déposer dans nos zones occupées en Europe des pièces essentielles d'armes légères, de munitions et d'équipement qui pourraient être rapidement expédiées en Italie en cas de coup d'État communiste⁴⁴⁹. »

Les communications entre l'ambassadeur Dunn et la Maison-Blanche ont continué dans les semaines suivantes. En janvier 1948, le secrétaire d'État Marshall a refusé sa requête en expliquant que les contraintes légales ne pouvaient permettre un tel arrangement. Il fallait, par conséquent, expliquer à De Gasperi qu'il pouvait acheter les équipements nécessaires en les payant tout de suite⁴⁵⁰.

La question a été tranchée de manière plus détaillée à travers un rapport du *State Army Navy Air Force Coordinating Subcommittee*. Au-delà des considérations logistiques qui ne permettraient pas d'acheminer gratuitement les équipements souhaités par le gouvernement italien, il est tout de même important de reconnaître que l'enjeu de la sécurité intérieure italienne est primordial. Il est clairement inscrit dans ce rapport que « l'équipement des forces de sécurité intérieure de l'Italie, afin que le gouvernement italien soit aussi bien préparé que possible à faire face à la menace d'une insurrection armée d'inspiration communiste, est une question d'importance immédiate et primordiale aux intérêts de sécurité des États-Unis⁴⁵¹. » Cet élément est conjoncturel et ne concerne pas nécessairement l'équipement général à long terme de l'Italie. Pour contourner les empêchements, les gouvernements italien et américain devaient obtenir l'approbation à travers leur processus législatif. Le rapport spécifie qu'en « toute hypothèse, la demande d'autorisation législative ne résoudrait pas le problème immédiat de la fourniture de

⁴⁴⁹ « consideration should be given to the depositing of critical items of small arms, ammunition, and equipment in our occupied zones in Europe readily available for rapid shipment to Italy in event of a Communist coup. », *ibid.*

⁴⁵⁰ The Secretary of State to the Embassy in Italy, 12 janvier 1948, *ibid.*, Document 465.

⁴⁵¹ « the equipment of the internal security forces of Italy to ensure that the Italian Government will be as fully as possible prepared to meet the threat of Communist-inspired armed insurrection, is a matter of immediate and paramount importance to the security interests of the United States. », Report by the State Army Navy Air Force Coordinating Subcommittee, 16 janvier 1948, *ibid.*, Document 466.

matériel supplémentaire dans le but d'aider les forces de sécurité italiennes pendant une période cruciale entre janvier et avril⁴⁵². »

Ainsi, le problème de la menace communiste en Italie avant et après les élections nationales doit être étudié de manière autonome. Nous pouvons constater dans les documents diplomatiques américains à quel degré les préoccupations du secrétaire d'État Marshall – et du *National Security Council* en général – transparaissent dans plusieurs analyses sur la situation italienne. Un des principaux documents est le NSC 1/2, qui révisé les conclusions d'un ancien rapport de novembre 1947 (dont nous avons parlé dans les chapitres précédents), le rapport de la CIA du 16 février 1948 sur le contexte italien, et le rapport du NSC du 12 mars 1948 sur la position des États-Unis au sujet de l'éventualité d'une participation des communistes au sein du gouvernement italien par des moyens légaux. Dans le NSC 1/2, la prémisse est claire.

L'objectif fondamental des États-Unis en Italie est d'établir et de maintenir dans ce pays clé des conditions favorables à notre sécurité nationale. La politique américaine actuelle à l'égard de l'Italie comprend des mesures destinées à préserver l'Italie en tant qu'État indépendant et démocratique, ami des États-Unis et capable de participer efficacement à la résistance à l'expansion communiste⁴⁵³.

Ces considérations se basaient sur le postulat que le PCI aurait pris, ou essayé de prendre, le contrôle du pays à la suite des élections nationales. Cette prise du pouvoir aurait pu résulter d'une victoire électorale ou d'une insurrection armée. C'est cette deuxième éventualité qui préoccupait Washington, notamment dans le nord du pays. La Maison-Blanche avait de fortes réserves sur la capacité des forces italiennes à résister, le cas échéant, surtout si le PCI obtenait de l'aide de la France ou de la Yougoslavie. Le rapport

⁴⁵² « In any event the request for legislative authorization would not resolve the immediate problem of furnishing additional equipment for the purpose of providing assistance to the Italian security forces during a crucial period between January and April », *ibid.*

⁴⁵³ « The basic objective of the United States in Italy is to establish and maintain in that key country conditions favorable to our national security. Current US policies toward Italy include measures intended to preserve Italy as an independent, democratic state, friendly to the United States, and capable of effective participation in the resistance to Communist expansion. », *National Security Council Report 1/3 (as Amended), A Report to the President by the National Security Council on The Position of the United States with Respect to Italy In Light of the Possibility of Communist Participation In the Government by Legal Means*, Collection HST-PSF: President's Secretary's Files (Truman Administration), 1945 – 1960, Series: Subject Files, 1945 – 1953, File Unit: National Security Council - Meetings File, 1945-1953: Meetings : 7 : 11 mars 1948.

réitère également l'importance de l'Italie dans la zone méditerranéenne. La conclusion principale du rapport est la suivante :

Les États-Unis devraient utiliser pleinement leur puissance politique, économique et, si nécessaire, militaire, de la manière la plus efficace pour aider à empêcher l'Italie de tomber sous la domination de l'URSS, soit par une attaque armée extérieure, soit par des mouvements communistes dominés par les Soviétiques à l'intérieur de l'Italie, tant que le gouvernement italien légalement élu manifeste sa détermination à s'opposer à une telle agression communiste⁴⁵⁴.

Cela dit, il est primordial d'analyser les solutions proposées par le NSC et les suggestions avancées par les autres ministères directement concernés. Les mesures prévoyaient un soutien alimentaire, économique et militaire à l'Italie⁴⁵⁵, en plus de certaines suggestions pour contrer directement les communistes. Les États-Unis envisageaient notamment de « s'opposer activement à toute propagande communiste en Italie, en utilisant un efficace programme d'information américaine, et à travers tout autres moyens praticables⁴⁵⁶ », en cas d'une prise de pouvoir illégale des communistes. Washington prévoyait de suspendre l'aide dans toutes les zones à domination communiste et se préparait à une requête du gouvernement italien de déployer des forces dans les zones contrôlées par le gouvernement comme signe de soutien en plus d'établir une présence militaire américaine dans la méditerranée⁴⁵⁷. Le NSC recommandait également que les « forces armées américaines ne devraient pas participer à un conflit civil de nature interne en Italie⁴⁵⁸ », mais en réalité l'intervention était envisagée en Sardaigne et en Sicile dans le cas extrême d'une insurrection communiste armée à l'échelle nationale.

[...] avec le consentement du gouvernement italien légal et après consultation avec les Britanniques, en force suffisante pour occuper ces îles contre l'opposition communiste locale dès que la situation indiquera qu'un gouvernement illégal dominé par les communistes contrôlera toute la péninsule italienne. Ce déploiement sera soumis aux décisions des chefs d'état-major interarmées qui détermineront à ce moment-là, s'il est militairement valable. Une telle action nécessiterait une mobilisation partielle⁴⁵⁹.

⁴⁵⁴ « The United States should make full use of its political, economic and, if necessary, military power in such manner as may be found most effective to assist in preventing Italy from falling under the domination of the USSR either through external armed attack or through Soviet-dominated Communist movements within Italy, so long as the legally elected Government of Italy evidences a determination to oppose such Communist aggression. », *ibid.*

⁴⁵⁵ *Ibid.*

⁴⁵⁶ « Actively combatting Communist propaganda in Italy by an effective US information program and by all other practicable means.... », *ibid.*

⁴⁵⁷ *Ibid.*

⁴⁵⁸ *Ibid.*

⁴⁵⁹ « [...] with the consent of the legal Italian government and after consultation with the British, in strength sufficient to occupy those islands against indigenous Communist opposition as soon as the position of the

Les discussions au sein du gouvernement américain et ce rapport de la CIA sur le contexte italien témoignent de l'importance majeure de l'Italie aux yeux de Washington. En effet, les ministères de la Défense et des Affaires étrangères n'ont pas la même vision de la menace communiste et l'intervention en Italie suscite beaucoup de doutes, tout d'abord en ce qui concerne la logistique de l'aide militaire qui n'est pas optimale, étant donné que les armes ne pourraient pas être livrées à temps dans le cas d'une insurrection armée menée par les communistes. Deuxièmement, ces efforts militaires pour l'Italie détourneraient certaines ressources économiques et militaires essentielles pour la Grèce, ce qui est tout de même perçu comme un enjeu plus pressant. Le chef adjoint au secrétaire à la Défense William D. Leahy explique qu'en l'état actuel des choses, une action telle que décrite dans le rapport *The Position of the United States with Respect to Italy* ne pourrait être envisagée qu'à travers une mobilisation partielle, car le prix de l'affaiblissement de la posture états-unienne en Grèce serait trop cher payé, en plus de retarder un programme d'aide similaire à la Turquie. Leahy ajoute qu'il « est nécessaire de prendre une décision au plus haut niveau concernant la priorité à accorder à l'assistance militaire des États-Unis à l'Italie, à la Grèce et à la Turquie pour permettre aux chefs d'état-major interarmées de donner des conseils militaires avisés sur les documents concernant la position des États-Unis à l'égard de ces régions⁴⁶⁰. »

C'est durant l'attente d'une réponse sur la nécessité d'établir des priorités aux différents programmes d'aide que la CIA a produit son rapport⁴⁶¹. Si certains passages reprennent les thèses énoncées dans le NSC 1/2, d'autres considérations sont énoncées. La première concerne l'évaluation de la CIA de l'importance stratégique de l'Italie. Selon l'agence de renseignement,

Communists in Italy indicates that an illegal Communist-dominated government will control all of the peninsula of Italy. Such deployment will be subject to the determination at the time by the Joint Chiefs of Staff that in the prevailing situation it is militarily sound. Such action would require partial mobilization. », *ibid.*

⁴⁶⁰ « There is a need for a decision on the highest level concerning the priority to be accorded United States military assistance to Italy, Greece and Turkey to enable the Joint Chiefs of Staff to give sound military advice on papers concerning the position of the United States with respect to these areas », *ibid.*

⁴⁶¹ *The Current Situation in Italy*, 16 mars 1948, Central Intelligence Agency, Office of Reports and Estimates Report, Number 47/1.

l'Italie a relativement peu de valeur directe pour les États-Unis. Il est expliqué que la faiblesse politique, économique et militaire actuelle et future du pays est telle qu'elle en fait un handicap stratégique plutôt qu'un atout, sauf dans la mesure où son territoire constitue une base d'opérations potentielle. Actuellement, l'importance de l'Italie en termes de sécurité américaine réside dans sa position à la limite de la sphère soviétique et dans l'orientation non communiste et occidentale de son gouvernement⁴⁶².

La CIA insiste toutefois sur l'implication psychologique de la possible « perte » de l'Italie péninsulaire et des îles de Sardaigne et Sicile pour toute l'Europe occidentale, le Moyen-Orient ou la région méditerranéenne. Un autre élément à prendre en compte est « la réussite de la mise en œuvre du programme de relance européen (PRE) [qui dépendrait] dans une certaine mesure de la participation effective des industries et des travailleurs excédentaires italiens⁴⁶³. » Dans son analyse, la CIA décrit le rôle central que les États-Unis auraient dans l'évolution politique intérieure de l'Italie. La victoire des forces anticommunistes est probable, mais loin d'être assurée. La Démocratie chrétienne détient un avantage du fait de certains atouts politiques tels une certaine stabilité de sa majorité parlementaire jusqu'aux élections, une amitié renforcée avec les États-Unis avec les promesses d'aide pour le redressement de l'Italie, son maintien de la loi et l'ordre contre la violence communiste, son positionnement politique centriste et finalement le soutien de l'Église⁴⁶⁴. Néanmoins, ces données, selon la CIA, ne sont pas garantes d'une stabilité politique suivant les élections du fait des différents scénarios envisagés.

La CIA croit probable la victoire de la DC, mais n'écarte pas le scénario que le parti du premier ministre De Gasperi et la coalition socialo-communiste partagent entre 30 % et 40 % des votes. Par conséquent, afin de gouverner, la DC devrait recevoir le soutien des partis de droite et ainsi former une coalition qui tiendrait principalement de la caractéristique commune anticommuniste. Dans une telle situation, la fragilité de cette coalition peut bénéficier au PCI jusqu'aux prochaines élections, après qu'il aurait organisé

⁴⁶² « Italy, however, is of relatively little direct value to the United States. The present and prospective political, economic, and military weakness of the country is such as to render it a strategic liability rather than an asset, except insofar as its territory constitutes a potential base of operations. Currently, the importance of Italy in terms of US security is in its position on the edge of the Soviet sphere and in the non-Communist and Western orientation of its government », *ibid.*

⁴⁶³ « the successful implementation of the European Recovery Program (ERP) depends to some extent upon the effective participation of Italy's industries and surplus workers », *ibid.*

⁴⁶⁴ *Ibid.*

entre-temps une série de grèves, voire une insurrection armée, si cette stratégie était conforme et compatible avec les futurs objectifs stratégiques de Moscou⁴⁶⁵.

Ajoutons que le contexte économique et social de l'Italie rendait indispensable la poursuite de l'engagement américain, puisque le PCI et le PSI pourraient tirer avantage de la détérioration de l'économie et en profiter sur le plan électoral⁴⁶⁶. Effectivement, le contexte évolue dans les semaines suivantes. Une première étape importante est l'expédition immédiate, avec l'autorisation spéciale du Président Truman, vers l'Italie de fournitures non excédentaires requises en raison des récents développements en Europe et de la menace sur les troupes américaines sur place⁴⁶⁷. La deuxième étape, qui peut découler du rapport de la CIA, est le mémorandum du directeur du Bureau aux affaires européennes John D. Hickerson, dans lequel il est fait mention de deux nouvelles importantes : contre toute attente, la livraison des fournitures nécessaires pour l'Italie arriverait à temps pour les élections du 18 avril 1948, mais surtout le fait que l'Italie revêt une importance stratégique considérable par rapport à d'autres pays comme la Grèce ou la Turquie. Hickerson n'est pas d'accord avec les recommandations du secrétaire Forrestal selon qui l'importance de l'Italie est secondaire par rapport à ces deux pays. Hickerson estime plutôt qu'il faut reconnaître que cet enjeu est aussi important que les contextes gréco-turc, iranien, et probablement aussi coréen et chinois. Une échelle de priorité réaliste peut être établie sur la base de l'examen de chaque opération individuelle au sein de chaque programme et par rapport aux capacités américaines toutefois limitées et par rapport à toutes les autres opérations en cours⁴⁶⁸. Ce passage est particulièrement intéressant, car il octroie à l'Italie la même importance stratégique que la Grèce et la Turquie.

2.2 Le rapport du National Security Council et ses implications

⁴⁶⁵ *Ibid.*

⁴⁶⁶ *Ibid.*

⁴⁶⁷ Memorandum by the Executive Secretary, National Security Council Sidney W. Souers to President Truman, 12 février 1948, *FRUS*, 1948, Vol. III, Document 470.

⁴⁶⁸ « It is believed that the equally vital importance of the Greek-Turkish, Italian, Iranian, and probably also Korean and Chinese situations, must be recognized, and that only on the basis of consideration of each individual operation within each program in its relationship to our limited capabilities and in relationship to all other operations can realistic priorities be established », Hickerson to the Secretary of State, 8 mars 1948, *ibid.*, Document 476.

Le NSC semble réceptif aux conclusions des différents rapports, notamment le fait que le *Fronte* puisse remporter les élections. Le 8 mars est élaboré un nouveau rapport sur l'Italie qui marque le durcissement de la stratégie américaine. Le titre est révélateur : « *Position of the United States With Respect to Italy in the Light of the Possibility of Communist Participation in the Government by Legal Means (NSC 1/3)* ». Y sont examinés, d'une part, la stratégie des États-Unis dans l'éventualité que les communistes gagnent les élections et, d'autre part, un certain désaccord par rapport à la priorité stratégique de l'Italie. Ce mémorandum reprend quelques éléments du NSC 1/2 et plusieurs autres du rapport de la CIA. Une idée qui ressort est que les États-Unis estiment que, même dans le cas d'une victoire électorale du *Fronte*, Washington jouirait d'une certaine marge de manœuvre pour renverser la situation. Ainsi, même si « les communistes chercheront à obtenir le contrôle absolu de l'Italie, d'abord en contrôlant les ministères clés, [...] puis en infiltrant discrètement, mais rapidement, les forces armées, la police et l'administration nationale. Ce processus aboutirait à un État policier totalitaire, mais ce résultat ne pourrait pas être atteint du jour au lendemain⁴⁶⁹. » Ce serait durant cette période intérimaire que les États-Unis pourraient renverser la situation.

Malgré le fait que les analyses sur l'obstruction d'une victoire du *Fronte* aux élections étaient similaires à celles déjà énoncées dans le rapport précédent, le point numéro 10 décrit plus en détail les mesures que Washington gagnerait à adopter :

- a) Prendre immédiatement des mesures pour accomplir une mobilisation limitée, y compris toute mesure obligatoire nécessaire, et annoncer cette action comme une indication claire de la détermination des États-Unis à s'opposer à l'agression communiste et à protéger notre sécurité nationale.
- b) Renforcer davantage sa position militaire en Méditerranée.
- c) Entreprendre la planification d'un commandement militaire conjoint avec certaines nations choisies.
- d) Fournir à la résistance italienne anticomuniste une aide financière et militaire.
- e) S'opposer à l'adhésion de l'Italie aux Nations Unies⁴⁷⁰.

⁴⁶⁹ « the Communists would seek absolute control of Italy, first through the control of key ministries, such as those of the Interior, Justice, Communications, and Defense, then through a discreet but rapid infiltration of the armed forces, the police, and the national administration. The end of the process would be a totalitarian police state, but that result could not be accomplished overnight », *Position of the United States With Respect to Italy in the Light of the Possibility of Communist Participation in the Government by Legal Means (NSC 1/3)*, 8 mars 1948, *ibid.*, Document 475.

⁴⁷⁰ « a. Immediately take steps to accomplish a limited mobilization, including any necessary compulsory measures, and announce this action as a clear indication of United States determination to oppose Communist aggression and to protect our national security.
b. Further strengthen its military position in the Mediterranean.

Le premier élément démontre à quel degré l'Italie est dorénavant importante dans la sécurité nationale américaine au point d'invoquer une mobilisation partielle – même si cela ne se produirait pas durant la première année – ainsi que la pertinence du renforcement de la position militaire dans la région méditerranéenne.

Il faudrait également prendre en compte l'hypothèse que le coup de Prague et la prise du pouvoir des communistes ont accentué les inquiétudes au sein de l'administration américaine, là où la Tchécoslovaquie avait les apparences (finalement très superficielles) d'un entre-deux de gauche pas nécessairement aligné sur Moscou. En effet, le directeur du *Policy Planning Staff* George Kennan exprime cette inquiétude dans une communication avec le secrétaire d'État Marshall. Il soutient que les récents événements en Europe (en Tchécoslovaquie) l'ont convaincu qu'une aggravation des relations militaires entre l'URSS et les États-Unis serait une possibilité non plus lointaine. Cette considération rendrait par conséquent la possibilité d'une victoire des communistes en Italie d'autant plus dangereuse, ce qui pousse Kennan à proposer des actions encore plus radicales pour éviter ce scénario à tout prix.

Pour ces raisons, je me demande s'il ne serait pas préférable pour le gouvernement italien de mettre hors la loi le parti communiste et de prendre des mesures énergiques à son égard avant les élections. Les communistes répondraient vraisemblablement par une guerre civile, ce qui nous donnerait des raisons de réoccuper les installations de Foggia ou toute autre infrastructure que nous pourrions juger utile. Il est vrai que cela entraînerait beaucoup de violence et probablement une division militaire de l'Italie ; mais nous approchons de l'échéance et je pense que cela pourrait bien être préférable à une victoire électorale sans effusion de sang, sans opposition de notre part, qui donnerait aux communistes la péninsule entière d'un seul coup et jetterait dans la panique toutes les régions environnantes⁴⁷¹.

Ce message de Kennan est révélateur de la tension palpable et du degré d'importance du contexte italien qui est maintenant vital pour les plus hauts placés de

c. Initiate combined military staff planning with selected nations.

d. Provide the anti-Communist Italian underground with financial and military assistance.

e. Oppose Italian membership in the United Nations », *ibid.*

⁴⁷¹ « For these reasons I question whether it would not be preferable for Italian Government to outlaw Communist Party and take strong action against it before elections. Communists would presumably reply with civil war, which would give us grounds for reoccupation Foggia fields or any other facilities we might wish. This would admittedly result in much violence and probably a military division of Italy; but we are getting close to the deadline and I think it might well be preferable to a bloodless election victory, unopposed by ourselves, which would give the Communists the entire peninsula at one coup and send waves of panic to all surrounding area », Kennan to the Secretary of State, 15 mars 1948, *ibid.*, Document 523.

l'administration américaine. Pourquoi considérer ce passage comme central dans notre étude ? Nous avons mentionné à plusieurs reprises qu'à propos de l'aspect international du PCI, on se réfère systématiquement à sa relation avec le PCUS. Les élections italiennes de 1948 constituent un cas d'étude parfait pour démontrer à quel point les dynamiques internationales influencent clairement la stratégie du PCI non seulement pour ce qui est de ses rapports avec le PCUS, mais également sur la stratégie américaine. D'ailleurs, le PCI, durant la campagne électorale, a développé ce thème à propos de la politique intérieure, concernant l'indépendance nationale et la position dominante et impérialiste que les États-Unis mettent sur pied depuis 1947, selon les communistes. Toutefois, cette ingérence américaine n'est pas une fabulation communiste, puisque l'implication américaine dans les élections italiennes sera au centre du débat électoral.

Examinant la première partie de la campagne électorale, on peut remarquer que les questions abordées par le PCI sont pour majorité liées à la politique nationale. La politique intérieure n'est pas le terrain principal sur lequel est critiquée l'attitude des États-Unis. La dégradation de l'indépendance nationale est plutôt présentée comme étant une conséquence de la politique du gouvernement De Gasperi. Les États-Unis sont néanmoins souvent critiqués comme un danger pour la paix mondiale, surtout par rapport à l'Union soviétique qui est décrite au contraire comme une puissance pacifique⁴⁷². Washington est souvent attaqué dans un amalgame entre les États-Unis et l'Allemagne nazie et dans un récit de la Seconde Guerre mondiale voulant que les Occidentaux aient adhéré aux politiques hitlériennes⁴⁷³. Ainsi, la dimension intérieure domine les thèmes de la campagne électorale durant plusieurs mois. C'est une nécessité réitérée lors d'une réunion conjointe entre les dirigeants du PCI et du PCF en février 1948 dans laquelle il est mentionné ouvertement que « Nenni insiste sur le fait que les questions de politique étrangère "anti-américaine" ne doivent pas prendre le dessus, de sorte que la campagne du Front s'écarte de ses objectifs centraux de politique intérieure »⁴⁷⁴.

⁴⁷² Voir : « Il discorso di Togliatti al II Congresso del PCI », *L'Unità*, 6 janvier 1948, 2.

⁴⁷³ Voir entre autres : « le banche americane finanziarono la preparazione hitleriana alla guerra », *L'Unità*, 12 février 1948, 3 ; « i diplomatici inglesi spingevano la Germania contro l'Unione sovietica », *L'Unità*, 20 février 1948, 3

⁴⁷⁴ Prot 197, point 1, Archivio fondazione Gramsci, Fondo Mosca MF 258.

Cet élément est important à prendre en considération, car l'historiographie a souvent insisté sur la rupture de 1947 et la fondation du Kominform comme étant un point de non-retour. Par exemple, Brogi explique qu'à partir de septembre 1947, en raison des directives du Kominform, les campagnes des PCF-I « manquaient du lien entre patriotisme et promesses économiques et qu'à cause de cela, Dunn déclarait que le communisme était en déclin politique⁴⁷⁵. » Comme nous l'avons vu dans le troisième chapitre, Togliatti, en réalité, semblait déjà prêt pour une série de revendications économiques au moins pour la classe ouvrière.

À propos de la campagne électorale, Brogi soutient que les États-Unis corrigèrent leurs prévisions sur ce probable déclin du communisme⁴⁷⁶. Nous ajouterons qu'une des raisons mentionnées par l'administration américaine pour expliquer ce renversement de tendance révèle que le PCI fut capable de tisser pendant la campagne électorale à nouveau ce lien entre patriotisme et promesses. Washington était conscient que la force électorale du PCI était liée au fait que les communistes et les socialistes étaient les seuls partis au Parlement qui avaient, du moins au début de la campagne, une politique claire sur les enjeux sociaux et nationaux. Effectivement, Dunn mentionne dès janvier 1948 que la gauche prend l'avantage sur plusieurs dossiers de politique intérieure, par exemple à propos de la question du sud du pays (question méridionale) et de l'influence de l'Église catholique⁴⁷⁷. Cette capacité du PCI à établir ce lien (qui semblait brisé à l'automne 1947) est expliquée précisément par Dunn même en février 1948. Il mentionne à propos des possibles développements de la campagne électorale que

la situation est d'autant plus grave qu'aucun parti, à l'exception du « Blocco del Popolo », ne s'est associé, dans l'esprit du peuple, aux réformes fondamentales dont ont besoin de toute urgence les paysans, les ouvriers et la classe populaire des cols blancs, si nombreux dans ce pays, jusqu'à présent, les communistes ont réussi à rendre complètement inefficaces les socialistes dissidents qui devraient représenter le principal espoir du travailleur italien⁴⁷⁸.

⁴⁷⁵ Brogi, *op. cit.*, 96.

⁴⁷⁶ *Ibid.*, 102.

⁴⁷⁷ Dunn to Secretary of State, 12 janvier 1948, *FRUS*, 1948, Volume III, Document 505.

⁴⁷⁸ « The situation is the more serious because no party except the “Blocco del Popolo” has become associated in the mind of the people with the basic reforms urgently required for the peasants, the workers and the humble white collar class so numerous in this country. Up to the present the Communists have been successful in rendering completely ineffective the dissident Socialists who should represent the main hope for the Italian worker », Dunn to Secretary of State, 7 février 1948, *ibid.*, Document 511.

Même si, à leur manière, les États-Unis reconnaissent l'efficacité de la stratégie socialo-communiste au niveau de la politique intérieure italienne, le même commentaire ne peut s'appliquer à propos du PCF.

3 - LE VIRAGE ATLANTISTE DE LA FRANCE ET L'OPPOSITION DU PCF : L'IMPOSSIBILITÉ DE BRISER L'ISOLEMENT POLITIQUE

La situation est complètement différente pour ce qui est du Parti communiste français. Maurice Thorez et les autres dirigeants sont à la marge de la vie politique française et ne sont pas le choix de substitution au gouvernement contrairement aux gaullistes. De plus, à l'inverse du PCI, les communistes français ne peuvent pas s'appuyer sur des partenariats politiques comme les socialistes. Enfin, des élections ne sont pas prévues à moyen terme, ce qui aurait pu relancer l'action politique du PCF. Par conséquent, le PCF s'emploie à critiquer le gouvernement de de Gaulle et la politique américaine. La rhétorique du PCF, même si elle suit les lignes directrices de la Doctrine Jdanov, est insuffisante pour relancer son action politique.

3.1 Une opposition aux marges

Selon les résolutions du bureau politique de janvier 1948, la rhétorique du PCF le condamne à être une force d'opposition, importante certes, mais limitée à ce contexte d'opposition. La critique du gouvernement est systématiquement couplée à une critique de l'impérialisme américain. Les résolutions 1 et 2 en sont de parfaits exemples : le PCF accuse les Américains de l'éviction des communistes des postes responsables dans les assemblées ; il dénonce le fait que l'aide américaine aggraverait la situation des masses laborieuses ; et finalement il effectue un amalgame entre les États-Unis, les hitlériens et les vichystes⁴⁷⁹. Un autre objectif important est l'opposition à l'ingérence américaine et au plan Mayer, en mobilisant les travailleurs, les paysans et la classe moyenne⁴⁸⁰.

⁴⁷⁹ Réunion du secrétariat du 15 janvier 1948, Situation politique, décisions 1 et 2, Archives de la Seine-Saint-Denis, Fond PCF. Fonds de la direction du Parti Communiste Français (1944-1979), Secrétariat de Maurice Thorez (Septembre 1944-17 mai 1964), Secrétariat général, 1948.

⁴⁸⁰ *Ibid.*

Le PCF n'ignore pas nécessairement d'autres enjeux majeurs pour la population française, mais l'insistance sur les thèmes susmentionnés ne suffit pas à inverser la tendance pour un parti réduit à être une force d'opposition considérable, mais isolée. Nous pouvons constater à travers les documents diplomatiques américains que dans la première partie de 1948, les préoccupations de Washington à propos du PCF sont justement liées aux attaques des communistes dirigées contre les États-Unis. Par conséquent, les États-Unis devraient limiter toute action ouverte d'influence américaine qui pourrait être instrumentalisée par le PCF à l'image de l'annonce du plan Mayer et du rapprochement des communistes entre les observateurs américains et les espions⁴⁸¹.

Nous pouvons ainsi remarquer que le PCF ne conduit pas de campagnes ponctuelles sur des thématiques nationales, et que le parti n'essaie pas de tirer profit de situations particulières, comme le pensent les Américains. Effectivement, l'ambassadeur Caffery explique au mois de février que le PCF sera bientôt prêt à tirer avantage d'une augmentation des prix en France ou d'organiser une campagne d'augmentation des salaires⁴⁸². L'élément qui ressort est que le PCF est incapable de réorganiser sa stratégie nationale à grande échelle et ainsi de se relancer comme un potentiel parti de gouvernement. Dans ce cas-ci, il est intéressant d'analyser la lecture de Washington à propos de la victoire de la DC dans les élections italiennes. Bidault affirmait qu'avec la défaite du *Fronte*, la France s'était libérée d'un potentiel danger mortel sur son flanc (la possibilité d'une Italie communiste), et que conséquemment le gouvernement Schuman en était renforcé. Selon Washington, dans le cas d'une victoire communiste en Italie, le général de Gaulle aurait été avantagé, non pas le PCF⁴⁸³.

Il semble évident que le danger communiste en France n'est pas vu comme immédiat, c'est-à-dire que le PCF ne serait pas sur le point d'accéder au pouvoir. Il demeure néanmoins un élément subversif surtout par rapport aux possibles stratégies

⁴⁸¹ Caffery to the Secretary of State, 7 janvier 1948, *FRUS*, 1948, Volume III, Document 376.

⁴⁸² Caffery to the Secretary of State, 14 février 1948, *ibid.*, Document 391.

⁴⁸³ Caffery to the Secretary of State, 21 avril 1948, *ibid.*, Document 398.

soviétiques en Europe occidentale⁴⁸⁴. Cette situation a souvent été interprétée comme un aplatissement des positions du PCF face aux impositions de Moscou. Avec la fondation du Kominform, Thorez et ses collègues se conforment à un certain degré aux directives de la Doctrine Jdanov, mais c'est une explication incomplète de l'incapacité de relancer l'action du PCF en politique intérieure. Il faut également prendre en compte la difficulté du PCF à se trouver des alliés et à se mobiliser efficacement sur différents dossiers de politique intérieure.

Ce cas de figure ne se reproduira pas pour le PCI, comme nous l'avons souligné précédemment. Dans les mois qui suivent, la route du PCF sera encore plus difficile que celle du PCI, non seulement en raison d'une adhésion totale du parti aux intérêts soviétiques, mais également en raison des développements de la position internationale de la France. La formation d'un bloc occidental entre dans une phase décisive en 1948, le pacte de Bruxelles étant la première étape d'un parcours qui mènera à la création l'année suivante du Pacte atlantique qui sera un des éléments sur lesquels le PCF basera sa campagne d'opposition. Conçu comme une sorte d'extension du pacte de Dunkerque antigermanique du Benelux, le Pacte atlantique va progressivement évoluer vers une organisation défensive antisoviétique⁴⁸⁵. Ce sera grâce à la résolution Vanderberg que les États-Unis seront capables de participer à des arrangements de défense collective avec les organisations régionales à l'étranger. Même s'il existe différents points de vue concernant le pays qui fut à la base de ce changement de signification du pacte de Bruxelles, le rôle de la France est indéniable dans l'organisation du bloc atlantique.

3.2 L'opposition à l'atlantisme : une campagne sans possibilités de succès

Le PCF démontre une certaine capacité d'analyse de la situation par rapport à sa réaction au Pacte de Bruxelles. Le 18 mars 1948, *L'Humanité* titrait : « le Pacte des gouvernants contre les peuples a été signé hier à Bruxelles ». Il est pertinent de relever

⁴⁸⁴ Voir par exemple le document suivant : Caffery to Lovett, 30 janvier 1948, *ibid.*, Document 386.

⁴⁸⁵ Émilie Robin Hivert, « », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin* 30, 2 (2009) : 70-71, <https://doi.org/10.3917/bipr.030.0057>, <https://www.cairn.info/revue-bulletin-de-l-institut-pierre-renouvin1-2009-2-page-57.htm>
https://www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=BIPR_030_0057.

l'analyse que les communistes font du Pacte de Bruxelles. Bien que dans les premières pages du journal le vocabulaire et l'argumentaire propres à la Doctrine Jdanov soient employés en mettant de l'avant le militarisme et les méfaits du Plan Marshall, à la troisième page, l'évaluation est plus nuancée. Tout d'abord, *L'Humanité* dénonce le Pacte comme étant un retour à la Sainte-Alliance⁴⁸⁶ et insiste sur une vision messianique du Pacte, surtout en référence à son introduction et à l'article 3⁴⁸⁷.

L'analyse de Pierre Courtade est essentiellement correcte sur plusieurs points. Mise à part la rhétorique sur le rôle du communisme comme vecteur de liberté, Courtade insiste sur le danger pour l'indépendance de la France et associe le « bloc occidental » et le « bloc atlantique » en raison de l'approbation que Truman exprime à propos du Pacte. L'argument du « Pacte atlantique de Bruxelles », selon Courtade, qui prétend être un pacte de défense collective contre l'Allemagne, est absurde puisque celle-ci pourrait éventuellement être admise « à participer à l'organisation de l'Europe sur un pied d'égalité avec les nations qui furent ses victimes ». Le traité est dirigé contre « toute agression, d'où qu'elle vienne », qui cacherait en réalité des visées antisoviétiques⁴⁸⁸. Comme nous le verrons dans les prochains événements, les préoccupations du PCF n'étaient pas exagérées.

Bien que nuancée et structurée, la rhétorique du PCF touche assez peu la population française, émue notamment par la prise de pouvoir des communistes en Tchécoslovaquie⁴⁸⁹. Cet événement à Prague a également alarmé le gouvernement français

⁴⁸⁶ Inconnu, « Le pacte à cinq des gouvernements contre les peuples a été signé hier à Bruxelles », *L'humanité*, 18 mars 1948, 3.

⁴⁸⁷ Dans l'introduction, « A resserrer, dans cet esprit, les liens économiques, sociaux et culturels » et dans l'article 3 « Les Hautes Parties Contractantes associeront leurs efforts pour amener leurs peuples à une compréhension plus approfondie des principes qui sont à la base de leur civilisation commune, et pour développer leurs échanges culturels, » les communistes français voient une reprise de principes de la Sainte-Alliance de 1815.

⁴⁸⁸ Pierre Courtade, « le “Bloc atlantique” contre les peuples », *L'humanité*, 18 mars 1948, 3.

⁴⁸⁹ Sur le sujet spécifique de la politique française face à la Tchécoslovaquie dans l'après Deuxième Guerre mondiale voir Mathieu Allard, « La France face à la soviétisation de l'Europe de l'Est : le cas tchécoslovaque (1944-1948) » dans *Relations internationales et stratégie : De la guerre froide à la guerre contre le terrorisme*, Frédéric Bozo, ed. (Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2005). Par rapport à la question de la construction du bloc de l'est plus en général voir Natalia Egorova, « 13. La formation du bloc de l'Est comme frontière occidentale du système communiste (1947-1955) », et Michail Narinsky, « 10. Le gouvernement soviétique et le problème des frontières de l'URSS (1941-1946) », dans *Frontières du communisme*, Sophie Cœuré et Sabine Dullin, dir. (Paris : La Découverte, 2007).

qui observait quelques similitudes entre la structure du Parti communiste tchécoslovaque et le PCF. Les dirigeants français n'écartent pas la possibilité d'une guerre imminente et vont cibler l'Union soviétique comme étant la menace principale à la sécurité nationale.

Mathieu Allard explique que

ce sera la priorité française en 1948-1949, à s'assurer la consolidation de l'engagement des États-Unis dans la sécurité de l'Europe occidentale. Après le coup de Prague, la soviétisation politique de l'Europe de l'Est était achevée. Alors qu'un véritable système européen de sécurité était en train de s'édifier, la France qui achève alors son entrée en guerre froide, se résigne, avec déchirement, à considérer ces pays comme de fidèles satellites de Moscou, donc des ennemis potentiels⁴⁹⁰.

Le coup de Prague est donc une des raisons pour lesquelles le gouvernement français décide de s'engager dans le Traité de Bruxelles et il est instrumentalisé pour alarmer la population et justifier les engagements politiques et militaires que la France mettra en place dans les mois suivants. Ce qui s'avère encore plus significatif est le fait que ce Traité de Bruxelles sera un élément très efficace pour contrecarrer les protestations du PCF dans la construction du bloc atlantique. Le changement d'attitude de Bidault sur ce sujet est clair. Dans ses rencontres avec l'ambassadeur Quaroni, il s'inquiète du résultat électoral italien et de ses répercussions en France. Selon cette optique, le PCF est vu comme un potentiel instrument soviétique pour la prise du pouvoir en France, sans exclure le danger direct qui pourrait venir de Moscou.

Les États-Unis ne partagent pas les mêmes inquiétudes que le gouvernement français. En revanche, ils cantonnent le PCF à un outil de la politique étrangère soviétique. Un rapport de la CIA montre en effet la perception du PCF comme un jouet pouvant être sacrifié dans la stratégie d'expansion communiste ou même pour la cause italienne. Dans le cas d'une tentative de prise du pouvoir du PCI et d'une éventuelle guerre civile qui en découlerait, la CIA affirme :

En cas de guerre civile en Italie, cependant, ils seraient probablement appelés à faire preuve de la plus grande capacité de perturbation par des grèves, des désordres et des sabotages. Cette politique aurait pour but d'empêcher l'intervention occidentale en Italie en neutralisant la France et en détournant le Royaume-Uni et les États-Unis, même au sacrifice du Parti communiste français. Le gouvernement français pourrait éventuellement supprimer les

⁴⁹⁰ Allard, *op. cit.*

communistes français, mais entretemps, les communistes auraient gagné la guerre civile italienne et l'économie de la France aurait été sérieusement endommagée⁴⁹¹.

De son côté, le PCF n'a pas les capacités d'empêcher ce repositionnement du gouvernement français vers une alliance atlantique puisque son isolement politique ne peut être brisé. On aurait pu imaginer, surtout connaissant les positions du général de Gaulle sur l'OTAN durant la 5^e République, que le PCF aurait pu faire front commun avec les gaullistes sur ce sujet. En réalité, la position de De Gaulle sur l'alliance atlantique à l'époque était beaucoup plus alignée sur celle du gouvernement. Il avait effectivement salué, avec une certaine désillusion, le Pacte de Bruxelles, car selon lui, « une défense centrée sur Londres n'est pas la défense de l'Europe. Lorsqu'il y aura la guerre, et que les affaires tournent mal sur le continent, la réaction naturelle, inévitable, absolument humaine et nationale de l'Angleterre est de considérer d'abord la défense des Îles britanniques⁴⁹². » L'historien Gaetano Quagliariello rappelle qu'à la fin de 1947, de Gaulle avait approuvé le choix atlantique, sans le remettre en question jusqu'en 1952 avec la tentative de constitution de la CED⁴⁹³. Ainsi, bien que le PCF ait justement observé l'évolution du Pacte de Bruxelles vers la consolidation du bloc atlantique, sa réinsertion dans le débat politique national était bloquée. Effectivement, avec cette Troisième force qui devenait le moteur de l'atlantisme français et européen, et l'autre parti d'opposition, le RPF, qui avait une attitude positive à l'égard du projet, les possibilités du PCF non seulement de s'y opposer, mais même de sortir de l'isolement politique, étaient réduites au minimum.

⁴⁹¹ « In the event of civil war in Italy, however, they would probably be directed to exert their utmost capabilities for disruption through strikes, disorders, and sabotage. This policy would be intended to prevent Western intervention in Italy by neutralizing France and diverting the United Kingdom and the United States, even at the sacrifice of the French Communist Party. The French Government could eventually suppress the French Communists, but meanwhile the Communists would have won the Italian civil war and the economy of France would have been seriously damaged », *Consequences of Communist Accession to Power in Italy by Legal Means*, 17, 5 mars 1948, President's Secretary's Files (Truman Administration), 1945 – 1960, Series: Intelligence Files, 1946 – 1953, File Unit: Central Intelligence Reports File, 1946-1953 : O.R.E [Office of Reports and Estimates]: 1948 : 6-15 [6, 7, 9-15 : January 13-August 3], Item : Central Intelligence Agency, Office of Reports and Estimates Report, Number 6-48

⁴⁹² Maurice Vaïsse, « Le général de Gaulle et la défense de l'Europe, 1947-1958 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps* Faire et refaire les armées - Penser et repenser les défenses, René Girault, dir. 29 (1992) : 5.

⁴⁹³ Gaetano Quagliariello, « Prospettiva atlantica e prospettiva europea nel pensiero e nell'azione di Charles de Gaulle », dans *Atlantismo e europeismo*, Piero Craveri et Gaetano Quagliariello, dir. (Soveria Mannelli : Rubbentino, 2003). 107-110.

CONCLUSION

L'année 1948 marque une différenciation de la tendance entre le PCF et le PCI. Les élections italiennes, avec un engagement massif des États-Unis pour écarter le risque de toute victoire communiste, dénotent une bonne capacité du PCI d'adaptation de la propagande. Tout au cours de la compétition électorale, le PCI fait attention à ne pas concentrer toute son action sur la situation internationale. Les États-Unis s'alarment de la capacité du *Fronte* de se mobiliser sur certains thèmes de politique intérieure. En même temps les communistes sont capables d'utiliser certains thèmes internationaux, notamment le destin des anciennes colonies italiennes, pour souligner les limites et les manques du gouvernement De Gasperi.

Les communistes français de leur côté se révèlent moins efficaces dans l'élaboration de leur propagande. Pris dans leur isolement politique et devant l'accélération de l'intégration de la France dans le bloc occidental, la rhétorique du PCF sera plus encadrée dans la doctrine Jdanov, et moins effective par rapport aux thèmes de politique intérieure.

Nous analyserons dans le prochain chapitre le processus d'adhésion de l'Italie et de la France au Pacte atlantique ainsi que l'élaboration d'une opposition des PCF-I. La défaite électorale du PCI ne réduira pas l'importance du parti dans sa bataille conjointe avec le PCF contre le Pacte atlantique. Au contraire, la campagne du PCI entrainera les autres forces politiques vers un profond débat sur le choix atlantique. Il s'avérera difficile de justifier pour Rome d'adhérer à un bloc où géographiquement les intérêts italiens sont très minces. Le contexte est différent pour la France qui craint l'influence des communistes. Ainsi, le gouvernement français et Bidault voudront justifier le Pacte atlantique comme un outil primordial pour assurer la sécurité nationale du pays. Ce ne sera pas qu'une question de sécurité nationale. Paris voudra également garantir l'équilibre européen par l'élargissement de l'alliance au-delà des limites géographiques des débuts.

Dans ce contexte, le PCF, même s'il emploie quelques arguments pertinents qui se vérifieront plusieurs mois plus tard, n'influencera pas la politique du gouvernement français. Toutefois, nous allons tout de même aborder l'expérience dans l'opposition du

PCF. Plusieurs thèmes à propos de l'opposition au Pacte atlantique seront synthétisés, précisés et recontextualisés au cours de la campagne contre la CED, dans un contexte politique profondément changé et avec un résultat complètement différent.

CHAPITRE V – S’OPPOSER AU PACTE ATLANTIQUE. ENTRE RETOMBÉES NATIONALES ET CAMPAGNE POUR LA PAIX

Nous analyserons dans ce chapitre l’opposition des partis communistes français et italiens (PCF-I) au Pacte atlantique, de 1949 à 1951. Plusieurs études scientifiques ont abordé cette problématique, notamment en ce qui concerne le PCI, mais très souvent dans un contexte plus général⁴⁹⁴. Dans ce chapitre, nous nous attarderons plutôt à expliquer les différents contextes dans lesquels les deux campagnes d’opposition des PCF-I se sont développées, tout en analysant les variables nationales et internationales qui influenceront l’efficacité, ou l’inefficacité, de ces campagnes.

Les deux partis opèrent dorénavant dans un contexte plus organisé et institutionnalisé que dans le passé, surtout pour ce qui est de l’influence du Kominform. Effectivement, du fait de la création du Mouvement des partisans pour la paix (MPP), les bureaux d’information des partis communistes ont maintenant une structure dans laquelle encadrer et coordonner leur action. Organisation à portée internationale, le MPP est le fruit du Congrès mondial des intellectuels pour la paix qui s’est tenu à Wrocław en août 1948⁴⁹⁵. Cette organisation remplit deux fonctions : elle doit tout d’abord faire sortir de leur isolement les communistes en essayant de tisser les liens avec d’autres forces politiques, tout en prenant en considération des objectifs qui vont au-delà des frontières nationales. L’opposition au Pacte atlantique sera donc promue et développée à l’intérieur de ce cadre organisationnel et sera l’une des composantes d’une campagne plus globale, celle de la promotion de la paix⁴⁹⁶.

⁴⁹⁴ À propos de l’opposition du PCI, voir : Andrea Guiso, *La colomba e la spada : "lotta per la pace" e antiamericanismo nella politica del Partito comunista italiano (1949-1954)*, (Soveria Mannelli : Rubbettino, 2006).

⁴⁹⁵ Pierre Milza, « Les mouvements pacifistes et les guerres froides depuis 1947 » (Les Internationales et le problème de la guerre au XXe siècle. Actes du colloque de Rome, Rome, Publications de l’École française de Rome, 1987), 266.

⁴⁹⁶ Pour avoir un cadre général de l’action du PCF dans la lutte pour la paix dans les premières années de la guerre froide, voir : Yves Santamaria, *Le parti de l’ennemi ? : Le Parti communiste français dans la lutte pour la paix (1947-1958)* (Paris : Armand Colin, 2006).

Toutefois, le fait que les deux partis communistes agiront à l'intérieur d'un cadre plus institutionnalisé ne signifie pas forcément que leurs campagnes d'opposition seront identiques. Nous verrons que leur opposition au Pacte atlantique générera des impacts différents en raison tout d'abord des contextes politiques français et italien qui diffèrent, des structures et organisations de chaque campagne et des éléments imposés par l'Union soviétique. Finalement, les stratégies propagandistes des PCF-I diffèrent largement sur le plan tant de la forme que du fond.

1 - LES PCF-I ET LA LUTTE AU PACTE ATLANTIQUE : DES CONTEXTES NATIONAUX PROFONDÉMENT DIFFÉRENTS

Le parti communiste français rencontrera quelques difficultés à élaborer une stratégie efficace dans l'opposition au Pacte atlantique. En effet, Thorez et ses collègues auront tendance à suivre méticuleusement les directives soviétiques, ce qui compliquera la tâche de trouver un compromis entre la prise en compte des enjeux nationaux et internationaux. Par conséquent, la stratégie du PCF manque de clarté dès le début, non pas seulement en réaction au déroulement de la campagne pour la Paix. Le PCF ne réussira ni à mobiliser totalement le parti dans cette cause commune ni à employer une rhétorique dénonciatrice efficace, tout cela dans un contexte politique où le PCF est en déclin et peine à conserver un capital de sympathie dans le pays.

La campagne d'opposition au Pacte atlantique devait donc se développer également sur le plan « international ». En soi, cela n'aurait pas dû être un désavantage pour le PCF s'il s'était montré apte à trouver un compromis entre la lutte internationale et le contexte intérieur. Cependant, l'approche de présenter le Pacte atlantique comme un danger antisoviétique, plutôt qu'antinational, s'est avérée très inefficace. Cette approche n'a pu offrir quelque espoir au PCF de modifier l'équilibre politique défavorable ou, au minimum, de trouver de potentiels alliés dans cette campagne.

1.1 Le Pacte atlantique entre défense nationale et défense de l'Union soviétique. Un compromis difficile pour le PCF

Durant les mois précédant les négociations du Pacte atlantique, l'opposition du PCF n'était pas encore encadrée à l'intérieur du MPP. Marginalisé au Parlement, le PCF cherche à briser son isolement politique à travers la voie associative. C'est en 1948 que naît sous l'impulsion du PCF l'association *Combattants de la paix et de la liberté*, qui rassemble dans ses rangs notamment des personnalités non communistes, issues de la Résistance, de la gauche chrétienne et des progressistes⁴⁹⁷. Entre 1948 et 1949, cette association dépassera la dimension nationale française pour devenir une organisation à l'échelle mondiale ayant pour objectif premier, sous l'impulsion soviétique, la lutte pour la paix. Cette évolution fera en sorte que la propagande du PCF et de la section française des Partisans de la paix se concentrera sur des enjeux internationaux dans le cadre de la doctrine Jdanov, plutôt que sur des questions proprement nationales.

Avant le lancement de la campagne de la Paix, l'opposition à la formation du bloc atlantique s'articule autour de deux thèmes fondamentaux, déjà bien présents dans la propagande communiste : le réarmement de l'Allemagne d'une part, et les répercussions sociales des dépenses militaires d'autre part. Déjà inquiet en 1948 du réarmement de l'Allemagne occidentale, Maurice Thorez mentionne dans son discours au Comité central que la politique américaine bénéficiera à l'Allemagne de l'Ouest « au détriment des intérêts de la France en matière de sécurité et de réparation »⁴⁹⁸. La majorité des arguments de Thorez quant à l'enjeu de la formation d'un bloc militaire incluant l'Allemagne mené par Washington concernent la défense de l'Union soviétique. Selon le Secrétaire général du PCF, l'admission de l'Allemagne de l'Ouest dans un bloc militaire occidental - offrirait « une espérance de revanche aux vaincus de Stalingrad contre leurs vainqueurs, un rôle aux nazis dans la nouvelle croisade contre l'Union soviétique et les pays de démocratie populaire, une issue qui est la guerre⁴⁹⁹ ! » Cet argument n'est pas un cas isolé : le fait de mettre au-devant de la scène les répercussions négatives pour Moscou de l'entreprise américaine, plutôt qu'envers la France, sera une constante de la stratégie discursive du PCF dans l'opposition du Pacte atlantique sous toutes ses formes.

⁴⁹⁷ Pierre Milza, *op. cit.*, 266.

⁴⁹⁸ « “Le signe de ralliement c'est l'indépendance nationale et la paix” démontre Maurice Thorez », *L'humanité*, 15 avril 1948, 4.

⁴⁹⁹ *Ibid.*

Nous pouvons observer que le PCF applique strictement la doctrine Jdanov dans une opposition dure et systématique contre le bloc impérialiste occidental, selon une perspective géostratégique internationale qui se soucie peu du jeu politique national. Cette stratégie peut paraître curieuse. Environ cinq ans après la Libération, le PCF aurait pu attiser et envenimer les inquiétudes des Français à l'idée que le réarmement de l'Allemagne serait un danger prioritairement pour la France, plutôt que de le mettre dans le contexte de la logique des blocs, de la défense de Moscou et de l'honneur des combattants soviétiques tombés à Stalingrad. L'effet aurait probablement été plus percutant. C'est ainsi une démonstration révélatrice de la priorité accordée à la doctrine Jdanov plutôt qu'aux intérêts proprement nationaux. Cela est d'autant plus vrai quand on analyse le contexte politique national au moment des négociations du Pacte atlantique. En effet, le PCF est à la traîne sur certains dossiers qui traitent notamment des difficiles conditions économiques et sociales dans le pays, ce qui aurait pu potentiellement l'avantager.

Pareille tendance peut s'observer en ce qui concerne les inquiétudes en juillet 1948 de l'ambassadeur Caffery par rapport à une potentielle instabilité du gouvernement Schuman dans ce contexte de forte inflation⁵⁰⁰. Selon lui, il pourrait en résulter d'importantes tensions sociales ou, dans le pire des cas, entraîner la chute du gouvernement puisque les modalités d'intervention dans la crise économique auraient été partagées, et donc il n'y avait pas de consensus sur la manière de résoudre la crise parmi les partis du gouvernement⁵⁰¹. Voilà qui serait un scénario idéal pour le PCF de se réinsérer dans l'arène politique. Étonnamment l'ambassadeur considère les communistes comme un élément d'instabilité, mais qui aurait une signification complètement nouvelle. Selon lui, le PCF exercerait une influence somme toute limitée malgré l'instabilité gouvernementale. Les partis de gouvernement percevraient cette faiblesse pour en tirer profit électoralement advenant le cas de nouvelles élections de l'Assemblée nationale⁵⁰².

⁵⁰⁰ Caffery to the Secretary of State, 19 juin 1948, *FRUS*, 1948, Western Europe, Volume III, David H. Stauffer, Ralph R. Goodwin, Marvin W. Kranz, Howard McGaw Smyth, Frederick Aandahl et Charles S. Sampson, dir., (Washington : United States Government Printing Office, 1974), Document 403.

⁵⁰¹ *Ibid.*

⁵⁰² *Ibid.*

Ainsi, l'épisode des grèves de l'automne 1947⁵⁰³ a visiblement laissé des séquelles pour le PCF, dans sa capacité à rassembler une large frange de la population autour de son projet politique. En plus de sa dialectique prosoviétique, l'action politique des communistes semble peu dynamique. Toutefois, le PCF est tout de même apte à comprendre les problématiques sociopolitiques intérieures et à présenter des solutions plus « nationales » dans la lutte contre l'atlantisme. Par exemple, c'est le cas lors de la chute du gouvernement Schuman pour les crédits militaires le 19 juillet 1948⁵⁰⁴. Les communistes insistent sur ce point précis lors de la chute du gouvernement Schuman puisqu'à la vue des prochaines élections cantonales, les partis de la majorité ne veulent pas accroître le mécontentement de leurs électeurs, ce qui se manifesterait par une perte de votes⁵⁰⁵. Représentatif de la rhétorique communiste habituelle, le député Pierre Villon dénonce le fait que l'on « préfère entendre les conseils de l'homme de Munich⁵⁰⁶ plutôt que les explications du représentant d'un parti qui a la confiance de 6 millions d'électeurs. »⁵⁰⁷ Villon poursuit :

L'importance des crédits militaires tient à la politique générale de misère menée par le gouvernement [...] la politique de défense des privilèges des trusts, politique colonialiste, politique belliciste soumise aux impérialistes américains.
Une politique démocratique et française permettrait de ramener à 200 milliards les dépenses militaires et de préparer l'armée à sa seule mission véritable : défendre le territoire national⁵⁰⁸.

Ainsi, en plus des éléments découlant de la doctrine Jdanov, le PCF veut utiliser à son avantage des éléments de politique intérieure. Dans la prochaine partie de son discours, Villon annonce que le PCF votera contre le gouvernement et qu'il est donc en faveur de l'amendement pour la réduction des dépenses militaires afin de faire chuter le gouvernement.

⁵⁰³ Voir le troisième chapitre.

⁵⁰⁴ Éric Duhamel, « III / La IV^e République en guerre froide, 1947-1954, » dans *Histoire politique de la IV^e République* (Paris : La Découverte, 2000), 46.

⁵⁰⁵ Jean Recanati, « Le gouvernement a démissionné », *L'humanité*, 20 juillet 1948, 1.

⁵⁰⁶ Robert Schuman avait approuvé les accords de Munich en 1938. Marie-Thérèse Bitsch, « Robert Schuman et la paix », *Matériaux pour l'histoire de notre temps* 108, 4 (2012) : 35, <https://doi.org/10.3917/mate.108.0033>, <https://www.cairn.info/revue-materiaux-pour-l-histoire-de-notre-temps-2012-4-page-33.htm>

https://www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=MATE_108_0033.

⁵⁰⁷ Recanati, « Le gouvernement a démissionné », 2

⁵⁰⁸ *Ibid.*

Qu'il s'en aille ce gouvernement avant de faire plus de mal encore avec ses décrets-lois illégaux. Qu'il fasse place à un gouvernement d'Union Démocratique au sein duquel la classe ouvrière et son Parti communiste joueront un rôle déterminant, à un gouvernement français capable de défendre le pain, la paix et la liberté et de rétablir avec l'indépendance nationale les conditions d'une véritable défense nationale.⁵⁰⁹

Le thème de la défense nationale aurait pu constituer naturellement le pilier de la future campagne des communistes contre le Pacte atlantique, mais l'organisation de la lutte pour la paix dans le camp communiste influencera grandement la stratégie du PCF, surtout pour le dossier sensible du réarmement de l'Allemagne qui était censé être un des éléments phares de la campagne anti-atlantique.

En réalité, dès à présent, l'orientation de la campagne s'aligne sur la doctrine Jdanov. La première fois que le Pacte atlantique est mentionné dans une réunion du bureau politique, c'est pour mettre en évidence son caractère antisoviétique : « dénoncer le mensonge de la guerre de défense mis en avant à l'occasion des négociations du Pacte atlantique, pour camoufler les préparatifs d'une guerre d'agression antisoviétique et l'accentuation de la main mise stratégique et militaire des États-Unis sur les pays marshallisés »⁵¹⁰. Cependant, les retombées à l'international du Pacte ne se limiteront pas seulement aux possibles conséquences pour l'Union soviétique. Le contexte italien est souvent cité en exemple pour dénoncer les positions pro-impérialistes du Pape⁵¹¹, pour souligner les divisions au sein de la majorité gouvernementale (par exemple dans le cas du PSLI de Saragat)⁵¹², ou encore pour célébrer l'efficacité de l'action des communistes italiens⁵¹³.

Cette tendance à considérer l'opposition au Pacte sous l'angle international et antisoviétique influencera l'analyse du PCF de la question du réarmement de l'Allemagne occidentale. Les communistes français ont la propension à lier directement, et à raison, la

⁵⁰⁹ *Ibid.*

⁵¹⁰ Réunion du bureau politique du 16 décembre 1948, décision 4. Fonds de la direction du Parti Communiste Français (1944-1979), Secrétariat de Maurice Thorez (Septembre 1944-17 mai 1964), Bureau politique, 1948, https://pandor.u-bourgogne.fr/ead.html?id=FRMSH021_00060

⁵¹¹ Réunion du secrétariat du 14 février 1949, décisions 14, *ibid.*, Secrétariat général, 1949.

⁵¹² Réunion du secrétariat du 7 mars 1949, décision 12, *ibid.*

⁵¹³ Réunion du secrétariat du 14 mars 1949, décision 20. *ibid.*

question allemande et la constitution d'un bloc atlantique. En effet, lors du débat parlementaire de novembre 1948 sur l'accord franco-américain⁵¹⁴, le député communiste Alfred Biscarlet insiste sur l'abandon de la souveraineté française dans plusieurs domaines, en attirant l'attention particulièrement sur le destin de la future RFA.

[L]e souci de l'indépendance nationale vous est complètement étranger. Vous qui avez foulé aux pieds les accords de Potsdam ; vous qui avez conclu le pacte de Bruxelles mettant notre armée et notre pays au service de l'impérialisme américain ; vous, qui avez signé les accords de Londres, abandonnant honteusement notre droit aux réparations et à la sécurité de la France ; vous, qui acceptez la remise de l'arsenal de la Ruhr aux industriels allemands nazis, et qui avez livré notre fer aux Allemands, au mépris de toute notre sécurité ; vous, qui, à la solde des États-Unis, préparez la guerre contre l'Union soviétique et les démocraties populaires oui, vous en êtes là, maintenant. D'abandon en abandon, de trahison en trahison, vous remettez la Ruhr, la Ruhr intacte avec ses mines, avec son industrie sidérurgique, avec son industrie chimique, avec tous ses combinats, vous la remettez aux dirigeants américains et aux dirigeants allemands qui ont partie liée pour le relèvement de l'Allemagne. Les dirigeants américains l'ont maintes fois déclaré : l'Allemagne de l'Ouest, c'est la base même, c'est la pierre angulaire de l'Europe, occidentale et du bloc atlantique, bloc de guerre. Guerre contre l'Union soviétique et les démocraties populaires oui, vous en êtes là, maintenant. D'abandon en abandon, de trahison en trahison, vous remettez la Ruhr, la Ruhr intacte avec ses mines, avec son industrie sidérurgique, avec son industrie chimique, avec tous ses combinats, vous la remettez aux dirigeants américains et aux dirigeants allemands qui ont partie liée pour le relèvement de l'Allemagne⁵¹⁵.

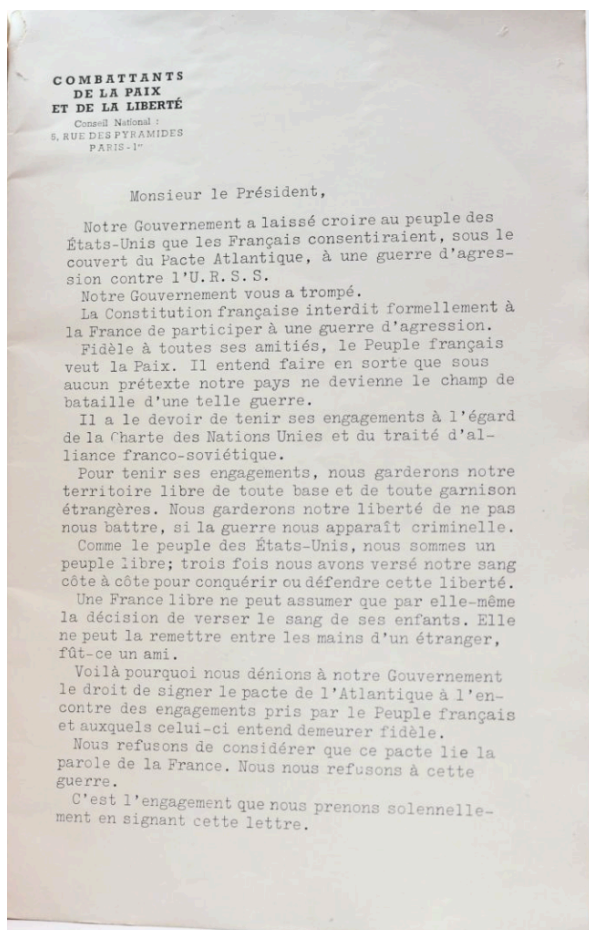
Comme le démontre ce passage, l'opposition à l'accord franco-américain est un mélange de thèmes nationaux et internationaux. Si le rappel au nazisme et la possibilité d'une attaque contre l'URSS font partie de la rhétorique du Kominform, les thèmes de l'indépendance nationale et la question allemande pourraient trouver preneur dans une partie de la classe politique française pourtant éloignée du PCF. La question allemande et la perte de souveraineté nationale reviennent fréquemment, d'autant plus lorsque l'organisation du Pacte atlantique sera concrète ; François Billoux le réaffirme, tout en mettant l'accent sur la question allemande⁵¹⁶. Cette approche des communistes ne sera pas un élément central de la mobilisation lors des prochaines phases de négociations du Pacte ; l'importance sera plutôt sa signature et sa ratification par le gouvernement français.

La critique du Pacte atlantique à l'échelle nationale ne se limite pas qu'à ces deux enjeux : elle sera utile pour démontrer l'impuissance du gouvernement à diminuer la

⁵¹⁴ Le 28 juin 1948 eut lieu la signature de l'accord bilatéral de coopération économique conclu entre le gouvernement de la République française et les États-Unis d'Amérique.

⁵¹⁵ *Journal officiel de la République Française, Assemblée nationale*, N° 140 de 1948, 7226 - Séance N° 252 du 25 novembre 1948

⁵¹⁶ *Ibid.*, N° 158 de 1948, 8288 - Séance N° 290 du 31 décembre 1948



La lettre au président Truman, Paul Eluard, Frédéric Joliot-Curie et Vercors (Jean Bruller), <https://www.edition-originale.com/fr/litterature/editions-originales/eluard-la-lettre-au-president-truman-1949-74168>

pression fiscale sur la population française, et pour insister sur les conséquences des engagements financiers qui découleraient du Pacte⁵¹⁷. Adressée directement au président américain, la lettre de *Combattants pour la paix et de la liberté* réaffirme le droit de la France de décider pour elle-même, mais les raisons principales du refus du Pacte s'expliquent par son caractère antisoviétique, comme le démontre le document suivant.

Toujours en mars 1949, le discours du PCF sur le Pacte atlantique reprend les thèmes de l'augmentation des dépenses de guerre, la perte de l'indépendance française au profit des Américains et le caractère antisoviétique de ce « pacte de guerre »⁵¹⁸.

1.2 Le Pacte atlantique dans la campagne pour la paix : un élément parmi les autres

Lors du lancement de la campagne pour la Paix en 1949, l'opposition au Pacte atlantique par les communistes français devient progressivement un argument dilué parmi d'autres, contrairement à la stratégie du Parti communiste italien par exemple. Effectivement, dans les réunions du BP et du secrétariat, la discussion sur le Pacte atlantique s'oriente vers une analyse internationale. Le Pacte en lui-même est mentionné explicitement après sa signature, alors qu'avant il était plutôt question d'une dénonciation

⁵¹⁷ *Ibid.*

⁵¹⁸ Documentaire Au service de la paix - 50 ans d'histoire, film réalisé à l'occasion des élections cantonales des 20 et 27 mars 1949, Ciné-archives, fond audiovisuel du PCF, Mouvement ouvrier et démocratique, <https://www.cinearchives.org/catalogue-d-exploitation-au-service-de-la-paix-494-155-0-1.html?ref=b2642f1d2b163c1853eca903478fc9e5>, 00 : 17 : 30 – 00 : 19 : 38.

de l'impérialisme américain et des propos belliqueux des pays occidentaux, tout en présentant les PC et l'Union soviétique comme les garants de la paix⁵¹⁹.

Le bloc atlantique est perçu comme un outil pour la préparation de la guerre⁵²⁰, dans un contexte où le PCF organise une rencontre à propos de la campagne, plus générale, en faveur de la paix. Néanmoins, les Américains s'en inquiètent. En date du 3 mars 1949, l'ambassadeur Caffery souligne que le discours de Maurice Thorez du 6 février a intensifié la propagande communiste en faveur de la paix. Alarmé par cette situation, l'ambassadeur alerte le président du Conseil français à ce sujet en lui demandant si son gouvernement a prévu des mesures concrètes pour contrer la campagne communiste et limiter l'influence du PCF⁵²¹. Caffery essaie d'influencer le gouvernement français sur l'organisation de la campagne et insiste surtout sur les effets que l'absence d'une réponse efficace pourrait avoir en France, mettant également en relief l'aspect international de la campagne.

Le Département sait que la campagne actuelle n'est pas limitée à la France, mais qu'elle est menée par tous les partis communistes. [...] L'ambassade estime que, à moins d'un effort énergique et compétent de la part du gouvernement actuel, l'appel émotionnel de la campagne de paix aura des effets de grande portée et très perturbants sur l'opinion française, non seulement sur le plan de la politique intérieure, mais aussi en ce qui concerne le Pacte atlantique, le programme d'aide militaire proposé, la politique étrangère américaine en général et le rôle du gouvernement français actuel dans les affaires étrangères⁵²².

Les Américains appréhendaient que la campagne pour la Paix ait pu influencer significativement l'opinion publique française sur l'adhésion au Pacte atlantique. Si tel avait été le cas, l'opinion publique aurait remis en question la politique étrangère dans sa globalité et non seulement à propos du Pacte. Toutefois, contrairement à l'Italie, la possibilité pour le PCF d'influencer le gouvernement dans son choix à l'adhésion est pratiquement nulle. Non seulement de Gaulle lui-même y est favorable, mais pour la France

⁵¹⁹ Voir par exemple les décisions 1,2 et 3 de la Réunion du bureau politique du 5 novembre 1948, Fonds de la direction du Parti Communiste Français (1944-1979), Secrétariat de Maurice Thorez (Septembre 1944-17 mai 1964), Bureau politique, 1948.

⁵²⁰ Décision 4, Réunion du bureau politique du 16 décembre 1948, *ibid*.

⁵²¹ Caffery to Secretary of State, 3 mars 1949, Foreign Relations of the United States, 1949, Western Europe, Volume IV, Editors: David H. Stauffer, Frederick Aandahl, Charles S. Sampson, Howard McGaw Smyth et Joan Ellen Corbett, United States Government Printing Office, Washington, 1974.

⁵²² « As Department aware current campaign not limited to France but carried out by all Communist parties. [...] Embassy feels that short of energetic and able effort by present government, emotional appeal of peace campaign will have far-reaching and highly unsettling effects on French opinion not only on internal political level but with regard to Atlantic Pact, proposed military aid program, US foreign policy in general, and role in foreign affairs of present French Government. », *ibid*.

ce Pacte pourrait constituer le pilier de son système de défense. Le gouvernement français est ambitieux : la France pourrait être « le point de gravité de l’alliance »⁵²³, sa sécurité serait garantie à travers une défense commune qui éviterait une alliance dominée par les Anglo-Saxons. Comme l’historienne Raflik-Grenouilleau l’explique :

Il s’agit d’obtenir la couverture de l’Afrique du Nord, mais sans permettre d’ingérence américaine dans cette zone. Il s’agit d’intégrer la défense occidentale, mais sans renoncer à la souveraineté nationale. Il s’agit de se battre en Allemagne, mais sans les Allemands⁵²⁴.

Ainsi, le gouvernement tenterait de trouver un équilibre entre sa sécurité (et une influence américaine accrue qui en découle) et la préservation des intérêts stratégiques de la France, deux objectifs plutôt difficiles à concilier. L’enjeu le plus délicat, donc exploitable par le PCF, demeure celui du réarmement de l’Allemagne⁵²⁵. Au sein de l’arène politique française, la marge de manœuvre du PCF pour un succès dans l’opposition à l’OTAN est très mince, mais cela ne nous empêchera pas d’analyser et d’évaluer l’efficacité et la cohérence de leur campagne.

1.3 Le contexte national italien

La situation est complètement différente en Italie. Malgré le fait que le pays ne serait pas un pilier du Pacte atlantique, sa participation n’est pas du tout certaine⁵²⁶. Pendant le processus des négociations durant la deuxième moitié de 1948, la position de Rome s’avère ambiguë. Comme nous l’avons indiqué dans le précédent chapitre, avec les élections de 1948 l’Italie venait d’ancrer définitivement son appartenance au bloc occidental. Mais le résultat électoral n’assurera pas un soutien indéfectible du gouvernement de Rome puisque plusieurs gouvernements, des futurs alliés, n’étaient pas

⁵²³ Jenny Raflik-Grenouilleau, « La IVe République et l’OTAN : fidélité à l’Alliance ou revendications nationales ? », *Bulletin de l’Institut Pierre Renouvin* 30, 2 (2009), <https://doi.org/10.3917/bipr.030.0077>, <https://www.cairn.info/revue-bulletin-de-l-institut-pierre-renouvin1-2009-2-page-77.htm> https://www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=BIPR_030_0077, : 79-80.

⁵²⁴ *Ibid.*, 80.

⁵²⁵ *Ibid.*, 84-86.

⁵²⁶ Pour avoir un cadre plus complet du processus de formation de l’OTAN, voir Lawrence S Kaplan, *NATO 1948 : The Birth of the Transatlantic Alliance* (Lanham : Rowman & Littlefield Publishers, 2007).

favorables à la participation italienne dans le contexte d'un système de sécurité collective, européen, ou atlantique⁵²⁷.

C'est important d'insister sur ce point puisque les raisons de l'opposition des PCF-I au Pacte atlantique ont souvent été présentées par l'historiographie comme un élément de la campagne pour la paix imposée par le Kominform. C'est indéniable que le Bureau d'information dicte une ligne, mais s'arrêter à ce constat occulte toute nuance par rapport aux contextes nationaux différents et de l'évolution de l'organisation de leurs campagnes sans l'influence directe de Moscou.

Après les élections, le gouvernement italien accélère son processus d'intégration dans le bloc occidental, non sans difficultés. Courtoisement, mais fermement, la Grande-Bretagne manifeste sa réticence à propos de l'adhésion italienne au Pacte de Bruxelles⁵²⁸. Pour Bevin un système informel d'États liés par l'héritage commun de la civilisation occidentale aurait été plus indiqué pour l'Italie qu'un système plus formel. Bevin croyait que le neutralisme était fort en Italie à la suite de la guerre et l'adhésion à tout ce qui pouvait suggérer une alliance militaire donnerait, pensait-il, une arme de propagande précieuse aux communistes⁵²⁹.

Le gouvernement est prudent par rapport au Pacte; il ne prend une décision définitive qu'en janvier 1949 et la requête officielle parvient aux futurs alliés au début du mois de mars⁵³⁰.

⁵²⁷ Pour connaître la position des différents états par rapport à une possible adhésion de l'Italie au Pacte atlantique, voir *Participation by the United States in the North Atlantic Treaty Organization and in Efforts for European Integration ; the Military Assistance Program* (Documents 1-210), Foreign Relations of the United States, 1949, Western Europe, Volume IV.

⁵²⁸ Par exemple, la Grande-Bretagne s'oppose dans un premier temps à l'adhésion italienne au Pacte. C'est seulement en janvier 1949 que le chargé d'affaires américain à Londres, Julius C. Holmes affirme que le sous-secrétaire d'État adjoint du Royaume-Uni, Sir H.M. Gladwin Jebb « m'a donné l'impression qu'il a accepté à contrecœur l'inclusion initiale de l'Italie dans le Pacte atlantique. Jebb était présent et dans une conversation avec lui après l'entretien, il a déclaré que si nous et les Français insistons sur l'Italie, les Britanniques ne résisteront pas » (gave me the impression that he reluctantly agreed to Italy's initial inclusion Atlantic Pact. Jebb was present and in conversation with him following interview he stated that if we and French insist Italy, British will not hold out), The Chargé in the United Kingdom (Holmes) to the Secretary of State, 24 janvier 1949, *ibid.*, Document 33.

⁵²⁹ Martin H. Folly, « Britain and the Issue of Italian Membership of NATO, 1948-49 », *Review of International Studies* 13, 3 (1987), <http://www.jstor.org/stable/20079581> : 180.

⁵³⁰ The Italian Ambassador in the United States (Tarchiani) to the Secretary of State, 1er mars 1949, *ibid.*, Document 78.

Avant la décision, le gouvernement De Gasperi avait ses réserves en raison de différentes opinions au sein même de la majorité, mais également parce qu'il craignait une réaction hostile de l'opinion publique à un tel accord⁵³¹.

Ce n'est que le gouvernement français, et progressivement l'américain, qui est convaincu de la nécessité d'inclure l'Italie dans le bloc atlantique. Les documents diplomatiques américains démontrent que, pour Paris, cette adhésion est primordiale puisqu'il aurait été difficile de justifier à l'opinion publique française que l'Italie n'en fasse pas partie, et cela aurait pu remettre en question la participation de la France elle-même à l'alliance. Bonnet expliquait clairement que « si ce gouvernement devait présenter à l'opinion publique et au Parlement un pacte incluant la Norvège et auquel l'Italie ne serait pas partie, sans parler de la question des départements algériens en plus, alors le gouvernement français devrait reconsidérer sa position en ce qui concerne sa propre participation »⁵³². Au début des négociations, la position américaine est moins claire, mais Washington devient progressivement en faveur de l'adhésion italienne à la suite de la demande du gouvernement de Rome, bien que Truman n'en fût pas convaincu au départ⁵³³.

Pour comprendre la complexité du cas italien, il suffit de constater l'analyse de la problématique qu'en donnait la CIA à l'époque.

L'Italie est un cas périphérique particulièrement difficile. Pour certains des signataires proposés, l'inclusion de l'Italie est considérée comme essentielle non seulement pour une planification satisfaisante de la défense, mais aussi pour ancrer définitivement l'Italie dans l'orbite occidentale. La France soutient actuellement ce point de vue pour des raisons qui sont importantes, avant tout pour sa sécurité. Les États du Benelux n'y trouvent aucun intérêt. Les États-Unis ont tendance à favoriser l'inclusion de l'Italie pour des raisons plus larges. Le Royaume-Uni ne partage pas la conviction américaine quant à l'importance de l'Italie aux premiers abords, mais n'est pas prêt à argumenter sur ce point. Il ne fait guère de doute que l'inclusion de l'Italie aurait tendance à renforcer l'autorité de son gouvernement actuel. Ce

⁵³¹ The Ambassador in Italy (Dunn) to the Secretary of State, 28 septembre 1948, Foreign Relations of the United States, 1948, Western Europe, Volume III, Ed. David H. Stauffer, Ralph R. Goodwin, Marvin W. Kranz, Howard McGaw Smyth, Frederick Aandahl et Charles S. Sampson, United States Government Printing Office, Washington, 1974, Document 167.

⁵³² « If that government had to present to the public and the Parliament a pact including Norway and to which Italy would not be a party, not mentioning the question of the Algerian Departments in addition, then the French Government would have to reconsider its position as far as its own participation was concerned », Minutes of the Fourteenth Meeting of the Washington Exploratory Talks on Security, 3 mars 1949, Foreign Relations of the United States, 1949, Western Europe, Volume IV, Document 79.

⁵³³ Memorandum of Conversation by the Secretary of State, Meeting With the President - Italy and the Atlantic Pact, 28 février 1949, *ibid.*, Document 77.

gouvernement estimerait justifier sa politique d'alignement de l'Italie sur l'Occident. L'opinion majoritaire se rangerait derrière lui et renforcerait sa position politique intérieure. Sa capacité à gérer une minorité communiste militante serait sensiblement accrue⁵³⁴.

Il ne faut pas perdre de vue que le destin de la politique étrangère italienne était toujours incertain à ce moment et que le Parti communiste pouvait efficacement s'opposer à l'adhésion italienne au Pacte atlantique.

2 – LA TROISIÈME CONFÉRENCE DU KOMINFORM : UN BILAN DE L'OPPOSITION AU PACTE ATLANTIQUE DANS LA LUTTE POUR LA PAIX

Les documents d'archives de la troisième conférence du Kominform tenue en novembre 1949 à Matra, en Hongrie, s'avèrent incontournables pour évaluer les différentes stratégies avec lesquelles les PCF-I se sont opposés au Pacte atlantique. Les historiens Gibiansky et Guiso expliquent que la stratégie globale de l'Union soviétique, qui se structure autour des Partisans de la paix, n'a que très peu été modifiée au sortir de cette troisième conférence, les lignes directrices ayant été réitérées. Il est cependant intéressant d'analyser les comptes rendus de la conférence pour comparer les campagnes d'opposition au Pacte que les deux partis ont menées jusqu'en novembre 1949, pour y tracer un premier bilan et pour souligner des ressemblances et différences⁵³⁵.

Même l'historien Alessandro Brogi, qui fait une analyse remarquable de la campagne communiste pour la paix, ne mentionne le Pacte atlantique que comme une étape parmi d'autres, en faisant ressortir plutôt les caractéristiques globales de la lutte pour le

⁵³⁴« Italy is an especially difficult peripheral case. By some of the proposed signatories, the inclusion of Italy is considered essential not only for satisfactory defense planning, but in order to fix Italy finally in the Western orbit. France supports this view at present for reasons that are important primarily to French security. The Benelux states find no value in it. The US tends to favor Italy's inclusion on broader grounds. The UK does not share the US conviction of Italy's importance in the early stages, but is not prepared to argue the point. There is little doubt that Italy's inclusion would tend to increase the authority of its present government. That government would consider its policy of aligning Italy with the West justified. Majority opinion would line up behind it and strengthen its domestic political position. Its capacity to handle a militant Communist minority would be measurably increased », Review of the World Situation, 19 mars 1949, CIA-RDP67-00059A000500080011-6, General CIA Records, 6.

⁵³⁵ Voir Leonid Gibiansky, « The Last Conference of the Kominform », dans *The Cominform : Minutes of the Three Conferences, 1947/1948/1949*, Giuliano Procacci et Grant Mkrtychevich Adibekov, ed. (Bologna : Feltrinelli Editore, 1994), 645-669 et Andrea Guiso, *op. cit.*, 205.

pain et pour la paix des PCF-I, sans s'attarder particulièrement à l'approche différente des deux partis par rapport au Pacte atlantique⁵³⁶.

En 1949, l'essentiel des directives contre le Pacte atlantique émane de Moscou. Dans le discours d'ouverture de la troisième conférence du Kominform de Souslov, les sections sur le Pacte atlantique et le réarmement de l'Allemagne présentent des éléments qui seront repris presque intégralement par Etienne Fajon dans son discours au Comité central le mois suivant. Fajon va même reprendre du discours de Souslov le parallèle entre le pacte « Antikominterm » et le Pacte atlantique⁵³⁷.

2.1 Le PCF : une mobilisation relativement faible

L'élément premier qui attire l'attention est la différente ampleur de la mobilisation par les deux partis communistes. Les communistes français et italiens parlent tous deux d'un effort insuffisant, mais le décalage dans la mobilisation est évident.

Du côté français, nous pouvons constater par le discours de Fajon que l'accent est principalement mis sur la bataille des partisans pour la Paix, sur la nécessité de sortir du sectarisme de parti et sur la dénonciation des mainmises du bloc impérialiste contre l'Union soviétique présentée comme une puissance pacifiste⁵³⁸. La thématique de l'opposition au Pacte est présente dans le discours de Fajon, qui explique ainsi la situation durant la conférence du Kominform :

Le 27 février, le Conseil National des combattants pour la Paix et la Liberté ont envoyé une lettre à Truman déclarant que le peuple français ne se considère pas lié par ce pacte et ne prendra pas part à la guerre que ce pacte prépare. Au 18 mai, un million de signatures avaient été recueillies pour cette lettre, un chiffre qui est certainement insuffisant. Dans les usines, il y avait des démonstrations et de courtes grèves contre le Pacte de l'Atlantique du Nord, au cours desquelles les membres des syndicats chrétiens s'y sont également joints. Les conseils locaux des combattants pour la paix et la liberté ont organisé des manifestations et préparé des lettres et des pétitions à envoyer aux membres du Parlement.

Cependant, l'ampleur de ces actions ne correspondait pas à l'importance du Pacte, qui, malgré la vigoureuse opposition de notre groupe en Parlement, a été ratifiée par l'Assemblée nationale.

⁵³⁶ Alessandro Brogi, *Confronting America, The Cold War between the United States and the Communists in France and Italy* (Chapel Hill: Univ of North Carolina Press, 2011), 122-24.

⁵³⁷ Etienne Fajon, « La Lutte pour la paix, Discours prononcé à la session du comité central de Saint-Denis », 9 décembre 1949, édité par « France Nouvelle », 7.

⁵³⁸ Giuliano Procacci et Grant Mkrtychevich Adibekov, *op. cit.*, 712-715.

Néanmoins, dit le camarade Fajon, lorsque le général américain Bradley est venu à Paris quelques jours après la ratification du Pacte nord-atlantique, il a pu se persuader qu'entre la ratification du Pacte par le Parlement et l'accord des gens pour soutenir une guerre, il y a un énorme fossé⁵³⁹.

Nous pouvons remarquer à quel point l'opposition au Pacte a été limitée, non seulement par la difficulté que représente la collaboration avec les autres groupes d'opposition politique – exception faite pour les membres des syndicats chrétiens dans les usines –, mais aussi par une faible mobilisation au sein du parti avec seulement un million de signatures en soutien de la lettre des Combattants pour la Paix et pour la Liberté. Après sa ratification, l'opposition au Pacte atlantique prendra la forme d'un refus général de la population à soutenir la guerre.

2.2 Le PCI : l'opposition au Pacte atlantique comme pilier de la campagne pour la paix

Dans le cas italien, nous pouvons constater une nette différence de ton et de mobilisation, mais les attentes seront elles aussi différentes. Si, dans le cas du PCF, la description de l'opposition au Pacte atlantique ne se limite qu'au paragraphe cité ci-dessus, dans le cas du PCI, l'opposition est au cœur de l'action du parti. Ceci transparait dans le discours du dirigeant D'Onofrio. Il présente trois moments phares de la lutte pour la défense de la Paix, trois moments qui ont comme point focal le Pacte atlantique : un refus de principe du Pacte au Parlement en mars 1949 ; une pétition contre sa ratification ; et finalement la campagne dédiée au congrès mondial des partisans pour la Paix qui a donné lieu en Italie à l'organisation de plusieurs congrès pour la défense de la Paix avec comme

⁵³⁹ « On 27 February the National Council of Fighters for Peace and Freedom sent a letter to Truman stating that the French people do not consider themselves bound by this pact and will not take part in the war which this pact is preparing. By 18 May one million signatures had been collected for this letter, a number which is certainly inadequate. In the factories there were demonstrations against the North-Atlantic Pact, and short strikes, in which members of the Christian trade-unions also joined. The local councils of the fighters for peace and freedom organized letters, petitions and protests to be sent to members of Parliament. However, the scale of these actions did not correspond to the importance of the North-Atlantic Pact, which, despite the vigorous opposition put up by our group in Parliament, was ratified by the National Assembly. Nevertheless, says Comrade Fajon, when the American General Bradley came to Paris a few days after the North-Atlantic Pact had been ratified, he was able to convince himself that between ratification of the Pact by Parliament and agreement by the people to support a war there is a huge gap. », *ibid.*, 715.

sujet le Pacte atlantique⁵⁴⁰. La mobilisation du PCI était attendue à tous les niveaux, comme l'explique D'Onofrio.

L'opposition s'est âprement battue contre le Pacte et a imposé aux partis au pouvoir des débats qui ont duré environ 70 heures, au cours desquels chaque député des groupes d'opposition a pris la parole, exprimant son attitude négative à l'égard du Pacte. Cette activité vigoureusement poursuivie à la fois au Parlement et sur les places publiques, devant les masses, a rencontré des réponses importantes dans le pays. Nos députés parlementaires et nos orateurs n'ont laissé aucun argument de leurs adversaires sans réponse et ont gardé l'initiative tout au long de la polémique et des débats au Parlement. Dans le même temps, une grande variété de manifestations ont été organisées dans tout le pays : arrêts de travail temporaires ou partiels, grèves, réunions, cortèges de protestation, affrontements avec la police parfois sanglants, etc. Toutes ces actions ont servi principalement à exposer le gouvernement De Gasperi et le Parti chrétien-démocrate devant les larges masses des travailleurs et à les isoler de la population. Au Parlement, les députés et sénateurs appartenant à la majorité au pouvoir ont été contraints, sous la pression de la campagne contre la guerre et contre le Pacte atlantique, de voter contre l'approbation de ce pacte ou de renoncer à la position du gouvernement, ou bien de s'abstenir de voter, et certains d'entre eux ont préféré esquiver le vote en disparaissant de la chambre. Les groupes parlementaires dits bourgeois et libéraux se sont ouvertement opposés au Pacte atlantique. Dans tout le pays, dans les usines et lors des réunions contre la guerre et pour la paix, on pouvait voir des membres de la base des Partis chrétien-démocrate, social-démocrate (Saragatiste) et républicain. Pendant toute la période qui a suivi ces événements, les orateurs du Parti de De Gasperi ont préféré faire leurs discours dans les églises, où ils ont essayé d'expliquer pourquoi ils avaient voté pour le Pacte atlantique, n'osant pas parler devant de grandes masses lors de réunions ou s'engager dans des différends publics avec nous⁵⁴¹.

La citation est longue, mais nécessaire pour distinguer les différences entre la campagne italienne et celle française. En Italie sont abordées des actions coordonnées à l'intérieur et à l'extérieur du Parlement, avec une mobilisation colossale par rapport à la situation française. Il faut dire que les attentes sont proportionnelles aux moyens utilisés ;

⁵⁴⁰ *Ibid.*, 762-765.

⁵⁴¹ « The opposition fought bitterly against the Pact and imposed on the ruling parties debates which lasted about 70 hours, during which every deputy in the opposition groups spoke, voicing his negative attitude to the Pact. This activity vigorously pursued both in Parliament and in the public squares, before the masses, met with important responses in the country. Our Parliamentary deputies and our speakers left no argument of their opponents unanswered and kept the initiative throughout the polemic and the debates in Parliament. At the same time a great variety of demonstrations were organized all over the country: temporary or partial work-stoppages, strikes, meetings, processions of protest, clashes with the police which were sometimes bloody, and so-on. All these actions served primarily to expose the De Gasperi government and the Christian Democratic Party before the broad masses of the working people and isolate them from the population. In Parliament deputies and senators belonging to the ruling majority were forced, under pressure from the campaign against war and against the Atlantic Pact, to vote against approving this pact or renounce the Government's position, or else to abstain from voting, and some of them preferred to dodge the vote by disappearing from the chamber.

Parliamentary groups known as bourgeois and Liberal openly opposed the Atlantic Pact. All over the country, in factories and at meetings against war and for peace, one could see rank-and-file members of the Christian-Democrat, Social-Democratic, (Saragatist) and Republican Parties. During a whole period following these events, speakers from De Gasperi's Party preferred to make their speeches in churches, where they tried to explain why they had voted for the Atlantic Pact, not daring to speak before large masses at meetings or to engage in public disputes with us », *ibid.*, 761-63.

là où le PCF décrit comme « insuffisant » son million de signatures, le PCI considère un « échec », donc pire, les sept millions de signatures recueillies contre le Pacte atlantique !

Cela s'explique également par le contexte politique différent, où le PCI croit avoir de réelles possibilités non seulement de s'opposer efficacement au Pacte, mais même de renverser le gouvernement. En effet, D'Onofrio, en attribuant la responsabilité de l'« échec » au mouvement syndical, au parti socialiste, et dans une certaine mesure au PCI, explique :

Une mobilisation plus active des organisations inférieures de notre Parti, du Parti socialiste, notre allié (qui est très faible sur le plan organisationnel), et d'autres groupes démocratiques aurait pu en réalité rapporter bien plus que les huit millions de voix obtenues aux élections législatives du 18 avril 1948. Cela aurait confronté le gouvernement et l'opinion publique italienne dans son ensemble à un tel front d'opposants à la politique américaine des chrétiens-démocrates qui aurait rendu la survie du gouvernement actuel moralement et politiquement impossible. Et si cela ne s'est pas produit, c'est uniquement parce que le travail organisationnel approprié n'a pas été fait et qu'aucune mobilisation universelle et large de nos alliés naturels n'a été effectuée.⁵⁴²

Il sera question dans la prochaine section des raisons pour lesquelles les campagnes des PCF-I n'ont pas produit les résultats escomptés en tenant compte des nuances des deux contextes politiques intérieurs.

3 - L'OPPOSITION AU PACTE ATLANTIQUE DU PCF : LE DILEMME DU RÉARMEMENT DE L'ALLEMAGNE ET DE LA SÉCURITÉ NATIONALE

La phase entre 1949 et 1951 est chaotique. Le contrôle du Kominform augmente, le PCF tente de constituer un front plus large avec le comité international des partisans de la Paix, mais le parti ne peut réaliser d'ententes parlementaires avec d'autres organisations politiques potentiellement opposées au Pacte. Dans l'action d'opposition, le PCF aurait gagné à jouer la carte de la question du réarmement allemand ; ce sera d'ailleurs la stratégie

⁵⁴² « A more active mobilization of the lower organizations of our Party, of the Socialist Party, our ally (which is very weak organizationally), and of other democratic groups might actually have brought in many more than the eight million votes received in the parliamentary elections of 18 April 1948. This would have faced the Government and Italian public opinion as a whole which such a front of opponents of the Christian-Democrats' American policy as would have made the survival of the present government morally and politically impossible. And if this did not happen, that was only because the appropriate organizational work was not done and no universal, broad mobilization of our natural allies was effected », *ibid.*, 767.

privilegiée lors de la campagne de la CED quelques années plus tard, comme nous allons le voir.

Pourquoi l'entente est-elle impossible entre 1949 et 1951 ? En France, la problématique allemande évolue lentement. Il s'agit d'un enjeu important puisque l'angle choisi par le parti pour présenter la question allemande est directement lié aux possibilités de succès de son opposition. Une rhétorique plus développée sur les retombées nationales pour la France aurait pu donner au PCF quelques possibilités de trouver des alliés.

Cependant, pendant la première phase de l'opposition à l'OTAN, cet élément « national » n'a pas été pas exploité à son plein potentiel par le PCF, et ce, essentiellement pour trois raisons. Premièrement, contrairement à certaines déclarations ou rumeurs, les gouvernements occidentaux n'avaient pas encore émis de déclarations officielles sur la nécessité et l'opportunité de réarmer l'Allemagne. Même si sa réalisation semblait de moins en moins lointaine, il n'y avait pas de certitude que le réarmement aurait eu lieu dans le cadre d'un Pacte atlantique dans lequel les structures militaires étaient encore *in fieri*⁵⁴³. Deuxièmement, la priorité absolue du PCF est accordée à la campagne pour le maintien de la paix, l'opposition au Pacte n'étant qu'un élément parmi d'autres. Dans cette optique, la question allemande s'inscrit dans le cadre du maintien de la paix à l'échelle universelle et est par conséquent présentée sous l'angle soviétique.

Et pour terminer, il ne faut pas négliger que le choix du PCF de présenter son opposition sous l'angle des conséquences pour l'Union soviétique aurait pu être aussi une décision pas seulement imposée par Moscou mais aussi pondérée par le PCF⁵⁴⁴. En effet « la Libération et la victoire sur le nazisme marquent incontestablement l'apogée de l'image

⁵⁴³ L'établissement de structures militaires permanentes sera effectué après la Guerre de Corée. Pour un portrait précis des structures de l'OTAN avant cette guerre, voir Lawrence S Kaplan, *NATO Before the Korean War: April 1949-June 1950* (Kent : Kent State University Press, 2013).

⁵⁴⁴ Pour avoir une cadre plus complète de la représentation de l'URSS faite par le PCF voir Denis Peschanski et Marie-Claire Lavabre, « L'image de l'U.R.S.S. diffusée par le Parti communiste français : soixante ans d'Almanachs », *Revue des études slaves* (1985), https://www.persee.fr/doc/slave_0080-2557_1985_num_57_4_5526;

positive de l'URSS en France⁵⁴⁵ ». Néanmoins, comme le surligne Courtois, depuis le début de la guerre froide et particulièrement à partir de 1949 avec l'affaire Kravchenko, l'image de l'URSS commence à ternir, au moins jusqu'à 1957 quand la politique de Khrouchtchev fait révivifier le mythe soviétique⁵⁴⁶.

3.1 Le réarmement de l'Allemagne : un grave danger pour la France ou pour l'Union soviétique ?

La problématique de la question allemande transparaît clairement à la suite des élections d'août 1949 en RFA qui voient la victoire de Konrad Adenauer et de l'alliance entre les chrétiens et les démocrates. Les résultats sont interprétés par le PCF comme une percée des forces réactionnaires et une étape importante vers une domination américaine de l'Europe. Mise à part la dénonciation de la trahison du gouvernement français sur ce sujet, le PCF s'inquiète notamment de l'échec des accords internationaux : « il n'y a ni désarmement idéologique, ni militaire, ni dénazification, ni réduction du potentiel de guerre, au contraire »⁵⁴⁷. Ainsi, l'argument militaire est mentionné par le PCF, mais n'est pas, pour l'instant, utilisé frontalement comme un élément d'opposition au Pacte.

Il faut prendre en compte qu'en 1949, le PCF n'avait pas nécessairement compris les développements potentiels du Pacte. Effectivement, le responsable de la politique étrangère du parti, Marius Magnien, croyait possible que le Pacte atlantique s'étende à tout le système colonial français, octroyant ainsi à Washington un élargissement substantiel de son influence⁵⁴⁸. Donc, dans les phases initiales du Pacte, ses structures sont toujours

⁵⁴⁵ Stéphane Courtois, « La gauche française et l'image de l'URSS », *Matériaux pour l'histoire de notre temps* (1987), https://www.persee.fr/doc/mat_0769-3206_1987_num_9_1_404001.

⁵⁴⁶ Pour l'affaire Kravchenko voir Liora Israël, « Un procès du Goulag au temps du Goulag ? L'affaire Kravchenko (1949) », *Critique internationale* 36, 3 (2007), <https://doi.org/10.3917/cii.036.0085>, <https://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2007-3-page-85.htm> https://www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=CRII_036_0085;

⁵⁴⁷ Décision 2, Réunion du secrétariat du 16 août 1949, Fonds de la direction du Parti Communiste Français (1944-1979) Fonds de la direction du Parti Communiste Français (1944-1979), Secrétariat de Maurice Thorez (Septembre 1944-17 mai 1964), Secrétariat général, 1949.

⁵⁴⁸ Marius Magnien, *Rapport de Marius Magnien sur le Plan Marshall et le Pacte atlantique en Afrique du Nord*, juillet 1949, Archives du Parti communiste français, Fonds Marius Magnien, 1926-1961, 273 J 3.

incertaines, mais les communistes français supposent que la question allemande jouera un rôle.

Au départ, le secrétariat semble vouloir instrumentaliser la question allemande et ses conséquences dans la politique intérieure française dans la campagne d'opposition au Pacte atlantique. Dans une des décisions du secrétariat de la réunion du 19 avril 1949, quelques jours après la signature du Pacte, il y est inscrit qu'on doit « marquer que les adversaires ne peuvent empêcher l'identification du pacte avec le relèvement de l'Allemagne des trusts »⁵⁴⁹. Cependant, sous l'influence du Kominform et dans l'optique de la lutte pour la paix, le PCF se rattache progressivement au problème allemand surtout par rapport à la situation internationale. Même si à partir de novembre 1949, comme l'explique Étienne Fajon, la question allemande est directement liée au Pacte atlantique, la dimension internationale du problème prend le dessus sur les problématiques nationales françaises.

Nous pouvons déjà le remarquer lors des décisions de mai 1949 quand le secrétaire du PCF insiste sur le caractère impérialiste du Pacte, sur le désengagement pour l'action de la paix, alors qu'aucune référence aux spécificités françaises n'est incluse⁵⁵⁰. L'élément national n'est pas nécessairement absent, mais il est relégué au second plan dans le contexte de la doctrine Jdanov.

Dans un discours de Fajon de décembre 1949, le Pacte atlantique serait selon le PCF la « suite directe du plan Marshall » et son caractère anticomuniste est la « copie fidèle du pacte antikomintern à direction hitlérienne »⁵⁵¹. La dénonciation est forte puisqu'il réagit à un article du journal *Le Monde* du 22 novembre où est reprise cette affirmation : « De même qu'une coalition atlantique sans armes n'est qu'un épouvantail à moineaux, de même elle ne saurait se donner des troupes et des boucliers dans le concours

⁵⁴⁹ Décision 5, Réunion du secrétariat du 19 avril 1949, Fonds de la direction du Parti Communiste Français (1944-1979), Secrétariat de Maurice Thorez (Septembre 1944-17 mai 1964), Secrétariat général, 1949.

⁵⁵⁰ Décisions 2-3, Réunion du secrétariat du 10 mai 1949, *ibid.*

⁵⁵¹ Étienne Fajon, « La Lutte pour la paix, Discours prononcé à la session du comité central de Saint-Denis »

de Germaines »⁵⁵². Ensuite, Fajon se concentre sur la question du réarmement de l'Allemagne de l'Ouest.

Fajon poursuit avec un historique des déclarations américaines invitant à un réarmement allemand, dans lequel nous pouvons noter un aspect important. Dans l'opposition au Pacte atlantique et au réarmement allemand, l'interprétation de Fajon



Georges Rival, Pacte de paix des cinq grands et reconstruction dans une France libre - Pacte Atlantique de guerre et destruction d'une France asservie, COLLECTION D'AFFICHES DU PCF, Cote 89FI\39, Imprimerie spéciale du PCF / Archives du PCF - Archives départementales de la Seine-Saint-Denis, 1949.

découle nettement de la doctrine Jdanov et du discours susmentionné de Souslov à la troisième conférence du Kominform. La lutte contre l'impérialisme et l'attaque contre la puissance pacifiste qu'est l'Union soviétique ont préséance sur les enjeux nationaux des conséquences du réarmement de Bonn⁵⁵³. Effectivement, nous pouvons y lire que « le sens commun indique que la restauration du potentiel militaire allemand et de l'armée nazie est un impératif de la guerre antisoviétique et par conséquent, de la politique des impérialistes américains et anglais⁵⁵⁴. » L'élément national est mentionné, mais plus tard dans le discours pour expliquer brièvement que « pour ne parler que du problème allemand, ils [le gouvernement français] ont renoncé aux réparations et à

toutes garanties de sécurité : ils ont accepté le réarmement de leur nouvelle alliée, l'Allemagne réactionnaire et revancharde de l'Ouest, moyennant quelques réserves et démentis de pure forme destinés à tromper le peuple⁵⁵⁵. » Dans l'analyse iconographique

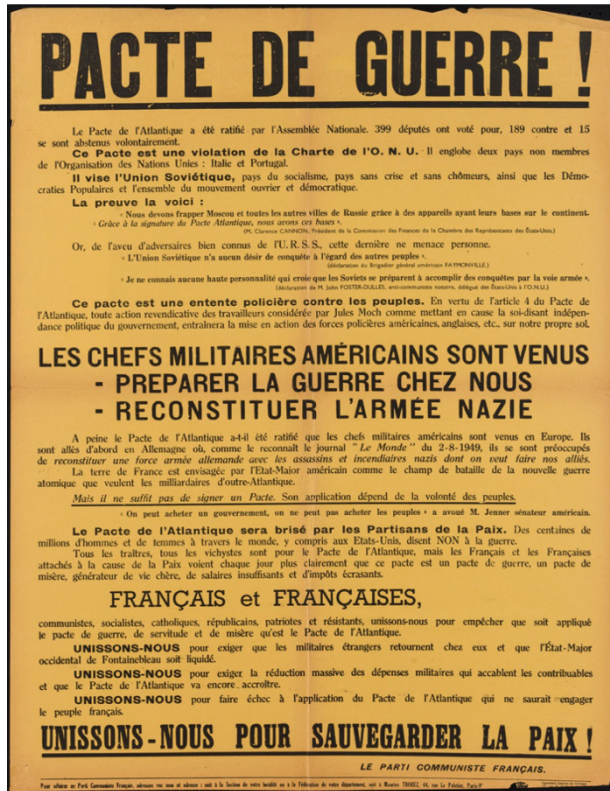
⁵⁵² *Ibid.*

⁵⁵³ *Ibid.*

⁵⁵⁴ *Ibid.*

⁵⁵⁵ *Ibid.*

des affiches, la question nationale est présente, mais l'élément prioritaire est tout de même le contexte international.



Auteur inconnu, Pacte de guerre ! Le pacte atlantique a été ratifié par l'Assemblée nationale, COLLECTION D'AFFICHES DU PCF, 89FI/1797, Imprimerie spéciale du PCF / Archives du PCF - Archives départementales de la Seine-Saint-Denis, 1949.

Cette priorité accordée au contexte international est compréhensible en raison de la phase du Kominform d'alignement sur la politique internationale et en plein développement du réseau mondial de la lutte pour la Paix. Ce contrôle par l'instance soviétique nuit à l'efficacité de la campagne contre l'OTAN, surtout, dans un premier temps, à l'échelle nationale. Dans cette autre affiche, après la ratification du Pacte, les retombées internationales et la possible agression contre l'URSS sont mises de l'avant par rapport à la question du réarmement allemand, qui est mentionnée, mais plus tard dans le texte.

3.2 Une progressive réaffirmation des particularités nationales de la France

De la fin 1949 au début 1951, l'élément national prendra progressivement plus d'importance. La rhétorique sera plus équilibrée entre les conséquences intérieures et extérieures. En effet, dans les décisions du bureau politique et du secrétariat, le réarmement de l'Allemagne est une thèse récurrente. La création des structures militaires de l'OTAN après la Guerre de Corée clarifie l'évolution de l'alliance et provoque l'accélération du processus d'intégration de la RFA dans le bloc atlantique⁵⁵⁶.

⁵⁵⁶ Walter Lafeber, « NATO and the Korean War: A Context », *Diplomatic History* 13, 4 (1989), <http://www.jstor.org/stable/24911792>, 461.

Déjà en 1949, le thème des dépenses militaires liées au Pacte fait en sorte que la rhétorique employée par le PCF prend une dimension nationale pour dénoncer le budget très élevé dédié à ces dépenses qui ne sont pas avantageuses pour la sécurité de la France en raison de la cession de souveraineté en faveur des États-Unis et de l'abandon d'une armée nationale française⁵⁵⁷. Le PCF sera aussi touché par la contre-offensive « psychologique » du gouvernement français qui s'intensifie au début de la Guerre de Corée, quand René Pleven en septembre 1950 se donne comme mandat, avec les représentants politiques des partis du gouvernement, d'étudier « les moyens de réprimer avec la plus extrême sévérité les menées antinationales, et plus particulièrement l'action des communistes étrangers contre la sécurité du pays⁵⁵⁸ ».

Les opinions et requêtes à l'intérieur du bloc atlantique en faveur d'un réarmement de l'Allemagne sont de moins en moins cachées et conséquemment le PCF intensifie son action contre le Pacte. Aux yeux des communistes français, l'OTAN se dote de structures militaires pour pourvoir à son rôle d'agresseur contre l'Union soviétique. Ainsi, il ne fait plus de doute que le réarmement de la RFA sera encadré à l'intérieur de ces nouvelles structures militaires, comme le dénonçait déjà le PCF en mars 1950⁵⁵⁹. Par conséquent, cet argument offre au PCF une dimension qui dépasse le cadre un peu flou de la lutte contre l'impérialisme, du danger pour l'URSS ou pour la campagne pour la paix ; c'est un enjeu conditionnel au contexte national français, Paris étant directement touché par l'éventuel réarmement de Bonn dans le cadre de l'alliance atlantique⁵⁶⁰.

⁵⁵⁷ Décisions 8-9-10, Réunion du bureau politique du 22 décembre 1949, Fonds de la direction du Parti Communiste Français (1944-1979), Secrétariat de Maurice Thorez (Septembre 1944-17 mai 1964), Bureau politique, 1949.

⁵⁵⁸ Marie-Catherine Villatoux, « La lutte contre la subversion en France au tournant des années 1950 », *Inflexions* 14, 2 (2010), <https://doi.org/10.3917/infle.014.0083>, <https://www.cairn.info/revue-inflexions-2010-2-page-83.htm>
https://www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=INFLE_014_0083 : 87-88.

⁵⁵⁹ Décision 20, Réunion du bureau politique du 17 mars 1950, Fonds de la direction du Parti Communiste Français (1944-1979), Secrétariat de Maurice Thorez (Septembre 1944-17 mai 1964), Bureau politique, 1950.

⁵⁶⁰ Pour un portrait complet du processus décisionnel de la France sur la question du réarmement allemand, voir Jacques Bariéty, « La décision de réarmer l'Allemagne, l'échec de la Communauté Européenne de Défense et les accords de Paris du 23 octobre 1954 vus du côté français », *Revue belge de philologie et d'histoire* (1993), https://www.persee.fr/doc/rbph_0035-0818_1993_num_71_2_3883.

Les décisions de la réunion de mai 1950 démontrent que le secrétariat reflète cette nouvelle orientation. Selon Thorez, l'objectif ultime des impérialistes serait de faire la guerre à l'URSS, mais la question du réarmement de l'Allemagne est également dans une optique nationale. Le secrétariat suggère de « tenir compte de l'émotion profonde que crée en France le réarmement de l'Allemagne et y revenir sans cesse », et analyse que les nouveaux engagements militaires liés au Pacte auront « comme résultat d'aggraver la situation industrielle et économique en France⁵⁶¹. » Ce processus est bien entamé en 1951 lorsque le parti se prépare pour une campagne nationale contre le réarmement allemand qui prendra la forme d'une intensification de la lutte contre le Pacte atlantique. L'importance de cette campagne est révélée par plusieurs décisions du bureau politique et du secrétariat dans la première partie de l'année 1951.

3.3 Le Kominform : il faut sacrifier la campagne contre le réarmement de l'Allemagne

C'est à ce moment que l'influence soviétique modifiera substantiellement le tableau. La campagne contre le réarmement allemand est remplacée par une campagne de soutien au pacte à cinq entre les puissances pour le maintien de la paix. C'est l'affaire Marty-Tillon qui a révélé ce processus de changement, lorsque les deux dirigeants du PCF André Marty et Charles Tillon ont été accusés de fractionnisme à l'intérieur du parti⁵⁶². Le cas de Tillon nous intéresse particulièrement puisque dans son accusation de fractionnisme, un des éléments évoqués est celui de l'opposition de Tillon envers le changement de stratégie en 1951 lorsque le PCF, répondant aux directives soviétiques, abandonne la campagne contre le réarmement allemand pour consacrer ses efforts à la campagne pour la paix, en faveur du pacte à cinq. Même s'il reconnaît son erreur, dans son autocritique Tillon

⁵⁶¹ Décisions 3-6, Réunion du secrétariat du 9 mai 1950, Fonds de la direction du Parti Communiste Français (1944-1979), Fonds de la direction du Parti Communiste Français (1944-1979), Secrétariat de Maurice Thorez (Septembre 1944-17 mai 1964), Secrétariat général, 1950.

⁵⁶² Roger Martelli, Jean Vigreux et Serge Wolikow, *Le Parti rouge. Une histoire du PCF (1920-2020)* (Paris : Armand Colin, 2020). <https://www.cairn.info/le-parti-rouge--9782200625887.htm>, 140.

évoque clairement qu'il juge le réarmement allemand comme une problématique trop importante pour être écartée⁵⁶³.

Cette décision du PCF de changer de stratégie représente un mauvais calcul politique. En effet, celui-ci sacrifie une campagne qui suscitait beaucoup d'intérêt au sein de la population française, qui aurait pu relancer le PCF à l'échelle nationale, au profit d'une action politique très générale imposée de l'extérieur.

4 - LE PCI ET LA LUTTE CONTRE LE PACTE ATLANTIQUE : QUELQUES LIMITES

Comme expliqué précédemment, l'opposition du PCI à l'Alliance atlantique était plus articulée et organisée que celle du PCF. Cette efficacité n'était pas seulement attribuable à l'action du PCI, mais également au fait que l'adhésion italienne au Pacte était incertaine jusqu'au dernier moment. Effectivement, les Anglo-Saxons ont évoqué la possibilité d'inclure l'Italie dans un pacte méditerranéen avec les pays de l'Europe du Sud. Du point de vue strictement politique, c'était une éventualité probablement plus acceptable pour la population, mais moins attrayante sur le plan de la sécurité⁵⁶⁴. En outre, l'efficacité de la campagne du PCI ne signifie pas qu'il n'y a pas eu d'erreurs commises, comme le démontrera la gestion des relations avec la Démocratie chrétienne.

4.1 La percée manquée de la Démocratie chrétienne : une conséquence de l'opposition entre les blocs

Le résultat des élections et le contexte de la Guerre froide font en sorte que le PCI et le PSI peuvent influencer la base électorale de la Démocratie chrétienne. Cependant, les deux partis de gauche ne seront pas aussi efficaces dans l'instrumentalisation des divergences entre les différents courants du parti de De Gasperi qui émergent pendant les

⁵⁶³ Première et deuxième autocritique de Ch. Tillon, 14 - 19 octobre 1952, Archives Charles Tillon, CT 35, L'exclusion du BP de 52 ou « L'affaire Marty Tillon », Science PO – Centre d'histoire.

⁵⁶⁴ Guido Formigoni, « La sinistra cattolica italiana e il Patto atlantico (1948-1949) », *Il Politico* 50, 4 (1985), <http://www.jstor.org/stable/43100181> : 645-646.

négociations du Pacte atlantique⁵⁶⁵. Les PCI et PSI tissent des liens avec la base catholique de la DC, mais sans réussir à influencer leurs députés ou sénateurs. Il faut rappeler qu'une minorité catholique dissidente, menée par Ada Alessandrini, avait abandonné la DC avant les élections de 1948⁵⁶⁶.

Le fait que le PCI soit incapable d'influencer les différents courants de la DC s'explique également par certaines erreurs d'évaluation de Togliatti et de ses camarades. Après les élections, les dirigeants du PCI jugeaient la DC comme étant un parti fondé sur une base strictement anticommuniste. À ce propos, un article du dirigeant Lucio Lombardo Radice, paru dans *Rinascita* en juin 1948 est révélateur.

Aujourd'hui, c'est un fait, il n'y a plus de gauche et de droite dans la DC ; tous les dirigeants politiques de la DC ont maintenant accepté, comme premier point fondamental du programme de gouvernement et d'action politique de leur parti, la lutte contre les forces ouvrières les plus conscientes et les plus avancées et contre leurs demandes de renouvellement profond. C'est la substance qui a couvert la forme idéologique - politique de l'acceptation de l'anticommunisme comme « Alpha et oméga », comme premier, dernier et unique objectif à poursuivre⁵⁶⁷.

Ces considérations sont partagées au sein du PCI et entretiennent un certain préjugé vis-à-vis de la DC. En présentant la DC comme organisation prioritairement anticommuniste, le bloc de gauche manque l'occasion de prendre avantage des dissensions au sein du parti de gouvernement qui est loin d'être un bloc uni, dans lequel certains courants de « gauche », comme celui de Dossetti, remettent en question les choix politiques extérieurs notamment à propos du Pacte atlantique⁵⁶⁸. Par conséquent, par cette stratégie, peut-être compréhensible dans le contexte de la Guerre froide, les communistes italiens sous-estiment la possibilité de faire échouer la ratification du Pacte au Parlement.

⁵⁶⁵ *Ibid.*

⁵⁶⁶ Daniela Saresella, *Catholics and Communists in Twentieth-Century Italy: Between Conflict and Dialogue* (London/New York : Bloomsbury Publishing, 2020), 75.

⁵⁶⁷ « Oggi, è un fatto, non c'è più destra e sinistra nella DC ; tutti i dirigenti politici della DC hanno ormai accettato, come punto primo e fondamentale del programma di governo e di azione politica del loro partito, la lotta contro le forze più consapevoli e avanzate del lavoro e contro le loro esigenze di rinnovamento profondo.

Questa la sostanza che ha rivestito la forma ideologico-politica dell'accettazione dell'anticomunismo come « alfa e omega », come obiettivo primo, ultimo e unico da perseguire. », « L'evoluzione anticomunista della Democrazia cristiana », Lucio Lombardo Radice, *Rinascita*, V, 6.

⁵⁶⁸ Guido Formigoni, *La Democrazia cristiana e l'alleanza occidentale: 1943-1953* (Bologna: il Mulino, 1996), 257-58.

C'est d'autant plus étonnant en prenant en compte que le PCI est bien conscient des différents courants de gauche au sein de la DC. Ces dissensions ne sont pas nécessairement perçues positivement par le PCI qui pense que

[...]l'intellectualisme des « gauchistes » de la DC est d'un type particulier [...] dans ces éléments, cependant, l'un des obstacles à l'action progressive et conséquente est peut-être représenté par les caractéristiques mêmes de l'idéologie ou du catholicisme, ou du moins la manière dont il se manifeste dans les conditions actuelles : sur le terrain religieux, idéologique, la plus grande unité possible règne dans la DC, et c'est un fait que, sur le terrain fondamental de cette unité, il y a eu jusqu'à présent une succession continue de capitulations face aux positions politiques des groupes dirigeants, qui, dans l'appel final à l'unité idéologique, ont eu jusqu'à présent une barrière très solide contre les instances progressistes qui tendaient et tendent à se manifester à l'intérieur du parti⁵⁶⁹.

Cette citation démontre le jugement négatif du PCI par rapport aux groupes de gauche de la DC, mais elle révèle également que les communistes sont conscients des différends au sein de la DC. Cela est d'ailleurs perceptible dans les archives du PCI où l'on retrouve une analyse assez détaillée sur les différents courants de gauche de la Démocratie chrétienne⁵⁷⁰. Comme nous le verrons, les réserves sur une possible adhésion au Pacte atlantique sont bien enracinées dans plusieurs courants de la DC.

Le PCI est donc dans une meilleure posture que le PCF puisqu'il peut mobiliser son bagage rhétorique et en retirer quelques avantages. Cela ne se traduit cependant pas dans une véritable possibilité d'une victoire au Parlement, car Togliatti et ses collègues sont incapables de profiter pleinement des divisions à l'intérieur du parti de gouvernement⁵⁷¹. Comme l'explique l'historien Guido Formigoni, la stratégie et la mise en place de la politique étrangère de la DC ont représenté un long processus semé d'embûches. Les discussions au sein du parti ont été entamées à la suite d'une motion présentée par Nenni

⁵⁶⁹ « [...] l'intellettualismo dei « sinistri » della DC è di tipo particolare[...] in questi elementi invece uno dei freni a un'azione progressiva e conseguente è rappresentato forse proprio dalle caratteristiche della ideologia o cattolica, o per lo meno della maniera in cui, nelle attuali condizioni essa si manifesti : sul terreno religioso, ideologico, regna nella DC la maggiore unità possibile, ed è un fatto che, sul terreno fondamentale di questa unità, è stato finora un continuo susseguirsi di capitolazioni di fronte alle posizioni politiche dei gruppi dirigenti, i quali nell'appello finale all'unità ideologica hanno avuto finora una solidissima barriera contro le istanze progressive che tendevano e tendono a porsi in seno al partito », Archivio fondazione Gramsci, Fondo PCI, Documento 1278.

⁵⁷⁰ *Ibid.*,

⁵⁷¹ Pour un portrait général de l'approche de différents courants de la DC vis-à-vis des États-Unis, voir : Vera Capperucci, « Le correnti della Democrazia Cristiana di fronte all'America. Tra differenziazione culturale ed integrazione politica, 1944-1954 » dans *Antiamericanismo in Italia e in Europa nel secondo dopoguerra*, Piero Craveri et Gaetano Quagliariello, ed. (Soveria Mannelli : Rubbettino, 2004).

en novembre 1948 qui a dénoncé l'abandon d'une politique de neutralité par le gouvernement. Si la motion de Nenni n'avait aucune chance d'être approuvée par l'aile gauche de la DC, car selon eux cette position représentait un artifice pour livrer l'Italie à une hégémonie soviétique, les points de discorde de la DC n'étaient pas ceux soulevés par Nenni⁵⁷². Par exemple, le secrétaire du PSI a expliqué ceci :

Il a été dit - par exemple - que, dans le gouvernement actuel, le ministre Sforza et le ministre Pacciardi représentent, disons, l'extrême pointe pro-occidentale, celle qui voudrait certainement rejoindre le pacte de Bruxelles ou le Pacte atlantique. Il a été dit que M. Saragat ne veut pas entendre parler du Pacte de Bruxelles ou du Pacte atlantique, préférant la formule ambiguë de l'Union européenne, qui est la même chose sous un autre nom. L'attitude de M. Saragat nous fait penser à ce moine français qui, voulant manger un lapin un jour de disette, le baptisa carpe. Il a ainsi mis sa glotonnerie en harmonie avec les préceptes de l'Église. Cependant, même baptisé carpe, le lapin était un lapin, tout quand même baptisée Union européenne, l'alliance occidentale reste l'alliance occidentale, c'est-à-dire une formation politico-militaire qui n'unit pas, mais divise l'Europe⁵⁷³.

Il apparaît clairement que le *Fronte* refuserait n'importe quelle alliance occidentale à dimension militaire, qu'elle s'appelle « Union européenne » ou « Pacte atlantique ». Deux courants à l'intérieur de la DC adoptent des postures différentes qui sont relevées par la motion Nenni, même si elles sont refusées : les courants Dossetti et Gronchi. Cependant ces deux courants ont en commun de critiquer le manque de clarté de la ligne de politique étrangère du gouvernement. Comme l'explique Formigoni, le courant Dossetti n'est pas neutraliste comme le démontrent ses propositions.

Le point de référence de cette proposition, ainsi que de toute l'intervention de Dossetti - on peut le noter - a toujours été l'Union occidentale, à laquelle il a opposé une initiative européenne sur le terrain de l'intégration politique, dans un sens plus large que la dimension militaire. Le rôle américain est resté en arrière-plan, indistinct, et la même référence à la nouvelle option du Pacte atlantique en discussion, d'ailleurs citée par De Gasperi lui-même de manière assez accessoire⁵⁷⁴.

⁵⁷² Formigoni, *La Democrazia cristiana e l'alleanza occidentale: 1943-1953*, 253.

⁵⁷³ « Si è detto - per esempio - che, nel Governo attuale, il Ministro Sforza e il Ministro Pacciardi rappresentano, diciamo così, l'estrema punta occidentalista, quella che vorrebbe senz'altro passare all'adesione al patto di Bruxelles o al Patto Atlantico. Si è detto che l'onorevole Saragat non vuol sentir parlare del patto di Bruxelles né del patto Atlantico, preferendo la formula ambigua dell'Unione Europea, che e poi la stessa cosa, sotto un nome diverso. L'atteggiamento dell'onorevole Saragat ci fa pensare a quel monaco francese che, volendo mangiare un coniglio in un giorno di magro, lo battezzò carpa. Mise così in armonia la sua ghiottoneria coi dettami della Chiesa. Però, anche battezzato carpa, il coniglio era un coniglio, così come anche battezzata Unione Europea, l'alleanza occidentale rimane l'alleanza occidentale, cioè una formazione politico-militare che non unisce, ma divide l'Europa. », Atti Parlamentari, discussioni - seduta del 30 novembre 1948, CXLIII, 4921-22.

⁵⁷⁴ « Il punto di riferimento di tale proposta, come anche di tutto l'intervento dossettiano - si può notare - era sempre l'Unione occidentale, a cui egli contrapponeva un'iniziativa europa sul terreno dell'integrazione politica, in senso più ampio rispetto alla dimensione militare. Restava sullo sfondo, indistinto, il ruolo americano, e lo stesso riferimento alla nuova opzione del patto atlantico in discussione, peraltro citata dallo

Davantage dissident, le courant Gronchi remet en question le choix inconditionnel du bloc occidental par l'Italie.

Il a ensuite fait valoir que la responsabilité soviétique était équivalente à la responsabilité américaine dans la genèse de la guerre froide, au moins sur la question cruciale de l'Allemagne. La seule possibilité réelle était qu'« une troisième force soit créée entre les deux blocs ». D'où l'absence d'adhésion à des pactes militaires (comme celui de Bruxelles) et même pas ce « certains sentiments de soumission aux puissances occidentales », qui n'avait jusqu'alors donné aucun avantage pratique (ni dans les questions ouvertes du traité de paix ni dans le domaine très important de l'émigration). De Gasperi s'est dit déconcerté, trouvant la position de Gronchi « plus profondément différente de ce qu'il croyait »⁵⁷⁵.

Ainsi, plusieurs points de discorde persistent à l'intérieur de la DC, ce qui donne lieu à une « adhésion tourmentée au Pacte atlantique », comme l'écrit Formigoni⁵⁷⁶. Analyser plus en profondeur le processus décisionnel de la DC n'est pas le sujet de notre étude, mais il est pertinent d'examiner si le PCI prend avantage de ces divisions. Pour le parti communiste, la lutte contre le Pacte atlantique et pour la Paix en général « a constitué un moment fondamental pour relancer un dialogue avec la société après les élections de 1948⁵⁷⁷ », et les communistes ont eu une certaine force d'attraction dans la masse non communiste et aussi démocrétienne. Toutefois, les résultats sur la lutte au sein même du Parlement sont différents puisque même si les communistes réussissent à rallier de leur côté quelques représentants de la DC à l'échelle municipale, ils échouent du côté des députés et des sénateurs de la DC.

Quelles sont les raisons qui expliquent les difficultés du PCI de tirer avantage de la situation politique pendant le processus de l'approbation du Pacte atlantique ? Tout d'abord, l'héritage de la campagne électorale de 1948, en plus du resserrement des

stesso De Gasperi in modo abbastanza incidentale ». Formigoni, *La Democrazia cristiana e l'alleanza occidentale: 1943-1953*, 259.

⁵⁷⁵ « Sostenne poi che le responsabilità sovietiche equivalevano a quelle americane nella genesi della guerra fredda, almeno sul cruciale tema del trattamento della Germania.

L'unica possibilità reale era che «fra i due blocchi si creasse una terza forza». Quindi nessuna adesione a patti militari (come Bruxelles) e nemmeno quel «certo senso di soggezione verso le pot.[enze] occidentali», che fino a quel momento non aveva dato nessun vantaggio pratico (né nelle questioni aperte del Trattato di pace, né sul terreno importantissimo dell'emigrazione). De Gasperi si disse sconcertato, trovando la posizione di Gronchi «più profondamente diversa da quella che credeva ». *ibid.*, 262.

⁵⁷⁶ *Ibid.*, 287.

⁵⁷⁷ Andrea Mariuzzo, *Divergenze parallele. Comunismo e anticomunismo alle origini del linguaggio politico dell'Italia repubblicana (1945-1953)* (Soveria Mannelli : Rubbettino, 2010), 209-10.

directives du Kominform, a fait en sorte que l'affrontement avec la DC s'avère politique et idéologique. Ainsi, cette opposition « bloc contre bloc » a eu comme résultat que le PCI n'a pas pu saisir toutes les nuances au sein de la DC et ainsi instrumentaliser les hésitations de certains courants. Le PCI a tenté d'encourager ces dissensions, mais en promouvant prioritairement le *Movimento Unitario dei Cristiani Progressisti italiani* d'Ada Alessandrini, vu la proximité idéologique et théorique, ce courant de pensée acceptant le principe de la lutte des classes⁵⁷⁸.

Comme l'explique Formigoni, les discussions à propos du Pacte atlantique ont mis pour la première fois la lumière sur les différents courants au sein de la DC. Jusqu'à la fin 1948, le gouvernement et le président du conseil des ministres De Gasperi prenaient les décisions, sans un vrai débat à l'interne du parti, et les débats parlementaires ne permettent pas de vraie discussion de fond au sein du parti, ces débats étant plutôt centrés sur l'opposition entre la DC et le bloc socialo-communiste⁵⁷⁹. Les courants « dissidents » de la gauche démocrétienne ont tendance à refuser l'opposition des blocs, ce qui ne signifie pas forcément le neutralisme, mais semble incompatible avec la présentation par le PCI de l'Union soviétique comme une puissance pacifiste opposée au militarisme et à l'impérialisme anglo-saxons et également à propos du malaise de l'Église catholique devant les persécutions des chrétiens en Europe de l'Est⁵⁸⁰.

De plus, le PCI n'a pas modifié son approche par rapport à la Démocratie chrétienne. Plusieurs articles parus dans *Rinascita* entre janvier et avril 1949 font état de la situation. Le gouvernement est accusé d'avoir choisi la voie atlantique pour relancer l'impérialisme italien, ce qui est une erreur puisque l'Italie serait subordonnée aux impérialismes américains, anglais et français, délaissant par conséquent une posture plus indépendante, ce qui aurait été stratégiquement plus payant pour l'Italie⁵⁸¹. En février, toujours dans le *Rinascita*, la condamnation du Pacte atlantique prend la forme d'un mélange entre raisons

⁵⁷⁸ Andrea Guiso, « Antiamericanismo e mobilitazione di massa. Il PCI negli anni della guerra fredda », dans *Antiamericanismo in Italia e in Europa nel secondo dopoguerra*. 165-166.

⁵⁷⁹ Formigoni, « La sinistra cattolica italiana e il Patto atlantico (1948-1949) », 647.

⁵⁸⁰ *Ibid.*, 637.

⁵⁸¹ Inconnu, « Politica italiana – Il fallimento del conte Sforza ? », *Rinascita*, VI, 1 (janvier 1949) : 5.

internationales et nationales, et l'attitude contre l'Union soviétique et le fait que ce contexte soit un rendez-vous manqué pour l'Italie de revenir au-devant de la scène internationale sont dénoncés⁵⁸². Les prises de position du Pape et de l'Église catholique en faveur du choix atlantiste sont également condamnées⁵⁸³. Mauro Scoccimarro présente clairement sa vision des choses.

Le gouvernement clérical a lié le destin de l'Italie à ce pacte. Il renoue ainsi avec les gloires de la politique étrangère du fascisme.

L'inspiration politique est toujours la même, celle de la fraction la plus réactionnaire de la bourgeoisie italienne qui, par avidité égoïste, esquive les réformes et cherche la solution aux problèmes nationaux en s'insérant dans le jeu des compétitions impérialistes, des antagonismes entre grandes puissances, des conflits internationaux. Et la politique des aventures : armements, expéditions coloniales, intrigues guerrières.

Et la politique de ces groupes impérialistes qui, après l'effondrement du fascisme et de la monarchie, ont trouvé dans le Vatican leur point d'ancrage et dans la Démocratie chrétienne l'instrument... de leur puissance et de leur résurgence impérialiste.

Leur politique est impérialiste en raison des intérêts auxquels elle obéit et des fins qu'elle se propose : reconquérir tout ou partie des positions perdues sous le fascisme⁵⁸⁴.

L'auteur condamne totalement les positions de la DC, un parti représentant la bourgeoisie, l'instrument à travers lequel la classe dominante tente de recouvrer sa place perdue lors de la chute du fascisme. Ada Alessandrini ne fait lui non plus pas de distinction entre les différentes « âmes » dans la classe dirigeante de la DC.

Mais le jeu des conservateurs réactionnaires, des soi-disant démocrates et des soi-disant chrétiens, qui, dès le début, ont saisi les leviers de commande de la démocratie chrétienne ressuscitée, était bien plus égoïste et matérialiste et sans scrupules. Ils ont spéculé sur l'ignorance politique et la loyauté religieuse des masses populaires italiennes. C'est ainsi que, tandis que les pauvres du parti catholique restaient fidèles jusqu'à la naïveté à leur engagement religieux commun, négligeant la protection de leurs intérêts terrestres légitimes de peur qu'ils ne soient en conflit avec leurs devoirs sacrés, les minorités réactionnaires provoquaient l'intervention clérical pour la protection de leurs privilèges vacillants [...]. À partir de ce moment, il n'y avait plus de place au sein du parti démocrate-chrétien pour les démocrates-chrétiens de qualité. Ceci est implicitement confirmé aujourd'hui par le comportement de tous

⁵⁸² La redazione, « Italia atlantica », *Rinascita*, VI, 3 (mars 1949) : 100.

⁵⁸³ La redazione, « Dio e il Patto atlantico », *Rinascita*, VI, 2 (février 1949) : 52-53.

⁵⁸⁴ « A questo patto il governo clericale ha legato le sorti d'Italia. Esso rinnova così i fasti della politica estera del fascismo. L'ispirazione politica è sempre la stessa, quella della frazione più reazionaria della borghesia italiana che per egoistica avidità sfugge alle riforme e ricerca la soluzione dei problemi nazionali inserendosi nel giuoco delle competizioni imperialistiche, degli antagonismi fra grandi potenze, dei conflitti internazionali. E la politica delle avventure : armamenti, spedizioni coloniali, intrighi di guerra.

E la politica di quei gruppi imperialistici che, dopo il crollo del fascismo e della monarchia, hanno ritrovato nel Vaticano il loro punto di appoggio e nella Democrazia cristiana lo strumento del loro potere e di una ripresa imperialistica. Imperialistica è la loro politica per gli interessi a cui obbedisce e per i fini che si propone : riconquistare del tutto o in parte le posizioni perdute con il fascismo. », Mauro Scoccimarro, « Patto di guerra », *Rinascita*, VI, 4 (avril 1949) : 148-149.

les démocrates-chrétiens dits de gauche qui sont restés dans le parti, et par l'aveu involontaire fait par leurs représentants les plus honnêtes et les plus autorisés⁵⁸⁵.

Le travail réalisé de l'intérieur de l'organisation des Partisans de la paix a fait en sorte que les personnes partageant certaines positions du PCI, notamment celle sur le Pacte atlantique, ont trouvé un terrain d'entente, mais se concrétisant plutôt à l'extérieur du Parlement. Cela a pour effet de conditionner l'opinion publique plutôt que les résultats du vote parlementaire.

Pour terminer, il faut rappeler qu'une minorité de gauche de la DC était déjà sortie du parti, par exemple le courant déjà mentionné d'Ada Alessandrini donnant naissance au *Movimento Cristiano per la Pace* (MCP), puis après au *Movimento Unitario dei Cristiani Progressisti* (MUCP)⁵⁸⁶. Le PCI évaluait très probablement que les personnalités de gauche dans la DC avec lesquelles il aurait été possible de collaborer, ou d'encourager, étaient déjà hors du parti, ne laissant que peu d'espoir aux ententes bipartisanes, même sur un thème où les deux côtés pouvaient être rejoints comme celui du Pacte atlantique.

Les responsabilités ne sont pas seulement attribuables au manque de jugement du PCI, mais également à la prise de position de l'Église catholique contre les communistes. Effectivement, pendant la campagne contre la ratification du Pacte, le Saint-Office a décidé, le 15 juillet 1949, d'excommunier tous les sympathisants communistes⁵⁸⁷. Ceci

⁵⁸⁵ « Ma ben più egoistico e spregiudicatamente materialista fu il giuoco dei conservatori reazionari, cosiddetti democratici e cosiddetti cristiani, che fin dall'inizio s'impadronirono delle leve di comando nella risorta Democrazia cristiana. Essi specularono sulla ignoranza politica e sulla fedeltà religiosa delle masse popolari italiane. Così fu che, mentre i poveri nel partito cattolico interclassista rimanevano fedeli fino all'ingenuità al comune impegno religioso, trascurando la tutela dei propri legittimi interessi terreni nel timore che essi fossero in contrasto con i loro doveri soprannaturali, le minoranze reazionarie provocarono l'intervento clericale per la tutela dei loro vacillanti privilegi [...]. Da quel momento per i cristiani democratici conseguenti non vi fu più posto nella Democrazia cristiana. Questo è oggi implicitamente confermato dalla condotta di tutti i democristiani cosiddetti di sinistra, rimasti iscritti nel partito, e dalla confessione involontaria che viene fatta dai loro esponenti più onesti ed autorevoli. », Ada Alessandrini, « Un cattolico espone le ragioni del movimento dei cristiani progressisti », *ibid.*, 164

⁵⁸⁶ Antonio Parisella, « Parties of the Left in Italy, 1938-1958 », dans *Left Catholicism 1943-1955. Catholics and Society in Western Europe at the Point of Liberation*, Gerd-Rainer Horn et Emmanuel Gerard, ed. (Louvain : Leuven University Press, 2001), 143.

⁵⁸⁷ Frédéric Attal, *Histoire de l'Italie depuis 1943 à nos jours* (Paris : Armand Colin, 2004).
<https://www.cairn.info/histoire-de-l-italie-depuis-1943-a-nos-jours--9782200262150.htm>, 68.

s'inscrit dans la logique d'opposition « bloc contre bloc » qui devait décourager les contacts et les liens entre les catholiques et les communistes, comme le présente l'affiche suivante.



Traduction du texte de l'affiche

Curie épiscopale de Piacenza
 APRÈS LE DÉCRET du Saint-Office
 avertissement
 C'est un péché grave
 1' Adhérer au parti communiste.
 2' Favoriser de quelque manière que ce soit, notamment par le vote.
 3' Lire la presse communiste.
 4' Propagation de la presse communiste
 Ainsi, on ne peut recevoir l'absolution que si l'on est repentant et fermement résolu à ne pas recommencer.
 Quiconque, membre ou non du parti communiste, admet sa doctrine marxiste, athée et anti-chrétienne et la propage, est apostat de la foi et excommunié et ne peut être absous que par le Saint-Siège.
 Ce qui a été dit pour le parti communiste doit s'étendre aux autres partis qui font cause commune avec lui.
 Que le Seigneur éclaire et accorde aux coupables de faits aussi graves un plein repentir, car il en va du salut de l'éternité.

4.2 Une opposition qui oscille entre les enjeux nationaux et internationaux

Dans les mois suivant la ratification du Pacte, l'opposition du PCI reste véhémente et s'affirme particulièrement dans quelques cas précis. C'est le cas notamment lors de la crise gouvernementale de janvier 1950 qui entraîne la chute du gouvernement, même si De Gasperi demeure aux commandes. Durant le débat parlementaire, Togliatti identifie les conditions politiques imposées par Washington, dont le Pacte atlantique, une des causes principales de la crise économique italienne.

Mais il y a aussi les conditions politiques, notamment le Pacte atlantique et les armes américaines. Et ici, il n'y a pas besoin de beaucoup d'arguments, car dans ce domaine, la politique américaine dépasse les limites de la folie. D'un bout à l'autre du monde, elle agite le spectre de la guerre, elle répand la terreur [...] Nous devons élargir le front de notre action. La crise actuelle est avant tout la crise de l'économie du 18 avril, de l'économie atlantique et occidentale dans ses manifestations italiennes. Nous devons élargir le front de telle sorte qu'il mette en crise toujours plus évidente et profonde tous les autres aspects de cette politique, et en premier lieu ses aspects internationaux, ses aspects de préparation à un nouveau conflit terrible, ces aspects qui menacent le plus directement la vie même des Italiens⁵⁸⁸.

⁵⁸⁸ « Ma poi vi sono le condizioni politiche, e cioè il patto atlantico e le armi degli Stati Uniti. E qui non vi è bisogno di molto argomentare, perché in questo campo la politica americana sta superando i limiti della pazzia. Da un capo all'altro del mondo essa agita lo spettro della guerra, essa sparge il terrore [...] Dobbiamo allargare il fronte della nostra azione. La crisi attuale è stata prima di tutto la crisi dell'economia del 18 aprile, dell'economia atlantica e occidentale nelle sue manifestazioni italiane. Dobbiamo allargare il fronte in modo tale che ponga in crisi sempre più evidente e profonda tutti gli altri aspetti di questa politica, e prima di tutto

Togliatti mentionne également le caractère pacifique de l'Union soviétique, mais sa dénonciation du Pacte reste cantonnée au domaine national. Naturellement, la dénonciation sera facilitée par le processus d'organisation des structures militaires de l'alliance. Togliatti en fait part lors de son intervention au VII^e Congrès du PCI en avril 1951.

Mais aujourd'hui, ces masques sont également tombés ; nous sommes passés à l'organisation des instruments concrets de la guerre, le Pacte atlantique apparaît à tous comme un pacte de guerre, l'armée italienne est devenue une partie de l'armée intégrée, dirigée par un général américain, et c'est pour cette armée que les citoyens italiens sont obligés de fournir à l'État 250 milliards de liras.

Je voudrais rappeler, à cet égard, que nous n'avons jamais été contre le fait que l'Italie ait une armée. [...] Nous pensons cependant, avant tout, que la construction de l'armée italienne doit se faire en accord avec les plans généraux de reconstruction de toute notre économie et de telle sorte qu'elle ne conduise à l'échec d'aucun plan de reconstruction économique ; deuxièmement, nous pensons que l'armée qui est reconstituée aujourd'hui en Italie, compte tenu de l'adhésion au Pacte atlantique, compte tenu de la nature de ce pacte, compte tenu du fait qu'il s'agit d'une armée soumise au commandement d'un général américain dès aujourd'hui, c'est-à-dire avant même qu'une situation de guerre ne soit atteinte, compte tenu de tout cela, l'armée qui est reconstituée aujourd'hui n'est pas l'armée dont l'Italie a besoin. Ce n'est pas l'armée dont notre patrie a besoin. Nous voulons une armée, mais nous voulons une armée de l'Italie, d'une Italie indépendante et souveraine, et non pas une organisation au service des États-Unis d'Amérique et soumise à eux.

La dotation de 250 milliards de liras pour l'organisation de cette armée n'a pas encore été décidée par les deux branches du parlement et nous apprenons déjà, mais nous l'apprenons en lisant entre les lignes des journaux américains qui sont publiés à Rome en langue italienne, que l'état-major américain exige d'urgence que l'Italie dépense le double de ce qu'elle n'a pas encore décidé d'inclure dans son budget, parce que c'est seulement à cette condition que la position italienne sera acceptée par l'état-major américain.⁵⁸⁹

i suoi aspetti internazionali, i suoi aspetti di preparazione di un nuovo terribile conflitto, quegli aspetti cioè che più direttamente minacciano la vita stessa degli italiani». Atti parlamentari, Camera dei Deputati CCCXCI, seduta pomeridiana del 10 febbraio 1950, 15328, 15330.

⁵⁸⁹ « Ma ora son cadute anche queste maschere ; si è passati alla organizzazione degli strumenti concreti della guerra, il Patto atlantico appare a tutti come patto di guerra, l'esercito italiano è diventato parte dell'esercito integrato, diretto da un generale americano, ed è per questo esercito che i cittadini italiani sono costretti a fornire allo Stato 250 miliardi di lire.

Desidero ricordare, a questo proposito, che noi non siamo mai stati contro a che l'Italia abbia un esercito. [...] Pensiamo però, prima di tutto, che la costruzione dell'esercito italiano deve essere fatta in accordo con i piani generali di ricostruzione di tutta la nostra economia e in modo che non porti al fallimento di qualsiasi piano di ricostruzione economica; pensiamo, in secondo luogo, che l'esercito che oggi viene ricostituito in Italia, data l'adesione al Patto atlantico, dato il carattere che ha questo patto, dato che si tratta di un esercito assoggettato al comando di un generale americano sin da oggi, cioè prima ancora che si arrivi a una situazione di guerra, dato tutto questo l'esercito che oggi viene ricostituito non è l'esercito di cui l'Italia ha bisogno. Questo non è l'esercito di cui ha bisogno la nostra patria. Noi vogliamo un esercito, ma vogliamo un esercito dell'Italia, e di una Italia indipendente e sovrana, e non una organizzazione al servizio degli Stati Uniti d'America e a loro soggetta. Non è stata ancora decisa dai due rami del parlamento l'assegnazione di 250 miliardi per la organizzazione di questo esercito e già veniamo a sapere, ma lo veniamo a sapere leggendo fra le righe dei giornali americani che si pubblicano a Roma in lingua italiana, che lo stato maggiore americano richiede con urgenza che l'Italia spenda il doppio di quello che non ha ancora deciso di inscrivere nel suo bilancio, perché solo a questa condizione la posizione italiana verrà accettata dallo stato maggiore

Cette intervention doit être mise dans le contexte d'une grande campagne d'opposition où plusieurs manifestations ont été organisées au mois de janvier, à l'occasion de la venue du général américain Dwight Eisenhower en Italie. L'opposition massive qu'a provoquée l'arrivée du commandant en chef des forces de l'OTAN en Europe donne lieu à plusieurs affrontements entre policiers et manifestants qui causent la mort de quatre personnes. En dénonçant la perte de souveraineté nationale au profit de Washington et en soulignant le caractère patriotique de ces protestations, le journal *L'Unità* attribue directement au général américain la responsabilité de ces décès en les qualifiant de « premières victimes » d'Eisenhower, tuées par ses valets⁵⁹⁰.

CONCLUSION

La campagne d'opposition au Pacte atlantique est le fruit d'un long processus expliqué dans les chapitres précédents. À première vue, les contextes semblent similaires pour les PCF-I, deux partis dans l'opposition politique et sous le contrôle de plus en plus organisé du Kominform. En réalité, les similitudes s'arrêtent ici. En effet, le PCF est plus isolé que le PCI dans l'arène politique nationale, puisque Togliatti et ses camarades peuvent s'appuyer sur une solide alliance avec le PSI, ce qui constitue un atout important pour former un front plus large d'opposition. Les deux partis peuvent efficacement utiliser le thème de la défense nationale et surtout les répercussions des dépenses militaires sur les finances de l'État, le PCI ayant tout de même mené une campagne d'opposition à l'OTAN mieux organisée et plus incisive, oscillant habilement entre les enjeux nationaux et internationaux du Pacte, même si Togliatti n'a pas su profiter des divisions chez les catholiques.

americano. » Testo e resoconto da *l'Unità* delle relazioni di apertura e chiusura dei lavori del VII Congresso del Pci, di un discorso alla Camera dei deputati, di un comizio in Piazza San Giovanni a Roma (datt. stampa). Fondi federati / fondazione Gramsci, Archivio Palmiro Togliatti, Carte Ferri-Amadesi, anno 1951, discorsi. 56-57.

⁵⁹⁰ *L'Unità*, 6 janvier 1951, 1.

À l’opposé, le PCF s’est concentré sur les aspects internationaux comme la défense de l’Union soviétique, sur ce point avec une mobilisation et une efficacité plus conséquente que le PCI. Il s’agit également d’une conséquence de l’affirmation progressive de la campagne de la paix imposée par le Kominform, plus axée sur les enjeux internationaux, ce qui a empêché le PCF dans une certaine mesure d’instrumentaliser un enjeu très délicat pour la population française : le réarmement de l’Allemagne. Au printemps 1951, l’intervention soviétique, pour changer la campagne d’opposition à l’Allemagne en faveur du pacte à cinq, force le PCF à se concentrer dans l’opposition au Pacte atlantique sur une thématique moins accrocheuse dans la politique française. Nous verrons dans le prochain chapitre que ce n’est que partie remise. L’opposition au réarmement allemand sera le dernier grand mouvement d’opposition au Pacte atlantique en France et en Italie entre 1951 et 1954 où les deux partis communistes en seront les principaux protagonistes.

CHAPITRE VI – L’OPPOSITION À LA CED ET AU BLOC ATLANTIQUE

Ce dernier chapitre analysera et comparera les réactions des PCF-I par rapport à la phase très importante de l’opposition à l’OTAN que représentent les premiers élargissements de l’alliance. Nous verrons que l’opposition au réarmement allemand et à la CED marquera le point culminant de la stratégie d’opposition des PCF-I, mais n’en sera pas l’unique dossier digne d’intérêt, particulièrement dans le cas du PCI.

Nous avons expliqué dans le chapitre précédent qu’en 1951 le PCF dut interrompre la campagne contre le réarmement allemand pour privilégier la campagne pour un pacte à cinq. L’intention était de mener les deux campagnes simultanément, mais le PCF s’est rapidement rendu compte qu’il n’aurait pas les moyens d’organiser efficacement deux campagnes internationales de cette envergure. Par conséquent, il s’était concentré sur l’enjeu du pacte à cinq, plus important du point de vue international et pour lequel le Kominform fut capable de recueillir 560 millions de signatures⁵⁹¹.

La campagne contre le réarmement allemand revient rapidement au-devant de la scène en raison des premières déclarations publiques sur la possible constitution d’une armée européenne, notamment celle de René Pleven du 24 octobre 1950. Le président du conseil des ministres français propose ainsi la mise en place d’une armée européenne unifiée et placée sous la direction d’une autorité supranationale unique⁵⁹². Dans ce chapitre, nous analyserons les stratégies d’opposition des deux partis communistes en tenant compte des spécificités de la situation politique intérieure italienne et française.

Les communistes français se réjouissent prématurément du refus de la CED. Le succès temporaire provoqué par l’échec de l’armée européenne ne remet pas en question

⁵⁹¹ Il faut être prudent sur la véracité de ce nombre, mais en général la campagne fut bel et bien un succès.

⁵⁹² Claude Franc, « Histoire militaire – L’échec de la Communauté européenne de défense (1951-1954), ou l’impossible Europe de la défense », *Revue Défense nationale* 784, 9 (2015) : 121, <https://doi.org/10.3917/rdna.784.0121>, <https://www.cairn.info/revue-defense-nationale-2015-9-page-121.htm>

l'ensemble des principes de la politique étrangère française. Le rejet de la CED européenne est plutôt une étape permettant à Paris de soutirer les meilleures garanties sur le réarmement allemand⁵⁹³. Le succès de la bataille contre la CED n'empêche pas quelques mois plus tard l'admission de la République fédérale allemande au sein de l'OTAN.

Dans notre étude comparative, la CED est une des étapes les plus symboliques de l'opposition au bloc atlantique. Cependant, si pour le PCF cela marque le sommet de la politique atlantiste, du côté italien, il y a également une opposition acharnée contre l'entrée de la Grèce et de la Turquie dans l'Alliance atlantique. Pour le PCI, l'opposition au bloc atlantique, même organisée dans le cadre international du *Mouvement des partisans pour la paix*, est toujours fortement liée au contexte national italien.

1 – LES PREMIÈRES PROPOSITIONS DE L'ARMÉE EUROPÉENNE ET LA RÉACTION DES PCF-I

Avant de se pencher sur l'analyse de l'opposition à la CED, il est pertinent de rappeler le contexte historique qui mena à la proposition française de René Pléven se résumant à la constitution d'une armée européenne. Bien que la proposition soit initialement française, les États-Unis soutiennent cette idée de l'intégration de la RFA dans une armée européenne. Cet appui américain est le fruit de longues hésitations de Washington, maintenant convaincu que la CED représenterait la meilleure solution pour la réinsertion définitive de la RFA dans le système européen imaginé par les États-Unis⁵⁹⁴. Selon les Américains, le réarmement de la RFA est indispensable dans le système de défense antisoviétique. C'est justement pour cette raison que le secrétaire d'État américain John Foster Dulles plaide pour une intégration de l'Allemagne dans une armée européenne plutôt que dans l'OTAN puisque l'Alliance atlantique a toujours, selon les Américains, un

⁵⁹³ Edward Fursdon, « The Role of the European Defense Community in European Integration », dans *NATO : the Founding of the Atlantic Alliance and the Integration of Europe*, Francis H Heller et John R Gillingham, dir. (New York : St. Martin's Press, 1992), 236-37.

⁵⁹⁴ Pour un cadre général de l'évolution des positions des États-Unis sur la question de la défense de l'Europe voir Klaus Schwabe, « The Origins of the United States' Engagement in Europe, 1946-1952 », *ibid.*

caractère temporaire⁵⁹⁵. Pour les États-Unis, intégrer l'Allemagne dans une armée européenne résoudrait de manière permanente le problème allemand⁵⁹⁶.

La France, quant à elle, n'est pas du tout favorable à un réarmement direct et autonome de la RFA, et privilégie la solution de l'intégration européenne des forces allemandes. La constitution de cette armée européenne était ainsi une étape nécessaire pour renforcer et accélérer le processus d'intégration européen à travers le conseil d'Europe pour en arriver ultimement à une intégration plus politique des pays européens. Les États-Unis finissent par accepter cette position française puisque leur objectif est celui d'assurer la défense de l'Europe avec la participation de l'Allemagne dans un contexte atlantique, condition que le projet d'armée européenne remplissait pleinement⁵⁹⁷. Pour ce qui est de la Grande-Bretagne, elle refuse le processus d'intégration européenne, tel qu'il est conçu par la France, tout en étant sensible à la nécessité de trouver un compromis entre les craintes françaises concernant l'Allemagne et les préoccupations stratégiques des Américains. Finalement, le rôle de Londres se révèle capital dans la décision d'admettre la RFA dans l'OTAN, tout juste après l'échec de la CED⁵⁹⁸.

C'est dans ce contexte que prend forme l'opposition des partis communistes français et italiens car le processus d'intégration européenne est englobé dans une étape du renforcement du bloc atlantique. À ce moment, atlantisme et européisme étaient complémentaires⁵⁹⁹.

⁵⁹⁵ Nicolas Vaicbourdt, « Les ambitions américaines en Europe (1945-1960) », dans *États-Unis, Europe et Union européenne : histoire et avenir d'un partenariat difficile (1945-1999) / The United States, Europe and the European Union: Uneasy Partnership (1945-1999)*, Gerard Bossuat et Nicolas Vaicbourdt, dir. (Bruxelles : Peter Lang, 2001), 17-49.

⁵⁹⁶ Pour une analyse spécifique sur l'approche américaine par rapport à la CED voir Raffaella Baritono, « "Europe is Penelope" : la CED nel dibattito politico e culturale statunitense », dans *Atlantismo ed europeismo. - (Le ragioni degli storici ; 5)* (Soveria Mannelli : Rubbettino, 2003).

⁵⁹⁷ Voir Gérard Bossuat, « France and the Leadership of the West in the 1950s: A Story of Disenchantment », dans *Securing Peace in Europe, 1945-62*, 105-08.

⁵⁹⁸ Pour une vision plus précise de la position britannique, voir Olaf Mager, « Anthony Eden and the Framework of Security: Britain's Alternatives to the European Defence Community, 1951-54 », *ibid.*, et Anne Deighton, « L'Atlantico e il Continente : cultura politica britannica e strategie d'élite », dans *Atlantismo ed europeismo*.

⁵⁹⁹ À propos de l'évolution du PCI sur ce thème, voir Andrea Guiso, « L'Europa e l'Alleanza Atlantica nella politica internazionale del PCI degli anni '50 e '60. Tra lealtà sovranazionale e collocazione reale », dans *ibid.*

La question allemande ne se limite pas qu'à l'aspect du réarmement, et donc à l'opposition au bloc atlantique. En effet, 1951 marque le début de la coopération économique franco-allemande dans ce qui deviendra la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA). Dans ce contexte de construction européenne, les principales conceptions d'une « Europe » ne peuvent être ignorées par les PCF-I.

L'Europe qui se crée à partir de 1947 est donc étroitement liée au contexte de Guerre froide : elle se constitue dans une Europe occidentale anticommuniste, soutenue par les États-Unis ; elle inclut l'Allemagne occidentale, objet majeur de tensions internationales ; enfin, aux yeux du mouvement communiste, elle apparaît comme un sous-ensemble de l'organisation plus large du monde occidental à travers l'Alliance atlantique⁶⁰⁰.

Cette citation est très importante puisqu'elle offre un aperçu de la complexité de l'opposition à la CED par les communistes français et italiens. Cette armée européenne représenterait la synthèse de deux éléments d'opposition primordiaux pour les PCF-I : l'opposition à la politique atlantiste et au processus d'intégration européenne, ce deuxième élément étant subordonné au premier.

1.1 La campagne de la CED dans le contexte de la campagne pour la paix

Tout comme l'opposition au Pacte atlantique que nous avons examiné dans le chapitre précédent, l'opposition à la CED s'organise encore une fois dans le cadre de la campagne pour la paix, surtout dans les phases initiales. En effet, une note de Giuliano Pajetta du secrétariat du PCI en novembre 1951 explique très bien la nécessité de situer cette opposition au sein du mouvement pour la paix. Les 24 et 25 novembre se tient à Rome *L'Assemblea nazionale per il disarmo e la pace*⁶⁰¹, encadrée par le mouvement des partisans pour la paix. Toujours à Rome a lieu au même moment la réunion du Conseil atlantique.

⁶⁰⁰ Emilia Robin Hivert, « Anti-européens et euroconstructifs : les communistes français et l'Europe (1945-1979) » [Anti-Europeanists and European Constructivists: French Communists and Europe (1945–1979).], *Les cahiers Irice* 4, 2 (2009), 49, <https://doi.org/10.3917/lci.004.0049>, <https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-irice-2009-2-page-49.htm>

https://www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=LCI_004_0049.

⁶⁰¹ Assemblée nationale pour le désarmement et la paix.

Pajetta insiste sur l'importance d'une opposition efficace à cette réunion du Conseil atlantique à travers des actions « plus avancées et combatives des comités locaux et provinciaux des Partisans de la paix », en alternant des actions traditionnelles de lutte et de protestation, comme des manifestations ou des grèves, ainsi que des rassemblements politiques et l'action de délégations auprès de personnalités politiques avant et pendant la réunion du Conseil atlantique⁶⁰². Pajetta explique également que *L'Assemblea nazionale per il disarmo e la pace* ne doit pas être explicitement liée à la réunion du Conseil atlantique, mais plutôt aux propositions de désarmement issues du Conseil de Vienne. L'Assemblée aurait donc un caractère plus général en analysant les conséquences économiques et sociales du réarmement. L'objectif final est de présenter l'ampleur des forces autour des Comités pour la paix afin d'encourager l'élargissement du mouvement⁶⁰³. L'équilibre entre le cadre général de la lutte pour la paix et les spécificités de l'opposition à l'atlantisme dans le cadre national est bien synthétisé par Pajetta qui décrit que *L'Assemblea nazionale per il disarmo e la pace* « dans ses lignes générales, sera menée selon les axes suivants : d'une part, mobiliser et amener à la lutte toutes les forces les plus actives des Partisans de la Paix, d'autre part, obtenir une prise de position très large contre l'extrémisme atlantique et ses manifestations les plus flagrantes⁶⁰⁴. »

L'opposition à la CED est donc conçue, pour les deux partis communistes qui nous intéressent, comme une de ces manifestations flagrantes contre « l'extrémisme atlantique. » Il faut cependant également tenir compte, d'une part, de la conception communiste du refus à la CED, vue comme une autre étape de la construction « atlantique », et, d'autre part, des différentes conceptions et réserves en Italie et en France sur la CED elle-même. Ce sera cette différence de vision de la CED en France qui s'affirmera progressivement et qui offrira la possibilité aux communistes français de jouer sur les divisions des autres partis politiques et de mener une politique d'opposition efficace. Pour la première fois depuis des années, cette campagne d'opposition n'allait pas se limiter qu'au parti communiste.

⁶⁰² Giuliano Pajetta, *Note sull'azione dei Partigiani per la Pace in legame con la riunione del Consiglio Atlantico*, Roma, Archivio fondazione Gramsci, Fondo Mosca MF 266, 13 novembre 1951.

⁶⁰³ *Ibid.*

⁶⁰⁴ « Questa azione nelle sue linee generali si svolgerà secondo le seguenti direttrici: da un lato mobilitare e portare alla lotta tutte le forze più attive dei Partigiani della Pace, dall'altro ottenere una presa di posizione molto larga contro l'oltranzismo atlantico e contro le sue più chiare manifestazioni. », *ibid.*

Pour le PCF, la constitution d'une opposition efficace et à la hauteur de la situation intérieure se met en branle progressivement. Il y a une première phase pendant les années 1950-51 où est abordée la question du réarmement allemand dans le contexte évoqué dans le précédent chapitre, ce qui représente un enjeu ayant une connotation nationale non seulement relié à l'URSS et à la sécurité européenne. Effectivement, dans les décisions du secrétariat du 17 octobre 1950, toute la politique du gouvernement Plevin-Moch est mise sous accusation, en indiquant que la question du réarmement de l'Allemagne est le maillon faible de la politique gouvernementale⁶⁰⁵. On retrouve également dans cette décision le premier commentaire sur une possible armée européenne relié immédiatement au passé nazi, comme c'est le cas dans la propagande de Jdanov et Souslov. On peut y lire qu'on « montre l'identité des engagements pris par J. Moch envers les représentants de l'impérialisme américain, et ceux pris par Bonnet vis-à-vis de Von Ribbentrop », et aussi « rappeler que Hitler avait, lui aussi, fondé ses espoirs sur la constitution et sur l'utilisation d'une armée 'européenne' »⁶⁰⁶.

Les références au fascisme se poursuivent dans les mois suivants, lorsque le PCF s'oppose à l'admission de « l'Espagne franquiste dans l'ONU, ce qui signifie son entrée dans 'l'armée européenne' »⁶⁰⁷. Les accusations contre l'Espagne de Franco continuent le mois suivant avec la dénonciation du dirigeant espagnol pratiquement admis au sein de la coalition atlantique, ainsi que de « l'aide militaire apportée par les Américains à l'Espagne franquiste et la campagne pour renouer les relations diplomatiques de la France avec Franco, prélude à son entrée dans l'armée européenne »⁶⁰⁸. Nous pouvons donc effectivement remarquer que l'opposition à l'armée européenne et celle au Pacte atlantique sont, pour les communistes français, liées et dépendantes l'une de l'autre.

⁶⁰⁵ Décisions 1-6, Réunion du bureau politique du 27 octobre 1950, Fonds de la direction du Parti Communiste Français (1944-1979), Secrétariat de Maurice Thorez (Septembre 1944-17 mai 1964), Bureau politique, 1950.

⁶⁰⁶ Décision 8-9, *ibid.*

⁶⁰⁷ Décision 21, Réunion du secrétariat du 6 novembre 1950, *ibid.*, Secrétariat général, 1950

⁶⁰⁸ Décisions 6-7, Réunion du secrétariat du 11 décembre 1950, *ibid.*

Comme décrit dans les chapitres précédents, le problème du réarmement allemand a été évoqué à maintes reprises par les communistes, mais la question de l'armée européenne met en lumière encore plus directement cette problématique à partir de la moitié de 1951. En septembre, toujours dans le cadre plus général de la campagne pour un pacte à cinq, le PCF décide de relancer l'opposition au réarmement allemand suivant la proposition d'une armée européenne à laquelle il faut opposer « la conception de l'armée nationale française »⁶⁰⁹.

Du côté italien, au départ, le parti communiste a une approche moins centrée sur la question du réarmement allemand et sur l'armée européenne. Effectivement, ces deux enjeux sont moins critiques pour la population italienne et le gouvernement italien n'est tout de même pas totalement convaincu de soutenir la création d'une armée européenne, surtout en raison de l'opposition des militaires italiens au projet de la CED⁶¹⁰. La capacité à jouer sur les divisions entre les membres de l'alliance se révélera décisive pour les communistes dans leur bataille d'opposition à la CED.

2 - LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS ET L'ÉLABORATION D'UNE STRATÉGIE EFFICACE CONTRE L'ARMÉE EUROPÉENNE : UN PARCOURS PAR ÉTAPES

La campagne contre la CED est pour le PCF l'une des principales batailles du parti depuis l'annonce du projet de l'armée européenne. Au départ, cette lutte pouvait sembler perdue d'avance, car le PCF se présente comme l'unique parti désireux activement s'opposer à la CED. Selon les communistes, la totalité des partis de gouvernement était favorable au réarmement de la RFA dans le contexte européen et atlantique. Voici par exemple une affiche datant du début 1952 qui résume la position des communistes sur le sujet et qui explique leur conception d'une Europe unie (politiquement ou militairement) comme un outil à la disposition du bloc atlantique.

⁶⁰⁹ Décisions 3-4 de la réunion du secrétariat du Fonds de la direction du Parti Communiste Français (1944-1979), *ibid.*, Secrétariat général, 1951.

⁶¹⁰ Pour comprendre toutes les dynamiques d'opposition entre le gouvernement italien et le cadre des forces armées sur la question de la CED, voir Daniele Caviglia et Alessandro Gionfrida, *Un'occasione da perdere: le forze armate italiane e la Comunità europea di difesa, 1950-54* (Roma : Editrice Apes, 2009).



Auteur inconnu, De Gaulle pour le réarmement allemand, COLLECTION D’AFFICHES DU PCF, 89FI/1562, Imprimerie spéciale du PCF / Archives du PCF - Archives départementales de la Seine-Saint-Denis, 1952

Les principaux éléments rhétoriques du PCF sont employés efficacement. Le parti serait l’unique acteur politique qui a à cœur l’indépendance et qui a le courage de se battre pour sauver la France, contrairement aux partis ouvertement en faveur du réarmement allemand, comme les socialistes, mais surtout le Rassemblement du peuple français. Pour dénoncer de manière encore plus explicite la « trahison » envers le peuple français, le PCF explique que pratiquement la totalité des partis a voté contre l’ordre du jour communiste s’opposant à toute forme de réarmement allemand. Finalement, selon la logique de la doctrine Jdanov, le PCF annonce que les fascistes du RPF sont d’accord avec la création

d’une nouvelle *Wehrmacht*. On peut noter ici que le concept de l’armée européenne est considéré par le PCF comme intégré dans la politique atlantique. L’opposition à la CED par les communistes français se fait en plusieurs phases : une stratégie qui évolue grandement au fil des années, qui débute par la rigidité des directives du Kominform et de la lutte pour la paix pour progressivement et timidement atteindre son plein potentiel.

2.1 L’analyse américaine

L’efficacité de la campagne du PCF contre la CED est favorisée par les changements qui se manifestent dans la politique étrangère française. la position de Paris

évolue après la proposition de la formation de la CED. Le contexte français est complexe, comme l'indique un rapport de la CIA du début 1953.

La France est débordée. Elle ne peut pas simultanément : (a) maintenir la stabilité économique intérieure et des niveaux de vie politiquement tolérables ; (b) atteindre les objectifs de force de l'OTAN fixés à Lisbonne ; (c) maintenir au moins la parité de force et d'influence par rapport à l'Allemagne ; (d) poursuivre un effort militaire majeur en Indochine ; et (e) faire face au problème moins important, mais croissant de l'agitation nationaliste en Afrique du Nord⁶¹¹.

Cette analyse de la CIA explique que la multitude d'engagements de la France doit tenir compte des ressources limitées du pays qui font en sorte que la position de Paris dans le système de sécurité occidental est plus compliquée que par le passé. Particulièrement au début de l'année 1953, la position du gouvernement français sur la CED est perçue par la CIA comme incertaine puisque la ratification du traité sur la constitution de l'armée européenne dépend de plusieurs facteurs.

Bien que les Français aient initialement parrainé la CED comme moyen de contrôler le réarmement allemand, ils ont encore de sérieuses réserves quant à la ratification de la CED. La résurgence rapide de l'Allemagne de l'Ouest et le lourd fardeau de la France en Indochine ont conduit de nombreux dirigeants français à craindre que la France ne soit pas en mesure de maintenir la parité militaire avec une Allemagne renaissante, et que l'Allemagne en vienne à dominer une Europe unie. Par conséquent, le gouvernement français cherchera probablement d'abord à obtenir de nouvelles concessions, en particulier une augmentation de l'aide américaine, afin que la France puisse respecter ses engagements en Indochine et maintenir en même temps sa position vis-à-vis de l'Allemagne de l'Ouest.

Il pourrait également chercher à obtenir des garanties américano-britanniques contre le retrait allemand de la CED et pour le maintien des forces américano-britanniques en Allemagne, même après le renforcement de la force militaire allemande. En outre, les Français pourraient introduire la question de la Sarre dans leur réflexion sur la CED. Ils sont désireux d'obtenir une solution "permanente" du problème sarrois avant que leur pouvoir de négociation ne diminue. Bien qu'ils soient prêts à accepter une certaine forme "d'européanisation" de la Sarre, ils insisteront probablement sur le maintien de certains liens économiques avec la France pour faire contrepoids à la puissance allemande⁶¹².

⁶¹¹ France is over-extended. It cannot simultaneously: (a) maintain domestic economic stability and politically tolerable standards of living; (b) meet Lisbon NATO force goals; (c) maintain at least parity of strength and influence with respect to Germany; (d) continue a major military effort in Indochina; and (e) cope with the lesser but growing problem of nationalist unrest in North Africa.

⁶¹² « Although the French initially sponsored the EDC as a means of controlling German rearmament, they still have serious reservations about ratifying the EDC. West Germany's rapid resurgence and France's own heavy Indochina burden have led many French leaders to fear that France will be unable to maintain military parity with a reviving Germany, and that Germany will come to dominate a united Europe. Therefore, the French Government will probably first seek further concessions, in particular increased US aid, so that France may be able to meet its Indochina commitments and at the same time maintain its position vis-a-vis West Germany. It may also seek US-UK guarantees against German withdrawal from the EDC and for the retention of US-UK forces in Germany even after the build-up of German military strength. Furthermore, the French may inject the Saar issue into their consideration of the EDC. They are anxious to secure a "permanent" solution of the Saar problem before their bargaining power declines. While willing to accept some form of "Europeanization" of the Saar, they will probably insist on the maintenance of some economic ties with France as a counterweight to German strength. », France Probable Future Role in the Western Security

La complexité de la politique étrangère française est donc le facteur majeur de la préoccupation des analyses de la CIA, tandis que pour le PCF, même le possible succès de leur campagne contre la CED n'est pas perçu par l'agence américaine comme un facteur pour l'augmentation de l'appui aux communistes français à l'intérieur du pays.

Au contraire, on peut noter que même si le PCF « continuera à être un des plus influents partis politiques qui gardera une capacité considérable de propagande, espionnage, subversion et sabotage », le portrait fait par la CIA est globalement celui d'une force politique en déclin⁶¹³. L'isolement des communistes s'aggrave notamment par les politiques répressives du gouvernement français et l'influence réduite des syndicats. Par conséquent, la circulation de la propagande à travers la presse diminue et le nombre d'inscrits au PCF s'amointrit considérablement⁶¹⁴. Le portrait général par la CIA de l'action communiste est le suivant :

Malgré leur force continue en tant qu'organisation de masse, les communistes resteront incapables d'influencer directement la politique du gouvernement. Nous pensons que pour les quelques années à venir au moins, les communistes français vont probablement minimiser les tactiques d'action directe et tenter de réduire leur isolement politique et de récupérer leur force. Cette politique ne rencontrera probablement que peu de succès, et une nouvelle baisse de leur efficacité est probable, du moins à court terme⁶¹⁵.

Cela étant, la CIA ne croit pas que la propagande du PCF n'a aucune incidence sur la population française. Au contraire, « en jouant sur la peur de la guerre, les griefs économiques et le sentiment anti-américain des Français, les nombreuses organisations de propagande du parti vont probablement continuer à susciter la résistance populaire aux politiques de défense générale. En outre, en cas de grave dépression économique, le soutien

System, 23 février 1953, General CIA Records, (FOIA)/ESDN (CREST), CIA-RDP79R01012A002000020001-8, 8-9.

⁶¹³ *Ibid.*, 2

⁶¹⁴ *Ibid.*

⁶¹⁵ « Despite their continued strength as a mass organization, the Communists will remain unable directly to influence government policy. We believe that for the next few years at least the French Communists are likely to minimize direct action tactics and will attempt to reduce their political isolation and recoup their strength. This policy is likely to meet with little success, and a further decline in Communist effectiveness is likely, at least in the short run. », *ibid.*

populaire des communistes augmenterait probablement à nouveau et le parti regagnerait une partie de son pouvoir politique perdu »⁶¹⁶.

2.2 L'affirmation progressive des enjeux nationaux

Toujours en août 1951, toute l'action du parti semble subordonnée à la campagne de la paix. On peut cependant noter quelques thèmes récurrents, par exemple les références constantes à la problématique des charges militaires pour la préparation à la guerre qui écraserait l'économie française⁶¹⁷ en raison des engagements économiques de l'OTAN. En revanche, durant cette période, l'attention est principalement portée sur les thèmes internationaux de la lutte pour la paix, en particulier sur les conséquences des actions des impérialistes sur l'Union soviétique.

La première évolution dans le contenu de la propagande communiste se situe autour de septembre 1951 lorsque le PCF prend position contre le réarmement allemand tout en dénonçant non seulement ses conséquences internationales, mais également la politique du RPF vis-à-vis de l'Allemagne et de la politique « antinationale » du gouvernement en Indochine et en faveur de la Yougoslavie de Tito⁶¹⁸. L'importance considérable accordée aux thèmes nationaux, jugés aussi importants que les thèmes internationaux, est une tendance claire que l'on peut observer, car ces deux thèmes sont traités conjointement même dans les décisions du secrétariat. Est rajoutée à l'expression « lutte pour paix » la précision suivante : « la lutte pour la paix et pour l'indépendance nationale »⁶¹⁹.

À la fin de l'année 1951, dans le contexte des Assises nationales pour le désarmement et pour la paix, Laurent Casanova présente la situation internationale en soulignant le danger que représentent les États-Unis et leurs actions pour l'établissement de la paix

⁶¹⁶ « However, by playing on French fear of war, economic grievances, and anti-American sentiment, the numerous party propaganda organizations will probably continue to arouse some popular resistance to general defense policies. Moreover, in event of serious economic depression, Communist popular support probably would again increase and the party would regain some of its lost political power. », *ibid.*

⁶¹⁷ Décision 8, Réunion du secrétariat du 6 août 1951, Fonds de la direction du Parti Communiste Français (1944-1979), Secrétariat de Maurice Thorez (Septembre 1944-17 mai 1964), Secrétariat général, 1951.

⁶¹⁸ Décisions 5-8, Réunion du secrétariat du 3 septembre 1951, *ibid.*

⁶¹⁹ Décisions 2-14, Réunion du secrétariat du 18 septembre 1951, *ibid.*

mondiale. Au même moment, Casanova présente le réarmement de l'Allemagne comme un obstacle à la paix globale, certes, mais également comme un fardeau économique avec de lourdes conséquences spécifiquement pour la France.

La politique du surarmement fait de la France une mendicante vivant aux crochets de l'étranger et toujours menacée d'un désastre économique.

La politique du surarmement implique pour la France l'acceptation. Au mépris de sa propre sécurité, de voir renaître une Allemagne réactionnaire et revancharde occupant une position dominante en Europe occidentale⁶²⁰.

De plus, il faut noter que, progressivement, tous les enjeux français de politique internationale mentionnés par la CIA feront l'objectif d'une propagande communiste et seront repris par les décisions du secrétariat et du bureau politique à partir de 1952. La question de la politique étrangère française est évoquée régulièrement et de manière plus structurée, et pas seulement en réaction à la campagne de la lutte pour la paix. La guerre en Indochine, la question du réarmement allemand, la politique coloniale en Afrique, la mise en place d'une armée européenne, etc. sont tous des thèmes traités de manière approfondie par les communistes⁶²¹. La lutte pour la paix ne monopolise plus l'action du PCF ; au contraire, le parti semble apte à saisir plus efficacement les occasions données aux communistes en soulignant les contradictions inhérentes aux différents dossiers de politique étrangère.

Même si la CIA et le gouvernement américain ne croient pas que la propagande communiste puisse substantiellement améliorer la situation du PCF en augmentant son influence à moyen terme, nous remarquons malgré tout un passage progressif d'une propagande « dogmatique » et plaquée sur la doctrine Jdanov à une propagande plus dynamique et prête à prendre avantage de la position délicate de la France dans l'échiquier international. Dans ce contexte, l'opposition à la CED deviendra pour le PCF le dossier principal de l'opposition au Pacte atlantique et généralement de la politique atlantiste. À travers le refus de la CED, le PCF dénoncera l'impérialisme américain et l'asservissement de la France aux États-Unis.

⁶²⁰ Laurent Casanova, « Nos raisons pour vouloir la paix », *Cahiers du Communisme*, 29 (1), Janvier 1952, 13.

⁶²¹ Voir par exemple la réunion du secrétariat du 23 juin 1952.

Sur ce point, il est important de mettre en lumière la différence avec le contexte italien qui sera analysé plus tard dans le chapitre. Dans les analyses du gouvernement américain et de la CIA, la possibilité que l'opposition du PCF puisse éventuellement mettre en danger la vocation atlantiste de la France n'est même pas prise en considération. Grâce à la capacité des autres formations politiques françaises de se coaliser dans l'éventualité d'une montée soudaine des communistes, la possibilité d'un amoindrissement des liens entre la France et la communauté atlantique est perçue comme peu probable. Et si ce scénario devait se produire, les raisons ne devraient pas s'expliquer par l'efficacité de la propagande communiste, mais plutôt en raison de la surexposition de la France au niveau de la politique étrangère⁶²².

L'affinement de la stratégie d'opposition à la CED par l'instrumentalisation d'enjeux nationaux français ne signifie pas que la lutte pour la paix et la vocation internationale du PCF soit mise de côté, bien au contraire. Dans la décision du bureau politique du 19 septembre 1952, en vue du Congrès des peuples pour la paix prévu pour décembre 1952, il est rappelé que toutes les activités du parti doivent être conçues dans le cadre de la campagne de la paix pour aider à l'organisation du Congrès⁶²³.

Il y a quelques fois des références à la politique atlantiste dans les décisions du secrétariat. Par exemple, en octobre 1952, on peut y lire qu'il faut relever énergiquement les contradictions chez les défenseurs de l'atlantisme, tout en rappelant la position des communistes sur ce sujet⁶²⁴. Suivant la réunion du conseil atlantique de novembre à Rome, le mois suivant le PCF souligne la nécessité de mettre en lumière les bons résultats et l'efficacité de la campagne pour la paix manifestés par « l'opposition grandissante des peuples à la guerre qui a eu son retentissement dans la dernière session du Conseil de l'organisation atlantique⁶²⁵ ».

⁶²² *France Probable Future Role in the Western Security System*, 1.

⁶²³ Décision 2, Réunion du bureau politique du 19 septembre 1952, Fonds de la direction du Parti Communiste Français (1944-1979), Secrétariat de Maurice Thorez (Septembre 1944 - 17 Mai 1964), Bureau politique, 1952.

⁶²⁴ Décision 3, Réunion du secrétariat du 20 octobre 1952, *ibid.*, Secrétariat général, 1952.

⁶²⁵ Décision 3, Réunion du secrétariat du 22 décembre 1952, *ibid.*

Dans le grand portrait de l'opposition à la politique atlantiste se retrouvent également des références contre la politique d'eupéanisation de la France. Dans ce contexte, la propagande contre l'armée européenne, contre le réarmement allemand, contre les accords de Bonn et contre le traité de Paris s'affine et s'intensifie au cours des années⁶²⁶. L'analyse des accords de Bonn et du traité de Paris par le dirigeant communiste Louis Villon est emblématique, surtout à propos des potentielles conséquences pour la France. La perte d'indépendance et la mise en branle de la sécurité de la France seraient causées par les « impérialistes américains » et le bloc atlantique pourrait envenimer ces problèmes. Villon explique :

En ce qui concerne la France, le traité de Paris, tendant à constituer la prétendue « Communauté européenne de défense », aboutirait à la liquidation totale de son indépendance nationale. Le gouvernement français ne disposerait plus d'aucune force armée [...] il ne pourrait retirer de l'armée européenne aucune unité, serait-ce une compagnie ou une section, sans avoir obtenu la permission du commandement américain de l'armée atlantique. [...] Il ne lui resterait que le « droit » d'approuver globalement une somme fixée par un organisme supranational, c'est-à-dire étranger, dépendant pratiquement du commandement américain de l'armée atlantique [...] En outre, le traité de Paris permet au commandement américain de l'armée atlantique de renforcer son occupation avec des unités de l'armée européenne de quelque nationalité qu'elles soient, y compris celles de nationalité allemande, puisque l'article 77 le rend maître de l'implantation territoriale des « Forces européennes » [...] On peut donc conclure qu'un des objectifs des accords de Bonn et du traité de Paris c'est le renforcement de la domination impérialiste américaine sur la France, l'Allemagne et les quatre autres pays participants à l'armée européenne⁶²⁷.

L'opposition à la CED s'intensifie à mesure que l'on approche des discussions de sa ratification qui échoue en 1954.

2.3 La stratégie de l'unité d'action

Au début de 1954, le PCF parvient finalement à mettre en place une opposition élaborée contre la CED qui ne se limite pas qu'aux thèmes traditionnels comme celui de la défense nationale, mais qui se structure autour de plusieurs dossiers qui y sont liés. Ce changement est le fruit de la stratégie annoncée par Maurice Thorez lors du Comité central de Drancy le 28 octobre 1953, synthétisé clairement dans ce passage paru dans les *Cahiers du communisme* :

⁶²⁶ Voir par exemple les décisions 6 et 7 du secrétariat du 19 janvier 1953.

⁶²⁷ Pierre Villon, « Lutte commune des peuples d'Allemagne et de France! », *Cahiers du communisme*, 30 (2), Février 1953, 169-170.

Dans les diverses organisations démocratiques, dans toutes les organisations de masse où ils militent, les communistes soutiendront activement les revendications particulières défendues par ces organisations ; en s'y montrant eux-mêmes les meilleurs, les communistes s'efforceront de faire concourir les adhérents de ces organisations (syndiqués, femmes, jeunes, paysans, anciens combattants et victimes de la guerre, etc.) et ces organisations elles-mêmes au succès de la lutte patriotique pour le rejet des accords de Bonn et de Paris.

La dénonciation des soutiens de la politique atlantique et promoteurs de l'armée « européenne » (parmi lesquels des dirigeants socialistes et M.R.P., ceux-ci alliés de représentants de la réaction classique au gouvernement) doit se faire en tenant compte qu'il y a actuellement dans tous les partis de la bourgeoisie une ligne de démarcation entre partisans et adversaires des accords de Bonn et de Paris. Au centre de tout, comme l'a montré avec clairvoyance le Parti communiste français depuis l'asservissement de la France à la politique du plan Marshall et du Pacte atlantique, se place la question de l'indépendance nationale et de la paix. En liaison avec chaque revendication, chaque besoin et aspiration du peuple, les communistes prennent hardiment en main la cause de l'indépendance nationale et de la paix, rassemblent toutes les forces dont l'union et l'action permettront de battre les promoteurs de l'armée "européenne", forgent dans l'action l'unité de la classe ouvrière afin d'unir autour d'elle toutes les énergies démocratiques et nationales pour un changement d'orientation de la politique française⁶²⁸.

C'est un changement important puisqu'il amène le PCF à rassembler toutes les forces politiques opposées à la CED, car le parti lui-même s'est rendu compte que le sujet est source de débat non seulement dans la base électorale des partis de la majorité, mais également dans leur classe dirigeante. C'est la raison pour laquelle Thorez affirmait que « pour notre part, nous sommes résolu à ne rien négliger, et compris sur le plan parlementaire afin d'assurer la défaite des promoteurs de l'armée européenne⁶²⁹. »

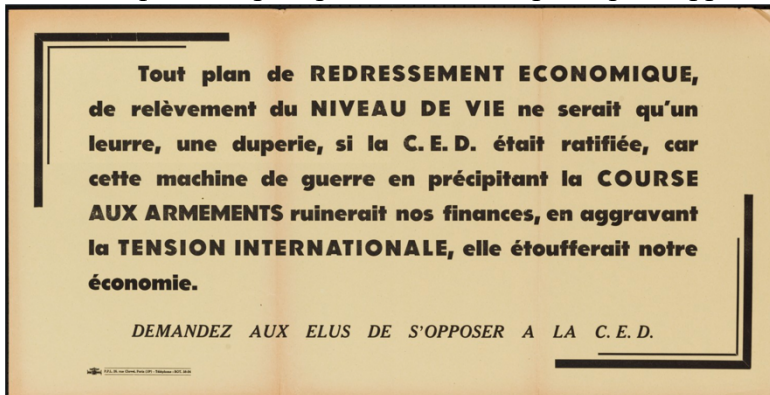
À la suite de cette nouvelle ligne politique du parti, les analyses sur l'opposition à la CED deviennent de plus en plus détaillées, comme le montrent les comptes rendus des réunions du secrétariat. Face aux arguments traditionnels de la perte de souveraineté nationale et des dépenses militaires, les dirigeants communistes développent de nouveaux éléments d'opposition :

- a) Les conséquences économiques de la CED, non seulement liées aux dépenses pour les armements, mais de manière plus générale.
- b) L'inacceptabilité de la CED dans un contexte international potentiellement plus pacifique.
- c) La nécessité d'élaborer une stratégie *ad hoc* pour la base socialiste opposée à la CED.

⁶²⁸ Éditorial, « Le parti, instrument de la victoire du peuple de France », *Cahiers du communisme*, 30 (11-12), novembre-décembre 1953, 1096-97.

⁶²⁹ *Ibid.*, 1095.

À propos du point a), un élément important est à souligner : la préservation de l'économie nationale, par rapport non seulement à la CED, mais à tout le système d'intégration européenne, est maintenant un des éléments les plus importants de la rhétorique du PCF. En effet, le parti voit en la CED une étape fondamentale du processus d'intégration économique et il est bien conscient que « si la CED ne se réalise pas, les projets d'intégrations et le pôle lui-même apparaissent sinon condamnés du moins très compromis »⁶³⁰. C'est donc le projet d'intégration européenne dans son ensemble qui est remis en question, puisqu'en 1953, cette politique « apparaissait comme une nécessité pour



les plus puissants monopoles européens [...], mais cette politique comporte de tels risques pour la plus grande partie du capitalisme français qu'elle soulève de violentes oppositions⁶³¹. »

Collection d'affiches du PCF, Europe, défense européenne, alliance militaire, 89FI/2600, 1954, Producteur : Parti communiste français, Auteur : non identifié, Éditeur / Imprimeur : Paris Province impression (PPI), Paris.

Cette prise de conscience d'une opposition intérieure à l'intégration européenne qui dépasserait le cadre communiste fait en sorte que le bureau politique du PCF décide « [d']insister dans la lutte contre la C.E.D. sur les arguments économiques. Rechercher en outre la part des monopoles français dans les mines et l'industrie allemande. »⁶³²

L'ouverture du commerce français vers l'est serait également une étape très importante et nécessaire. Elle serait toutefois insuffisante comme le démontre la décision du bureau politique qui stipule qu'il faudrait « surligner la très grande importance du commerce avec l'est, pour une politique de paix, ainsi que les avantages pour l'économie

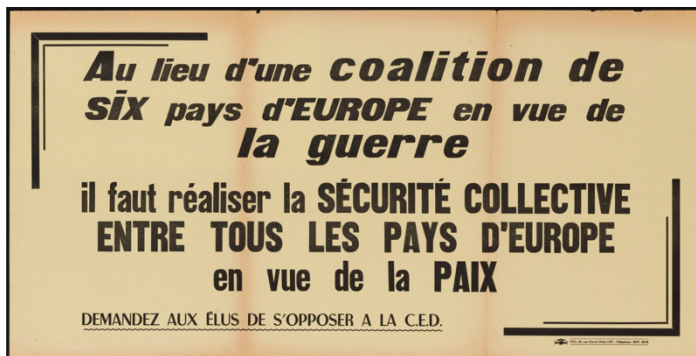
⁶³⁰ II - décision 8, Réunion du bureau politique du 11 février 1954, Fonds de la direction du Parti Communiste Français (1944-1979), Secrétariat de Maurice Thorez (Septembre 1944 - 17 Mai 1964), Bureau politique, 1954.

⁶³¹ *Ibid.*

⁶³² III – décision 3, *ibid.*

française. Prendre garde, cependant de ne pas laisser croire qu'il s'agit d'une panacée qui réglerait toutes les difficultés économiques : dénoncer à nouveau la subordination du commerce français aux décisions et au contrôle américain »⁶³³. Nous remarquons dans ce passage que la dimension nationale et la campagne pour la paix sont à ce moment-ci de même importance et partagent la même priorité.

Les retombées internationales ont également un rôle à jouer dans la stratégie d'opposition à la CED, laquelle devient de plus en plus prioritaire. Toujours en février 1954, le secrétariat se pose des questions sur la dernière rencontre des Partisans pour la paix et la liberté. Il recommande de repérer les grandes lignes d'opposition à la CED à l'international, tout en les appliquant sur les principaux enjeux de sécurité pour la France. Le secrétariat insiste sur le fait que l'Union soviétique n'acceptera jamais la CED



Collection d'affiches du PCF, Europe, défense européenne, alliance militaire, 89FI/2601, 1954, Producteur : Parti communiste français, Auteur : non identifié, Éditeur / Imprimeur : Paris Province impression (PPI), Paris

puisqu'elle empêcherait définitivement la réunification des Allemagnes. Il faudrait de plus publiciser le projet alternatif à la CED, proposé par Molotov, celui de traité de sécurité européenne. Pour mener à terme ce projet éventuel, il est impératif que le PCF mette de l'avant les

avantages dont pourrait en bénéficier la France et de le comparer avec la CED. Le secrétariat soutient également que le fait que les Américains mettent de la pression pour que la CED soit ratifiée dans les plus brefs délais est un signe que l'armée européenne serait un instrument pour leur entreprise impérialiste. Aussi, le PCF commence à organiser des rencontres dans plusieurs villes auxquelles participent des dirigeants communistes et souhaite planifier l'unité d'action à la suite des prises de position des élus et militants socialistes contre la CED⁶³⁴.

⁶³³ III – décision 6, *ibid.*

⁶³⁴ Décisions 2-3 et 5-9, Réunion du bureau politique du 15 février 1954, *ibid.*

La recherche de cette unité d'action se confirme par les décisions prises au comité central d'Arcueil et dans la réunion suivante du bureau politique dans laquelle la stratégie commune de travail avec les militants socialistes s'affine. La décision est prise d'éditer des tracts différents, tout d'abord sur les conséquences de la CED pour la classe ouvrière et ensuite d'autres tracts destinés en particulier aux travailleurs socialistes « faisant connaître notamment l'opposition à la CED de certains militants socialistes français et des autres pays de l'Europe⁶³⁵. »

C'est à ce moment que le PCF prend conscience que le contexte politique intérieur pourrait leur être favorable et mener à un succès de la campagne contre la CED. Il est clairement mentionné dans la réunion du secrétariat du 12 mars 1954 « un développement des conditions favorables à un élargissement du mouvement d'opposition⁶³⁶ » et qu'il faudrait par conséquent intensifier l'action dans un contexte de front uni en augmentant la pression sur les dirigeants et les parlementaires socialistes pour rallier la protestation publique contre la CED⁶³⁷. Il faudrait aussi diversifier et cibler plus précisément certaines interventions, à commencer par l'action commune avec les travailleurs socialistes⁶³⁸. La mobilisation devrait utiliser les cellules d'entreprises pour augmenter la couverture de la campagne à l'échelle nationale, surtout en préparation de la collecte des signatures contre l'armée européenne⁶³⁹. Il faudrait finalement proposer comme alternative à la CED la proposition susmentionnée de Molotov sur le traité général européen de sécurité collective⁶⁴⁰.

Ainsi, la politique d'action commune pourrait inclure d'autres formations politiques. Au mois d'avril, en dénonçant la politique gouvernementale et les pressions des Britanniques pour l'approbation de la CED, le PCF dénonce également la duplicité des ministres gaullistes qui prétendent combattre la CED. Thorez et ses camarades dénoncent

⁶³⁵ Décisions 2a et 2b, Réunion du bureau politique du 10 mars 1954, *ibid.*

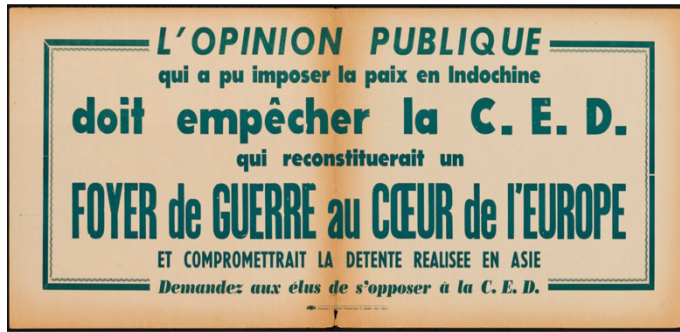
⁶³⁶ Décisions 2a, Réunion du secrétariat du 12 mars 1954, *ibid.*, Secrétariat général, 1954.

⁶³⁷ Décisions 2c et 2d, *ibid.*

⁶³⁸ Décisions 3, *ibid.*

⁶³⁹ Décisions 4d, Réunion du secrétariat du 17 mars 1954, *ibid.*

⁶⁴⁰ Décisions 2 et 3, Réunion du secrétariat du 22 mars 1954, *ibid.*



Collection d'affiches du PCF, Europe, défense européenne, alliance militaire, 89FI/2562, 1954, Producteur : Parti communiste français, Auteur : non identifié, Éditeur / Imprimeur : Paris Province impression (PPI), Paris

le « divorce entre les paroles des militants du RPF et les actes de leurs ministres »⁶⁴¹. Toujours en avril, alors que l'on s'approche d'une possible discussion sur la CED au sein du Parlement, l'attention est graduellement portée vers les députés des autres partis, les socialistes en tête, qui pourraient voter contre la CED⁶⁴². L'attention portée à la CED reste maximale, même à la Conférence de Genève pour la résolution de la guerre d'Indochine⁶⁴³, particulièrement en prévision du congrès extraordinaire des socialistes. Le secrétariat recommande d'aller davantage en profondeur dans le refus de la CED en démontant les théories adverses comme la nécessité du contrôle démocratique de l'Allemagne de l'Ouest soutenue par les pays occidentaux, mais surtout en insistant sur le caractère antidémocratique et antifrçais du projet de communauté politique de l'Europe préparé à Strasbourg⁶⁴⁴.

En vue de la bataille parlementaire qui s'annonce, le PCF désire faire un recensement de tous les députés qui, dans les différents groupes parlementaires, s'étaient prononcés contre la CED ou hésitaient, afin de mieux organiser la mobilisation des différentes fédérations⁶⁴⁵. La pression sur les socialistes s'intensifie, surtout lorsque les partis en faveur de la CED, comme le MRP, acceptent de reporter la date d'un débat au Parlement⁶⁴⁶. Selon les communistes français, cela est dû au fait que les partis favorables

⁶⁴¹ Décisions 2 et 4, Réunion du secrétariat du 15 avril 1954, *ibid.*

⁶⁴² Décisions 4, Réunion du secrétariat du 22 avril 1954, *ibid.*

⁶⁴³ Pour un aperçu détaillé des différents thèmes lors de cette conférence, voir : Laurent Cesari, « La négociation sur l'Indochine à la Conférence de Genève (1954) », *Relations internationales* 135, 3 (2008), <https://doi.org/10.3917/ri.135.0007>, <https://www.cairn.info/revue-relations-internationales-2008-3-page-7.htm>

https://www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=RI_135_0007.

⁶⁴⁴ Décisions 8, Réunion du secrétariat du 06 mai 1954, *ibid.*

⁶⁴⁵ *Ibid.*

⁶⁴⁶ Pour un portrait de la position de socialistes sur la CED, voir Noëlline Castagnez, « Les socialistes et la CED. Contre la petite Europe, cléricale et réactionnaire (mai 1954) », *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, 3 (2007), <https://doi.org/10.3917/parl.hs03.0131>, <https://www.cairn.info/revue-parlements1-2007-3-page-131.htm>

à la CED attendent le bon moment. Par conséquent, pour contrecarrer cette éventualité, l'effort doit se concentrer sur la base et les élus socialistes pour les influencer lors de leur congrès⁶⁴⁷. Les efforts des communistes ne seront pas vains, fait confirmé par le vote contre l'armée européenne des députés socialistes hostiles à la CED lors de la commission des affaires étrangères⁶⁴⁸.

Les références en faveur des solutions proposées par Moscou demeurent⁶⁴⁹, mais désormais, le parti agit en vue du débat qui s'annonce et essaie de rassembler tous les éléments négatifs de la CED, en commençant par l'impossibilité de régler le problème allemand pacifiquement⁶⁵⁰. Cependant, selon la lecture communiste de la situation, toute la politique française, intérieure ou extérieure, est remise en question. La mobilisation est sur le bon chemin, même si le parti estime qu'il a du chemin à faire en ce qui concerne les explications sur le fonctionnement de la CED⁶⁵¹.

Le PCF désire affronter la question de fond en comble. Pour le débat parlementaire sur la CED, il envisage sept interventions différentes : une intervention générale, une intervention sur les aspects militaires, sur les conséquences économiques et sociales, sur l'opération Mendès France, sur la sécurité collective, sur les accords de Bonn et finalement sur les conséquences de la CED pour les Territoires d'outre-mer⁶⁵². On arrive donc au moment où le PCF peut utiliser son arsenal de propagande pour essayer d'empêcher la ratification de la CED, propagande qui, comme nous l'avons vu, se développe graduellement pour en arriver à des résultats efficaces et structurés. Cette efficacité est due au fait que le PCF a su expliquer minutieusement les enjeux réels que la Communauté européenne de Défense aurait entraînés pour la France⁶⁵³.

https://www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=PARL_HS03_0131.

⁶⁴⁷ Décisions 7-10, Réunion du secrétariat du 19 mai 1954, *ibid*.

⁶⁴⁸ Décision 4, Réunion du secrétariat du 9 juin 1954, *ibid*.

⁶⁴⁹ Décision 3, Réunion du secrétariat du 28 juillet 1954, *ibid*.

⁶⁵⁰ *Ibid*.

⁶⁵¹ Décision 1b, Réunion du secrétariat du 17 août 1954, *ibid*.

⁶⁵² Décisions 4, *ibid*.

⁶⁵³ Pour comprendre les composantes de politique intérieure qui ont amené le rejet de la CED en France, voir : Philippe Buton, « La CED, L'Affaire Dreyfus de la Quatrième République ? », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 84, 4 (2004), <https://doi.org/10.3917/ving.084.0043>, <https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2004-4-page-43.htm>

3 - Le PCI et l'opposition à l'atlantisme : une stratégie plus globale

3.1 La vision américaine

La situation italienne est différente notamment parce que l'opposition au bloc atlantique ne se limite pas qu'à la CED, comme en France pour le PCI ; elle est au centre d'une stratégie plus globale. Cependant, les deux partis communistes sont perçus comme des menaces par le gouvernement américain qui souhaiterait que leur influence soit de plus en plus réduite à partir de 1951. Dans un mémorandum du directeur adjoint de la CIA, Allen Dulles, intitulé *Analysis of the power of the Communist Parties of France and Italy and of measures to counter them*, on retrouve plusieurs réflexions très intéressantes sur les deux partis communistes à l'étude⁶⁵⁴.

Il est clairement expliqué dans ce mémo à quel point les PCF-I demeurent, selon le gouvernement américain, des éléments déstabilisateurs au sein de ces deux démocraties occidentales et que, par conséquent, ils devront être idéalement neutralisés. La CIA ne craint pas une prise de pouvoir communiste à moyen terme, mais elle évalue que dans cette période décisive pour la formulation de la défense de l'Europe (en référence à la CED), les deux partis « constituaient une menace constante vers le gouvernement démocratique et aussi pour la sécurité des forces de l'OTAN en Europe »⁶⁵⁵. Il serait donc temps, selon l'agence de renseignement, d'encourager les gouvernements italien et français à resserrer leurs actions contre les communistes qui présentent un danger pour l'ensemble de l'alliance occidentale.

Nous pouvons noter qu'il y a encore une fois une appréhension différente entre les deux partis communistes. Le PCF est à plusieurs reprises présenté comme une force déclinante par rapport à 1946. Selon la CIA, il ne pourrait retrouver son importance

https://www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=VING_084_0043.

⁶⁵⁴ *Analysis of the power of the Communist Parties of France and Italy and of measures to counter them*, General CIA Records, Document Number (FOIA)/ESDN (CREST): CIA-RDP80R01731R003200020013-5, 15 septembre 1951.

⁶⁵⁵ *Ibid.*

politique à l'échelle nationale qu'en cas de changement de stratégie de la politique étrangère de l'Union soviétique⁶⁵⁶. L'évaluation du PCI est différente. L'agence explique que, nonobstant les efforts et les lois électorales favorables aux forces du gouvernement, les résultats des élections municipales ont démontré que le PCI est toujours bien présent et qu'il serait préférable que le gouvernement italien intervienne pour essayer d'écraser les communistes⁶⁵⁷.

S'il est pertinent de constater les évaluations de la CIA sur la situation du PCF qui sont similaires à celles de 1953, il faut également constater l'évolution du PCI. Comme mentionné dans le précédent chapitre, le PCI possède de meilleurs arguments et de meilleurs propagandistes qui mêlent habilement les thèmes nationaux et internationaux. Conséquemment, et c'est bien l'analyse qu'en fait Washington, le PCI est capable non seulement de s'opposer efficacement sur le dossier spécifique de l'armée européenne, mais aussi d'avoir l'ambition de remettre en question toute la politique atlantiste de l'Italie.

3.2 L'opposition à l'entrée de la Grèce et de la Turquie dans le Pacte atlantique

Un cas exemplaire pertinent pour comparer le PCI et le PCF est celui de l'opposition à l'admission de la Grèce et de la Turquie dans l'OTAN⁶⁵⁸. Le sujet est particulièrement délicat puisqu'il s'agirait du premier élargissement de l'Alliance atlantique depuis sa fondation, qui plus est dans deux pays très importants dans cette guerre froide qui débute.

Du côté français, les références à l'entrée des deux pays de la mer Égée dans l'alliance atlantique sont sporadiques, ni le bureau politique ni le secrétariat ne prennent de décisions sur ce problème particulier. L'unique référence date de la fin 1950 et condamne

⁶⁵⁶ *Ibid.*

⁶⁵⁷ *Ibid.*

⁶⁵⁸ À la conférence d'Ottawa en septembre 1951, les pays membres de l'OTAN s'entendent sur l'admission de la Grèce et de la Turquie au sein du Pacte atlantique. Le février suivant, les parlements nationaux de la Grèce et de la Turquie ratifient cette admission et les deux pays participent à la rencontre de Lisbonne le 16 février 1952 comme nouveaux membres. Jean-Baptiste Duroselle et André Kaspi, *Histoire des relations internationales. De 1945 à nos jours* (Paris : Armand Colin, 2017), <https://www.cairn.info/histoire-des-relations-internationales--9782200601744.htm>, 89.

l'alignement de la Grèce et de la Turquie sur Tito. Dans les *Cahiers du communisme*, on repère plusieurs références à « [l']intégration projetée de la Grèce et de la Turquie dans la coalition Atlantique-Méditerranée », mais surtout pour dénoncer les risques d'une escalade des conflits et l'agression des impérialistes⁶⁵⁹. La question de ces admissions est reprise le mois suivant dans les *Cahiers* lors de la publication de la déclaration de l'ambassadeur soviétique à Londres Andrei Gromyko à la conférence préliminaire des suppléants des ministres des Affaires étrangères des quatre puissances, dans laquelle est condamné l'élargissement du Pacte perçu, en plus de la prolifération des bases américaines, comme l'élément augmentant les tensions entre l'URSS et les trois autres pays (États-Unis, France et Grande-Bretagne)⁶⁶⁰. La question de l'admission de la Grèce et de la Turquie continue à être abordée du point de vue de la politique internationale⁶⁶¹, exception faite pour un article sur le gouvernement français et la dénonciation de la social-démocratie⁶⁶².

Dans un texte écrit par Togliatti en 1953, la prémisse est claire. L'admission de la Grèce et de la Turquie l'année précédente aurait dû être refusée en raison des intérêts nationaux italiens⁶⁶³. L'argumentaire est un mélange réussi d'enjeux internationaux et de particularités italiennes. En effet, le PCI interprète cet élargissement de l'OTAN comme une préparation à une guerre contre l'est. Un point focal de l'argumentaire de Togliatti est que l'extension produirait quatre principales conséquences directes et indésirables pour l'Italie.

Premièrement, l'élargissement créerait non loin de la péninsule italienne une situation similaire à l'Allemagne occidentale puisque, tout comme l'Allemagne, la Grèce et la Turquie sont dans la ligne de mire des expansions territoriales — entre eux, et de la part d'autres puissances — causant à l'intérieur de l'alliance une augmentation du risque

⁶⁵⁹ Éditorial, « L'activité politique des communistes dans la lutte pour la paix », *Cahiers du Communisme*. 28 (6), Juin 1951, 631.

⁶⁶⁰ André Gromyko, « Bilan de la conférence des quatre suppléants », *Cahiers du Communisme*. 28 (7), Juillet 1951, 801-805.

⁶⁶¹ Voir : Raymond Agasse, « La lutte contre l'occupation américaine en France », *Cahiers du communisme*. 28 (8), Août 1951, 958-973.

⁶⁶² François Billoux, « Unité d'action et lutte contre la social-démocratie », *Cahiers du communisme*. 29 (2), Février 1952, 123.

⁶⁶³ Le Parlement italien approuva en février 1952 l'admission de la Grèce et de la Turquie dans le Pacte atlantique.

de conflit où l'Italie pourrait, malgré elle, être prise entre deux feux pour des enjeux qui ne la concernent pas directement⁶⁶⁴. Deuxièmement, l'Italie perdrait de son importance stratégique puisqu'elle n'exercerait plus un rôle de pilier méditerranéen au sein du Pacte. Son influence envers les autres puissances en serait diminuée et sa position stratégique dans la Méditerranée sacrifiée à l'avantage des deux nouveaux États membres⁶⁶⁵. Troisièmement, l'admission de la Grèce et de la Turquie ouvrirait la voie à l'entrée de la Yougoslavie, entraînant non seulement des conséquences néfastes pour la situation italienne, mais également pour l'international.

Mais même en ce qui concerne les mensonges pitoyables sur le "renforcement" de la position de l'Italie, les faits les ont démasqués de manière retentissante.

Dès les premiers mois de l'année, en effet, l'objectif (déjà clair à plusieurs signes) de la politique américaine se manifeste, à savoir l'inclusion de la Yougoslavie dans le système atlantique.

Comme Tito ne veut pas encore se démasquer ouvertement en s'engageant officiellement dans le traité militaire atlantique, on tente de l'inclure indirectement et de le lier à la Grèce et à la Turquie afin de compléter l'encercllement de l'URSS par une chaîne ininterrompue de bases et de pays, du pôle Nord à l'Asie orientale en passant par l'Europe et le Moyen-Orient.

Ces intentions des Américains à l'égard de la Yougoslavie n'étaient d'ailleurs pas inconnues des dirigeants italiens (elles étaient, on peut le dire, implicites dans le passage de la Yougoslavie dans le camp des partisans de la guerre) et on ne pouvait ignorer que dans cette situation et dans la préparation d'une guerre contre l'Est, la Yougoslavie serait préférée à l'Italie, et que ce fait, en plus de toutes les autres conséquences signifiaient également qu'il serait plus difficile de résoudre les problèmes en suspens dans un sens favorable pour nous et en particulier pour Trieste. Il était clair qu'en effet, le temps allait jouer en faveur de la Yougoslavie⁶⁶⁶.

Quatrièmement, dans son argumentaire, Togliatti rappelle les répercussions militaires pour l'Italie. Il souligne la manière dont cette extension élargirait la zone de commandement de l'Europe méridionale, précédemment confiée à un général italien. Au

⁶⁶⁴ Palmiro Togliatti, «il fallimento di una politica, l'italia e il patto balcanico », Archivio fondazione Gramsci, fondo PCI, febbraio 1953, 2.

⁶⁶⁵ *Ibid.*, 1.

⁶⁶⁶ « Ma anche per quanto riguarda le menzogne pietose del "rafforzamento" della posizione dell'Italia i fatti la smascherano in modo clamoroso. Fin dai primi mesi dell'anno infatti si manifestò l'obiettivo (già del resto chiaro da più segni) della politica americana, quello cioè di inserire la Jugoslavia nel sistema atlantico.

Poiché Tito non voleva ancora smascherarsi apertamente impegnandosi ufficialmente nel trattato militare atlantico si cercò di inserirlo indirettamente e di legarlo alla Grecia e alla Turchia allo scopo così di completare l'accerchiamento dell'URSS con una catena ininterrotta di basi e di Paesi, dal polo Nord attraverso all'Europa e al Medio Oriente fino all' Asia Orientale.

Questi propositi degli americani nei confronti della Jugoslavia non erano del resto ignoti ai dirigenti italiani (erano, si può dire impliciti nel passaggio della Jugoslavia nel campo dei fautori di guerra) né poteva essere ignorato il fatto che in questa situazione e nella preparazione di una guerra contro l'Est la Jugoslavia sarebbe stata preferita all'Italia, e che questo fatto, oltre a tutte le altre conseguenze comportava anche una maggiore difficoltà di risolvere in senso a noi favorevole i problemi pendenti ed in particolare quello di Trieste. Era chiaro che, anzi, il tempo avrebbe lavorato a favore della Jugoslavia », *ibid.*, 3.

lieu d'insérer la Grèce et la Turquie dans la zone méridionale, le général américain Ridgway, après avoir pris connaissance que les deux nouveaux pays ne mettraient pas leurs forces armées sous le contrôle d'un général italien, prit la décision de mettre en place un secteur turco-grec, priorisant ainsi les intérêts des nouveaux pays prioritaires pour les États-Unis et ignorant les intérêts italiens⁶⁶⁷.

Le PCI met de l'avant dans sa rhétorique une série de potentielles retombées négatives sur l'Italie, prioritairement du point de vue national, pour critiquer le gouvernement. Les États-Unis sont décontenancés par cette rhétorique nationaliste qui semble efficace non seulement pour la base communiste, mais qui se répand également dans d'autres pays, car en pleine négociation pour l'admission de la Grèce et de la Turquie pendant l'hiver 1951, le général Eisenhower s'était

dit préoccupé par la tendance des pays d'OTAN à adopter une approche hautement nationaliste du problème de la sélection des personnes devant occuper des postes au sein du SHAPE et de la structure de commandement. Certains pays semblent considérer les nominations comme un moyen d'améliorer le prestige national plutôt que comme une véritable responsabilité qui engage non seulement l'individu, mais aussi le gouvernement⁶⁶⁸.

Le PCI joue habilement sur ce sentiment nationaliste, surtout sur cet enjeu qui porterait un coup significatif à l'importance stratégique de Rome dans l'arène internationale.

L'efficacité de la propagande communiste peut également s'expliquer par le fait que les pays de l'OTAN, pris individuellement, ne maîtrisent pas encore à ce moment l'importance des relations publiques, contrairement à l'Alliance atlantique. Effectivement, les pays membres se retrouvent dans une situation sans précédent où il est périlleux de concilier les exigences de l'alliance avec les exigences nationales. Parfois, des déclarations de représentants des gouvernements membres du Pacte peuvent provoquer des débats et

⁶⁶⁷ *Ibid.*, 4.

⁶⁶⁸ « General Eisenhower expressed concern over tendency of NATO countries to adopt highly nationalistic approach to problem of selecting individuals to fill positions in SHAPE and command structure. Some nations seemed to view appointments as means of enhancing national prestige rather than as real responsibility which engages not only individual but also government », The ambassador in France David K. E. Bruce to the Secretary of State Dean Acheson, Foreign Relations Of The United States, 1951, European Security And The German Question, Volume III, Part 1, David H. Stauffer, John A. Bernbaum, William Z. Slany, Lisle A. Rose, Charles S. Sampson, Fredrick Aandahl et William Z. Slany, ed. (United States Government Printing Office : Washington, 1981), Document 261.

des malentendus sur des problématiques encore dans une phase préliminaire de discussion. Pour éviter ce scénario, Washington croit qu'il faudrait mettre en place une compréhension et une croyance commune en l'OTAN au sein de tous les États membres⁶⁶⁹.

Les communistes italiens se sont donc montrés capables d'appliquer une propagande efficace jouant sur les divisions et les ambitions nationales des États de l'Alliance et en insistant sur les contradictions entre les intérêts nationaux et les exigences « atlantiques ». On peut donc relever une meilleure utilisation de la rhétorique oppositionnelle du PCI, comparativement au PCF, qui ne se limite pas qu'à un argumentaire contre l'impérialisme et à l'agression envers l'Union soviétique, mais qui évoque de manière structurée et argumentée toute une série de conséquences — véridiques ou présumées — sur l'Italie qui découleraient de ses engagements au sein de l'OTAN.

3.3 Les élections italiennes et la montée communiste

Quelques mois après le commentaire de Togliatti sur la Grèce et la Turquie mentionné ci-dessus, des élections nationales sont organisées en Italie. Le PCI obtient un bon résultat, 22,6% des votes avec une augmentation respective de 13 députés et 6 sénateurs par rapport aux élections de 1948. La coalition gouvernementale n'est pas capable de récolter la majorité des votes de 50,1% qui, selon une loi adoptée le 31 mars 1953, octroierait 65% des sièges du Parlement. Cette loi fut conçue pour éviter qu'une montée des votes pour les extrêmes (de droite ou de gauche) n'empêche la formation d'une majorité gouvernementale⁶⁷⁰.

Inquiète du résultat électoral, l'ambassadrice américaine Clare Boothe Luce analyse les raisons de l'efficacité de la campagne électorale du PCI.

Les communistes ont réalisé des gains plus importants que prévu, car les questions intérieures, la pauvreté et le chômage ont déterminé le résultat. Les actions soviétiques ont enlevé une

⁶⁶⁹ *Ibid.*

⁶⁷⁰ Daniele Pipitone, « 6. Ricomposizioni e nuove fratture: dal socialismo democratico alla socialdemocrazia », dans *Il socialismo democratico italiano fra la Liberazione e la legge truffa : Fratture, ricomposizioni e culture politiche di un'area di frontiera* (Milano : Ledizioni, 2013). <<http://books.openedition.org/ledizioni/2336>>. ISBN : 9788867053483. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.ledizioni.2336>, 6.5- La nascita del PSDI, lo scontro sulla « Legge truffa »

grande partie de la crainte d'une agression russe, et la réduction de l'aide américaine a annulé deux facteurs qui avaient auparavant contribué à unir la plupart des non-communistes derrière De Gasperi. En même temps, les communistes martelaient les contradictions de la politique américaine vis-à-vis de l'Italie :

- a. Notre incapacité à honorer la déclaration tripartite sur Trieste.
- b. L'application de Battle Act qui empêche l'Italie de commercer "normalement" avec le bloc soviétique, couplée aux difficultés de commercer avec l'Amérique par lesquelles les pertes commerciales subies en vertu de l'Acte de Bataille pourraient être compensées.
- c. Bien que l'Amérique prêche une politique chrétienne, la loi McCarran est exclusive et discriminatoire. De Gasperi ne peut défendre cette accusation et doit l'ignorer.
- d. Les États-Unis soutiennent Tito pour des raisons stratégiques, mais refusent de soutenir Franco pour des raisons idéologiques.
- e. L'Amérique a réduit l'aide aux aspects "normaux et pacifiques" de l'économie italienne, mais a augmenté l'aide à tous les efforts "militaires et de guerre"⁶⁷¹.

Les raisons des gains électoraux du PCI s'expliqueraient par une multitude de facteurs, intérieurs et internationaux, qui dénoteraient une remise en question globale de la politique étrangère italienne et par le fait même du choix atlantique. Ce n'est pas nécessairement de la spéculation puisque le manque d'une majorité confortable pour la DC fait place à des scénarios potentiellement dangereux du point de vue américain. À Washington, l'hypothèse de la participation du parti socialiste à la coalition gouvernement est à éviter à tout prix

Le ministère est d'avis que l'inclusion des socialistes de Nenni dans le gouvernement, que ce soit à titre individuel ou en tant que parti, porterait, en l'absence de preuves préalables convaincantes d'une rupture complète avec le Parti communiste, les germes d'une calamité potentielle tant pour l'Italie elle-même que pour nos relations avec l'Italie. Non seulement elle ouvrirait à nouveau la voie à l'infiltration du gouvernement par des agents communistes, mais elle aurait aussi inévitablement pour effet de diluer les mesures prises contre les communistes et d'accroître le danger à long terme du neutralisme italien.

Le ministère est particulièrement impressionné par l'argument du secrétaire confidentiel de De Gasperi, Paolo Canali, selon lequel l'admission des socialistes de Nenni entraînerait selon toute

⁶⁷¹ « The Communists made greater gains than expected because domestic issues, poverty, unemployment determined the outcome. Soviet actions removed much of the fear of Russian aggression, and the curtailment of American aid negated two factors which had previously helped to unite most non-Communists behind De Gasperi. At the same time, the Communists pounded home the contradictions of U. S. policy vis-à-vis Italy: a. Our failure to honor the tripartite declaration on Trieste. b. Battle Act implementation which precludes Italy from trading "normally" with the Soviet Bloc, coupled with the difficulties in trading with America whereby trade losses incurred under the Battle Act could be offset. c. Although America preaches Christian policy, the McCarran Bill is exclusive and discriminatory. De Gasperi could not defend this charge and had to ignore it. d. The U. S. supports Tito on strategic grounds but refuses to support Franco on ideological grounds. e. America has curtailed aid for "normal and peaceful" aspects of Italian economy, but has stepped up aid for all "military and warlike" efforts. », Memorandum by Walter K. Scott and Edward G. Platt of the Executive Secretariat to the Secretary of State, 25 juin 1953, Foreign Relations of the United States, 1952–1954, Western Europe and Canada, Volume VI, Part 2, David M. Baehler, Ronald D. Landa, Charles S. Sampson, John A. Bernbaum, Lisle A. Rose, David H. Stauffer et William Z. Slany, dirs. (Washington : United States Government Printing Office, 1986), Document 747.

probabilité l'établissement d'un canal par lequel tous les secrets italiens, y compris ceux concernant l'OTAN et les relations bilatérales entre les États-Unis et l'Italie, pourraient finalement passer à l'URSS⁶⁷².

La capacité du PCI d'effectuer une propagande efficace devait, selon l'ambassadrice, mettre en relief les contradictions de la politique américaine vis-à-vis de l'Italie. Effectivement, les communistes insistent sur ces contradictions, ce qui a une incidence sur toute la société italienne qui évolue progressivement vers des positions plus neutres.

[I]l doit s'ensuivre que le pouvoir politique des partis démocrates-chrétiens en Europe, qui ont été les plus dominants et les plus militairement alliés au proaméricanisme et à la doctrine du Pacte atlantique, diminuera. On assistera alors à une montée en puissance des partis de la coexistence pacifique, de la non-partisanerie, des partis "modérateurs" - aujourd'hui les socialistes non conformistes de gauche. [...] Je ne vois pas de renversement de cette tendance, à moins que la Russie ne commette un nouvel acte d'agression dans une région vitale pour les intérêts ou la sécurité de l'Europe.

Les principaux facteurs que les décideurs et les administrateurs américains devraient garder à l'esprit dans les mois à venir sont que les Italiens commencent à penser davantage aux pâtes qu'aux fusils, et davantage à la prospérité nationale (en particulier le commerce avec les pays satellites, la Russie et l'Extrême-Orient) qu'à l'intégration européenne, davantage à la récupération de Trieste qu'à la coopération militaire européenne. Et je crois qu'aucune propagande américaine formulée en termes idéologiques ne pourra modifier cette situation⁶⁷³.

Toujours selon l'ambassadrice, la conjoncture pourrait évoluer vers une direction potentiellement désastreuse pour la politique américaine et atlantique. Pour cette raison,

⁶⁷² « It is the Department's view that the inclusion of Nenni Socialists in the government, whether as individuals or as a party, would, in the absence of convincing prior proof of a complete rupture with the Communist Party, bear the seeds of potential calamity both for Italy itself and for our relations with Italy. Not only would it open the way anew to infiltration of the government by Communist agents, but it would also inevitably have the effect of watering down measures against the Communists and of increasing the long-run danger of Italian neutralism.

The Department is particularly impressed by the point made by De Gasperi's confidential secretary, Paolo Canali, that admission of Nenni Socialists would in all probability result in establishment of a channel through which all Italian secrets, including those pertaining to NATO and US-Italian bilateral relations, might eventually pass to the USSR. », The Secretary of State to Certain Diplomatic Offices, 29 juin 1953, *ibid.*, Document 748.

⁶⁷³ « If this analysis is correct, it must follow that the political power of the Christian Democratic parties in Europe, who have been most dominantly and militantly allied with pro-Americanism and Atlantic Pact thinking, will wane. There will then be a rise of the peaceful co-existence, non-partisanship, "moderator" parties—today the left wing non-cominform Socialists. [...] I see no reversal of this trend unless Russia commits some new act of aggression in an area vital to European interests or security. The major factors which should be borne in mind by USA policymakers and administrators in the months ahead is that Italians are beginning to think more about pasta than guns, and more about national prosperity (especially trade with the satellite countries, Russia and the Far East) than European Integration, more about getting back Trieste than European military cooperation. And I believe that no amount of American propaganda couched in ideological terms will greatly alter this situation. », The Ambassador in Italy (Luce) to the Department of State, 7 août 1953, *ibid.*

Luce fait part de ses craintes directement au président américain Eisenhower par un mémorandum sur la situation italienne dans laquelle elle avertit que

le parti communiste est à la tête du seul mouvement de masse bien organisé, bien financé, fortement discipliné et dynamique en Italie. La Gauche communiste (y compris les socialistes de Nenni) a obtenu 37% des voix aux élections de juin. Sa force ne cesse de croître. Si elle ne gagne que 4 % de plus que les partis du centre et de la droite lors des prochaines élections (qui auront lieu au printemps 54 ou 55), le président de l'Italie sera tenu par la Constitution de faire appel à un dirigeant du Kominform (Nenni ou Togliatti) pour former le prochain gouvernement.⁶⁷⁴

La conséquence d'une évolution vers ce scénario ferait en sorte que l'Italie pourrait être l'unique pays européen occidental qui, à travers des moyens légaux et démocratiques, aurait un gouvernement auquel participeraient des communistes. Pourrait en résulter une Italie neutre ou, dans le pire des cas, un coup d'État ressemblant à celui en Tchécoslovaquie en 1948, faisant en sorte que Rome s'alignerait sur le Kremlin. Dans tous les cas, le système de sécurité européen en entier serait compromis⁶⁷⁵. Le Président est d'accord avec son ambassadrice et explique que les États-Unis devraient non seulement aider l'Italie par une solution définitive du problème de Trieste, ou par d'autres aides économiques, mais aussi en mettant de la pression sur les politiciens italiens⁶⁷⁶. Quelques mois plus tard, Luce alerte encore une fois la Maison-Blanche de la tendance à sous-estimer le succès des communistes, en Italie comme aux États-Unis, provoquant des difficultés économiques et sociales pour l'Italie⁶⁷⁷.

Les documents diplomatiques américains laissent transparaître que la crainte de la montée communiste à Washington est bien réelle et que le gouvernement n'attribue pas ce phénomène au contexte économique et social de l'Italie. Les causes sont plutôt du côté de l'habileté des communistes de profiter des contradictions de la politique intérieure et

⁶⁷⁴ « The Communist Party leads the only well-organized, well-financed, strongly disciplined, dynamic mass movement in Italy. The Cominform Left (including Nenni Socialists) polled 37% of the vote in the June elections. Its strength is growing steadily. If it gains only 4% more from the Center to Right parties by the next elections (which will take place either in the Spring of '54 or '55), the President of Italy will be required by the Constitution to call upon a Cominform leader (Nenni or Togliatti) to form the next government. », *ibid.*

⁶⁷⁵ *Ibid.*

⁶⁷⁶ The President to the Ambassador in Italy, 7 novembre 1953, *ibid.*, Document 754.

⁶⁷⁷ The Ambassador in Italy (Luce) to the Supreme Allied Commander in Europe Alfred. Gruenther, 11 décembre 1953, *ibid.*, Document 758.

étrangère de l'Italie et généralement de l'évolution d'une grande partie de la société italienne vers des positions plus neutres.

3.4 La campagne contre la CED en Italie

L'opposition à la CED était donc pour le PCI une nouvelle étape dans cette remise en cause du choix atlantique, mais n'en représentera pas l'étape ultime à l'image du PCF. Ce sera plutôt un élément dans une stratégie déjà élaborée et développée durant les années précédentes.

Encore une fois, la propagande du PCI souligne au départ les conséquences nationales pour l'Italie, après avoir abordé les aspects internationaux. Ainsi, la tendance préalablement observée dans les campagnes contre le Pacte atlantique et contre l'admission de la Grèce et de la Turquie dans l'OTAN se poursuit. À propos de la CED, les analyses communistes ont comme objectif premier de remettre en question toute l'orientation de la politique étrangère italienne. L'armée européenne est habilement dénoncée par la rhétorique des communistes italiens déjà en 1952. Le PCI souligne toutes les contradictions de la CED et insiste sur le fait que sa ratification est dans une impasse⁶⁷⁸. Les conclusions du PCI sont que cette armée européenne serait une manière d'inclure la puissance militaire ouest-allemande dans le contexte atlantique puisque selon l'article 18 du traité instituant la Communauté européenne de Défense, celle-ci serait sous le contrôle de l'OTAN⁶⁷⁹.

⁶⁷⁸ *Nota per la segreteria dall'Ufficio combattenti*, février 1952, Fondo Mosca 218, Archivio fondazione Gramsci

⁶⁷⁹ Voici un extrait du texte de l'article 18 du Traité instituant la Communauté européenne de défense : « §1. Le Commandant Suprême compétent relevant de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord est habilité, sous réserve du cas visé au paragraphe 3 du présent article, à s'assurer que les Forces européennes de défense sont organisées, équipées, instruites et préparées à l'emploi de façon satisfaisante. Dès qu'elles sont en état d'être employées, et sous réserve du même cas, elles sont affectées au Commandant Suprême compétent relevant de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, qui exerce à leur égard les pouvoirs et responsabilités qu'il détient en vertu de ses attributions, et, en particulier, soumet à la Communauté ses besoins en ce qui concerne l'articulation et le déploiement des Forces ; les plans correspondants sont exécutés dans les conditions prévues à l'article 77 ci-après. Les Forces européennes de défense reçoivent des directives techniques des organismes appropriés de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, dans le cadre de la compétence militaire de ces derniers.

§2. En temps de guerre, le Commandant Suprême compétent relevant de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord exerce, à l'égard des Forces visées ci-dessus, les pleins pouvoirs et responsabilités de Commandant Suprême que lui confèrent ses attributions. », Digithèque de matériaux juridiques et

Ainsi, selon la conception communiste, la CED serait un instrument de la politique atlantique, un probable danger pour la paix internationale, mais surtout un élément néfaste pour plusieurs aspects de la politique italienne : la politique de réarmement, la question des relations avec la Yougoslavie et la perte d'importance stratégique de Rome en raison de l'entrée de la Grèce et de la Turquie dans l'OTAN. Les communications précitées de l'ambassadrice Luce démontrent que ce sont des thèmes qui émeuvent l'opinion publique italienne.

Pour la CED et le réarmement de l'Allemagne, l'action du PCI reflète l'importance accordée aux questions nationales. Ce n'est pas un hasard si d'un point de vue international l'action est encadrée à l'intérieur du Mouvement de partisans de la paix et que d'un point de vue national la mobilisation est coordonnée par l'Association nationale des partisans italiens (ANPI) qui jouissait d'un certain prestige au sein de la société italienne et qui historiquement avait un lien très fort avec le PCI⁶⁸⁰. L'objectif de la collaboration avec l'ANPI était prioritairement de s'opposer à la politique atlantiste, comme lors de l'organisation du III^e congrès national de l'Association en février 1952. On remarque dans les documents internes du PCI que Naples est proposé comme siège du congrès de l'ANPI puisque la ville fut jadis le siège des Forces alliées de l'Europe du Sud. En général, les principaux objectifs du congrès sont d'organiser l'indépendance des forces armées italiennes par rapport à son américanisation, l'opposition au réarmement de l'Allemagne occidentale et l'opposition à la convention pour le statut des forces armées atlantiques⁶⁸¹.

Dans une première phase, du moins jusqu'en 1953, l'attention du PCI portait sur les retombées nationales. Dans le *Bulletin des directives de la presse et de la propagande*, le parti le confirmait et jugeait réussie la propagande contre la CED par rapport aux conséquences nationales, particulièrement à propos de l'instrumentalisation des sentiments

politiques, Traité instituant la Communauté européenne de défense, 27 mai 1952, <https://mjp.univ-perp.fr/europe/1952ced2.htm>

⁶⁸⁰ Pour approfondir sur les relations entre les PCF-I et les groupes issues de la Résistance, voir : Roberto Colozza, « Il comunismo nazionale come questione politica », dans *Repubbliche rosse : I simboli nazionali del Pci e del Pcf, 1944–1953* (Bologna : CLUEB, 2009).

⁶⁸¹ *Nota per la segreteria dall'Ufficio combattenti.*

des Italiens se rappelant les horreurs de l'occupation des Allemands durant la Seconde Guerre mondiale. Le parti souligne toutefois que les aspects internationaux ont peut-être été négligés, spécifiquement le danger pour la paix en Europe que représentait la CED⁶⁸².

Dans la phase la plus aiguë de l'opposition à la CED, les questions nationales restent prioritaires. Lorsque le responsable du Mouvement des partisans pour la paix en Italie, le dirigeant et membre du secrétariat Emilio Sereni fait le compte rendu au secrétariat de la réunion du comité international des partisans de la paix, il explique la nécessité d'intensifier l'action contre la CED en vue d'un possible débat sur le sujet au Parlement. Dans ce contexte, Sereni croit nécessaire d'examiner en profondeur les possibilités d'une campagne spécifique contre le réarmement allemand en Lombardie et en Vénétie, car dans ces régions les campagnes jusqu'ici s'étaient révélées insuffisantes⁶⁸³. Par contre, comme dans le cas du PCF, l'attention portée aux thèmes internationaux est clairement présente surtout en lien aux propositions de Molotov sur l'organisation d'un système de sécurité collective qui aurait dû comprendre toute l'Europe⁶⁸⁴.

Même dans la dernière phase avant une possible discussion sur la CED au Parlement italien, les retombées nationales sont partie prenante de la propagande du PCI. En effet, durant le mois de juillet 1954, c'est au tour de la *Federazione Giovanile Comunista Italiana* (FGCI)⁶⁸⁵ et son secrétaire Enrico Berlinguer de proposer la tenue d'un référendum consultatif ciblant les jeunes puisque, comme l'explique Berlinguer, ces derniers sont la cible préférée de la campagne « européiste » en faveur de la CED⁶⁸⁶. Si le référendum insiste sur le caractère diviseur de la CED (6 États) par rapport à l'unité de l'Europe (36 États), les motivations présentées par la FGCI pour le refus de la CED sont essentiellement des raisons de politique intérieure, par exemple :

- a) La dissolution de notre armée nationale,

⁶⁸² *Bolletino di direttive di stampa e propaganda*, 31 marzo 1953, Fondo Mosca 218, Archivio fondazione Gramsci

⁶⁸³ *Riunione del C.D movimento Partigiani della pace, Sereni riferisce contenuto della riunione. Scambio di idee e proposte*, 17 settembre 1953, Fondo Mosca 165, Archivio fondazione Gramsci

⁶⁸⁴ *Questioni della Lotta per la Pace, contro la CED*, 2 avril 1954, Fondo Mosca 165, Archivio fondazione Gramsci.

⁶⁸⁵ Fédération de la jeunesse communiste italienne

⁶⁸⁶ *Proposta di referendum giovanile contro la CED (Berlinguer)*, 13 juillet 1954, Fondo Mosca 165, Archivio fondazione Gramsci

- b) L'envoi de soldats italiens à l'étranger et l'envoi de soldats étrangers en Italie,
- c) L'augmentation du service militaire,
- d) L'entrée automatique de l'Italie dans une guerre, si l'un des pays participants à la CED se trouve impliqué dans un conflit⁶⁸⁷.

CONCLUSION

La campagne contre la CED peut sans doute être qualifiée de succès pour les PCF-I, mais pour des raisons différentes. Dans le cas de la France, comme l'écrit Claire Sanderson, « Le traité de la Communauté européenne de défense est (par le biais d'un vote d'une question préalable) rejeté par l'Assemblée nationale française le 30 août 1954, par 319 voix contre 264, et 43 abstentions⁶⁸⁸. » Le succès des communistes français n'est pas attribuable uniquement à l'amélioration progressive de leur propagande, mais également à une remise en question générale du projet de l'Armée européenne par les communistes et les gaullistes, et aussi à une grande partie des socialistes et des radicaux⁶⁸⁹. Dans le cas italien, au contraire, la propagande communiste fut fondamentale pour retarder le plus possible la ratification de la CED par le Parlement, étape qui par ailleurs n'arrivera jamais. Le rejet de la CED par le Parlement français fait en sorte que la ratification du projet d'armée européenne n'est pas débattue au Parlement italien. Le PCI revendique l'efficacité de sa propagande à la suite de l'échec de la CED en France.

Et nous aussi, les Italiens, pouvons à juste titre prétendre avoir contribué à cette victoire : le vote du 7 juin a en effet été le premier coup porté en Europe occidentale à la politique de la CED, et l'opposition populaire, qui a réussi à empêcher que la ratification du traité soit débattue au Parlement italien, a également renforcé l'opposition à la CED en France⁶⁹⁰.

⁶⁸⁷ A) La liquidazione del nostro esercito nazionale
 B) L'invio all'estero dei soldati italiani e l'invio in Italia di soldati stranieri
 C) L'aumento della ferma militare
 D) L'entrata in guerra automatica dell'Italia, qualora uno dei paesi aderenti alla CED si trovasse impegnato in un conflitto, *Allegato– Proposte per organizzare il referendum della gioventù sull'Unità europea e sulla CED, ibid.*

⁶⁸⁸ Claire Sanderson, « De l'échec de la CED à l'Union de l'Europe occidentale », dans *L'impossible alliance?: France, Grande-Bretagne, et défense de l'Europe, 1945-1958* (Paris : Éditions de la Sorbonne, 2003). [livre électronique]

⁶⁸⁹ Pour une analyse des différents partis politiques français par rapport à la CED, voir : voir Pierre Gerbet, « Chapitre 5 - L'échec de la Communauté européenne de défense (1953-1954) », dans *La construction de l'Europe* (Paris : Armand Colin, 2007).

⁶⁹⁰ « Ed anche noi italiani possiamo a buon diritto affermare di aver contribuito a questa vittoria: il voto del 7 Giugno è stato in realtà il primo colpo dato nell'Europa occidentale alla politica della CED e l'opposizione popolare, la quale è riuscita ad impedire che la ratifica del trattato venisse posta in discussione al Parlamento italiano, ha rafforzato anche in Francia l'opposizione alla CED », *Dopo il fallimento della CED*.

Si à la ligne d'arrivée l'opposition s'est avérée efficace, le parcours, comme nous l'avons constaté, est différent. Le PCF a graduellement affiné sa propagande sur la situation nationale et l'opposition à la CED est un passage emblématique. Toutefois, le PCF n'avait pas de stratégie structurée efficace d'opposition à l'atlantisme et aux fondements mêmes de la politique étrangère de la France qui aurait pu obtenir le soutien d'une partie de la population française, et non uniquement de la base communiste.

Au contraire, dans le cas du PCI, la remise en cause du bloc atlantique s'appuie constamment sur des considérations liées au contexte national. Au début des années 1950, le PCI est capable de mobiliser au-delà de sa base communiste pour toucher un spectre plus large de la population italienne. La capacité d'instrumentaliser les enjeux en suspens de la politique étrangère italienne (par exemple la question de Trieste), ou en relevant plusieurs contradictions de la politique atlantique (comme l'affaiblissement de la position stratégique de l'Italie au profit de la Grèce et de la Turquie) fait en sorte que l'opposition à la CED est perçue comme une nouvelle étape du refus de la politique du bloc atlantique dans son entièreté. À ce propos, le gouvernement américain considère que, si l'opposition des communistes français s'est avérée efficace à cause de la situation intérieure, le retour du PCF au centre de l'action politique serait hautement improbable. En Italie, Washington observe une tendance à la montée en puissance des communistes. Au-delà de son poids électoral, le PCI pourrait ouvrir la voie à une remise en question globale de la politique étrangère du pays et, par conséquent, affaiblir le sentiment d'appartenance à l'atlantisme au sein de l'opinion publique

CONCLUSION GÉNÉRALE

Avec la signature par Bonn des Accords de Londres et Paris en mai 1955⁶⁹¹, l'Allemagne de l'Ouest entre officiellement dans l'OTAN, mettant fin ainsi à la phase la plus aiguë de l'opposition communiste contre le bloc atlantique. Comment expliquer un changement aussi radical par rapport à la victoire contre la CED décrite dans le chapitre précédent ?

Tout d'abord, l'échec de la CED modifie les rapports entre Paris, Londres et Washington. Il n'est pas catastrophique pour la Grande-Bretagne puisque les Britanniques craignaient que cette armée européenne accélère le processus d'intégration politique des États européens. Les États-Unis, quant à eux, pressant toujours pour la résolution du problème allemand, l'entrée de la RFA au sein de l'OTAN devient pour la France, après l'échec de la CED, une option acceptable. Les négociations en faveur de cette solution, commanditées par les Britanniques, commencent tout de suite après l'échec de la CED.

L'inaptitude des PCF-I de s'opposer à l'entrée de l'Allemagne dans l'OTAN ne s'explique pas seulement par l'évolution du contexte international, mais également par l'incapacité des deux partis communistes de saisir les différences entre le réarmement de Bonn au sein de la CED et son entrée dans l'Alliance atlantique. Cela transparaît clairement lors de la réunion du secrétariat du PCI du 2 novembre 1954 lorsque les dirigeants demandent de relancer la campagne contre le réarmement allemand par l'opposition aux Accords de Londres et Paris⁶⁹². Pour ce faire, le parti convoque la réunion des secrétaires régionaux le 5 novembre où se manifestent des difficultés spécifiques que l'opposition aux Accords de Londres et Paris présentent pour le PCI (et pour le PCF également)⁶⁹³.

⁶⁹¹ Pour consulter les textes des Accords de Londres et de Paris et ainsi la comparaison entre ces derniers et la CED voir « Les accords de Paris d'octobre 1954 et l'Union de l'Europe occidentale », *Chronique de politique étrangère* 8, 1/2 (1955), <http://www.jstor.org/stable/44827377>.

⁶⁹² *Riunione della segreteria*, 2 novembre 1954, Fondo Mosca MF 116, Archivio fondazione Gramsci

⁶⁹³ *Riunione dei segretari regionali*, 5 novembre 1954, *ibid.*

Pour les communistes italiens, le problème principal est la compréhension des Accords de Londres. Sereni insiste sur la différence par rapport à la CED, car les Accords de Londres ne prévoient pas une cession de la souveraineté nationale comme l'exigeait la CED. En effet, ce serait plutôt une intégration militaire sous le contrôle du SACEUR. Sereni rajoute que la victoire sur la CED n'a pas été assez capitalisée dans les semaines suivantes et que le parti n'a pas assez insisté sur le rôle du PCI dans l'échec de la CED (qui s'est produit, rappelons-le, au Parlement français)⁶⁹⁴. Surtout, comme l'explique Longo, si à propos de la CED il était naturel de souligner toutes les conséquences directes sur la souveraineté de l'Italie, pour ce qui est des Accords de Londres, le lien est beaucoup moins évident et direct. Giancarlo Pajetta ajoute qu'une certaine fatigue psychologique résultait de la victoire sur la CED⁶⁹⁵.

Le contexte français est quelque peu différent puisque l'équilibre politique intérieur et la conjoncture internationale ont grandement changé après le refus de la CED. Les Accords de Londres sont acceptés de justesse par le Parlement français, et le président du conseil Pierre Mendès France a réussi son pari pour deux raisons. Premièrement, il était nécessaire de garantir l'adhésion de la RFA dans le système atlantique et occidental puisque, pour les Français, tout comme pour les Britanniques d'ailleurs, les résultats auraient été désastreux sans l'adhésion de Bonn et d'une éventuelle neutralisation de l'Allemagne. En effet, la neutralisation et le départ des troupes anglo-américaines qui s'en seraient suivi, auraient poussé l'Allemagne à un rapprochement avec l'Est⁶⁹⁶. Deuxièmement, le gouvernement français devait porter attention à la réaction de l'opinion publique quant au réarmement allemand et ainsi demander une série de garanties militaires pour éviter qu'il soit hors de contrôle et qu'ainsi la position géopolitique de la France en Europe et au sein de l'Alliance soit remise en question⁶⁹⁷. En jouant sur les nécessités stratégiques du réarmement allemand et l'importance de l'approbation de la France, Mendès France peut obtenir une série de limitations rendant acceptables les Accords de

⁶⁹⁴ *Ibid.*,

⁶⁹⁵ *Ibid.*,

⁶⁹⁶ Claire Sanderson, « De l'échec de la CED à l'Union de l'Europe occidentale », dans *L'impossible alliance?: France, Grande-Bretagne, et défense de l'Europe, 1945-1958* (Paris : Éditions de la Sorbonne, 2003). [livre électronique]

⁶⁹⁷ *Ibid.*

Londres pour le Parlement. En effet, les garanties pour la France sont plus importantes en ce qui concerne les Accords de Londres qu'elles ne l'étaient pour la CED⁶⁹⁸.

Ainsi, dans les deux pays, le danger des Accords de Londres est moins immédiat, moins concret, l'opposition à l'entrée de la RFA dans l'OTAN serait donc moins efficace. Cette admission marque pour les deux partis communistes la fin de la phase d'opposition acharnée au bloc atlantique. Nous avons analysé la progression et l'évolution de cette opposition à partir du début de la Guerre froide jusqu'en 1955, une étude comparative nécessaire puisqu'elle comble un vide dans l'historiographie des deux partis communistes. L'opposition au bloc atlantique a été analysé que dans sa phase initiale et dans le contexte de la lutte pour la paix. Cette façon de procéder dans l'historiographie fait en sorte que plusieurs aspects importants de l'opposition des PCF-I au bloc atlantique sont passés sous silence. Notre recherche a aidé à combler ces lacunes.

*

* *

Tout d'abord, l'historiographie est souvent influencée par le contexte de la Guerre froide et par le durcissement du contrôle de l'Union soviétique envers les partis communistes italien et français. Selon cette optique, les historiens ont souvent relié l'opposition des PCF-I au bloc atlantique à des impositions stratégiques et idéologiques de Moscou. Nous avons mis la lumière tout au long de cette thèse sur des aspects moins souvent analysés par l'historiographie, comme l'interaction entre la politique nationale française et italienne et les enjeux internationaux de la Guerre froide. Pour saisir la complexité de cette interaction, les deux premiers chapitres sont particulièrement importants puisqu'ils expliquent minutieusement l'évolution des positions internationales de la France et de l'Italie à partir du passage de la grande alliance de la Seconde Guerre mondiale vers l'affrontement entre les deux blocs. En tenant compte des dynamiques intérieures et internationales, nous avons remarqué que l'opposition au bloc atlantique

⁶⁹⁸ *Ibid.*

menée par les PCF-I n'est pas simplement issue d'ordres de Moscou. La doctrine Jdanov est bel et bien présente, l'élément probablement le plus évident dans l'attitude oppositionnelle des deux partis, mais elle n'est pas que le maillon final d'un long processus. L'alignement progressif de Paris et Rome sur le bloc atlantique produit des conséquences néfastes pour les deux plus grands partis communistes occidentaux. Les deux pays s'insèrent progressivement dans la sphère d'influence américaine, pour des raisons économiques dans un contexte d'après-guerre difficile, mais aussi pour des raisons particulières aux deux pays. La France ne peut pas jouer un rôle de médiateur entre les Anglo-Américains et les Soviétiques afin de régler le problème allemand à son avantage. Quant à elle, l'Italie se rapproche des États-Unis afin d'y soutirer des avantages économiques et pour régler favorablement les disputes territoriales de l'après-Deuxième Guerre mondiale.

La fin des gouvernements d'unité nationale, en place depuis 1944, marque la rupture avec les partis communistes. Cette rupture n'est pas seulement attribuable aux changements en politique étrangère, mais également aux décisions des gouvernements italien et français. Dès cette première éviction des communistes, le sentiment anti-atlantiste des PCF-I se fait sentir, élément souvent négligé dans l'historiographie.

Une autre nouveauté par rapport à l'historiographie est l'analyse des pressions américaines sur les gouvernements de Rome et Paris et les conséquences sur les PCF-I. Les pressions augmentent considérablement tout au long de l'année 1947 ; si les Américains n'exigent pas l'éviction des communistes des gouvernements nationaux, ils rendent néanmoins impossible leur retour. Cette attitude américaine alimente l'hostilité des PCF-I envers Washington et, par conséquent, renforce le sentiment anti-atlantiste. Comme nous l'avons abordé, la politique américaine ne rend pas seulement impossible une entente de gouvernement avec les communistes, mais à maintes reprises Washington songe à intervenir directement en France et en Italie communiste. C'est dans ce contexte qu'est institué le rapport Jdanov qui encadre de manière plus stricte les PCF-I, influençant la stratégie plus autonome que suivaient Palmiro Togliatti et Maurice Thorez pendant la période des gouvernements d'unité nationale. Par conséquent, on ne peut pas affirmer que

la fondation du Kominform incite les PCF-I à adopter une position opposée au bloc atlantique ; cette tendance débute bien plus tôt. Le Kominform a le rôle d'encadrer l'action dans la logique de l'opposition de deux blocs.

L'intensification de la Guerre froide force les gouvernements nationaux italien et français à choisir leur positionnement. Pour avoir accès aux précieuses ressources américaines, Paris et Rome doivent clarifier leur position anticomuniste, ce qui empêche tout rapprochement avec la gauche et contribue à la radicalisation des deux camps également au niveau national. Dans ce contexte de pressions multiples, provenant de l'étranger et de l'intérieur, le choix des PCF-I d'adopter une rhétorique anti-impérialiste et de promouvoir la lutte mondiale pour la paix selon la doctrine Jdanov semble donc logique. Nous avons vu dans les troisième et quatrième chapitres que des différences émergent rapidement dans l'élaboration de la propagande des deux partis communistes. Nous relevons un nouvel élément par rapport à l'approche de l'école « kriegelienne ⁶⁹⁹» : en plus des impositions soviétiques de la doctrine Jdanov, nous avons pris en compte les pressions américaines qui augmentent sur la France et l'Italie. Les deux partis réagissent de manière différente.

Tout juste après l'élaboration de la doctrine Jdanov, le PCF emploie une rhétorique prosoviétique abordant des enjeux internationaux généraux plutôt que d'insister sur des conséquences à l'adhésion au bloc atlantique spécifiquement pour la France. Si l'une des clés de lecture de l'école kriegelienne sur le PCF considère les communistes comme inféodés complètement à Moscou, nous avons ajouté une nuance importance à cette interprétation. En effet, les dynamiques politiques nationales solidifient l'isolement du PCF et la France représente un des pays clé pour le rétablissement d'un équilibre dans l'hémisphère occidental, bien que son importance stratégique soit moins essentielle qu'avant-guerre. Ce nouveau cas de figure a comme résultat que le PCF doit construire son opposition à l'atlantisme sur des questions internationales étant donné que le gouvernement français avait la prétention d'utiliser l'Alliance atlantique comme instrument de sauvegarde de ses intérêts stratégiques, notamment coloniaux. Il faut mentionner qu'en raison de cette

⁶⁹⁹ Voir l'introduction

approche, le PCF a de la difficulté, notamment durant les deux premières années de la formation de l'OTAN, d'instrumentaliser à bon escient les contradictions du gouvernement français, par exemple à propos de la question allemande qui est abordée par l'angle des répercussions internationales, notamment sur les retombées pour Moscou, plutôt que d'insister sur les réticences françaises très vives dans l'opinion publique.

Nous aurions pu, selon l'école kriegelienne, nous attendre à un contexte similaire en Italie par rapport à l'approche antiatlantiste. En réalité, après la mise en place de la doctrine Jdanov, le PCI développe une opposition équilibrée entre des thèmes nationaux et la lutte pour la paix contre l'impérialisme. Les événements entourant les élections italiennes de 1948, avec l'emploi d'enjeux nationaux italiens par rapport à certains thèmes de politique étrangère, révèlent une tendance qui sera maintenue par le PCI tout au long de son opposition à l'OTAN.

En revanche, dans notre thèse, nous avons expliqué que cette différence entre le PCF et le PCI ne pouvait s'expliquer simplement par une meilleure capacité de Togliatti et de ses camarades de tirer profit de la marge de manœuvre laissée par Moscou. L'autre aspect fondamental pour comprendre cette différence découle du contexte politique, intérieur et extérieur, italien.

Contrairement au PCF, le PCI n'a été pas isolé dans l'arène politique intérieure. L'alliance avec le parti socialiste de Nenni, la mobilisation de la jeunesse et du mouvement syndical permettent au parti de Togliatti d'être un acteur de premier plan pendant toute la période analysée dans cette thèse. Le gouvernement américain et la CIA s'inquiètent de l'influence permanente du PCI et de son potentiel à long terme. Contrairement aux analyses sur la France, un retour du PCI au gouvernement n'est pas écarté. Les communistes italiens restent une force importante ainsi après les élections de 1948 et gagnent même des voix aux élections municipales. Leur ancrage dans le paysage national explique en partie l'attention accordée aux enjeux nationaux dans la stratégie de Togliatti. Cette stratégie a été également moussée par des enjeux internationaux. Là où le gouvernement De Gasperi a peiné à résoudre certaines questions de première importance pour l'Italie, comme la

situation à Trieste, ou la marginalisation stratégique de l'Italie dans l'après-guerre. L'Italie est, par conséquent, le dernier pays à rejoindre le Pacte atlantique puisque Rome a été admise plutôt pour la volonté et les intérêts stratégiques de la France que pour sa réelle capacité d'influencer la politique atlantique. Ces facteurs ont facilité la tâche aux communistes qui dans leurs polémiques insistent sur les conséquences directes de l'adhésion de l'Italie à l'Alliance atlantique, présentée comme une perte de souveraineté nationale en faveur des puissances occidentales insensibles aux intérêts italiens.

L'historiographie s'intéresse à l'opposition des deux partis au Pacte atlantique, mais principalement dans le contexte de la campagne pour la paix. En tenant compte des directives de la doctrine Jdanov et de Souslov en 1949, les analyses se basaient sur la logique d'opposition des blocs. Cette analyse est valable, mais elle ne prend pas en compte quelques nuances importantes. Les cinquième et sixième chapitres offrent ainsi une contribution nouvelle dans l'analyse des oppositions des PCF-I au bloc atlantique. Nous avons insisté sur une différence substantielle dans l'approche du PCI par rapport au PCF. L'opposition est encadrée chez les communistes français strictement dans le contexte de la lutte pour la paix, particulièrement lors de la première phase d'opposition, de la signature à la ratification du Pacte atlantique. Pour les raisons précédemment mentionnées, la mobilisation est nettement différente par rapport à l'Alliance atlantique. Pour le PCF, l'opposition à l'OTAN n'est qu'un élément parmi d'autres dans le contexte de la lutte pour la paix. Il mobilise des thèmes plus « classiques » de la doctrine Jdanov où les prérogatives françaises sont reléguées au second plan. Les communistes français semblent suivre de manière plus dogmatique les consignes de l'Union soviétique en raison de leur isolement en politique intérieure et aussi du fait que la France est une des principales actrices du processus de formation de l'OTAN. La situation est totalement différente en Italie où l'opposition du PCI à l'OTAN est l'élément principal dans la lutte de la paix en 1949 sans pour autant que soit calquée dans la stratégie les éléments « classiques » de la doctrine Jdanov, la priorité étant accordée aux spécificités stratégiques particulières à l'Italie.

Cela nous amène à une constatation nouvelle : l'approche différente des deux partis se poursuit après la phase d'opposition à l'atlantisme. Le PCF reste dans une opposition

plus dogmatique, même si graduellement il commence à développer une rhétorique plus sensible aux enjeux nationaux. De son côté, le PCI continue à se mobiliser autour de thèmes nationaux, comme à propos de l'admission de la Grèce et de la Turquie au Pacte atlantique où les communistes italiens basent leur argumentaire sur les conséquences stratégiques pour l'Italie, en mettant en lumière également les ambiguïtés des États-Unis par rapport aux ambitions méditerranéennes italiennes dans le soutien à Rome dans son différend avec Belgrade à propos de Trieste. Les documents diplomatiques américains laissent transparaître le décalage de l'efficacité de l'action menée en France et en Italie par les communistes. Le PCF est perçu comme une force politique déclinante puisqu'incapable de se mobiliser efficacement autour d'enjeux nationaux. Le portrait du parti italien est totalement différent, le PCI est toujours considéré comme une force politique potentiellement dangereuse avec une réelle possibilité de retourner au pouvoir à court terme et comme étant apte à influencer la société italienne vers le neutralisme plutôt que l'atlantisme. Sans grande surprise, l'opposition à la Communauté européenne de défense en Italie suit la même tendance des précédentes étapes d'opposition à l'OTAN en insistant sur des thèmes nationaux.

Par ailleurs, pour le PCF, la CED représente l'étape ultime de l'opposition à l'atlantisme dans laquelle les communistes sont capables de mobiliser efficacement les thèmes de politique intérieure dans une stratégie oppositionnelle finalement victorieuse. Ce virage du PCF fut rendu possible non seulement par le choix d'adopter la politique d'action commune, mais également du fait du changement de l'équilibre politique français. La CED est partiellement ou totalement ostracisée par les autres formations politiques comme les gaullistes ou les socialistes. Cette modification du portrait politique explique en grande partie la capacité du PCF à finalement élaborer une rhétorique efficacement organisée qui instrumentalise habilement des enjeux auxquels la société française est sensible. Cela explique également la différence de parcours dans la stratégie d'opposition à la CED par les deux partis. Si, pour le PCF, l'enjeu de la CED est le paroxysme de l'opposition à l'atlantisme qui se solde par une victoire au Parlement avec les gaullistes et une partie des socialistes, pour l'Italie, le déroulement de l'opposition à la CED n'est pas identique. Pour le PCI, la CED marque une étape d'opposition à l'atlantisme parmi

d'autres ; le parti reprend le même argumentaire que pour les précédentes luttes en insistant particulièrement sur les intérêts italiens et en invoquant tous les problèmes irrésolus par Rome en politique étrangère et intérieure. En raison des incertitudes semées par les communistes et de l'incapacité à régler les problèmes internationaux, le gouvernement italien repousse constamment le débat parlementaire sur la ratification de la CED. Si, dans le cas français, le PCF profite d'un changement de l'équilibre politique, dans le cas italien la CED s'insère dans une stratégie d'opposition à l'atlantisme qui avait cours depuis longtemps.

Dans un cadre plus général, la présente thèse contribue à des réflexions plus larges. À travers l'analyse de l'opposition des PCF/I au bloc atlantique, on a mis en évidence un autre aspect important et trop souvent négligé par l'historiographie de la période : la contribution des partis d'opposition à conditionner et, parfois, à améliorer les politiques des gouvernements en charge. L'exemple des deux partis communistes occidentaux est très pertinent. Indépendamment de leur autonomie ou leur dépendance de Moscou, ils représentaient une partie importante et critique des sociétés italienne et française. Comme les résultats électoraux de l'époque le démontrent, les PCF/PCI étaient l'écho de plus qu'un quart des électeurs italiens et français. Et ces électeurs représentaient la partie des pays qui songeait à des changements radicaux dans les politiques gouvernementales. Par conséquent l'attention donnée par les gouvernements à des thèmes particuliers comme celui du réarmement de l'Allemagne et de la CED en France ou de toute la politique étrangère en Italie, était dû ainsi au fait qu'une partie considérable de la société était critique ou insatisfaite de la gestion des gouvernements sur ces dossiers.

Mais d'un point de vue encore plus général, en France et en Italie cette capacité d'influence indirecte sur le gouvernement a eu un poids dans tout le système politique : le développement de l'État-providence à Rome et à Paris découle aussi de la nécessité de limiter l'influence du PCI et du PCF au-delà de leur base électorale. Pour éviter une extension de l'attraction des deux partis communistes, les gouvernements italien et français ont dû souvent adopter des politiques plus à gauche qu'ils ne le souhaitent, preuve de l'influence « indirecte » que les PCF/I ont exercée. Et cela a été vrai aussi, même si à un

degré différent de profondeur, en Italie et en France pour l'opposition aux politiques atlantiques.

Une deuxième constatation sur des thèmes que notre thèse met en lumière est celle de la difficulté de mettre en pratique de véritables politiques communes dans le cadre d'une idéologie, en l'occurrence communiste, avec une vocation internationale. Si, dans la théorie marxiste, la portée internationale de la révolution communiste devait l'emporter sur tous les autres aspects, en pratique la question était bien différente, car il fallait faire face aux particularités nationales et cela a été vite compris. Quand on pense à la révolution bolchevique et à la fondation de l'Union soviétique, on sait que, selon la théorie marxiste cela n'aurait même pas dû se produire, car la Russie était encore à une phase de « protocapitalisme » avec une classe ouvrière qui n'était pas encore assez développée pour être le moteur du changement.

Ainsi la théorisation du « socialisme dans un seul pays » dans l'entre-deux-guerres et l'imposition du communisme dans les pays du bloc de l'Est à la suite de la Deuxième Guerre mondiale étaient conçus en rapport avec un impératif national (pour permettre la survie et la protection de l'Union soviétique) au détriment de la vocation internationale du mouvement communiste,

Cette difficulté de mener une politique commune dans le mouvement communiste, par exemple, l'opposition dans les cas des PCF/PCI au bloc atlantique, est confirmée dans la thèse. Même si encadrée dans les doctrines Jdanov et Souslov, l'opposition des deux partis communistes en Italie et en France se développe de manière différente car, la vocation internationale de la doctrine communiste a été mise au second rang par les nécessités nationales.

*

* *

Pour conclure, nous avons analysé les interactions entre la conjoncture internationale et les caractéristiques nationales française et italienne afin de comprendre le processus d'élaboration des stratégies d'opposition des partis communistes français et italien à l'atlantisme. Nous avons remarqué qu'à partir de 1947 les composantes « nationales » et « internationales » ont constamment interagi, et l'idée de les analyser conjointement nous a aidé à expliquer l'évolution des PCF-I par rapport à l'atlantisme. Réduire les stratégies oppositionnelles aux seules logiques de la Guerre froide est insuffisant et n'auraient pu expliquer les nombreuses nuances résumées dans cette conclusion. Nous aurions pu brosser le grand portrait de l'action des deux partis communistes, mais encore une fois au sein d'une approche conflictuelle issue de l'historiographie « classique ».

Notre étude s'arrête en 1955, mais les positions des PCF-I vis-à-vis l'atlantisme évoluent dans les années suivantes. Les retombées du XX^e Congrès du PCUS, la déstalinisation, le passage à la coexistence pacifique, l'émergence de la Chine comme pôle d'attraction alternatif du communisme mondial, le début de la Détente, la sortie de la France du Commandement intégré de l'OTAN, l'écrasement du Printemps de Prague ou finalement l'eurocommunisme sont tous des éléments qui influenceront les stratégies des PCF-I par rapport au bloc atlantique. Par rapport à ce dernier phénomène, les communistes français dans leur « Programme commun » avec le nouveau Parti socialiste en 1972 tendent vers une position neutraliste proposant la dissolution de l'OTAN et du Pacte de Varsovie. Pour ce qui est des communistes italiens, le secrétaire du PCI Enrico Berlinguer affirme dans le quotidien *Il Corriere della sera* en 1976 :

[J]e pense que, puisque l'Italie n'appartient pas au Pacte de Varsovie, de ce point de vue il y a une certitude absolue que nous pouvons avancer sur la voie italienne du socialisme sans aucun conditionnement. Mais cela ne signifie pas qu'il n'y a pas de problèmes dans le bloc occidental : à tel point que nous sommes obligés de revendiquer au sein du Pacte atlantique, un pacte que nous ne remettons pas en cause, le droit de l'Italie à décider de son propre destin de manière autonome⁷⁰⁰.

⁷⁰⁰ « Io penso che, non appartenendo l'Italia al Patto di Varsavia, da questo punto di vista c'è l'assoluta certezza che possiamo procedere lungo la via italiana al socialismo senza alcun condizionamento. Ma questo non vuol dire che nel blocco occidentale non esistano problemi: tanto è vero che noi ci vediamo costretti a rivendicare all'interno del Patto Atlantico, patto che pur non mettiamo in discussione, il diritto dell'Italia di decidere in modo autonomo del proprio destino », *Berlinguer conta « anche » sulla NATO per mantenere la sua autonomia da Mosca*, *Il Corriere della Sera*, 15 juin 1976, 1.

Le journaliste Giampaolo Pansa l'interroge sur le fait que le Pacte atlantique pourrait « être un bouclier utile pour construire un socialisme libre », Berlinguer répond : « Je souhaite que l'Italie ne sorte pas du Pacte atlantique "aussi" pour cette raison, et pas seulement parce que notre sortie bouleverserait l'équilibre international⁷⁰¹. » Cette posture de Berlinguer et le pacte PCF-PS expriment un profond changement de l'approche des deux partis communistes par rapport au bloc atlantique. Il serait par conséquent pertinent d'analyser l'évolution de la rhétorique communiste envers le bloc atlantique depuis l'entrée de la République fédérale allemande jusqu'à la Détente.

⁷⁰¹ « Io voglio che l'Italia non esca dal Patto Atlantico « anche » per questo, e non solo perché la nostra uscita sconvolgerebbe l'equilibrio internazionale. Mi sento più sicuro stando di qua, ma vedo che anche di qua ci sono seri tentativi per limitare la nostra autonomia », *ibid.*

SOURCES

Archives consultées sur place

1) Archivio Fondazione Gramsci – Fondo Partito comunista italiano, Rome

Fondo Mosca MF 270 – 1947

Documento 1278, février 1947.

Resoconto sommario della riunione della direzione del Pci, 7-10 ottobre 1947,

Seduta del 7 ottobre 1947,

Intervento del compagno Luigi Longo sul rapporto del compagno A. Jdanov,

Decisioni sul funzionamento e sui compiti della sezione stampa e propaganda, , verbale di riunione della segreteria del partito, 27 ottobre 1947,

Piano di lavoro degli intellettuali, Fondo Mosca, 17 ottobre 1947.

Fondo Mosca MF 266 – 1951-53

Giuliano Pajetta, Note sull'azione dei Partigiani per la Pace in legame con la riunione del Consiglio Atlantico, Roma, 13 novembre 1951

Palmiro Togliatti, Il fallimento di una politica, l'Italia e il patto balcanico, Archivi fondazione gramsci, fondo PCI, febbraio 1953

Nota per la segreteria dall'Ufficio combattenti.

Fondo Mosca MF 218 – 1953

Bolletino di direttive di stampa e propaganda, 31 marzo 1953.

Fondo Mosca MF 165 – 1953-54

Riunione du C.D movimento Partigiani della pace, Sereni riferisce contenuto della riunione. Scambio di idee e proposte, 17 settembre 1953.

Questioni della Lotta per la Pace, contro la CED, 2 avril 1954.

Proposta di referendum giovanile contro la CED (Berlinguer), 13 juillet 1954.

Allegato– Proposte per organizzare il referendum della gioventù sull'Unità europea e sulla CED, 13 juillet 1954

Fondo Mosca MF 116 - 1954

Riunione della segreteria, 2 novembre 1954.

Riunione dei segretari regionali, 5 novembre 1954.

2) RGASPI - Archives d'État russe pour l'histoire sociale et politique (Российский государственный архив социально-политической истории), Moscou

RGASPI - 558-11-392

RGASPI - 558-10-378

RGASPI - 558-11-373

3) Archives départementales de la Seine Saint-Denis – Fond PCF, Bobigny

Rapport de Marius Magnien sur le Plan Marshall et le Pacte atlantique en Afrique du Nord, juillet 1949, Archives du Parti communiste français, Fonds Marius Magnien, 1926-1961, 273 J 3.

4) SciencePo Centre d'histoire, Paris

Première et deuxième autocritique de Ch. Tillon, 14 - 19 octobre 1952, Archives Charles Tillon, CT 35, L'exclusion du BP de 52 ou « L'affaire Marty Tillon »

Archives PCF – en ligne

https://pandor.u-bourgogne.fr/archives-en-ligne/ead.html?id=FRMSH021_00060

1) Secrétariat général

Fonds de la direction du Parti Communiste Français (1944-1979), Secrétariat de Maurice Thorez (Septembre 1944-17 mai 1964), Secrétariat général, 1947.

Fonds de la direction du Parti Communiste Français (1944-1979), Secrétariat de Maurice Thorez (Septembre 1944-17 mai 1964), Secrétariat général, 1948.

Fonds de la direction du Parti Communiste Français (1944-1979), Secrétariat de Maurice Thorez (Septembre 1944-17 mai 1964), Secrétariat général, 1949.

Fonds de la direction du Parti Communiste Français (1944-1979), Secrétariat de Maurice Thorez (Septembre 1944-17 mai 1964), Secrétariat général, 1950.

Fonds de la direction du Parti Communiste Français (1944-1979), Secrétariat de Maurice Thorez (Septembre 1944-17 mai 1964), Secrétariat général, 1951.

Fonds de la direction du Parti Communiste Français (1944-1979), Secrétariat de Maurice Thorez (Septembre 1944-17 mai 1964), Secrétariat général, 1952.

Fonds de la direction du Parti Communiste Français (1944-1979), Secrétariat de Maurice Thorez (Septembre 1944-17 mai 1964), Secrétariat général, 1953.

Fonds de la direction du Parti Communiste Français (1944-1979), Secrétariat de Maurice Thorez (Septembre 1944-17 mai 1964), Secrétariat général, 1954.

2) Bureau politique

Fonds de la direction du Parti Communiste Français (1944-1979), Secrétariat de Maurice Thorez (Septembre 1944-17 mai 1964), Bureau politique, 1948.

Fonds de la direction du Parti Communiste Français (1944-1979), Secrétariat de Maurice Thorez (Septembre 1944-17 mai 1964), Bureau politique, 1949.

Fonds de la direction du Parti Communiste Français (1944-1979), Secrétariat de Maurice Thorez (Septembre 1944-17 mai 1964), Bureau politique, 1950.

Fonds de la direction du Parti Communiste Français (1944-1979), Secrétariat de Maurice Thorez (Septembre 1944-17 mai 1964), Bureau politique, 1952.

Fonds de la direction du Parti Communiste Français (1944-1979), Secrétariat de Maurice Thorez (Septembre 1944-17 mai 1964), Bureau politique, 1954.

Archives gouvernementales imprimées

1) Documenti diplomatici italiani [DDI]

I Documenti Diplomatici Italiani [DDI], Decima Serie, 1943-1948, Volume I (9 septembre 1943 - 11 décembre 1944), Roma : Ministero degli Affari Esteri - Commissione per la pubblicazione dei documenti diplomatici, 1992.

DDI, Decima serie, 1943-1948, Volume 4, (13 juillet 1946 –10 février 1947), Roma : Ministero degli Affari Esteri - Commissione per la pubblicazione dei documenti diplomatici, 1994.

DDI, Decima serie, 1943-1948, Volume 5, (2 février – 30 mai 1947), Ministero degli Affari Esteri - Commissione per la pubblicazione dei documenti diplomatici : Roma, 1997.

DDI, Decima serie, Volume 6, (31 mai – 14 décembre 1947), Roma : Ministero degli Affari Esteri - Commissione per la pubblicazione dei documenti diplomatici Roma, 1997.

DDI, Decima serie : 1943-1948, Volume VII (15 décembre 1947- 7 mai 1948), Ministero degli Affari Esteri - Commissione per la pubblicazione dei documenti diplomatici : Roma, 2000.

2) Documents diplomatiques français

Documents diplomatiques français, [*DDF*], 1947, Tome I, (1 janvier – 30 juin), Ministère des Affaires étrangères, Bruxelles : Peter Lang, 2007.

DDF, 1948, Tome I, (1 janvier – 30 juin), Ministère des Affaires étrangères, Bruxelles : Peter Lang, 2011.

3) Foreign Relations of United States

Foreign Relations of United States: Diplomatic Papers, 1944, Volume III, The British Commonwealth and Europe, E. Ralph Perkins, S. Everett Gleason, John G. Reid, John P. Glennon, N. O. Sappington, William Slany, Velma Hastings Cassidy et Warren H. Reynolds, dir. Washington : United States Government Printing Office, 1965.

Foreign Relations of the United States: Diplomatic Papers, 1945, Volume IV, Europe, E. Ralph Perkins, S. Everett Gleason, William Slany, John G. Reid, N. O. Sappington et Douglas W, dir. Washington : United States Government Printing Office, 1968.

Foreign Relations of the United States [*FRUS*], 1946, Volume V, The British Commonwealth, Western and Centrale Europe, N. O. Sappington, John P. Glennon, Howard M. Smyth et Frederick Aandahl, dir. Washington : United States Government Printing Office, 1969.

FRUS, 1947, The British Commonwealth; Europe, Volume III, Goodwin, Ralph E, Marvin W. Kranz, David H. Stauffer, Howard M. Smyth, Owen Sappington, Fredrick Aandahl, Rogers P. Churchill et William Slany, dir. Washington : United State Government Printing Office, 1972.

FRUS, 1948, Western Europe, Volume III, David H. Stauffer, Ralph R. Goodwin, Marvin W. Kranz, Howard McGaw Smyth, Frederick Aandahl et Charles S. Sampson, dir. Washington : United States Government Printing Office, 1974.

FRUS, 1949, Western Europe, Volume IV, David H. Stauffer, Frederick Aandahl, Charles S. Sampson, Howard McGaw Smyth et Joan Ellen Corbett, ed. United States Government Printing Office : Washington, 1974.

FRUS, 1951, European Security And The German Question, Volume III, Part 1, David H. Stauffer, John A. Bernbaum, William Z. Slany, Lisle A. Rose, Charles S. Sampson, Fredrick Aandahl et William Z. Slany, ed. United States Government Printing Office : Washington, 1981.

FRUS, 1952–1954, Western Europe and Canada, Volume VI, Part 2, David M. Baehler, Ronald D. Landa, Charles S. Sampson, John A. Bernbaum, Lisle A. Rose, David H. Stauffer et William Z. Slany, dir. United States Government Printing Office : Washington, 1986.

4) Journal officiel de la République Française

Journal officiel de la République Française, Assemblée nationale, N° 29 de 1947.

Journal officiel de la République Française, Assemblée nationale N° 158 de 1948.

5) Atti parlamentari italiani

Assemblea costituente, CCCL, Seduta di Mercredi 14 janvier 1948, 3666.

Atti Parlamentari, Discussioni - seduta del 30 novembre 1948, CXLIII.

Atti parlamentari, Camera dei Deputati CCCXCI, seduta pomeridiana del 10 febbraio 1950.

Autres archives imprimées

United State Department of State, Bulletin, Volume 16, April-June, 1947, (U.S. Government Printing Office : Washington, DC).

Pietro Secchia, *Archivio Pietro Secchia: 1945-1973*, Enzo Collotti, Bologna : Istituto Giangiacomo Feltrinelli, 1979.

The Cominform : Minutes of the Three Conferences, 1947/1948/1949, Giuliano Procacci et Grant Mkrtcheyevich Adibekov, ed. Bologna : Feltrinelli Editore, 1994.

Archives en ligne

1) Archives personnalités politiques

<https://patrimonio.archivio.senato.it/>

Patrimonio dell'archivio storico del Senato della Repubblica, Fondi Federati, Archivio Pietro Nenni

Patrimonio dell'archivio storico del Senato della Repubblica, Fondi Federati, Archivio Gramsci, Archivio Palmiro Togliatti

2) Archives gouvernementales – États-Unis

<https://www.trumanlibrary.gov/library/truman-papers>

Memorandum State Department Summary of Telegrams, Collection HST-NAVAL: Records of the Naval Aide to the President (Truman Administration), 1945 – 1953, Series: State Department Briefs Files, 1945 – 1953, File Unit: September - December, 1947.

Memorandum, State Department Summary of Telegrams, Collection HST-NAVAL: Records of the Naval Aide to the President (Truman Administration), 1945 – 1953, Series: State Department Briefs Files, 1945 – 1953, File Unit: September - December 1947.

Memorandum, State Department Summary of Telegrams, Collection HST-NAVAL: Records of the Naval Aide to the President, 1945 – 1953, State Department Briefs Files, 1945 – 1953, September - December 1947.

Central Intelligence Agency Report 1, Report of the World Situation as it Related to the United States, Collection HST-PSF: President's Secretary's Files (Truman Administration), 1945 – 1960, Series : Subject Files, 1945 – 1953, File Unit : National Security Council - Meetings File, 1945-1953, Meetings : 1.

National Security Council Report 7, A Report to the National Security Council by the Executive Secretary on the Position of the United States with Respect to Soviet-Directed World Communism, 3/30/1948, Collection HST-PSF: President's Secretary's Files (Truman Administration), 1945 – 1960, Series : Subject Files, 1945 – 1953, File Unit: National Security Council - Meetings File, 1945-1953.

Review of the World Situation as it Relates to the Security of the United States, Collection HST-PSF: President's Secretary's Files (Truman Administration), 1945 – 1960, Subject Files, 1945 – 1953, National Security Council - Meetings File, 1945-1953: Meetings:2 : November 14, 1947, Central Intelligence Agency Report 2.

National Security Council Report 1/3 (as Amended), A Report to the President by the National Security Council on The Position of the United States with Respect to Italy In Light of the Possibility of Communist Participation In the Government by Legal Means, Collection HST-PSF: President's Secretary's Files (Truman Administration), 1945 – 1960, Series: Subject Files, 1945 – 1953, File Unit: National Security Council - Meetings File, 1945-1953: Meetings : 7.

Consequences of Communist Accession to Power in Italy by Legal Means, 17, 5 mars 1948, President's Secretary's Files (Truman Administration), 1945 – 1960, Series: Intelligence Files, 1946 – 1953, File Unit: Central Intelligence Reports File, 1946-1953 : O.R.E [Office of Reports and Estimates]: 1948 : 6-15 [6, 7, 9-15 : January 13-August 3], Item : Central Intelligence Agency, Office of Reports and Estimates Report, Number 6-48.

Central Intelligence Agency Report 3, Review of the World Situation as it Relates to the Security of the United States.

3) Archives CIA - <https://www.cia.gov/readingroom/home>

Statement Of Lieutenant General Hoyt S. Vandenberg, General CIA Records, CIA-RDP80R01731R001400150014-0, 29 avril 1947.

Loss of Strength of Communist Party in Southern France, General CIA Records, CIA-RDP82-00457R001000010003-0, 8 octobre 1947.

Book III - Weekly Summary, General CIA Records, Document Number: CIA-RDP78-01617A001900020001-8, Weekly summary #76/77/78/79.

The Current Situation in Italy, 16 mars 1948, Central Intelligence Agency, Office of Reports and Estimates Report, Number 47/1.

Review of the World Situation, 19 mars 1949, CIA-RDP67-00059A000500080011-6, General CIA Records

France Probable Future Role in the Western Security System, General CIA Records, (FOIA)/ESDN (CREST), CIA-RDP79R01012A002000020001-8,

Analysis of the power of the Communist Parties of France and Italy and of measures to counter them, General CIA Records, Document Number (FOIA)/ESDN (CREST): CIA-RDP80R01731R003200020013-5.

Presse officielle du PCF et du PCI

1) Cahiers du bolchevisme / communisme

Cahiers du bolchevisme, Comité Central du Parti communiste français, Paris, 17 (2), (1939/07-1940/01)

Cahiers du communisme, 22 (1), janvier 1947

Cahiers du communisme, 24 (3-4), mars-avril 1947

Cahiers du communisme, 24 (7), juillet 1947

Cahiers du Communisme. 28 (6), juin 1951

Cahiers du Communisme. 28 (7), juillet 1951

Cahiers du Communisme. 28 (8), août 1951

Cahiers du Communisme, 29 (1), janvier 1952

Cahiers du Communisme, 29 (2), février 1952

Cahiers du communisme, 30 (2), février 1953

Cahiers du communisme, 30 (11-12), novembre-décembre 1953

2) L'humanité

L'humanité, 18 mars 1948

L'humanité, 15 avril 1948

L'humanité, 20 juillet 1948

3) Rinascita

Rinascita, IV (10), octobre 1947

Rinascita, V (6), juin 1948

Rinascita, VI (1), janvier 1949

Rinascita, VI (2), février 1949

Rinascita, VI (3), mars 1949

Rinascita, VI (4) avril 1949

4) L'unità

L'Unità, 12 juin, 1947,

L'Unità ,4 mai, 1947

L'Unità, jeudi 2 octobre, 1947

L'Unità, samedi 18 octobre, 1947

L'Unità, samedi 23 octobre, 1947

L'Unità, 6 janvier 1948

L'Unità, 14 janvier 1948

L'Unità, 20 février 1948

L'Unità 6 janvier 1951

Articles de presse

La Correspondance internationale, 70 (août 1935)

Il Corriere della Sera, 15 juin 1976

Documents d'archives traduits (en ligne)

Telegram from Nikolai Novikov, Soviet Ambassador to the US, to the Soviet Leadership, History and Public Policy Program Digital Archive, Woodrow Wilson International Center for Scholars, <https://digitalarchive.wilsoncenter.org/document/110808>.

Iosif Stalin, Interview On Churchill's Iron Curtain Speech. 14 mars 1946, Seventeen Moments in Soviet History, An online archive of primary sources, <http://soviethistory.msu.edu/1947-2/cold-war/cold-war-texts/stalin-on-churchills-iron-curtain-speech/?fbclid=IwAR1XSaDwxITx2A9ub3guMT89CNm36WvveFIR5VE9zo04N2cSZTpZa2WRFHk>.

Documents audiovisuels

Documentaire au service de la paix - 50 ans d'histoire, film réalisé à l'occasion des élections cantonales des 20 et 27 mars 1949, Ciné-archives, fond audiovisuel du PCF, Mouvement ouvrier et démocratique, <https://www.cinearchives.org/catalogue-d-exploitation-au-service-de-la-paix-494-155-0-1.html?ref=b2642fld2b163c1853eca903478fc9e5>

Texte du traité instituant la Communauté européenne de défense

Digithèque de matériaux juridiques et politiques, Traité instituant la Communauté européenne de défense, 27 mai 1952, <https://mjp.univ-perp.fr/europe/1952ced2.ht>

Affiches et images

COLLECTION D’AFFICHES DU PCF, Cote 89FI, Imprimerie spéciale du PCF / Archives du PCF - Archives départementales de la Seine-Saint-Denis, 1949.

La lettre au président Truman, Paul Eluard, Frédéric Joliot-Curie et Vercors (Jean Bruller), <https://www.edition-originale.com/fr/litterature/editions-originales/eluard-la-lettre-au-president-truman-1949-74168>

Scmunica ai comunisti <https://archivio.fototeca-gilardi.com/ITALIA-DOPOGUERRA-CHIESA-E-ANTICOMUNISMO-item/it/1/8180>

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux

Attal, Frédéric. *Histoire de l'Italie depuis 1943 à nos jours*. Paris : Armand Colin, 2004. doi:10.3917/arco.atta.2004.01. <https://www.cairn.info/histoire-de-l-italie-depuis-1943-a-nos-jours--9782200262150.htm>.

Courtois, Stéphane, et Marc Lazar. *Histoire du Parti Communiste français*. Paris : Presses universitaires de France, 1995.

Duhamel, Éric. *Histoire politique de la IV^e République*. Paris : La Découverte, 2000. doi:10.3917/dec.duham.2000.01. <https://www.cairn.info/histoire-politique-de-la-ive-republique--9782707133373.htm>.

Duroselle, Jean-Baptiste, et André Kaspi. *Histoire des relations internationales. de 1945 à nos jours*. Paris : Armand Colin, 2017. <https://www.cairn.info/histoire-des-relations-internationales--9782200601744.htm>.

McNeill, William Hardy, et 钱乘旦. *A World History*. Toronto : Oxford University Press, 1967.

Spriano, Paolo. *Storia del Partito Comunista italiano*. V vols. Torino : Einaudi, 1967-75.

Monographies

Aga-Rossi, Elena, et Victor Zaslavsky. *Togliatti e Stalin : il PCI e la politica estera staliniana negli archivi di Mosca*. Bologna : Il mulino, 1997.

———. *Stalin and Togliatti: Italy and the Origins of the Cold War*. Stanford : Stanford Univ Pr, 2011.

Agosti, Aldo. *Palmiro Togliatti*. Torino : UTET, 1996.

Azéma, Jean-Pierre, Antoine Prost, et Jean-Pierre Rioux. *Le Parti Communiste français des années sombres (1938-1941)*. Paris : Le Seuil, 1986. <https://www.cairn.info/le-parti-communiste-francais-des-annees-sombres--9782020091732.htm>.

Becker, Jean Jacques. *Le parti communiste veut-il prendre le pouvoir? : La Stratégie Du Pcf De 1930 À Nos Jours*. Paris : Seuil, 1981.

Berstein, Serge, et Pierre Milza. *L'année 1947*. Paris : Presses de Sciences po, 1999.

- Bezias, Jean-Rémy. *Georges Bidault et la politique étrangère de la France: Europe, Etat-Unis, Proche-Orient, 1944-1948*. Paris : Editions L'Harmattan, 2006.
- Bossuat, Gérard. *L'Europe occidentale à l'heure américaine : le Plan Marshall et l'unité européenne, 1945-1952*. Bruxelles : Ed. Complexe, 1992.
<http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb35495828d>.
- . *Les aides américaines économiques et militaires à la France, 1938-1960: Une nouvelle image des rapports de puissance*. Vincennes : Comité pour l'Histoire économique et financière, 2001.
- Boursier, Jean-Yves. *La politique du PCF, 1939-1945 : Le Parti Communiste français et la question nationale*. Paris : L'Harmattan, 1992.
- Bozo, Frédéric. *La France et l'OTAN : de la Guerre froide au nouvel ordre européen*. Travaux Et Recherches De L'ifri. Paris : Masson, 1991.
- Broggi, Alessandro. *Confronting America: The Cold War between the United States and the Communists in France and Italy*. Chapel Hill : Univ of North Carolina Press, 2011.
- . *A Question of Self-Esteem: The United States and the Cold War Choices in France and Italy, 1944-1958*. Westport : Greenwood Publishing Group, 2002.
- Carley, Michael Jabara. *1939: The Alliance That Never Was and the Coming of World War II*. Chicago : Ivan R. Dee, 1999.
- . *Silent Conflict : A Hidden History of Early Soviet-Western Relations*. Lanham : Rowman & Littlefield, 2014.
- Carusi, Paolo. *I partiti politici italiani dall'unità ad oggi*. Roma : Studium, 2015.
- Castagnoli, Adriana. *La Guerra fredda economica : Italia e Stati Uniti, 1947-1989*. Roma : GLF editori Laterza, 2015.
- Caviglia, Daniele, et Alessandro Gionfrida. *Un'occasione da perdere: le forze armate italiane e la Comunità Europea di Difesa, 1950-54*. Roma : Editrice Apes, 2009.
- Claudín, Fernando. « La Crisis Del Movimiento Comunista ». *De la Komintern al Kominform*. Barcelona : Ruedo Ibérico, 1970.
- Cogan, Charles. *Forced to Choose: France, the Atlantic Alliance, and Nato--Then and Now*. Westport : Praeger Pub Text, 1997.
- . *Oldest Allies, Guarded Friends: The United States and France since 1940*. Westport : Praeger Publishers, 1994.

- Colozza, Roberto. *Repubbliche rosse: i simboli nazionali del PCI e del PCF, 1944-1953*. Bologna : CLUEB, 2008.
- Courtois, Stéphane. *Le PCF dans la guerre : de Gaulle, la Résistance, Staline*. Paris : Ramsay, 1980.
- De Felice, Renzo. *Rosso e nero*. Milano : Baldini&Castoldi, 1995.
- Del Pero, Mario. *L'alleato scomodo : gli USA e la Dc negli anni del centrismo (1948-1955)*. Studi Storici Carocci. Roma : Carocci, 2001.
- Esposito, Chiarella. *America's Feeble Weapon: Funding the Marshall Plan in France and Italy, 1948-1950*. Westport : Greenwood Publishing Group, 1994.
- Fauvet, Jacques, et Alain Duhamel. *Histoire du Parti Communiste français de 1920 à 1976*. Paris : Fayard, 1977.
- Feis, Herbert. *From Trust to Terror: The Onset of the Cold War, 1945-1950*. New York : Norton, 1970.
- Fleming, Denna Frank. *The Cold War and Its Origins, 1917-1960*. Garden City, N.Y. : Doubleday, 1961.
- Formigoni, Guido. *La Democrazia Cristiana e l'alleanza occidentale: 1943-1953*. Bologna : il Mulino, 1996.
- . *Storia d'Italia nella Guerra fredda (1943-1978)*. Bologna : il Mulino, 2016.
- Gaddis, John Lewis. *The United States and the Origins of the Cold War*. New York : Columbia University Press, 1972.
- Galante, Severino. *L'autonomia possibile: il PCI del dopoguerra tra politica estera e politica interna*. Milano : Ponte alle Grazie, 1991.
- . *La politica del PCI e il Patto atlantico: "Rinascita" 1946-49*. Padova : Marsilio Editori, 1973.
- Gerbet, Pierre. *La construction de l'Europe*. Paris : Armand Colin, 2007.
doi:10.3917/arco.gerbe.2007.01.0099. <https://www.cairn.info/la-construction-de-l-europe--9782200353056-page-99.htm>
https://www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=ARCO_GERBE_2007_01_0099.
- Graebner, Norman A. *Cold War Diplomacy: 1945-1960*. Princeton, N. J. : D. Van Nostrand Company, 1962.
- Guerra, Adriano. *Il crollo dell'impero sovietico*. Roma : Editori riuniti, 1996.

- . *Urss: perché è crollata, analisi sulla fine di un impero*. Roma : Editori riuniti, 2001.
- Guiat, Cyrille. *The French and Italian Communist Parties: Comrades and Culture*. London : Frank Cass, 2003.
- Guiso, Andrea. *La colomba e la spada : "lotta per la pace" e antiamericanismo nella politica del Partito Comunista italiano (1949-1954)*. Soveria Mannelli : Rubbettino, 2006. <http://www.loc.gov/catdir/toc/casalini06/07130651.pdf>.
- Kaplan, Lawrence S. *Nato 1948: The Birth of the Transatlantic Alliance*. Lanham : Rowman & Littlefield Publishers, 2007.
- Kelly, Saul. *Cold War in the Desert: Britain, the United States and the Italian Colonies, 1945-52*. Houndmills : Palgrave Macmillan, 2000.
- Kennan, G.F. *American Diplomacy, 1900-1950*. Chicago : University of Chicago Press, 1952. <https://books.google.ca/books?id=YOifAAAACAAJ>.
- Kolko, Gabriel. *The Roots of American Foreign Policy: An Analysis of Power and Purpose*. Boston : Beacon Press (MA), 1969.
- Kriegel, Annie. *Les communistes français: essai d'ethnographie politique*. Paris : Ed. du Seuil, 1968.
- Labanca, Nicola. *Outre-mer: histoire de l'expansion coloniale italienne*. Grenoble : UGA Éditions, 2017.
- Lazar, Marc. *Maisons Rouges: Les Partis Communistes français et italien de la Libération à nos jours*. Paris : Editions Aubier, 1992.
- Leffler, Melvyn P. *For the Soul of Mankind: The United States, the Soviet Union, and the Cold War*. Londres : Macmillan, 2007.
- Lundestad, Geir. *The United States and Western Europe since 1945: From " Empire" by Invitation to Transatlantic Drift*. Oxford : OUP Oxford, 2003.
- Marcou, Lilly. *Le Kominform*. Paris : Presses de Sciences Po, 1977. doi:10.3917/scpo.marco.1977.01. <https://www.cairn.info/le-kominform--9782724603811.htm>.
- Mariuzzo, Andrea. *Divergenze parallele: comunismo e anticomunismo alle origini del linguaggio politico dell'Italia repubblicana, 1945-1953*. Soveria Mannelli : Rubbettino, 2010.

- Martelli, Roger, Jean Vigreux, et Serge Wolikow. *Le parti rouge. une histoire du PCF (1920-2020)*. Paris : Armand Colin, 2020. <https://www.cairn.info/le-parti-rouge--9782200625887.htm>.
- Mencherini, Robert. *Guerre froide, grèves rouges: parti communiste, stalinisme et luttes sociales en france: les grèves" insurrectionnelles" de 1947-1948*. Paris : Syllepse, 1998.
- Ménudier, Henri. *L'Allemagne occupée (1945-1949)*. Paris : Éditions Complexe (programme ReLIRE), 1990. doi:10.3917/comp.menud.1990.01.0007. <https://www.cairn.info/l-allemande-occupee-1945-1949--9782870273678-page-9.htm>
https://www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=COMP_MENUUD_1990_01_0007.
- Pavone, Claudio. *Una guerra civile*. Torino : Bollati Boringhieri, 1991.
- Pipitone, Daniele. *Il socialismo democratico italiano fra la liberazione e la legge truffa*. Milano : Ledizioni, 2013.
- Comité Central du PC. *Histoire du Parti Communiste /Bolchévik/ De L'U.R.S.S. : Précis rédigé par une commission du Comité central du P.C. de L'U.R.S.S.* Moscou : Editions en langues étrangères, 1949.
- Pechatnov, Vladimir. *Stalin, Ruzvelt', Trumen: Sssr I Ssha V 1940-Kh Gg. Dokumental'nyē ocherki*. Moscow : TERRA–Knizhnyi klub Publ, 2006
- Pedaliu, Effie G.H. *Britain, Italy and the Origins of the Cold War*. Houndmills : Palgrave Macmillan, 2003.
- Raflik-Grenouilleau, Jenny. *La Quatrième république et l'Alliance atlantique : influence et dépendance, 1945-1958*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2013.
- Reynolds, David. *From World War to Cold War : Churchill, Roosevelt, and the International History of the 1940s*. Oxford : Oxford University Press, 2006.
- . *The Origins of the Cold War in Europe : International Perspectives*. New Haven : Yale University Press, 1994. <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb374317255>.
- Riva, Valerio Bigazzi Francesco. *Oro da Mosca : i finanziamenti sovietici al PCI dalla rivoluzione d'ottobre al crollo dell'Urss : Con 240 documenti inediti degli archivi moscoviti*. Milano : Mondadori, 2002.
- Roger, Philippe. *L'ennemi américain: généalogie de l'antiaméricanisme français*. Paris : Seuil, 2002.

- Rossi, Elena Aga, et Gaetano Quagliariello. *L'altra faccia della luna: i rapporti tra PCI, PCF e Unione sovietica*. Bologna : Mulino, 1997.
- Sanderson, Claire. *L'impossible alliance?: France, Grande-Bretagne, et défense de l'Europe, 1945-1958*. Paris : Éditions de la Sorbonne, 2003.
- Santamaria, Yves. *Le parti de l'ennemi?: le Parti Communiste français dans la lutte pour la paix (1947-1958)*. Paris : Armand Colin, 2006.
- Saresella, Daniela. *Catholics and Communists in Twentieth-Century Italy: Between Conflict and Dialogue*. London/New York : Bloomsbury Publishing, 2020.
- Smith, E Timothy. *The United States, Italy and Nato, 1947-52*. New York : Macmillan, 1991.
- Soutou, Georges-Henri. *La guerre de cinquante ans: le conflit Est-Ouest 1943-1990*. Paris : Fayard, 2001.
- . *La Guerre froide de la France: 1941-1990*. Paris : Tallandier, 2018.
- Togliatti, Palmiro, Ernesto Ragionieri, Franco Andreucci, et Paolo Spriano. *Opere*. Roma : Editori Riuniti, 1973.
- Vaïsse, Maurice, Pierre Mélandri et Frédéric Bozo, *La France et l'OTAN : 1949-1996*. Bruxelles : Éditions Complexe, 1996.
- Wall, Irwin M. *L'influence américaine sur la politique française, 1945-1954*. Paris : Balland, 1989.
- Westad, Odd Arne. *The Global Cold War: Third World Interventions and the Making of Our Times*. Cambridge : Cambridge University Press, 2005.
- Wettig, Gerhard. *Stalin and the Cold War in Europe: The Emergence and Development of East-West Conflict, 1939-1953*. Lanham : Rowman & Littlefield, 2008.
- Williams, William Appleman. *The Tragedy of American Diplomacy*. New York : WW Norton & Company, 1959.
- Zubok, Vladislav, et Constantine Pleshakov. *Inside the Kremlin's Cold War: From Stalin to Krushchev*. Cambridge (MA) : Harvard University Press, 1997.

Chapitres d'ouvrages collectifs

- Aga-Rossi, Elena, et Victor Zaslavsky. « The Soviet Union and the Italian Communist Party, 1944–8 » dans *The Soviet Union and Europe in the Cold War, 1943–53*, Gori, Francesca et Silvio Pons, dir. London : Palgrave Macmillan UK, 1996.
- Allard, Mathieu. « La France face à la soviétisation de l'Europe de l'est : le cas tchécoslovaque (1944-1948) » dans *Relations internationales et stratégie : De la guerre froide à la guerre contre le terrorisme*, Bozo, Frédéric dir. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2005.
- Baritono, Raffaella. « "Europe Is Penelope": La Ced nel dibattito politico e culturale statunitense » dans *Atlantismo Ed Europeismo*, Craveri, Piero et Gaetano Quagliariello, dir. Soveria Mannelli : Rubbettino, 2003.
- Becker, Jean-Jacques. « La gauche à la Libération » dans *Histoire Des Gauches En France*, Paris : La Découverte, 2005.
- Bonfreschi, Lucia. « Complotto contro la Francia: L'antiamericanismo nella stampa gollista della Iv Repubblica » dans *Antiamericanismo in Italia e in Europa nel secondo dopoguerra*, Craveri, Piero et Gaetano Quagliariello, dir. Soveria Mannelli : Rubbettino, 2004.
- Bossuat, Gérard. « France and the Leadership of the West in the 1950s: A Story of Disenchantment » dans *Securing Peace in Europe, 1945–62*, Heuser, Beatrice et Robert O'Neill, dir. New York : Springer, 1992.
- Buton, Philippe. « Chapitre 15. L'éviction des ministres communistes » dans *L'année 1947*, Berstein, Serge et Pierre Milza, dir. Paris : Presses de Sciences Po, 1999.
- . « Il PCF e la partecipazione governativa (1945-1947) » dans *L'altra faccia della luna: i rapporti tra PCI, PCF e Unione sovietica*, Aga-Rossi, Elena et Gaetano Quagliariello, dir. Bologna : Mulino, 1997.
- . « Le Parti Communiste français et le général de Gaulle, de la Résistance à la Libération » dans *50 ans d'une passion française: de Gaulle et les communistes*, Stéphane Courtois et Marc Lazar, dir. Paris : Éditions Balland 1991.
- Capperucci, Vera. « Le correnti della Democrazia Cristiana di fronte all'America. Tra differenziazione culturale ed integrazione politica, 1944-1954 » dans *Antiamericanismo in Italia e in Europa nel secondo dopoguerra*, Craveri, Piero et Gaetano Quagliariello, dir. Soveria Mannelli : Rubbettino, 2004.
- Colaritz, Simona. « The Italian Political Parties and the Foreign Policy in the 1950s: Dc, Psi, Pci, Msi » dans *Power in Europe ? Great Britain, France, Germany and Italy and the Origins of the Eec 1952-57*, Di Nolfo, Ennio, dir. Berlin : de Gruyter, 1992.

- Colas, Dominique. « Logique et symbolique de la nation chez de Gaulle et les communistes (1939-1945) » dans *50 ans d'une passion française: de Gaulle et les communistes*, Stéphane Courtois et Marc Lazar, dir. Paris : Éditions Balland 1991.
- Deighton, Anne. « L'atlantico e il continente: cultura politica britannica e strategie d'élite » dans *Atlantismo ed europeismo*, Craveri, Piero et Gaetano Quagliariello, dir. Soveria Mannelli : Rubbettino, 2003.
- Dullin, Sabine. « Les interprétations françaises du système soviétique » dans *Le siècle des communismes*, Dreyfus, Michel, Bruno Groppo, Claudio S. Ingerflom, Roland Lew, Claude Pennetier, Bernard Pudal et Serge Wolikow, dir. Paris : Les Éditions de l'Atelier, 2000.
- Fursdon, Edward. « The Role of the European Defense Community in European Integration » dans *Nato : The Found of the Atlantic Alliance and the Integration of Europe*, Heller, Francis H et John R Gillingham, dir. New York : St. Martin's Press, 1992.
- Galante, Severino. « The Genesis of Political Impotence. Italy's Mass Political Parties in the Years between the Great Alliance and the Cold War » dans *Power in Europe ? Great Britain, France, Germany and Italy in a Post War World 1945-50*, Becker, Josef et Franz Knipping, dir. Berlin, New York : Walter de Gruyter, 1986.
- Gibiansky, Leonid. « The Last Conference of the Kominform » dans *The Cominform: Minutes of the Three Conferences, 1947/1948/1949*, Procacci, Giuliano et Grant Mkrtychevich Adibekov, dir. Bologna : Feltrinelli Editore, 1994.
- . « Mosca, Il PCI e la questione di Trieste » dans *Dagli archivi di Mosca. L'Urss, il Cominform e il PCI (1943-1951)*, Pons, Silvio et Francesca Gori, dir. Roma : Carocci editore, 1998.
- . « La questione di Trieste tra i comunisti italiani e jugoslavi » dans *L'altra faccia della luna: i rapporti tra PCI, PCF e Unione sovietica*, Aga-Rossi, Elena et Gaetano Quagliariello, dir. Bologna : Mulino, 1997.
- Groppo, Bruno, et Bernard Pudal. « Historiographie des communismes français et Italien » dans *Le siècle des communismes*, Dreyfus, Michel, Bruno Groppo, Claudio S. Ingerflom, Roland Lew, Claude Pennetier, Bernard Pudal et Serge Wolikow, dir. Paris : Éditions de l'Atelier, 2000.
- Grosser, Pierre. « Chapitre 7. L'entrée de la France en Guerre froide » dans *L'année 1947*, Berstein, Serge et Pierre Milza, dir. Paris : Presses de Sciences Po, 1999.

- Guiso, Andrea. « Antiamericanismo e mobilitazione di massa. il Pci negli anni della Guerra fredda » dans *Antiamericanismo in Italia e in Europa nel secondo dopoguerra*, Craveri, Piero et Gaetano Quagliariello, dir. Soveria Mannelli : Rubbettino, 2004.
- . « L'Europa e l'Alleanza atlantica nella politica internazionale del PCI degli anni '50 e '60. Tra lealtà sovranazionale e collocazione reale » dans *Atlantismo Ed Europeismo*, Craveri, Piero et Gaetano Quagliariello, dir. Soveria Mannelli : Rubbettino, 2003.
- Kent, John. « NATO, Cold War and the End of Empire » dans *A History of Nato: The First Fifty Years*, Schmidt, Gustav, dir. Houndsmills : Palgrave, 2001.
- Lazar, Marc. « Chapitre 16. Communisme français et communisme international » dans *L'année 1947*, Berstein, Serge et Pierre Milza, dir. Paris : Presses de Sciences Po (PFNSP), 1999.
- . « La strategia del PCF e del PCI dal 1944 al 1947: acquisizione della ricerca e problemi irrisolti » dans *L'altra faccia della luna: i rapporti tra PCI, PCF e Unione sovietica*, Aga-Rossi, Elena et Gaetano Quagliariello, dir. Bologna : Mulino, 1997.
- Leffler, Melvyn. « National Security and Us Foreign Policy » dans *Origins of the Cold War : An International History*, Painter, David et Melvyn Leffler, dir. London : Routledge, 1994.
- Liland, Frode. « 'Explaining Nato's Non-Policy on out-of-Area Issues During the Cold War' » dans *A History of Nato—the First Fifty Years*, Schmidt, Gustav, dir. Houndsmills : Palgrave, 2001.
- Mager, Olaf. « Anthony Eden and the Framework of Security: Britain's Alternatives to the European Defence Community, 1951–54 » dans *Securing Peace in Europe, 1945–62*, Heuser, Beatrice et Robert O'Neill, dir. New York : Springer, 1992.
- Méchoulan, Éric. « Chapitre 18. Le pouvoir face aux grèves 'insurrectionnelles' de novembre et de décembre » dans *L'année 1947*, Berstein, Serge et Pierre Milza, dir. Paris : Presses de Sciences Po, 1999.
- Narinsky, Michail. « La politica estera sovietica verso l'Europa occidentale (1941-1945) » dans *L'altra faccia della luna: i rapporti tra PCI, PCF e Unione sovietica*, Aga-Rossi, Elena et Gaetano Quagliariello, dir. Bologna : Mulino, 1997.
- Orsina, Giovanni, et Elena Aga-Rossi. « L'immagine Dell'america Nella Stampa Comunista Italiana, 1945-1953 » dans *L'antiamericanismo in Italia e in Europa nel secondo dopoguerra*, Craveri, Piero et Gaetano Quagliariello, dir. Soveria Mannelli : Rubbettino, 2004.

- Parisella, Antonio. « Parties of the Left in Italy, 1938-1958 » dans *Left Catholicism 1943-1955. Catholics and Society in Western Europe at the Point of Liberation*, Horn, Gerd-Rainer et Emmanuel Gerard, dir. Louvain : Leuven University Press, 2001.
- Parrish, Scott D. « The Turn toward Confrontation: The Soviet Reaction to the Marshall Plan, 1947 ». *Parrish and Narinsky, "New Evidence on the Soviet Rejection of the Marshall Plan"*, Washington DC : Woodrow Wilson International Center for Scholars: 1994.
- Pechatnov, Vladimir O, et Earl C Edmondson. « The Russian Perspective » dans *Debating the Origins of the Cold War: American and Russian Perspectives*, Levering, Ralph B., dir. Washington DC : Rowman & Littlefield Publishers, 2002.
- Pons, Silvio. « Togliatti, il PCI e il Cominform » dans *L'altra faccia della luna: i rapporti tra PCI, PCF e Unione sovietica*, Aga-Rossi, Elena et Gaetano Quagliariello, dir. Bologna : Il Mulino, 1997.
- . « Una sfida mancata: l'Urss, Il Cominform e il PCI (1947-1948) » dans *Dagli archivi di Mosca. L'Urss, il Cominform e il PCI (1943-1951)*, Pons, Silvio et Francesca Gori, dir. Roma : Carocci editore, 1998.
- Quagliariello, Gaetano. « La Transizione Della Democrazia in Italia E in Francia » dans *L'altra faccia della luna: i rapporti tra PCI, PCF e Unione sovietica*, Aga-Rossi, Elena et Gaetano Quagliariello, dir. Bologna : Mulino, 1997.
- . « Prospettiva atlantica e prospettiva europea nel pensiero e nell'azione di Charles de Gaulle » dans *Atlantismo e europeismo*, Craveri, Piero et Gaetano Quagliarello, dir. Soveria Mannelli : Rubbentino, 2003.
- Rioux, Jean-Pierre. « Les gouvernements de gauche sous la IVe République » dans *Histoire des gauches en France*, Becker, Jean-Jacques et Gilles Candar, dir. Paris : La Découverte, 2005.
- Santamaria, Yves. « Le PC-SFIC dans "la lutte pour la paix" » dans *communisme en france: de la révolution documentaire au renouveau historiographique: actes du colloque organisé par le Centre de recherches Hannah Arendt le 11 mai 2006*, Courtois, Stéphane, dir. Paris : Editions Cujas, 2007.
- Schwabe, Klaus. « The Origins of the United States' Engagement in Europe, 1946-1952 » dans *Nato : The Found of the Atlantic Alliance and the Integration of Europe*, Heller, Francis H et John R Gillingham, dir. New York : St. Martin's Press, 1992.
- Smith, E Timothy. « United States Security and the Integration of Italy into the Western Bloc, 1947-1949 » dans *Nato, the Founding of the Atlantic Alliance and the Integration of Europe*, Heller, Francis H et John R Gillingham, dir. New York: St. Martin's Press, 1992.

Soutou, Georges-Henri. « La sécurité de la France dans l'après-guerre » dans *La France et l'OTAN : 1949-1996*, Vaïsse, Maurice, Pierre Mélandri et Frédéric Bozo, dir. Bruxelles : Éditions Complexe, 1996.

Vaicbourdt, Nicolas. « Les ambitions américaines en Europe (1945-1960) » dans *Etats-Unis, Europe et Union Européenne / the United States, Europe and the European Union*, Bossuat, Gérard et Nicolas Vaicbourdt, dir. Bruxelles : Peter Lang, 2001.

Walker, J. Samuel. « Historians and Cold War Origins: The New Consensus » dans *American Foreign Relations: A Historiographical Review*, Haines, Gerald K. et J. Samuel Walker, dir. Westport: Greenwood Press, 1981.

Zaslavsky, Victor. « L'antiamericanismo organizzato nell'Unione sovietica staliniana » dans *L'antiamericanismo in Italia e in Europa nel secondo dopoguerra*, Craveri, Piero et Gaetano Quagliariello, dir. Soveria Mannelli: Rubbentino, 2004.

Articles scientifiques

Barbagallo, Francesco. « il PCI dal Cominform al '56: i "Casi" Terracini, Magnani, Giolitti ». *Studi Storici* 31, 1 (1990) : 89-115. <http://www.jstor.org/stable/20565933>.

Bariéty, Jacques. « La décision de réarmer L'Allemagne, L'échec de la Communauté Européenne de Défense et les Accords de Paris du 23 Octobre 1954 vus du côté français ». *Revue belge de Philologie et d'Histoire* (1993) : 354-83. https://www.persee.fr/doc/rbph_0035-0818_1993_num_71_2_3883.

Béziat, Jean-Rémy. « Prélude au Conseil de L'Europe : La déclaration de Georges Bidault à La Haye (19 juillet 1948) ». *Guerres mondiales et conflits contemporains* 220, 4 (2005) : 115-28. <https://doi.org/10.3917/gmcc.220.0115>. <https://www.cairn.info/revue-guerres-mondiales-et-conflits-contemporains-2005-4-page-115.htm>
https://www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=GMCC_220_0115.

Bitsch, Marie-Thérèse. « Robert Schuman et la paix ». *Matériaux pour l'histoire de notre temps* 108, 4 (2012) : 33-38. <https://doi.org/10.3917/mate.108.0033>. <https://www.cairn.info/revue-materiaux-pour-l-histoire-de-notre-temps-2012-4-page-33.htm>
https://www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=MATE_108_0033.

Buton, Philippe. « La Ced, L'affaire Dreyfus de la Quatrième République ? ». *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 84, 4 (2004) : 43-59. <https://doi.org/10.3917/ving.084.0043>. <https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2004-4-page-43.htm>
https://www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=VING_084_0043.

- Carley, Michael Jabara. «Episodes from the Early Cold War: Franco-Soviet Relations, 1917-1927». *Europe-Asia Studies* 52, 7 (2000) : 1275-305. <http://www.jstor.org/stable/155680>.
- Castagnez, Noëlline. « Les socialistes et la Ced. Contre la petite Europe, cléricale et réactionnaire (Mai 1954) ». *Parlement[s], Revue d'histoire politique* HS 3, 3 (2007) : 131-35. <https://doi.org/10.3917/parl.hs03.0131>. <https://www.cairn.info/revue-parlements1-2007-3-page-131.htm>
https://www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=PARL_HS03_0131.
- Courtois, Stéphane. « La gauche française et l'image de l'Urss ». *Matériaux pour l'histoire de notre temps* (1987) : 15-19. https://www.persee.fr/doc/mat_0769-3206_1987_num_9_1_404001.
- Denantes, François. « Le stalinisme du PCF ». *Esprit ns* 3 (1979) : 130-40.
- Di Nolfo, Ennio, et Gianpasquale Santomassimo. « La politica del Pci e il Patto atlantico ». *Studi Storici* 15, 3 (1974) : 706-07. <http://www.jstor.org/stable/20564176>.
- « Documenti presentati dal Governo italiano al Consiglio dei Ministri degli Esteri sulla questione delle antiche colonie italiane e “Rapports de la Commission d'enquête des Quatre puissances dans les anciennes colonies italiennes“ ». *Rivista di Studi Politici Internazionali* 15, 3/4 (1948) : 524-46. <http://www.jstor.org/stable/43784783>.
- Folly, Martin H. « Britain and the Issue of Italian Membership of Nato, 1948-49 ». *Review of International Studies* 13, 3 (1987) : 177-96. <http://www.jstor.org/stable/20079581>.
- Forland, Tor Egil. « An Act of Economic Warfare? The Dispute over Nato's Embargo Resolution, 1950-1951 ». *The International History Review* 12, 3 (1990) : 490-513. <http://www.jstor.org/stable/40106228>.
- Formigoni, Guido. « La sinistra cattolica italiana e il Patto atlantico (1948-1949) ». *Il Politico* 50, 4 (1985) : 631-68. <http://www.jstor.org/stable/43100181>.
- Franc, Claude. « Histoire militaire – L'échec de la Communauté Européenne de Défense (1951-1954), ou l'impossible Europe de la défense ». *Revue Défense Nationale* 784, 9 (2015) : 121-23. <https://doi.org/10.3917/rdna.784.0121>. <https://www.cairn.info/revue-defense-nationale-2015-9-page-121.htm>
https://www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=RDNA_784_0121.
- Groppo, Bruno. « Historiens et historiographie du communisme en Italie » *revista www.izquierdas.cl* 15. (2013): 170-89.

- Guillen, Pierre. « La France et l'intégration de la RFA dans L'OTAN ». *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 159 (1990) : 73-91. <http://www.jstor.org/stable/25730707>.
- Israël, Liora. « Un procès du goulag au temps du goulag ? L'affaire Kravchenko (1949) ». *Critique internationale* 36, 3 (2007) : 85-101. <https://doi.org/10.3917/cii.036.0085>. <https://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2007-3-page-85.htm>
https://www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=CRII_036_0085.
- Jr, Arthur Schlesinger. « Origins of the Cold War ». *Foreign Affairs* 46, 1 (1967) : 22-52. <https://doi.org/10.2307/20039280>. <http://www.jstor.org/stable/20039280>.
- Karlsen, Patrick. « Il Pci, Il confine orientale e il contesto internazionale (1945-1954) ». *Ventesimo Secolo* 9, 21 (2010) : 11-37. <http://www.jstor.org/stable/23719410>.
- Lacroix-Riz, Annie. « “Bonne Allemagne” ou reconstruction prioritaire: Paris-Washington du départ du général de Gaulle à la conférence de Moscou (Janvier 1946 - Printemps 1947) ». *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 169 (1993) : 137-75. <http://www.jstor.org/stable/25730916>.
- Lafeber, Walter. « Nato and the Korean War: A Context ». *Diplomatic History* 13, 4 (1989) : 461-77. <http://www.jstor.org/stable/24911792>.
- Leonardi, Rosaria. « Il sacro come strumento politico: le elezioni del 1948, la Democrazia Cristiana ei manifesti elettorali ». *California Italian Studies* 5, 1 (2014) : 457-84.
- « Les Accords de Paris d'octobre 1954 et L'union de L'Europe occidentale ». *Chronique de politique étrangère* 8, 1/2 (1955). <http://www.jstor.org/stable/44827377>.
- Martignoni, Martina. « Due vie democratiche al socialismo?. Pci, Pcf e il concetto di nazione tra il 1944 e il 1947 ». *Diacronie. Studi di Storia Contemporanea*, 9, 1 (2012), URL:< http://www.studistorici.com/2012/02/13/martignoni_numero_9/ >
- Moseman, Scott A. « Truman and the Formation of the Central Intelligence Agency ». *Journal of Intelligence History* 19, 2 (2020/07/02 2020) : 149-66. <https://doi.org/10.1080/16161262.2020.1774233>.
- Narinskij, Michail, et Andrea Romano. « Togliatti, Stalin e la svolta di Salerno ». *Studi storici* 35, 3 (1994) : 657-66.
- Narinsky, Michail. « Staline, Togliatti, Thorez. 1944-1947 ». *Cahiers d histoire - institut de recherches marxistes*, 62 (1996) : 119-36.
- Novati, Giampaolo Calchi. « Gli incidenti di Mogadiscio del gennaio 1948: rapporti italo-inglesi e nazionalismo somalo ». *Africa: Rivista trimestrale di studi e*

- documentazione dell'Istituto italiano per l'Africa e l'Oriente* 35, 3/4 (1980) : 327-56. <http://www.jstor.org/stable/40759402>.
- Orsini, Fabio Grassi. « I liberali, De Gasperi e la svolta del maggio 1947 ». *Ventunesimo Secolo* 3, 5 (2004) : 33-69. <http://www.jstor.org/stable/23719888>.
- Peschanski, Denis, et Marie-Claire Lavabre. « L'image de L'U.R.S.S. diffusée par le Parti Communiste français : soixante ans d'almanachs ». *Revue des Études Slaves* (1985) : 637-47. https://www.persee.fr/doc/slave_0080-2557_1985_num_57_4_5526.
- Raflik-Grenouilleau, Jenny. « La IVe République et l'OTAN : fidélité à l'Alliance ou revendications nationales ? ». *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin* 30, 2 (2009) : 77-90. <https://doi.org/10.3917/bipr.030.0077>. <https://www.cairn.info/revue-bulletin-de-l-institut-pierre-renouvin1-2009-2-page-77.htm>
https://www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=BIPR_030_0077.
- Roberts, Geoffrey. « Moscow and the Marshall Plan: Politics, Ideology and the Onset of the Cold War, 1947 ». *Europe-Asia Studies* 46, 8 (1994) : 1371-86. <http://www.jstor.org/stable/152768>.
- Robin Hivert, Émilie. « Anti-européens et euroconstructifs : les communistes français et l'Europe (1945-1979) ». *Les cahiers Irice* 4, 2 (2009) : 49-67. <https://doi.org/10.3917/lci.004.0049>. <https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-irice-2009-2-page-49.htm>
https://www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=LCI_004_0049.
- . « Moscou, les communistes français et la construction européenne ». *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin* 30, 2 (2009) : 57-76. <https://doi.org/10.3917/bipr.030.0057>. <https://www.cairn.info/revue-bulletin-de-l-institut-pierre-renouvin1-2009-2-page-57.htm>
https://www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=BIPR_030_0057.
- Rossi, Gianluigi. « Guerra fredda e questione delle ex colonie italiane nel 1947 ». *Africa: Rivista trimestrale di studi e documentazione dell'Istituto italiano per l'Africa e l'Oriente* 33, 4 (1978) : 509-24. <http://www.jstor.org/stable/40759055>.
- . « La Libia nel mediterraneo, 1943-1951: interessi delle potenze, indipendenza e questione dell'unità ». *Africa: Rivista trimestrale di studi e documentazione dell'Istituto italiano per l'Africa e l'Oriente* 63, 2 (2008) : 345-58. <http://www.jstor.org/stable/25734511>.
- . « Trieste e colonie alla vigilia delle elezioni italiane del 18 aprile 1948 ». *Rivista di Studi Politici Internazionali* 46, 2 (182) (1979) : 205-31. <http://www.jstor.org/stable/42734363>.

- Sollai, Luca. « Perspectives nationale et internationale dans l'étude du PCF et du PCI ». *Émulations-Revue de sciences sociales*, 26 (2018) : 19-35.
- Texier, Nicolas. « "L'ennemi intérieur" : L'armée et le Parti Communiste français de la Libération aux débuts de la Guerre froide ». *Revue historique des armées* 269 (2012) : 46-62.
- Vaïsse, Maurice. « Le général de Gaulle et La défense de L'Europe, 1947-1958 ». *Matériaux pour l'histoire de notre temps* Faire et refaire les armées - Penser et repenser les défenses, René Girault, dir., 29 (1992) : 5-8.
- Villatoux, Marie-Catherine. « La lutte contre la subversion en France au tournant des années 1950 ». *Inflexions* 14, 2 (2010) : 83-91.
<https://doi.org/10.3917/infle.014.0083>. <https://www.cairn.info/revue-inflexions-2010-2-page-83.htm>
https://www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=INFLE_014_0083.
- Wolikow, Serge. « Problèmes méthodologiques et perspectives historiographiques de l'histoire comparée du communisme ». *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique* 112-113 (2010) : 19-24.